Manuel de Formation

DU MARXISME, DU LÉNINISME ET DE LA PENSÉE MAO TSÉTOUNG

PRÉFACE

LE MARXISME-LENINISME ET LA PENSEE-MAOTSETOUNG

Le marxisme-léninisme est la synthèse de l'expérience historique du prolétariat international et des peuples opprimés depuis 130 ans; c'est la science et l'idéologie du prolétariat, la classe la plus révolutionnaire de la société actuelle. C'est en 1848 que Marx et Engels ont écrit le **Manifeste du Parti communiste,** une oeuvre clé du socialisme scientifique. Depuis, c'est cette théorie qui a guidé le mouvement révolutionnaire, confirmant ainsi la justesse et la vérité de ces principes. Seuls le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung peuvent éclairer notre voie vers le socialisme et le communisme: c'est là la conclusion de 130 ans de lutte ainsi que des révolutions russe et chinoise.

Qu'est-ce que la lutte des classes? Quelle est la nature de l'Etat? Quels sont les critères d'un véritable parti communiste? Quelle est l'origine de l'impérialisme? Comment mettre fin à l'oppression des femmes et à l'oppression nationale? Comment se transformer en communistes? Le marxisme-léninisme répond à toutes ces questions et à d'autres encore. Et le but du manuel de formation est de fournir l'essentiel de ces réponses à ceux qui débutent dans l'étude du communisme.

Le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung se sont toujours développés dans la lutte contre le révisionnisme, contre la tentative des agents de la bourgeoisie de dénaturer la théorie communiste, de déformer les thèses fondamentales du marxisme et de réduire le mouvement ouvrier à un suiveur docile de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, c'est le révisionnisme moderne, dirigé par

l'Union soviétique, qui est le danger principal pour le mouvement communiste. Avec leurs thèses, entre autres, du "Parti du peuple tout entier", de "l'Etat du peuple tout entier", "la transition pacifique", "la souveraineté limitée", "l'ami naturel des peuples en lutte", les révisionnistes modernes essaient de transformer le marxisme-léninisme en couverture pour les rêves d'hégémonie mondiale du social-impérialisme soviétique.

L'étude minutieuse de la théorie communiste se révèle d'autant plus importante, compte tenu de la nécessité de démasquer et de détruire ces falsificateurs du marxisme, ces ennemis du prolétariat et des peuples du monde. Et ceci est un des buts du manuel.

Les groupes d'études n'étudieront pas nécessairement le manuel en entier et certains chapitres pourront être vus individuellement ou dans un autre cadre. Cependant, la plus grande partie doit être étudiée collectivement et dans les groupes spécialement conçus à cet effet.

Les textes regroupés dans ce manuel ont été écrits par les plus éminents communistes, Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsétoung. Ce sont eux qui se sont distingués comme les meilleurs éducateurs et dirigeants de la classe ouvrière et des peuples opprimés. Ainsi, leurs oeuvres sont des contributions précieuses au mouvement révolutionnaire international et les principes qu'ils ont dégagés sont universellement applicables, compte tenu des conditions concrètes, à la révolution dans chaque pays.

Karl Marx (1818-1883) et son camarade de travail, Freidrich Engels (1820-1895) sont les fondateurs du communisme. C'est à Marx que revient le mérite d'avoir découvert le "secret" du profit capitaliste dans l'exploitation des ouvriers par les capitalistes. Il a étudié toutes les lois du développement du capitalisme, tirant la conclusion scientifique que la faillite du capitalisme est inévitable. Il a conclu que ce système pourri d'exploitation de l'homme par l'homme doit être remplacé par le système communiste, c'est-à-dire l'abolition de classes et la fin définitive de toute exploitation et oppression

sur la terre. Et il a démontré que ceci passe par la révolution socialiste par laquelle la classe ouvrière saisit le pouvoir et avance vers le but final de la société communiste. C'est pourquoi la théorie scientifique du socialisme est appelée marxisme, d'après les enseignements de ce grand scientifique et militant révolutionnaire.

Marx et Engels ont participé activement aux mouvements révolutionnaires de 1848, alors que toute l'Europe était bouleversée par des luttes de masse qui visaient à renverser la monarchie absolue. Plus tard, ils ont formé **L'Association internationale des travailleurs*** pour organiser et coordonner le mouvement ouvrier révolutionnaire dans différents pays. Leurs textes, comme le **Manifeste du Parti communiste, Le Capital, Socialisme utopique et socialisme scientifique, la dialectique de la nature**, et d'autres encore, constituent la base même du socialisme scientifique.

Vladimir Ilitch Lénine (1870-1924) fut le grand dirigeant de la révolution russe, la première révolution socialiste dans le monde. Marx et Engels avaient étudié le capitalisme à son stade concurrentiel, avant que des branches entières de l'économie soient dominées par une ou quelques entreprises monopolistes. Lénine a étudié le capitalisme monopoliste, formulé les lois du développement de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, ainsi que la théorie de la révolution prolétarienne à l'époque impérialiste. Lénine a combattu les opportunistes de la **IIe Internationale** des partis social-démocrates, et après la révolution bolchévique de 1917, il a fondé la **IIIe Internationale*** des partis

---

* *NDLR*

La Ière Internationale — l'Association internationale des travailleurs (1864-1873) — a été fondée par Marx et Engels pour unir les ouvriers révolutionnaires des différents pays, soutenir les grèves, propager le marxisme et fonder des partis communistes. Elle a été dissoute après l'échec de la Commune de Paris. Engels lui-même a participé à la fondation de la IIe Internationale (en 1889), qui regroupait les partis social-démocrates (marxistes) de plusieurs pays européens. Mais avec la Première Guerre mondiale de 1914-1918, la IIe Internationale a dégénéré en mouvement opportuniste. La plupart des partis qui en faisaient partie ont soutenu leurs propres bourgeoisies impérialistes dans la guerre. C'est alors que Lénine et les Bolchéviques

communistes pour aider à développer et diriger la révolution mondiale. C'est Lénine qui a développé la théorie et la pratique du parti communiste comme avant-garde et état-major de la classe ouvrière.

C'est en raison de l'analyse qu'il a faite de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, que son nom s'est ajouté à celui de Marx et que le socialisme scientifique fut connu comme le marxisme-léninisme.

Après la mort de Lénine, c'est Joseph Staline (1879-1953) qui a poursuivi son oeuvre, défendant le léninisme contre toutes sortes d'opportunistes, le développant sur la question de la construction du socialisme dans un seul pays et sur d'autres questions, comme la question nationale. Staline a dirigé la construction du socialisme en URSS pendant trente ans; il était à la tête du peuple et de l'armée soviétiques pendant la Deuxième Guerre mondiale pour détruire l'agression nazie et il a aidé à mettre sur pied le camp socialiste dans les années 40 et le début des années 50. Son oeuvre, malgré des erreurs, est positive* et ce n'est qu'après sa mort en 1953 que les renégats, comme Khrouchtchev et Brejnev, ont pu prendre le pouvoir dans le Parti et l'Etat soviétiques et restaurer le capitalisme en URSS.

Le flambeau du marxisme-léninisme a été repris par Mao Tsétoung, qui a dirigé la lutte dans le mouvement communiste international contre le révionnisme moderne, la trahison du marxisme-léninisme par la direction du Parti soviétique après 1956. Mao Tsétoung (1893-1976) s'est dis-

---

ont fondé la IIIe Internationale (1919-1943) pour regrouper les véritables forces révolutionnaires, combattre les révisionnistes et diriger les nouveaux partis communistes de tous les pays. La IIIe Internationale a été dissoute pendant la Deuxième Guerre mondiale de 39-45.

* *Cf pp.117 à 119 de ce manuel. Mao Tsétoung y explique pourquoi le Parti communiste chinois défend Staline contre les révisionnistes. De plus, dans* Les Dix Rapports, *Oeuvres choisies, Tome V, p. 328, Mao Tsétoung analyse la contribution de Staline au marxisme-léninisme et conclut que celui-ci, malgré certaines erreurs commises dans l'appréciation de la révolution chinoise par exemple, n'en demeure pas moins un grand marxiste.*

tingué comme dirigeant de la révolution chinoise, cette révolution de 800 millions d'hommes et de femmes dans le pays le plus peuplé du monde. Dans ses textes comme **De la pratique** et **De la contradiction**, il a synthétisé les principes de base de la philosophie marxiste et de la conception matérialiste du monde. Dans **De la démocratie nouvelle**, il a expliqué la place des luttes de libération nationale dans la révolution prolétarienne mondiale et leur transformation en révolutions socialistes sous la direction d'un parti communiste. Enfin, il a formulé la théorie de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, démontrant que les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes subsistent sous la dictature du prolétariat.

Ce ne sont là que quelques-unes des réalisations de ces grands éducateurs et dirigeants du prolétariat. Compte tenu de leurs contributions, on appelle la théorie du communisme, le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung. C'est pour cette raison que ce manuel de formation ne comprend que des extraits des oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsétoung, bien que des millions d'hommes et de femmes aient contribué au mouvement communiste international. Leurs textes sont les plus clairs, scientifiques et révolutionnaires; aussi devons-nous les étudier en premier.

LA LIGUE COMMUNISTE (MARXISTE-LENINISTE) DU CANADA

Aujourd'hui, la Ligue, fondée en 1975, est la seule organisation au Canada qui défend le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung. Elle reprend les traditions et le rôle révolutionnaires du Parti communiste canadien, autrefois communiste, mais qui a dégénéré en parti révisionniste dans les années 50.

Toutes les autres organisations ont été créées dans le seul but de désorganiser et de détruire le mouvement communiste au Canada, comme le "PCCML", ou ont

dégénéré en groupes opportunistes, révisionnistes et contre-révolutionnaires, comme En Lutte. Tous ces opportunistes se réclament du marxisme, mais aucun ne l'applique.

Leur pratique le démontre: une triste histoire de trahison des principes et de sabotage des luttes de la classe ouvrière. Ils s'unissent aujourd'hui, que ce soit les trotskystes et les révisionnistes, En Lutte ou le "PCCML", dans leurs attaques contre la Chine socialiste et la pensée-maotsétoung.

Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire. Et sans parti communiste, on ne peut diriger le mouvement révolutionnaire à la victoire du socialisme et à la société communiste sans classe. Ce sont là des principes de base du marxisme-léninisme.

Etant la seule à défendre la pureté du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, la Ligue est la seule capable de mener à bien la lutte pour créer un véritable parti communiste de la classe ouvrière canadienne. C'est pourquoi nous invitons les ouvriers et ouvrières, les gens du peuple les plus conscients et les plus déterminés, à lire le manuel de formation, à s'engager dans les groupes d'étude de la ligue et à joindre ses rangs!

LE MANUEL DE FORMATION

Le manuel comprend des textes choisis de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsétoung, regroupés en treize chapitres autour de thèmes clés tels la lutte de classes et la révolution prolétarienne, l'économie politique, le parti communiste, les syndicats ouvriers, l'impérialisme et la révolution prolétarienne, le style marxiste de travail et d'autres encore.

Ce manuel vise à répondre à des besoins de plus en plus urgents: 1) avoir un bref résumé, à partir des classiques, des principes de base du socialisme scientifique; 2) rendre ces textes choisis largement disponibles aux ouvriers et intellectuels révolutionnaires; et 3) avoir un plan de

formation uniforme pour tous les groupes d'étude.

Le manuel est conçu pour une étude collective, dans des groupes d'études de la Ligue. C'est là que les sympathisants peuvent poser des questions et débattre des principes. Ils peuvent aussi bénéficier de la direction des camarades de la Ligue et de l'aide d'autres sympathisants dans leur milieu d'intervention. C'est à partir des groupes d'études que les sympathisants peuvent développer leur pratique révolutionnaire et ainsi faire le lien entre la théorie et la pratique. Ceci est essentiel, car l'assimilation du marxisme se fait dans le contexte de son application à la lutte de classes, et pas dans les airs.

L'organisation du manuel de formation et le fonctionnement des groupes d'études sont conçus à partir des besoins des travailleurs et travailleuses des entreprises, des masses populaires dans les quartiers, des petits producteurs, des intellectuels révolutionnaires et de tout le peuple travailleur. En particulier, la Ligue accorde la priorité au prolétariat, la classe la plus révolutionnaire de notre société, la classe dirigeante de la lutte pour le socialisme.

Cette priorité se reflète dans le manuel de formation, par exemple, avec le chapitre sur les syndicats, et dans les groupes d'études, par un fonctionnement au rythme des sympathisants ouvriers.

Le manuel vise à encourager les lecteurs à lire les classiques d'où sont tirés les extraits. Un manuel de sélections ne peut jamais remplacer les textes complets, qui développent davantage les idées, expliquent le contexte dans lequel ces idées ont été développées, et dénoncent les conceptions opportunistes qui s'y opposaient. Les textes complets donnent une vue plus systématique de la pensée marxiste et sont indispensables pour tous les sympathisants. Par exemple, le texte **Socialisme utopique et socialisme scientifique** d'Engels développe le point de vue marxiste sur la théorie du socialisme et la philosophie, en plus d'une section sur l'économie politique qui est donnée

en extrait dans le chapitre 2 du manuel.

Dans l'étude des textes choisis du manuel, les lecteurs doivent s'efforcer de saisir l'essentiel du texte. Il faut s'en tenir à l'esprit des textes et dégager les principes contenus. Une lecture mécanique, rigide, des textes marxistes, qui ne tient pas compte des temps, lieux et conditions historiques dans lesquels ces textes ont été écrits, est erronée et anti-marxiste. Le marxisme n'est pas un dogme, mort et figé, qui ne se développe plus, mais bien une théorie vivante qui part de la pratique et doit s'enrichir continuellement par la pratique. Le marxisme, c'est le guide de notre pratique révolutionnaire.

C'est ainsi que Lénine a pu développer l'analyse marxiste du capitalisme en tenant compte de son développement au stade des monopoles et sa transformation en impérialisme. C'est en partant de la pratique de la révolution socialiste en Chine et de l'expérience négative de la restauration du capitalisme en URSS, que Mao Tsétoung a pu développer davantage la théorie léniniste de la révolution prolétarienne et formuler la thèse de la poursuite de la lutte de classes sous la dictature du prolétariat.

Enfin, il faut combiner l'étude de la ligne fondamentale du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung avec l'étude de la ligne politique de la Ligue. La ligne politique de la Ligue est l'application du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung à la situation concrète de la révolution au Canada. C'est ainsi que la Ligue a pu identifier correctement la contradiction principale au Canada de même que les autres contradictions majeures, analyser la situation internationale actuelle à la lumière de la théorie des trois mondes, et dégager nos tâches pour réaliser la révolution canadienne et aider la révolution mondiale.

C'est ainsi que la Ligue a joué un rôle important dans la grève générale du 14 octobre 1976, lors de la campagne pour soutenir la lutte des meuniers, lors de la tournée des représentants du PAC, etc. C'est ainsi que la Ligue a

pu nouer des relations étroites avec les Partis communistes du mouvement communiste international, dont ceux de la Chine, du Kampuchéa et d'ailleurs dans le monde.

Le besoin de mieux comprendre les bases théoriques de notre ligne politique doit motiver notre étude du marxisme, et cette étude doit confirmer la justesse de cette ligne politique.

C'est pour toutes ces raisons que le manuel de formation a été produit. Nous vous invitons tous à l'étudier dans le but d'assimiler et d'appliquer les principes qui y sont contenus. Nous encourageons aussi les critiques et les commentaires sur la sélection de textes et l'organisation du manuel, afin de permettre un perfectionnement constant en fonction des besoins des masses.

L'étude du marxisme est une lutte. La bourgeoisie fait tout pour empêcher la diffusion du communisme et pour décourager les travailleurs. Les révisionnistes font tout pour dénaturer le marxisme et calomnier la pensée-maotsétoung. Mais le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung, c'est la synthèse de l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière et des peuples du monde, et cela nous appartient. Son étude et son application guident notre lutte de classes et nous montrent la voie vers le socialisme et le communisme. Rien ne peut empêcher l'assimilation et l'application du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung par ceux qui sont prêts à mener la lutte!

VIVE LE MARXISME-LENINISME ET LA PENSEE-MAOTSETOUNG!

RALLIONS-NOUS A LA LIGUE, FORGEONS NOTRE PARTI!

SOCIALISME, LA SEULE VOIE, COMMUNISME, NOTRE BUT FINAL!

1

La lutte de classes et la révolution prolétarienne

INTRODUCTION

"L'histoire (écrite) de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classes." C'est avec ces mots que Marx et Engels commencent le Manifeste du Parti communiste, **une des oeuvres clefs du socialisme scientifique. Ayant démontré que la force motrice dans tout système de production depuis la division de la société en classes est la lutte entre exploités et exploiteurs, Marx et Engels ont étudié la lutte de classes que mène le prolétariat contre la bourgeoisie sous le capitalisme. Les principes du marxisme sur la lutte de classes, formulés en 1848, restent valables aujourd'hui encore.**

Marx et Engels ont démontré que les capitalistes sont des parasites qui ne produisent pas mais qui vivent de l'exploitation de ceux qui travaillent. Leurs richesses et leur

vie somptueuse sont gagnées au prix de la misère et de la pauvreté des masses. Le système capitaliste est un régime criminel qui se maintient en place par la répression de la classe ouvrière; c'est un système économique caractérisé par la crise, l'inflation et le chômage. Ces faits sont confirmés quotidiennement au Canada et dans le monde.

C'est le mérite historique de Marx et d'Engels d'avoir étudié la lutte de classes sous le capitalisme et d'avoir formulé la théorie du communisme, "l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat" (Engels, Principes du communisme). Car là où il y a oppression, il y a résistance. L'exploitation et la crise capitalistes provoquent nécessairement la riposte des travailleurs, et cette lutte de classes est le fondement de la vie politique et économique actuelle.

Le capitalisme a créé la grande industrie et les immenses usines pour développer la production et faire des profits fabuleux. Mais ce faisant, le capitalisme a fait naître le prolétariat pour faire fonctionner ses usines et accumuler du profit.

Les prolétaires ne sont pas de simples bêtes de travail, inconscients de leurs conditions misérables de vie et incapables de changer quoi que ce soit. Soumis à une exploitation et à une répression éhontées, le prolétariat s'organise d'abord en syndicats, pour se battre contre l'exploitation capitaliste; ensuite sous la direction d'un parti communiste, pour se débarrasser une fois pour toutes de ces bourreaux, les capitalistes.

C'est pourquoi Marx et Engels ont formulé la conclusion suivante au chapitre du Manifeste inclus dans cette première section du manuel de formation: "La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables."

C'est la mission historique du prolétariat d'unir tout le peuple, tous ceux qui sont opprimés par le Capital, pour le renverser et instaurer le socialisme puis le communisme. Le

prolétariat n'a aucun intérêt à exploiter le peuple, son seul intérêt est la libération de l'humanité tout entière. Qu'on se rappelle ces mots inspirateurs de Marx et Engels tout au long de nos lectures et études:

"Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner."

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!"

• LA DEFINITION MARXISTE DE COMMUNISME, PROLETARIAT ET BOURGEOISIE

Engels, F., **Principes du communisme,** (1847) in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 82-84 •

I. *Qu'est-ce que le communisme ?*

Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat.

II. *Qu'est-ce que le prolétariat ?*

Le prolétariat est la classe de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail, et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont les conditions d'existence et l'existence même dépendent de la demande de travail, par conséquent de la succession des périodes de crise et de prospérité industrielle, des oscillations d'une concurrence sans frein. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe laborieu-

---

• Les *Principes du communisme* sont un projet de programme de la Ligue des communistes écrit par Engels sur la demande du Comité de Paris. Dans une lettre à Marx datée des 23-24 novembre 1847, Engels proposa de renoncer à la forme « catéchisme » et de rédiger le programme de la Ligue des communistes sous forme de manifeste. Le IIe Congrès de la Ligue des communistes (29 novembre-8 décembre) approuva cette idée et confia à Marx et Engels la rédaction de son programme : *Manifeste du Parti communiste*. Les auteurs y firent entrer certaines thèses des *Principes du communisme*.

Dans les *Principes du communisme* Engels donna un fondement théorique aux principes de programme et de tactique essentiels d'un parti prolétarien, indiqua des dispositions à prendre pour préparer, une fois le prolétariat au pouvoir, le passage du capitalisme au socialisme.

se de l'époque actuelle.

III. *N'y a-t-il donc pas eu de tout temps des prolétaires ?*

Non. Il y a toujours eu des classes pauvres et laborieuses, et les classes laborieuses étaient la plupart du temps pauvres. Mais des pauvres, des ouvriers vivant dans les conditions que nous venons d'indiquer, donc des prolétaires, il n'y en a pas toujours eu, pas plus que la concurrence n'a toujours été libre et sans frein.

IV. *Comment est apparu le prolétariat ?*

Le prolétariat est apparu à la suite de la révolution industrielle, qui s'est produite en Angleterre au cours de la seconde moitié du dernier siècle et qui s'est répétée depuis dans tous les pays civilisés du monde. Cette révolution industrielle a été provoquée par l'invention de la machine à vapeur, des différentes machines à filer, du métier à tisser mécanique et de toute une série d'autres appareils mécaniques. Ces machines, qui étaient chères et que seuls, par conséquent, les gros capitalistes pouvaient se procurer, transformèrent complètement tout l'ancien mode de production et éliminèrent les anciens artisans, du fait qu'elles fabriquaient les marchandises mieux et à meilleur marché que les artisans ne pouvaient le faire avec leurs rouets et leurs instruments grossiers. C'est ce qui explique pourquoi l'introduction des machines mit complètement l'industrie aux mains des gros capitalistes et enleva toute valeur à la petite propriété artisanale (instruments, métiers, etc.), de sorte que les capitalistes eurent bientôt tout entre leurs mains et que les ouvriers n'eurent plus rien. Le système de la fabrique fut d'abord introduit dans l'industrie de l'habillement. Puis, la première impulsion une fois donnée, ce système s'étendit très rapidement à toutes les autres branches d'industrie, notamment à l'imprimerie, à la poterie, à la métallurgie. Le travail fut de plus en plus réparti entre les différents ouvriers, de telle sorte que l'ouvrier, qui faisait jusqu'alors un travail entier, ne fit plus désormais qu'une partie de ce travail. Grâce à cette division du travail, les produits purent être fabriqués plus rapidement, par conséquent à meilleur marché. Elle réduisit l'activité de chaque ouvrier à un geste mécanique très simple, constamment répété, qui pouvait être fait non seulement aussi bien, mais même mieux par une machine. Toutes les branches de la production tombèrent l'une après l'autre sous la domination du machinisme et de la grande industrie, tout comme le tissage et le filage. Le résultat fut qu'elles tombèrent complètement entre les mains des gros capitalistes, et que les ouvriers y perdirent ce qui leur restait encore d'indépendance. Peu à peu, outre la manufacture proprement dite,

l'industrie artisanale tomba de plus en plus sous la domination de la grande industrie, du fait qu'ici aussi de gros capitalistes, en installant de grands ateliers, où les frais généraux étaient moindres et où le travail pouvait être également divisé, éliminèrent peu à peu les petits producteurs indépendants. C'est ce qui explique pourquoi, dans les pays civilisés, presque toutes les branches de la production ont été incorporées dans le système de la grande industrie et pourquoi, dans toutes les branches d'industrie, la production artisanale et la production manufacturière sont éliminées par la grande industrie. C'est ce qui explique également la ruine, de jour en jour plus prononcée, de l'ancienne classe moyenne, artisanale, la transformation complète de la situation des ouvriers et la constitution de deux nouvelles classes, qui englobent peu à peu toutes les autres, à savoir :

1) la classe des gros capitalistes, qui sont déjà, dans tous les pays civilisés, en possession exclusive de tous les moyens d'existence et des matières premières et instruments (machines, fabriques) nécessaires à la production des moyens d'existence — c'est la classe des bourgeois, ou bourgeoisie.

2) la classe de ceux qui ne possèdent rien, et qui sont obligés de vendre leur travail aux bourgeois pour recevoir d'eux les moyens de subsistance nécessaires à leur entretien — c'est la classe des prolétaires, ou prolétariat.

• L'UNITE DU PEUPLE AUTOUR DU PROLETARIAT DANS LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE

Staline, J., **La Révolution d'Octobre et la question des couches moyennes,** (1923), in Le marxisme et la question nationale et coloniale, Editions Norman Bethune, Paris, pp. 211-212

Sans aucun doute, la question des couches moyennes est une des questions essentielles de la révolution ouvrière. Les couches moyennes, cela signifie la paysannerie et les « petites gens », la population laborieuse des villes. Il faut y ajouter les nationalités opprimées, dont les neuf dixièmes sont formés par les couches moyennes. Ce sont, vous le voyez, les couches qui, par leur situation économique, se

trouvent entre le prolétariat et la classe des capitalistes. L'importance de ces couches est déterminée par deux circonstances : d'abord, elles représentent la majorité ou, du moins, une forte minorité de la population des Etats actuels; ensuite, elles constituent les réserves sérieuses parmi lesquelles la classe des capitalistes recrute son armée contre le prolétariat. Le prolétariat ne peut se maintenir au pouvoir s'il ne jouit de la sympathie, de l'appui des couches moyennes et tout d'abord de la paysannerie, surtout dans un pays tel que notre Union des Républiques. Le prolétariat ne peut même pas songer sérieusement à s'emparer du pouvoir si ces couches ne sont pas au moins neutralisées, si elles n'ont pas encore eu le temps de se séparer de la classe des capitalistes, si elles forment encore, dans leur masse, l'armée du Capital. De là, la lutte pour les couches moyennes, la lutte pour la paysannerie qui apparaît nettement dans toute notre révolution, de 1905 à 1917, lutte qui est loin d'être terminée et qui se poursuivra encore dans l'avenir.

Si la révolution de 1848 en France fut vaincue, c'est en partie parce qu'elle ne trouva pas de sympathie dans la paysannerie française. La Commune de Paris tomba, entre autres causes, parce qu'elle se heurta à la résistance des couches moyennes, et tout d'abord de la paysannerie. De même pour la révolution russe de 1905. Se basant sur l'expérience des révolutions européennes, certains marxistes vulgaires, Kautsky en tête, en déduisirent que les couches moyennes et, avant tout, la paysannerie constituent, pour ainsi dire, les ennemis innés de la révolution ouvrière et que, par conséquent, il faut s'orienter sur une période plus longue de développement en résultat de laquelle le prolétariat constituera la majorité des nations, ce qui créera des conditions réellement favorables pour la victoire de la révolution ouvrière. Se basant sur cette conclusion, ces marxistes vulgaires mettaient le prolétariat en garde contre une révolution « prématurée ». Se basant sur cette conclusion, ils mettaient « par principe », les couches moyennes à l'entière disposition du Capital. Se basant sur cette conclusion, ils prophétisaient la défaite de la Révolution d'Octobre en Russie, invoquant le fait qu'en Russie le

prolétariat constitue la minorité, que la Russie est un pays rural et que, par conséquent, une révolution ouvrière est impossible.

Il est caractéristique que Marx lui-même considérait tout différemment les couches moyennes et, avant tout, la paysannerie. Alors que les marxistes vulgaires, se désintéressant de la paysannerie et l'abandonnant à l'entière disposition politique du Capital, se targuaient bruyamment de leur « fermeté de principes », Marx, ce marxiste le plus ferme sur les principes parmi tous les marxistes, conseillait avec insistance au parti des communistes de ne pas perdre de vue la paysannerie, de la gagner à la cause du prolétariat et de s'assurer de son aide dans la révolution prolétarienne à venir. ...

• L'HISTOIRE DE TOUTE SOCIETE DIVISEE EN CLASSES EST CELLE DE LA LUTTE DE CLASSES

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste**, (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123 *.

Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une

---

* Le *Manifeste du Parti communiste* est le premier programme du communisme scientifique qui expose les fondements de la doctrine de Marx et Engels. « Cet ouvrage expose avec une clarté et une vigueur remarquables la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale ; la dialectique, la science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution ; la théorie de la lutte de classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste. » (Lénine, Œuvres, t. 21, Paris-Moscou, p. 42).

Le *Manifeste du Parti communiste* apporta au prolétariat la preuve de la faillite inévitable du capitalisme et du triomphe de la révolution prolétarienne, définit les tâches et les objectifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Le *Manifeste* fut publié pour la première fois à Londres, en février 1848.

Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de communiste ?

Il en résulte un double enseignement.

Déjà le communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe.

Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent au conte du spectre communiste un manifeste du Parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le *Manifeste* suivant, qui est publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES *

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours ** n'a été que l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf,

---

* On entend par bourgeoisie la classe des capitalistes modernes, propriétaires des moyens de production sociale et qui emploient le travail salarié. On entend par prolétariat la classe des ouvriers salariés modernes qui, privés de leurs propres moyens de production, sont obligés, pour subsister, de vendre leur force de travail. *(Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888.)*

** Ou plus exactement l'histoire *écrite*. En 1847, l'histoire de l'organisation sociale qui a précédé toute l'histoire écrite, la préhistoire, était à peu près inconnue. Depuis, Haxthausen a découvert en Russie la propriété commune de la terre. Maurer a démontré qu'elle est la base sociale d'où sortent historiquement toutes les tribus allemandes et on a découvert, petit à petit, que la commune rurale, avec possession collective de la terre, a été la forme primitive de la société depuis les Indes jusqu'à l'Irlande. Enfin, la structure de cette société communiste primitive a été mise à nu dans ce qu'elle a de typique par la découverte de Morgan qui a fait connaître la nature véritable de la *gens* et sa place dans la *tribu*. Avec la dissolution de ces communautés primitives commence la division de la société en classes distinctes, et finalement opposées. J'ai essayé d'analyser ce procès de dissolution dans l'ouvrage *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 2e édition, Stuttgart 1886. *(Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888*[51].*)* — Voir t. III de la présente édition. *(N.R.)*

maître de jurande * et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres de corporation, des compagnons, des serfs et, de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les bourgeois des premières agglomérations urbaines ; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

• LA NAISSANCE, LE DEVELOPPEMENT ET LE DECLIN DE LA BOURGEOISIE

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste**, (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'ac-

---

* C'est-à-dire, membre de plein droit d'une corporation, maître du corps de métier et non juré. *(Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888.)*

tion. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place. La moyenne bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurande ; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture ; la moyenne bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge.

La bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication.

A chaque étape de l'évolution que parcourait la bourgeoisie correspondait pour elle un progrès politique. Classe opprimée par le despotisme féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune*, ici, république urbaine indépendante ;

---

* On désignait sous le nom de communes les villes qui surgissaient en France avant même qu'elles eussent conquis sur leurs seigneurs et maîtres féodaux l'autonomie locale et les droits politiques du « tiers état ». D'une façon générale, l'Angleterre apparaît ici en tant que pays type du développement économique de la bourgeoisie ; la France en tant que pays type de son développement politique. *(Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888.)*

C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient

là, tiers état taillable et corvéable de la monarchie*, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises l'*unique* et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au moyen âge, si admirée de la réaction, trouva son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine. Elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte,

---

leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome. *(Note d'Engels pour l'édition allemande de 1890.)*

* L'édition anglaise de 1888, parue sous la direction d'Engels, porte après les mots : « république urbaine indépendante », les mots qui suivent : « (comme en Italie et en Allemagne) », et après les mots « tiers état taillable et corvéable de la monarchie » — « (comme en France) ». *(N.R.)*

les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continuel de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles ; et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes, et, par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence fatale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies un une *seule* nation, avec un *seul* gouvernement, une *seule* loi, un *seul* intérêt national de classe, derrière un *seul* cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et

échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa.

A la place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

• LA CRISE ECONOMIQUE MONTRE LES LIMITES DE LA DIRECTION BOURGEOISE DE LA SOCIETE

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste,** (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123

Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à tout autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent

anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, les *prolétaires*.

• LA NAISSANCE, LE DEVELOPPEMENT ET LA MONTEE DU PROLETARIAT

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste**, (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123

A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail*, comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître-artisan patriarcal la grande fabrique du capitalisme industriel. Des masses d'ouvriers, entassées dans la fabrique, sont organisées militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bourgeois fabricant lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc., etc.

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent

---

* Dans les ouvrages postérieurs, Marx et Engels remplacent les termes « valeur du travail » et « prix du travail » par les expressions plus exactes de « valeur de la force de travail » et de « prix de la force de travail » introduites par Marx (voir dans le présent tome l'Introduction d'Engels à l'ouvrage de Marx *Travail salarié et capital*, pp. 147-155.

dans le prolétariat ; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettent pas d'employer les procédés de la grande industrie et ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas seulement leurs attaques contre les rapports bourgeois de production : ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'artisan du moyen âge.

A ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie : toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, le développement de l'industrie non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables : le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions

entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions * contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles ; çà et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le bill de dix heures en Angleterre.

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel ; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation**, c'est-à-dire des armes contre elle-même.

---

* Dans l'édition anglaise de 1888 le mot « coalitions » est suivi de « (trade-unions) ». *(N.R.)*

** Dans l'édition anglaise de 1888 au lieu des mots « éléments de sa propre éducation », on trouve les mots « éléments de sa propre éducation politique et générale ». *(N.R.)*

• LE PROLETARIAT, SEULE CLASSE CAPABLE DE DIRIGER TOUS CEUX QUI S'OPPOSENT A LA BOURGEOISIE

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste,** (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour adopter celui du prolétariat.

Quant au lumpen-prolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

• LA CHUTE DE LA BOURGEOISIE ET LA VICTOIRE DU PROLETARIAT SONT EGALEMENT INEVITABLES

Marx, K., Engels, F., **Manifeste du Parti communiste,** (1848), in Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 111-123

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété ; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne ; ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile,

plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent, du moins, de vivre dans la servitude. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le petit bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour conditions essentielles l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

1 Lectures complémentaires

Lénine, V., **Karl Marx,** (1914), in Oeuvres complètes, Tome 21, Editions du Progrès, Moscou, pp. 52-54 et 69-75. (Le texte explique la doctrine marxiste de la lutte de classes sous le capitalisme.)

Mao Tsétoung, **Analyse des classes de la société chinoise**, (1926), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 9-21 (C'est l'analyse de classes d'un pays dominé par le capitalisme, le féodalisme, et l'impérialisme.)

1 Questions

1) Qu'est-ce que le prolétariat? La bourgeoisie? Le peuple? Pourquoi faut-il unir tout le peuple autour du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie?

2) Comment la bourgeoisie a-t-elle pu jouer un rôle révolutionnaire face au système féodal? Pourquoi la bourgeoisie joue-t-elle un rôle réactionnaire aujourd'hui dans le système capitaliste?

3) Quelle est la mission historique du prolétariat et comment son développement le prépare-t-il pour réaliser cette tâche?

4) Pourquoi la victoire du prolétariat est-elle inévitable?

2

L'économie politique: l'exploitation et la crise

INTRODUCTION

L'économie politique n'est pas une chose mystérieuse ou un domaine de la connaissance accessible seulement aux professeurs d'université. C'est une partie importante de la théorie marxiste, qui doit être à la portée de tout ouvrier conscient de la lutte de classes que mène le prolétariat contre la bourgeoisie. En particulier, l'économie politique marxiste étudie les phénomènes économiques qui sous-tendent la lutte politique entre les classes antagoniques.

En ce qui concerne l'étude du système capitaliste, l'économie politique marxiste étudie les processus tels l'exploitation des ouvriers par les capitalistes et la source du

profit dans la plus-value, la crise économique et ses effets sur la classe ouvrière, et le développement des monopoles qui dominent des branches entières de l'économie.

L'économie politique marxiste établit que l'exploitation est le secret de l'enrichissement des capitalistes, que ce n'est pas "leur" propre travail, mais bien le travail non payé des ouvriers (la plus-value) qui est la source des profits fabuleux et du niveau de vie élevé des bourgeois. La théorie de la plus-value dévoile la vraie nature des capitalistes: des parasites dont le pouvoir doit être balayé par la révolution socialiste.

"La société bourgeoise d'aujourd'hui n'était pas moins démasquée que celles qui l'avaient précédée, comme une institution gigantesque d'exploitation de l'immense majorité du peuple par une minorité infime, qui ne cesse de diminuer." (Engels, **Karl Marx**).

L'économie politique marxiste démontre aussi que la crise économique est inhérente au système capitaliste, que rien ne peut empêcher le cycle infernal de "boom" et de "krach" économiques. Il n'est donc pas surprenant que la politique de la bourgeoisie soit de reporter les frais de la crise sur le dos de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Ceci explique les mesures telles que la fermeture des usines, le gel des salaires, la répression grandissante, et la dégradation des conditions de travail et de vie. Nous devons dès maintenant combattre les effets de la crise et bâtir le mouvement de riposte. Mais il est impossible sous le capitalisme d'éliminer les sources de la crise. "Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée" (Lénine, **Les leçons de la crise**).

C'est ainsi que l'économie politique marxiste, en particulier l'étude de l'exploitation et de la crise capitalistes contenue dans ce chapitre, est une partie intégrante et essentielle de la formation marxiste. C'est une arme de combat pour tous les travailleurs!

• LA THEORIE DE LA PLUS-VALUE DEVOILE L'ESSENCE DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Engels, F., **Karl Marx,** (1877), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 87-88

La deuxième découverte importante de Karl Marx est l'explication enfin donnée des rapports du Capital et du Travail, autrement dit la démonstration de la façon dont s'accomplit l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste au sein de la société actuelle, dans le mode de production capitaliste existant. Depuis que l'économie politique avait établi que seul le travail est la source de toute richesse et de toute valeur, on devait inévitablement se demander comment il se fait que le salarié ne reçoit pas toute la valeur produite par son travail et qu'il lui faut en abandonner une partie au capitaliste? C'est en vain que les économistes bourgeois et les socialistes se sont efforcés de donner une réponse scientifique valable à cette question jusqu'au moment où Marx apparut avec sa solution. Cette solution était la suivante : le mode de production capitaliste actuel implique l'existence de deux classes sociales : d'un côté, celle des capitalistes, qui sont en possession des moyens de production et de subsistance ; de l'autre, celle des prolétaires

qui, exclus de toute possession, ne peuvent vendre qu'une seule marchandise : leur force de travail, et qui, par conséquent, sont obligés de vendre cette force de travail pour obtenir des moyens de subsistance. Mais la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production ainsi qu'à sa reproduction ; donc la valeur de la force de travail d'un homme moyen pendant un jour, un mois, une année, est déterminée par la quantité de travail qui est incorporée dans la quantité de produits nécessaires à l'entretien de cette force de travail pendant un jour, un mois, une année. Admettons que les produits nécessaires à un ouvrier pour un jour exigent six heures de travail pour leur production, ou, ce qui revient au même, que le travail qui y est incorporé représente une quantité de travail de six heures. Dans ce cas, la valeur de la force de travail pour un jour s'exprimera par la somme d'argent nécessitant également six heures de travail. Admettons encore que le capitaliste qui occupe notre ouvrier lui paie cette somme, c'est-à-dire la valeur totale de sa force de travail. Si l'ouvrier travaille six heures par jour pour le capitaliste, il rembourse complètement au capitaliste ses dépenses : six heures de travail pour six heures de travail. Mais alors il ne resterait rien pour le capitaliste. Aussi celui-ci, raisonne-t-il tout autrement : j'ai acheté, dit-il, la force de travail de cet ouvrier non pas pour six heures, mais pour toute une journée. Par suite, il fait travailler l'ouvrier, suivant les circonstances, 8, 10, 12, 14 heures, et même davantage, de sorte que le produit de la septième, de la huitième heure et des heures suivantes est le produit d'un travail non payé et s'en va dans la poche du capitaliste. Ainsi l'ouvrier au service du capitaliste, non seulement reproduit la valeur de sa force de travail payée par le capitaliste, mais produit encore la *plus-value* que le capitaliste commence par s'approprier et qui, ultérieurement, en vertu de lois économiques déterminées, se répartit sur toute la classe capitaliste et forme la principale source d'où découlent la rente foncière, le profit, l'accumulation capitaliste, en un mot toutes les richesses consommées ou accumulées par les classes oisives. Mais c'est la démonstration que les richesses acquises par les capitalistes actuels proviennent de l'appropriation d'un travail d'autrui non payé, tout comme celles des propriétaires d'esclaves ou des seigneurs féodaux qui exploitaient le travail des serfs, et que toutes ces formes d'exploitation ne se distinguent que par la diversité des façons de s'approprier le travail non payé. Mais c'était aussi chasser de leurs derniers retranchements les classes possédantes arguant hypocritement que le Droit et l'Equité, l'Egalité des droits et des devoirs, l'Harmonie générale des intérêts règnent dans l'ordre social actuel. La société bourgeoise d'aujourd'hui n'était pas moins démasquée que celles qui l'avaient pré-

cédée comme une institution gigantesque d'exploitation de l'immense majorité du peuple par une minorité infime, qui ne cesse de diminuer.

• LA CRISE CAPITALISTE NE PEUT ETRE REGLEE QUE PAR LA REVOLUTION SOCIALISTE

Lénine, V., **Les leçons de la crise**, (1901), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 86-89

Voilà près de deux ans que dure la crise commerciale et industrielle. Et, selon toute apparence, elle ne fait que croître ; elle atteint de nouvelles branches d'industrie, s'étend à de nouvelles régions, s'aggrave de nouvelles faillites de banques. Notre journal, depuis le mois de décembre dernier, a, dans chacun de ses numéros, noté, d'une façon ou de l'autre, les progrès de la crise et ses funestes effets. Il est temps de poser le problème général des causes et de la signification de ce phénomène. Pour la Russie il est relativement nouveau, comme l'est tout notre capitalisme. Dans les vieux pays capitalistes, c'est-à-dire là où la majorité des produits est destinée à la vente, où la majorité des ouvriers, n'ayant ni terre ni instruments de travail, vendent leur force de travail en se louant dans des entreprises étrangères à des propriétaires possédant des terres, des fabriques, des machines, etc., — dans les pays capitalistes la crise est un phénomène ancien se répétant de temps à autre, comme les accès d'une maladie chronique. On peut donc prévoir les crises, et quand en Russie le capitalisme a commencé à se développer d'une façon particulièrement rapide, la littérature social-démocrate* a prévu la crise actuelle. Dans la brochure : *Les tâches des social-démocrates russes*, écrite fin 1897, il est dit :

« A l'heure actuelle, nous traversons visiblement une

* *NDLR*

Lénine utilise le terme "social-démocrate" avant 1917 pour désigner le mouvement révolutionnaire marxiste. Mais après 1917 il le remplace par le terme "communiste" pour se démarquer de la social-démocratie dégénérée en mouvement opportuniste à la solde de la bourgeoisie.

période du cycle capitaliste (circuit au cours duquel reviennent les mêmes événements, comme reviennent l'hiver et l'été) où l'industrie est « prospère » et le commerce très actif, où les usines travaillent à plein et où, tels les champignons après la pluie, pousse une multitude de nouvelles usines, entreprises, sociétés anonymes, chemins de fer, etc., etc. Point n'est besoin d'être prophète pour prédire la faillite inévitable (plus ou moins brusque) qui doit succéder à cette « prospérité » industrielle. Et cette faillite ruinera une foule de petits patrons, réduira au chômage une masse d'ouvriers* .» La faillite est venue si brusque, comme la Russie n'en avait jamais connue de pareille. De quoi donc dépend cette terrible maladie chronique de la société capitaliste, maladie qui revient avec une régularité facile à prévoir ?

La production capitaliste ne peut se développer autrement que par à-coup, deux pas en avant et un pas (parfois même deux) en arrière. Comme nous l'avons déjà noté, la production capitaliste est une production destinée à la vente, la production de marchandises pour le marché. En disposent des capitalistes isolés, œuvrant chacun de son côté, nul ne peut savoir exactement la quantité et le genre de produits demandés sur le marché. On produit au jugé, on ne s'occupe que d'une chose : se gagner de vitesse les uns les autres. Il est donc tout naturel que la quantité produite puisse ne pas répondre aux besoins du marché. Et cette éventualité est particulièrement fréquente quand un marché déjà important s'élargit encore subitement, englobant des régions nouvelles, inexplorées et immenses. C'est ce qui s'est passé quand, il n'y a pas longtemps, a commencé chez nous « l'épanouissement » de l'industrie. Les capitalistes de l'Europe entière ont jeté leurs griffes vers une partie du monde habitée par des centaines de millions d'hommes, l'Asie, où jusqu'alors l'Inde seule, avec une mince portion de la périphérie, était étroitement liée au marché mondial. Le chemin de fer transcaspien a « ouvert » au capital l'Asie centrale. Le « grand transsibérien » (grand non seulement en

---

* Voir Œuvres, t. 2, p. 353. (*N.R.*)

raison de sa longueur, mais aussi en raison du détournement excessif des fonds publics, commis par les constructeurs, de l'exploitation excessive des ouvriers qui l'ont construit) a ouvert la Sibérie. Le Japon a commencé à se transformer en une nation industrielle et a essayé de percer une brèche dans la muraille de Chine, mettant ainsi à découvert un morceau friand qu'ont immédiatement saisi à belles dents les capitalistes d'Angleterre, d'Allemagne, de France, de Russie et même d'Italie. La construction de voies ferrées gigantesques, l'extension du marché mondial et le développement du commerce, tout cela a provoqué une intensification inattendue de l'industrie, la multiplication des nouvelles entreprises, une course folle aux débouchés, la chasse au bénéfice, la fondation de nouvelles sociétés, l'afflux dans l'industrie d'une masse de nouveaux capitaux composés en partie des maigres économies des petits capitalistes. Rien d'étonnant si cette chasse mondiale effrénée à de nouveaux marchés inconnus a eu pour conséquence une faillite formidable.

Pour bien se rendre compte de cette chasse, il faut tenir compte des colosses qui y ont pris part. Quand on dit : « des entreprises séparées », « des capitalistes isolés », on oublie souvent que ces expressions, à proprement parler, sont inexactes. Au fond, c'est seulement l'appropriation du profit qui reste séparé, isolé, la production elle-même est sociale. Ces gigantesques faillites n'ont été rendues possibles et inévitables que parce qu'une bande de richards, ne cherchant que le lucre, se sont trouvés disposer de puissantes forces productives *sociales*. Illustrons cette idée par un exemple de l'industrie russe. Ces derniers temps, la crise a touché aussi la production pétrolière. Or cette industrie compte des entreprises comme la *Société des pétroles des frères Nobel*. En 1899, cette société a vendu 163 millions de pouds de produits pétroliers pour une somme de 53 millions et demi de roubles et, en 1900, déjà 192 millions de pouds pour 72 millions de roubles. En une année l'augmentation, dans une seule entreprise, est de 18 millions et demi ! Une « seule entreprise » de ce genre repose sur le travail commun de dizaines et de centaines de milliers d'ouvriers occupés à l'extraction du pétrole, à son traitement, à son transport dans les pipes-lines, sur les chemins de fer, par mer et par ri-

vières, occupés à la fabrication des machines, entrepôts matériaux, chalands, bateaux à vapeur, etc., nécessaires pour cela. Ces dizaines de milliers d'ouvriers travaillent pour toute la société, et pourtant leur travail est la propriété d'une poignée de millionnaires qui s'adjugent tous les bénéfices réalisés par ce travail organisé des masses. (La Société Nobel a réalisé en 1899 un bénéfice net de 4 millions, et en 1900, de 6 millions ; sur cette somme les actionnaires ont touché 1 300 roubles par action de 5 000 roubles, et les 5 membres de la direction ont touché en guise de *gratification* 528 000 roubles !) Si quelques entreprises semblables se lancent dans une chasse folle pour s'emparer d'une place sur un marché jusqu'alors inconnu, qu'y a-t-il d'étonnant qu'une crise survienne ?

Mieux encore. Pour que l'entreprise donne des bénéfices, il faut vendre les marchandises, trouver des acheteurs. Or ces acheteurs, c'est toute la masse de la population, car les énormes entreprises fabriquent des montagnes de produits. Or, dans tous les pays capitalistes, les neuf dixièmes de la population sont composés de pauvres : ouvriers recevant un salaire misérable, paysans vivant d'ordinaire plus mal que les ouvriers. Donc lorsque la grande industrie, pendant les périodes de prospérité, s'ingénie à produire le plus possible, elle jette sur le marché une telle quantité de produits que le gros du peuple, indigent, n'est pas en état de les acheter. Le nombre des machines, outils, entrepôts, voies ferrées, etc., va toujours croissant, mais cet accroissement, de temps à autre, s'arrête court parce que la masse du peuple, à qui en fin de compte sont destinés tous ces procédés perfectionnés de production, demeure dans une pauvreté voisine de la misère. La crise prouve que la société actuelle pourrait sortir infiniment plus de produits destinés à améliorer les conditions de vie des travailleurs, si la terre, les fabriques, les machines et le reste n'avaient pas été accaparés par une bande de propriétaires privés qui tirent des millions de la misère du peuple. La crise prouve que les ouvriers ne peuvent se borner à lutter pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions : pendant la période d'épanouissement de l'industrie, on peut conquérir ces concessions (et l'ouvrier russe, par sa lutte énergique, a, plus d'une fois, entre 1894 et 1898, conquis des concessions de

ce genre), mais la faillite survient et les capitalistes non seulement reprennent les concessions qu'ils avaient faites, mais profitent encore de l'impuissance des ouvriers pour diminuer davantage les salaires. Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée.

• LA CRISE EN EST UNE DE SURPRODUCTION

Engels, F., **Socialisme utopique et socialisme scientifique**, (1880), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 148-158

En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs appendices plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années. forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple-chase* complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition. Voilà ce que nous n'avons pas vécu moins de cinq fois déjà depuis 1825, et ce que nous vivons en cet instant (1877) pour la sixième fois. Et le caractère

de ces crises est si nettement marqué que Fourier a mis le doigt sur toutes en qualifiant la première de *crise pléthorique* *

On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie ; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus dessous. La collision économique atteint son maximum : *le mode de production se rebelle contre le mode d'échange.*

Le fait que l'organisation sociale de la production à l'intérieur de la fabrique s'est développée jusqu'au point où elle est devenue incompatible avec l'anarchie de la production dans la société, qui subsiste à côté d'elle et au-dessus d'elle — ce fait est rendu palpable aux capitalistes eux-mêmes par la puissante concentration des capitaux qui s'accomplit pendant les crises moyennant la ruine d'un nombre élevé de grands capitalistes et d'un nombre plus élevé encore de petits capitalistes. L'ensemble du mécanisme du mode de production capitaliste refuse le service sous la pression des forces productives qu'il a lui-même engendrées. Le mode de production ne peut plus transformer cette masse de moyens de production tout entière en capital ; ils chôment, et c'est pourquoi l'armée de réserve industrielle doit chômer aussi. Moyens de production, moyens de subsistance, travailleurs disponibles, tous les éléments de la production et de la richesse générale existent en excédent. Mais « la pléthore devient la source de la pénurie et de la misère » (Fourier), car c'est elle précisément qui empêche la transformation des moyens de production et de subsistance en capital. Car, dans la société capitaliste, les moyens de production ne peuvent entrer en activité à moins qu'ils ne se soient auparavant transformés en capital, en moyens pour l'exploitation de la force de travail humaine. La nécessité pour les moyens de production et de subsistance de prendre la qualité de capital se dresse comme un spectre entre eux et les ouvriers. C'est elle seule qui empêche la conjonction des leviers matériels et personnels de la production ; c'est elle seule qui interdit aux moyens de production de fonctionner, aux ouvriers de travailler et de vivre. D'une part, donc, le mode de production capitaliste est convaincu de sa propre incapacité de continuer à administrer ces forces productives. D'autre part, ces forces productives elles-mêmes poussent avec une puissance croissante à la suppression

* En français dans le texte. *(N.R.)*

de la contradiction, à leur affranchissement de leur qualité de capital, à *la reconnaissance effective de leur caractère de forces productives sociales.*

• LA BOURGEOISIE EST INCAPABLE DE TROUVER DES SOLUTIONS AUX CONTRADICTIONS DU CAPITALISME ET DE LA CRISE ECONOMIQUE

Engels, F., **Socialisme utopique et socialisme scientifique**, (1880), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 148-158

C'est cette réaction des forces productives en puissance croissante contre leur qualité de capital, c'est cette nécessité grandissante où l'on est de reconnaître leur nature sociale, qui obligent la classe des capitalistes elle-même à les traiter de plus en plus, dans la mesure tout au moins où c'est possible à l'intérieur du rapport capitaliste, comme des forces de production sociales. La période industrielle de haute pression, avec son gonflement illimité du crédit, aussi bien que le krach lui-même, par l'effondrement de grands établissements capitalistes, poussent à cette forme de socialisation de masses considérables de moyens de production qui se présente à nous dans les différents genres de sociétés par actions. Beaucoup de ces moyens de production et de communication sont, d'emblée, si colossaux qu'ils excluent, comme les chemins de fer, toute autre forme d'exploitation capitaliste. Mais, à un certain degré de développement, cette forme elle-même ne suffit plus ; les gros producteurs nationaux d'une seule et même branche industrielle s'unissent en un « trust », union qui a pour but la réglementation de la production ; ils déterminent la quantité totale à produire, la répartissent entre eux et arrachent ainsi le prix de vente fixé à l'avance. Mais comme ces trusts, en général, se disloquent à la première période de mauvaises affaires, ils poussent précisément par là à une socialisation encore plus concentrée : toute la branche industrielle se transforme en une seule grande société par actions, la concurrence intérieure fait place au monopole intérieur de cette société unique ; c'est ce qui est arrivé en-

core en 1890 avec la production anglaise de l'alcali qui, après fusion des 48 grandes usines sans exception, est maintenant dans les mains d'une seule société à direction unique, avec un capital de 120 millions de marks.

Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons.

Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction*. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer.

Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant

---

* Je dis : *il faut*. Car ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont *réellement* trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité *économique*, c'est seulement en ce cas qu'elle signifie un progrès économique, même si c'est l'Etat actuel qui l'accomplit ; qu'elle signifie qu'on atteint à un nouveau stade, préalable à la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même. Mais on a vu récemment depuis que Bismarck s'est lancé dans les étatisations, apparaître certain faux socialisme qui même, çà et là, a dégénéré en quelque servilité, et qui proclame socialiste sans autre forme de procès, *toute* étatisation, même celle de Bismarck. Evidemment, si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'Etat belge, pour des raisons politiques et financières très terre à terre, a construit lui-même ses chemins de fer principaux ; si Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre, pour faire des employés de chemins de fer un bétail électoral au service du gouvernement et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement, — ce n'était nullement là des mesures socialistes, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 30, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, — celle des bordels.

assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste, qui a commencé par évincer des ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve.

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'approcher de la solution.

• SEULE LA PRISE EN MAIN PAR LE PROLETARIAT DES FORCES PRODUCTIVES ET DU POUVOIR D'ETAT PEUT METTRE FIN AUX CRISES

Engels, F., **Socialisme utopique et socialisme scientifique**, (1880), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 148-158

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue, que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se produire que si

la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne. Ainsi, les producteurs font prévaloir en pleine conscience le caractère social des moyens de production et des produits, qui se tourne aujourd'hui contre les producteurs eux-mêmes, qui fait éclater périodiquement le mode de production et d'échange et ne s'impose que dans la violence et la destruction comme une loi de la nature à l'action aveugle ; dès lors, de cause de trouble et d'effondrement périodique qu'il était, il se transforme en un levier puissant entre tous de la production elle-même.

Les forces sociales agissent tout à fait comme les forces de la nature : aveugles, violentes, destructrices tant que nous ne les connaissons pas et ne comptons pas avec elles. Mais une fois que nous les avons reconnues, que nous en avons saisi l'activité, la direction, les effets, il ne dépend plus que de nous de les soumettre de plus en plus à notre volonté et d'atteindre nos buts grâce à elles. Et cela est particulièrement vrai des énormes forces productives actuelles. Tant que nous nous refusons obstinément à en comprendre la nature et le caractère, — et c'est contre cette compréhension que regimbent le mode de production capitaliste et ses défenseurs, — ces forces produisent tout leur effet malgré nous, contre nous, elles nous dominent, comme nous l'avons exposé dans le détail. Mais une fois saisies dans leur nature, elles peuvent, dans les mains des producteurs associés, se transformer de maîtresses démoniaques en servantes dociles. C'est là la différence qu'il y a entre la force destructrice de l'électricité dans l'éclair de l'orage et l'électricité domptée du télégraphe et de l'arc électrique, la différence entre l'incendie et le feu agissant au service de l'homme. En traitant de la même façon les forces productives actuelles après avoir enfin reconnu leur nature, on voit l'anarchie sociale de la production remplacée par une réglementation socialement planifiée de la production, selon les besoins de la communauté comme de chaque individu ; ainsi, le mode capitaliste d'appropriation, dans lequel le produit asservit d'abord le producteur, puis l'appropriateur lui-même, est remplacé par le mode d'appropriation des produits fondé sur la nature des moyens modernes de production eux-mêmes : d'une part appropriation sociale directe comme moyen d'entretenir et de développer la production, d'autre part appropriation individuelle directe comme moyen d'existence et de jouissance.

En transformant de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le mode de production capitaliste

crée la puissance qui, sous peine de périr, est obligée d'accomplir ce bouleversement. En poussant de plus en plus à la transformation des grands moyens de production socialisés en propriété d'Etat, il montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement. *Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat.* Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et oppositions de classes et également l'Etat en tant qu'Etat. La société qui subsistait et subsiste encore, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage ou dépendance féodale, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », *il s'éteint*. Voilà qui permet de juger la phrase sur l'« Etat populaire libre* », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique ; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les

* Voir le présent tome, pp. 21-25 et 31-32. *(N.R.)*

anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit être aboli du jour au lendemain

• LES CONDITIONS HISTORIQUES DE LA PRISE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT EXISTENT DES MAINTENANT

Engels, F., **Socialisme utopique et socialisme scientifique,** (1880), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, 148-158

Depuis l'apparition historique du mode de production capitaliste, la prise de possession de l'ensemble des moyens de production par la société a bien souvent flotté plus ou moins vaguement devant les yeux tant d'individus que de sectes entières comme idéal d'avenir. Mais elle ne pouvait devenir possible devenir une nécessité historique qu'une fois données les conditions matérielles de sa réalisation. Comme tout autre progrès social, elle devient praticable non par la compréhension acquise du fait que l'existence des classes contredit à la justice, à l'égalité, etc., non par la simple volonté d'abolir ces classes mais par certaines conditions économiques nouvelles. La division de la société en une classe exploiteuse et une classe exploitée, en une classe dominante et une classe opprimée était une conséquence nécessaire du faible développement de la production dans le passé. Tant que le travail total de la société ne fournit qu'un rendement excédant à peine ce qui est nécessaire pour assurer strictement l'existence de tous, tant que le travail réclame donc tout ou presque tout le temps de la grande majorité des membres de la société, celle-ci se divise nécessairement en classes. A côté de cette grande majorité, exclusivement vouée à la corvée du travail, il se forme une classe libérée du travail directement productif, qui se charge des affaires communes de la société : direction du travail, affaires politiques, justice, science, beaux-arts, etc. C'est donc la loi de la division du travail qui est à la base de la division en classes. Cela n'empêche pas d'ailleurs que cette divison en classes n'ait été accomplie par la violence et le vol, la ruse et la fraude, et que la classe dominante, une fois mise en selle, n'ait jamais manqué de conso-

lider sa domination aux dépens de la classe travailleuse et de transformer la direction sociale en exploitation des masses.

Mais si, d'après cela, la division en classes a une certaine légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production ; elle sera balayée par le plein déploiement des forces productives modernes. Et en effet, l'abolition des classes sociales suppose un degré de développement historique où l'existence non seulement de telle ou telle classe dominante déterminée, mais d'une classe dominante en général, donc de la division en classes, est devenue un anachronisme, une vieillerie. Elle suppose donc un degré d'élévation du développement de la production où l'appropriation des moyens de production et des produits, et par suite, de la domination politique, du monopole de la culture et de la direction intellectuelle par une classe sociale particulière est devenue non seulement une superfétation, mais aussi, au point de vue économique, politique et intellectuel, un obstacle au développement. Ce point est maintenant atteint. Si la faillite politique et intellectuelle de la bourgeoisie n'est plus guère un secret pour elle-même, sa faillite économique se répète régulièrement tous les dix ans. Dans chaque crise, la société étouffe sous le faix de ses propres forces productives et de ses propres produits inutilisables pour elle, et elle se heurte impuissante à cette contradiction absurde : les producteurs n'ont rien à consommer, parce qu'on manque de consommateurs. La force d'expansion des moyens de production fait sauter les chaînes dont le mode de production capitaliste l'avait chargée. Sa libération de ces chaînes est la seule condition requise pour un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide, et par suite, pour un accroissement pratiquement sans bornes de la production elle-même. Ce n'est pas tout. L'appropriation sociale des moyens de production élimine non seulement l'inhibition artificielle de la production qui existe maintenant, mais aussi le gaspillage et la destruction effectifs de forces productives et de produits, qui sont actuellement les corollaires inéluctables de la production et atteignent leur paroxysme dans les crises. En outre, elle libère une masse de moyens de production et de produits pour la collectivité en éliminant la dilapidation stupide que représente le luxe des classes actuellement dominantes et de leurs représentants politiques. La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice

libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe ajourd'hui pour la première fois, mais *elle existe* *.

Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes, qui pour la premième fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre socialisation. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées. La propre socialisation des hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité, du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.

* Quelques chiffres pourront donner une idée approximative de l'énorme force d'expansion des moyens de production modernes, même sous la pression capitaliste. D'après les derniers calculs de Giffen, la richesse totale de l'Angleterre et de l'Irlande atteignait en chiffres ronds :

en 1814 — 2 200 millions de livres = 44 milliards de marks
" 1865 — 6 100 " " = 122 " "
" 1875 — 8 500 " " = 170 " "

Quant à la dévastation de moyens de production et de produits dans les crises, le IIe congrès des industriels allemands à Berlin, le 21 février 1878, a estimé la perte totale rien que pour *l'industrie du fer allemande* au cours du dernier krach à 455 millions de marks.

• L'INEVITABILITE HISTORIQUE DE LA DESTRUCTION DU CAPITALISME PAR LE PROLETARIAT

Engels, F., **Socialisme utopique et socialisme scientifique**, (1880), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 148-158

Pour conclure, résumons brièvement la marche de notre développement :

I. *Société médiévale* : Petite production individuelle. Moyens de production adaptés à l'usage individuel, donc d'une lourdeur primitive, mesquins, d'effet minuscule. Production pour la consommation immédiate, soit du producteur lui-même, soit de son seigneur féodal. Là seulement où on rencontre un excédent de production sur cette consommation, cet excédent est offert en vente et tombe dans l'échange : production marchande seulement à l'état naissant, mais elle contient déjà en germe l'*anarchie dans la production sociale*.

II. *Révolution capitaliste :* Transformation de l'industrie, d'abord au moyen de la coopération simple et de la manufacture. Concentration des moyens de production jusque-là dispersés en de grands ateliers, par suite transformation des moyens de production de l'individu en moyens sociaux, — transformation qui ne touche pas à la forme de l'échange dans son ensemble. Les anciennes formes d'appropriation restent en vigueur. Le *capitaliste* apparaît : en sa qualité de propriétaire des moyens de production, il s'approprie aussi les produits et en fait des marchandises. La production est devenue un acte social ; l'échange et avec lui l'appropriation restent des actes individuels, actes de l'homme singulier : *le produit social est approprié par le capitaliste individuel*. Contradiction fondamentale d'où jaillissent toutes les contradictions dans lesquelles se meut la société actuelle et que la grande industrie fait apparaître en pleine lumière.

A. Séparation du producteur d'avec les moyens de production. Condamnation de l'ouvrier au salariat à vie. *Opposition du prolétariat et de la bourgeoisie*.

B. Manifestation de plus en plus nette et efficacité croissante des lois qui dominent la production des marchandises. Lutte de concurrence effrénée. *Contradiction de l'organisation sociale dans chaque fabrique et de l'anarchie sociale dans l'ensemble de la production*.

C. D'un côté, perfectionnement du machinisme, dont la concurrence fait une loi impérative pour tout fabricant et qui équivaut à une élimination toujours croissante d'ouvriers : *armée industrielle de réserve*. — De l'autre côté, extension sans limite de la production, également loi coercitive de la concurrence pour chaque fabricant. — Des deux côtés, developpement inouï des forces productives, excédent de l'offre sur la demande, surproduction, encombrement des marchés, crises décennales, cercle vicieux : *excédent, ici, de moyens de production et de produits-excédents, là, d'ouvriers* sans emploi et sans moyens d'existence ; mais ces deux rouages de la production et du bien-être social ne peuvent s'engrener, du fait que la forme capitaliste de la production interdit aux forces productives d'agir, aux produits de circuler, à moins qu'ils ne soient précédemment transformés en capital : ce que leur surabondance même empêche. La contradiction s'est intensifiée en contre-raison : *le mode de production se rebelle contre la forme d'échange*. La bourgeoisie est convaincue d'incapacité à diriger davantage ses propres forces productives sociales.

D. Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des *sociétés par actions,* puis par des trusts, ensuite par *l'Etat*. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue ; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés.

III. *Révolution prolétarienne,* résolution des contradictions : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan prédéterminé est désormais possible. Le développement de la production fait de l'existence ultérieure de classes sociales différentes un anachronisme. Dans la mesure où l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autorité politique de l'Etat entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre socialisation, deviennent aussi par là même, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres.

Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la cons-

cience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien.

Rédigé par Engels entre janvier et la première quinzaine de mars 1880
Publié en français dans « la Revue socialiste » nos 3, 4, 5 du 20 mars, du 20 avril, du 5 mai 1880 et en brochure séparée : F. Engels, « Socialisme utopique et socialisme scientifique », Paris, 1880

Conforme au manuscrit
Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée par les Editions Sociales, Paris, 1959

2 Lectures complémentaires

Marx, K., **Le capital**, (1867), Tome I, chapitre 7, section 2, Editions sociales, Paris, pp. 188-198

Engels, F., **Sur le capital de Marx**, (1868), in Marx-Engels, Oeuvres choisies, Tome 2, Editions du Progrès, Moscou, pp. 154-162 (Explication vulgarisée du Tome I du **Capital** de Marx.)

Staline, J., "Rapport sur l'activité du Comité central présenté au 17e Congrès du parti communiste (Bolchévik)", section 1, et "Rapport sur l'activité du Comité central présenté au 18e Congrès du Parti communiste (Bolchévik)", section 1 in **Les Questions du léninisme**, (1939), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 586-606 et pp. 772-786 (Sur la crise générale du capitalisme, et le rapport entre la crise et le danger de guerre.)

LC(ml)C, **Luttons classe contre classe contre la crise et pour le socialisme**, (1977). (Brochure d'agitation qui analyse les effets de la crise, et la riposte de la classe ouvrière.)

2 Questions

1) Comment les capitalistes s'approprient-ils la plus-value? (leurs profits) par l'exploitation des ouvriers? Quelle est la différence entre la valeur de la force de travail de l'ouvrier et la valeur qu'il transmet à la marchandise pendant une journée de travail?

2) Pourquoi la crise capitaliste est-elle inévitable? Quelle en est la source? Quelles sont les conséquences de la surproduction des marchandises?

3) Quelles sont les fausses solutions à la crise de la bourgeoisie? Et de ses agents dans le mouvement ouvrier? Pourquoi la révolution socialiste peut-elle mettre fin à la crise économique?

4) Quelles sont les contradictions continuellement aiguisées par le développement du capitalisme? Comment la révolution prolétarienne règle-t-elle ces contradictions?

3

L'Etat et la révolution

INTRODUCTION

La question clé dans la lutte de classes est celle du pouvoir d'Etat. Tant que la bourgeoisie le détient, elle va se servir de l'Etat capitaliste pour réprimer les luttes ouvrières et essayer d'écraser toute résistance du peuple.

S'il veut mener la lutte de classes jusqu'au bout, le prolétariat doit renverser cette machine de répression qu'est l'Etat capitaliste, et établir son propre Etat socialiste.

La question de l'Etat est un point de démarcation important entre les marxistes et les opportunistes, défenseurs du capitalisme dans le mouvement ouvrier. Est-ce que l'Etat est une machine de répression par laquelle une classe en domine une autre? Ou est-ce une tierce partie neutre dont la fonction est d'harmoniser les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat? Notre étude doit

nécessairement nous amener à défendre la première position, la position marxiste, et à fustiger ceux qui défendent le point de vue opportuniste et cachent la vraie nature de l'Etat afin de tromper les ouvriers.

Le prolétariat ne peut simplement prendre en main l'Etat existant et le réformer pour satisfaire ses besoins, car cet Etat appartient à nos ennemis, les capitalistes, et il est conçu pour servir uniquement leurs intérêts. "Briser la machine bureaucratique et militaire: en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution". Tel est l'enseignement clair, net et précis, formulé par Lénine dans un des extraits de L'Etat et la révolution de cette section.

Devenu classe dominante, le prolétariat peut alors poursuivre la révolution et construire le socialisme. Dans un texte contenu dans cette section, Mao Tsétoung résume les critères essentiels de ce processus.

Par l'Etat de dictature du prolétariat, la classe ouvrière exerce sa domination sur la bourgeoisie, empêchant ses tentatives de restaurer le capitalisme. Ce même Etat prolétarien assure la démocratie la plus large au sein du peuple, posant une des conditions nécessaires pour la transition au communisme.

Le communisme, c'est l'abolition des classes. Et avec l'instauration du communisme, l'Etat cessera d'exister car il n'y aura plus ni classes antagoniques, ni classes à réprimer.

L'Etat sous le capitalisme, sa transformation sous le socialisme et sa disparition sous le communisme: voilà les questions essentielles pour tout communiste qui sont abordées dans cette section.

A. L'Etat capitaliste et la révolution socialiste

• L'ETAT CAPITALISTE EST LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE SUR LE PROLETARIAT

Lénine, V., **Thèses sur la démocratie et la dictature**, (1919), in Oeuvres complètes, Tome 28, Editions du Progrès, Moscou, pp. 482-486 (extraits)

En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses *. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jurerait ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme ; et à l'heure actuelle, à l'heure où le

* Voir l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 18 — P. 482.

prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y a et il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

(...)

La « liberté de réunion » peut être considérée comme un modèle des revendications de la « démocratie pure ». Tout ouvrier conscient, qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra aussitôt qu'il serait absurde de promettre la liberté de réunion aux exploiteurs pendant la période et dans une situation où ceux-ci opposent une résistance à leur renversement et défendent leurs privilèges. Lorsque la bourgeoisie était révolutionnaire, elle n'accordait pas la « liberté de réunion », ni en Angleterre en 1649 ni en France en 1793, aux monarchistes et aux nobles qui faisaient appel aux troupes étrangères et qui se « rassemblaient » pour tramer des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie actuelle, devenue réactionnaire depuis longtemps, exige du prolétariat qu'il garantisse d'avance, quelle que soit la résistance des capitalistes à leur expropriation, la « liberté de réunion » pour les exploiteurs, les ouvriers ne feront que se moquer de l'hypocrisie de la bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent parfaitement que la « liberté de réunion », même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase creuse, car les riches disposent des plus belles salles, publiques et privées, et aussi de loisirs suffisants pour se réunir, et jouissent de la protection assurée par l'appareil bourgeois du pouvoir. Les prolétaires des villes et des campagnes ainsi que les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, n'ont rien de tout cela. Tant que cet état de choses demeure, l'« égalité », c'est-à-dire la « démocratie pure », est un mensonge. Afin de conquérir l'égalité véritable,

afin de réaliser en fait la démocratie pour les travailleurs, il faut commencer par prendre aux exploiteurs tous les édifices somptueux, privés et publics, il faut commencer par donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par les ouvriers armés, et non par des nobliaux ou des officiers capitalistes avec leurs soldats abrutis.

Ce n'est qu'après un tel changement qu'on peut parler de liberté de réunions, d'égalité, sans faire insulte aux ouvriers, aux travailleurs, aux pauvres. Et personne ne saurait le réaliser en dehors de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat qui renverse les exploiteurs, la bourgeoisie.

La « liberté de la presse » est également un des principaux mots d'ordre de la « démocratie pure ». Encore un coup, les ouvriers savent — les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois — que cette liberté est une duperie tant que les meilleures imprimeries et les gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que demeure le pouvoir du capital sur la presse, qui se manifeste dans le monde entier d'une manière d'autant plus brutale, éhontée, cynique que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, par exemple en Amérique. Afin de conquérir l'égalité véritable et la démocratie réelle pour les travailleurs, les ouvriers et les paysans, on doit d'abord empêcher le capital d'embaucher les écrivains, d'acheter les maisons d'éditions et de corrompre la presse ; or, à cet effet, il est indispensable de secouer le joug du capital, d'abattre les exploiteurs, de briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours donné le nom de « liberté » à la liberté de s'engraisser pour les riches, à la liberté de mourir de faim pour les ouvriers. Les capitalistes qualifient de liberté de la presse la liberté pour les riches de soudoyer la presse, la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique. Encore un coup, les défenseurs de la « démocratie pure » s'avèrent en fait les défenseurs du système le plus ignoble, le plus vénal, de domination des riches sur les moyens d'éducation des masses ; ils trompent le peuple et le détournent, à l'aide de phrases pompeuses et spécieuses, fausses de bout en bout, de la tâche historique, de

la tâche concrète de délivrer la presse de son asservissement au capital. La liberté et l'égalité véritables régneront dans le régime que construisent les communistes, où il sera impossible de s'enrichir aux dépens d'autrui, où il n'y aura pas de possibilité objective de soumettre, directement ou non, la presse au pouvoir de l'argent, où rien n'empêchera les travailleurs (ou groupe de travailleurs, quelle que soit son importance) de jouir sur un pied d'égalité du droit de se servir des imprimeries et du papier appartenant à la société.

L'histoire du XIX^{e} et du XX^{e} siècle nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse « démocratie pure » sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, « pure », et plus la lutte de classe devient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur « pureté ». L'affaire Dreyfus dans la France républicaine, les répressions sanglantes infligées aux grévistes par les détachements de mercenaires que les capitalistes arment dans la République américaine, libre et démocratique, ces faits et des milliers d'autres semblables révèlent cette vérité que la bourgeoisie s'emploie vainement à dissimuler, à savoir que même dans les républiques les plus démocratiques, on voit dominer en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, qui se manifestent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiteurs que le pouvoir du capital est ébranlé.

• L'ETAT EST LE PRODUIT DE CONTRADICTIONS ENTRE CLASSES INCONCILIABLES

Lénine, V., **L'Etat et la révolution**, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 417-422

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icones inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie. Tous les social-chauvins sont aujourd'hui « marxistes » — ne riez pas ! Et les savants bourgeois allemands, hier encore spécialisés dans l'extermination du marxisme, parlent de plus en plus souvent d'un Marx « national-allemand », qui aurait éduqué ces associations ouvrières si admirablement organisées pour la conduite d'une guerre de rapine !

Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'Etat. Pour cela, il est nécessaire d'emprunter toute une série de longues citations aux œuvres mêmes de Marx et d'Engels. Sans doute ces longues citations alourdiront-elles l'exposé et ne con-

tribueront-elles nullement à le rendre plus populaire. Mais il est absolument impossible de s'en dispenser. Tous les passages ou, du moins, tous les passages décisifs des œuvres de Marx et d'Engels sur l'Etat doivent absolument être reproduits aussi complètement que possible afin que le lecteur puisse lui-même se représenter l'ensemble des conceptions des fondateurs du socialisme scientifique et le développement de ces conceptions, et aussi pour que leur déformation par le « kautskisme » aujourd'hui prédominant soit démontrée, documents à l'appui, et mise en évidence.

Commençons par l'ouvrage le plus répandu de Fr. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, dont une sixième édition parut à Stuttgart dès 1894. Il nous faudra traduire les citations d'après les originaux allemands, parce que les traductions russes, bien que très nombreuses, sont la plupart du temps ou incomplètes ou très défectueuses.

> « L'Etat, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davantage « la réalité de l'idée morale », « l'image et la réalité de la raison », comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat (pp. 177-178 de la sixième édition allemande *).

* Voir F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux

Ici se trouve exprimée en toute clarté l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'Etat. L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

C'est précisément sur ce point essentiel et capital que commence la déformation du marxisme, déformation qui suit deux lignes principales.

D'une part, les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, « corrigent » Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins — qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx! — l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme *d'oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs.

Ainsi, dans la révolution de 1917, quand le problème de la signification et du rôle de l'Etat se posa dans toute son ampleur, pratiquement, comme un problème d'action immédiate et, qui plus est, d'action de masse, socialistes-révolutionnaires et mencheviks versèrent tous, d'emblée et sans réserve, dans la théorie petite-bourgeoise de la

---

volumes, Editions du Progrès, Moscou, t. II, p. 347).

Lénine cite le même ouvrage, pp. 420-421, 423, 424, 425, 426, 427 du présent tome (Ibid., pp. 347-351).

« conciliation » des classes par l'« Etat ». D'innombrables résolutions et articles d'hommes politiques de ces deux partis sont tout imprégnés de cette théorie petite-bourgeoise et philistine de la « conciliation ». Que l'Etat soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui *ne peut pas* être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre. L'attitude que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks observent envers l'Etat est une des preuves les plus évidentes qu'ils ne sont pas du tout des socialistes (ce que nous, bolcheviks, avons toujours démontré), mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie pseudo-socialiste.

D'autre part, il y a la déformation « kautskiste » du marxisme, qui est beaucoup plus subtile. « Théoriquement », on ne conteste ni que l'Etat soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait suivant : si l'Etat est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient *de plus en plus étranger* », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère « étranger ». Cette conclusion, théoriquement claire par elle-même, Marx l'a tirée avec une parfaite précision, comme nous le verrons plus loin, de l'analyse historique concrète des tâches de la révolution. Et c'est précisément cette conclusion que Kautsky — nous le montrerons en détail dans la suite de notre exposé — a... « oubliée » et dénaturée.

• L'ETAT EST UNE MACHINE DE REPRESSION PAR LAQUELLE UNE CLASSE EN DOMINE UNE AUTRE AU MOYEN DE LA POLICE, DE L'ARMEE ET DES PRISONS

Lénine, V., **L'Etat et la révolution**, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 417-422

...« Par rapport à l'ancienne organisation gentilice *, — poursuit Engels, — l'Etat se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants *d'après le territoire...* »

Cette répartition nous paraît « naturelle », mais elle a nécessité une lutte de longue haleine contre l'ancienne organisation par tribus ou par clans.

« ... En second lieu vient l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque Etat; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes, qu'ignorait la société gentilice... »

---

* *Organisation gentilice ou tribale de la société*, c'est-à-dire la société primitive, première formation économique et sociale de l'histoire. La gent était une communauté de sang liée par des intérêts économiques et sociaux identiques. La société gentilice connut deux grandes périodes: matriarcat et patriarcat. Ce dernier aboutit à la transformation de la société primitive en société de classe et à l'apparition de l'Etat. Les rapports de production de la société primitive reposaient sur la propriété collective des moyens de production et la répartition égalitaire, ce qui correspondait en gros au faible développement des forces productives de cette époque.

A propos de la société primitive, voir Karl Marx, *Résumé du livre de Lewis G. Morgan « La société antique »* (Archive Marx et Engels, t. IX, 1941) et l'ouvrage de F. Engels *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*

Engels développe la notion de cette « force » qui s'appelle l'Etat, force issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étrangère. Cette force, en quoi consiste-t-elle principalement? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc.

Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout Etat « ne coïncide plus directement » avec la population armée, avec l'« organisation armée autonome de la population ».

Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients précisément sur ce qui apparaît au philistinisme dominant, comme la chose la moins digne de retenir l'attention, la plus coutumière et consacrée par des préjugés non seulement tenaces, mais, pourrait-on dire, pétrifiés. L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat; mais comment pourrait-il en être autrement?

Pour l'immense majorité des Européens de la fin du XIX^e^ siècle, auxquels s'adressait Engels et qui n'avaient ni vécu ni observé de près une seule grande révolution, il ne pouvait en être autrement. Ils ne comprenaient pas du tout ce qu'est l'« organisation armée autonome de la population ». A la question de savoir pourquoi est apparue la nécessité de détachements spéciaux d'hommes armés (police, armée permanente), placés au-dessus de la société et lui devenant étrangers, les philistins des pays d'Europe occidentale et de Russie sont enclins à répondre par deux-trois phrases empruntées à Spencer ou à Mikhaïlovski, en rappelant la complication croissante de la vie sociale, la différenciation des fonctions, etc...

Ce rappel a une apparence « scientifique »; il endort admirablement le vulgaire en estompant le principal, l'essentiel: la division de la société en classes irrémédiablement hostiles.

Sans cette division, l'« organisation armée autonome de la population » se distinguerait par sa complexité, le niveau élevé de sa technique, etc., de l'organisation primi-

tive d'une troupe de singes s'armant de bâtons, ou de celle d'hommes primitifs ou associés en clans, mais elle serait possible.

Elle est impossible parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement « autonome » entraînerait une lutte armée entre elles. L'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, nous montre de la façon la plus évidente la lutte de classe toute nue, comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui *la* servaient, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploiteurs, mais les exploités.

Dans le passage cité, Engels pose théoriquement le problème que toute grande révolution nous pose pratiquement, concrètement et à l'échelle d'une action de masse, à savoir : le problème des rapports entre les détachements « spéciaux » d'hommes armés et l'« organisation armée autonome de la population ».

• LA LUTTE DE CLASSES MENE A LA DICTATURE DU PROLETARIAT, LE POUVOIR D'ETAT REVOLUTIONNAIRE

Lénine, V., L'Etat et la révolution, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 444-446

Mehring a publié en 1907 dans la *Neue Zeit* * (XXV, 2, 164) des extraits d'une lettre de Marx à Weydemeyer en date du 5 mars 1852. Cette lettre renferme entre autres la remarquable observation que voici :

* « *Die Neue Zeit* » (Temps Nouveaux), revue théorique du Parti

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que *l'existence des classes* n'est liée qu'à des *phases du développement historique de la production* (historische Entwicklungsphasen der Produktion) ; 2) que la lutte des classes *conduit* nécessairement à la *dictature du prolétariat* ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'*abolition de toutes les classes* et à une *société sans classes* »...

Dans ce texte, Marx a réussi à exprimer, avec un relief saisissant, d'abord, ce qui distingue principalement et foncièrement sa doctrine de celle des penseurs éclairés et les plus pénétrants de la bourgeoisie et, ensuite, l'essence de sa doctrine de l'Etat.

L'essentiel, dans la doctrine de Marx, c'est la lutte des classes. C'est ce qu'on dit et c'est ce qu'on écrit très souvent. Mais c'est inexact. Et, de cette inexactitude, résultent couramment des déformations opportunistes du marxisme, des falsifications tendant à le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Car la doctrine de la lutte des classes

---

* Voir la lettre de K. Marx à J. Weydemeyer du 5 mars 1852.

social-démocrate allemand, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Jusqu'en octobre 1917, fut rédigée par K. Kautsky, puis par G. Cunow. La revue fut la première à publier certains textes de Marx et d'Engels. Engels aidait la rédaction de ses conseils et la critiquait à maintes reprises pour ses déviations. A partir de 1895, après la mort d'Engels, la revue commença à servir systématiquement de tribune à des révisionnistes, publiant notamment la série d'articles intitulée « Problèmes du socialisme » par laquelle Bernstein inaugurait une violente campagne contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale, la revue adopta une position centriste, soutenant en fait les social-chauvins.

a été créée *non* par Marx, *mais* par la bourgeoisie *avant* Marx; et elle est, d'une façon générale, *acceptable* pour la bourgeoisie. Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme. Il n'est pas étonnant que, lorsque l'histoire de l'Europe eut amené la classe ouvrière à aborder *pratiquement* cette question, tous les opportunistes et les réformistes, mais aussi tous les « kautskistes » (ceux qui hésitent entre le réformisme et le marxisme) se soient révélés de pitoyables philistins et des démocrates petits-bourgeois, *négateurs* de la dictature du prolétariat. La brochure de Kautsky la *Dictature du prolétariat*, parue en août 1918, c'est-à-dire longtemps après la première édition du présent ouvrage, offre un modèle de déformation petite-bourgeoise du marxisme qu'elle répudie lâchement *en fait*, tout en le reconnaissant hypocritement *en paroles* (voir ma brochure: *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Petrograd et Moscou, 1918).

L'opportunisme contemporain, en la personne de son principal représentant, l'ex-marxiste K. Kautsky, répond entièrement à la caractéristique, donnée par Marx, de l'attitude *bourgeoise*, car il circonscrit le cadre de la reconnaissance de la lutte des classes à la sphère des rapports bourgeois. (Il n'est pas un seul libéral instruit qui, dans ses limites, ne consente à admettre « en principe » la lutte des classes!) L'opportunisme *n'étend pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette pério-

de est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'Etat de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie).

Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'*une* classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une: en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement *une dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une: *la dictature du prolétariat*.

• POUR FAIRE LA REVOLUTION SOCIALISTE, IL FAUT BRISER, DEMOLIR, DETRUIRE L'ETAT CAPITALISTE

Lénine, V., **L'Etat et la révolution**, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 447-450

La seule « correction» que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste*, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du *Manifeste communiste* «est

aujourd'hui vieilli sur certains points ».

« *La Commune, notamment, a démontré — poursuivent-ils — que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte* * »...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste*.

Chose extrêmement caractéristique: c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du *Manifeste communiste*, en ignorent certainement le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, *c'est exactement le contraire*. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann:

> « ...Dans le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *briser*. (Souligné par

* K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes. Ed. du Progrès, Moscou, t. I, p. 14.

Marx ; dans l'original, le mot est *zerbrechen*.) C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. » (*Neue Zeit*, XX, 1. 1901-1902 *, p. 709.) (Les lettres de Marx à Kugelmann comptent au moins deux éditions russes, dont une rédigée et préfacée par moi**.)

« Briser la machine bureaucratique et militaire » : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'« interprétation » dominante du marxisme, due à Kautsky!

Quant au passage du *18-Brumaire* auquel se réfère Marx, nous l'avons intégralement reproduit plus haut.

Deux points surtout sont à souligner dans ce passage de Marx. En premier lieu, il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871, quand l'Angleterre était encore un modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et, dans une large mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il une exception pour l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet *sans* destruction préalable de la « machine de l'Etat toute prête ».

Aujourd'hui, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants de la « liberté » anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme), ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique,

---

* Voir la lettre de K. Marx à L. Kugelmann du 12 avril 1871.

** Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 101-109. (*N.R.*)

« la condition première de toute révolution populaire réelle », c'est la *démolition*, la *destruction* de la « machine de l'Etat toute prête » (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection « européenne », commune désormais à tous les Etats impérialistes).

• LA LUTTE ARMEE EST ESSENTIELLE AU TRIOMPHE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Lénine, V., **Programme militaire de la révolution prolétarienne,** (1916), in Oeuvres complètes, Tome 23, Editions du Progrès, Moscou, pp. 88-91

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre

doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute *l'évolution objective* du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais *alors seulement, et en aucune façon avant.*

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards *uniquement* de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence *une horreur sans fin.* Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une *fin pleine d'horreur*, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de « revendiquer » le désarmement — ou, plus précisément, rêver de désarmement — à une époque où, au vu et au su de tout le monde, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A qui dira que c'est une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux grands faits historiques de portée mondiale : d'une part, le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques ; d'autre part, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas ce genre de développement, nous ne le «soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais *comment* luttons-nous? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos: tant mieux! Qu'on se hâte! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-démocrates en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais: « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait! » Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations terrorisées d'aujourd'hui — ou plus exactement: du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements— surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement une alliance internationale de « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde: il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est

militaire, à réclamer le désarmement? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils: « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant.»

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

3A Lectures complémentaires

Lénine, V., **De l'Etat**, (1919), in Oeuvres complètes, Tome 29, Editions du Progrès, Moscou, pp. 474-493 (Explications vulgarisées des conceptions marxistes sur l'Etat.)

Lénine, V., **La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky**, (1918), in Oeuvres complètes, Tome 28, Editions du Progrès, Moscou, chap. 2, pp. 250-259 (Sur la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne.) et chap. 4, pp. 266-273 (Sur la destruction de l'Etat capitaliste par la révolution socialiste.)

3A Questions

1) Pourquoi dit-on que la démocratie bourgeoise est une fraude pour la classe ouvrière?

2) Pourquoi la police, l'armée et les prisons constituent-elles l'essentiel de l'Etat bourgeois, et non pas le gouvernement? Quel est le rôle des différents niveaux de gouvernement dans l'Etat canadien?

3) Pourquoi les opportunistes refusent-ils de reconnaître la vraie nature de l'Etat capitaliste comme une machine de répression? Pourquoi refusent-ils de le détruire par la révolution prolétarienne?

4) Pourquoi la transition pacifique au socialisme est-elle impossible et la lutte armée nécessaire? Quelle est la différence entre la violence révolutionnaire et la violence réactionnaire?

B. La révolution, la construction socialiste et le communisme

- **LA DEMOCRATIE ET LA DICTATURE SOUS LE SOCIALISME**

Lénine, V., **L'Etat et la révolution**, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 496-499

... « Entre la société capitaliste et la société communiste, — poursuit Marx, — se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat* »...

Cette conclusion repose, chez Marx, sur l'analyse du rôle que joue le prolétariat dans la société capitaliste actuelle, sur les données relatives au développement de cette société et à l'inconciliabilité des intérêts opposés du prolétariat et de la bourgeoisie.

Autrefois, la question se posait ainsi : le prolétariat doit, pour obtenir son affranchissement, renverser la bourgeoisie, conquérir le pouvoir politique, établir sa dictature révolutionnaire.

Maintenant, la question se pose un peu autrement : le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste, est impossible sans une « période de transition politique » ; et l'Etat de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie ?

Nous avons vu que le *Manifeste communiste* rapproche simplement l'une de l'autre ces deux notions : « transformation du prolétariat en classe dominante » et « conquête de la démocratie ». Tout ce qui précède permet de déterminer plus exactement les modifications que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.

La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité,

uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se « désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale.

La justesse de cette affirmation est peut-être le mieux illustrée par l'Allemagne, parce que c'est dans ce pays précisément que la légalité constitutionnelle s'est maintenue avec une constance et une durée étonnantes pendant près d'un demi-siècle (1871-1914), et parce que la social-démocratie a su, durant cette période, faire beaucoup plus que dans d'autres pays pour « mettre à profit la légalité » et organiser les ouvriers en un parti politique dans une proportion plus considérable que nulle part au monde.

Quelle est donc cette proportion — la plus élevée que l'on observe dans la société capitaliste — des esclaves salariés politiquement conscients et actifs ? Un million de membres du parti social-démocrate sur 15 millions d'ouvriers salariés ! Trois millions de syndiqués, sur 15 millions !

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les « menus » (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les « miséreux » !), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc.. — on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais connu eux-mêmes le besoin et n'ont jamais approché les classes opprimées ni la vie des masses qui les composent (et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix neuf centièmes des publicistes et hommes politi-

ques bourgeois), — mais, totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce *trait essentiel* de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, — inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, — ne mène pas simplement, directement et sans heurts « à une démocratie de plus en plus parfaite », comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent *briser la résistance* des capitalistes exploiteurs.

Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. *En même temps* qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue *pour la première fois* démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, comme le lecteur s'en souvient : « ...tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour organiser la répression contre ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. »

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répres-

sion par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiteurs, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

• L'ETAT S'ETEINT AVEC L'AVENEMENT DU COMMUNISME

Lénine, V., **L'Etat et la révolution** (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 499-501

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors *seulement* que « l'Etat cesse d'exister et qu'*il devient possible de parler de liberté* ». Alors seulement deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, vraiment sans aucune exception. Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, *sans cet appareil spécial* de coercition qui a nom : l'Etat.

L'expression « l'Etat *s'éteint* » est très heureuse, car elle exprime à la fois la gradation du processus et sa spontanéité. Seule l'habitude peut produire un tel effet et elle le traduira certainement, car nous constatons mille et mille

fois autour de nous avec quelle facilité les hommes s'habituent à observer les règles nécessaires à la vie en société quand il n'y a pas d'exploitation, quand il n'y a rien qui excite l'indignation, qui suscite la protestation et la révolte, qui nécessite la *répression*.

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète ; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même.

En d'autres termes : nous avons, en régime capitaliste, l'Etat au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs — exige une cruauté, une férocité extrêmes dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est déjà exercée sur une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'« Etat », est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés *d'hier* est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée

à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiteurs même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors *personne* à mater, « personne » dans le sens d'aucune *classe* ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer *ces* excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés, même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à « s'éteindre ». Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'Etat *s'éteindra* à son tour.

• LA DIFFERENCE ENTRE SOCIALISME ET COMMUNISME

Lénine, V., **L'État et la révolution**, (1917), in Oeuvres complètes, Tome 25, Editions du Progrès, Moscou, pp. 506-507

La base économique de l'extinction totale de l'Etat, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture avec la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en « premier besoin vital », c'est ce que nous ne savons ni *ne pouvons* savoir.

Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'Etat, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes *n'existent pas*.

L'Etat pourra s'éteindre complètement quand la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », c'est-à-dire quand les hommes

se seront si bien habitués à respecter les règles fondamentales de la vie en société, et que leur travail sera devenu si productif, qu'ils travailleront volontairement *selon leurs capacités*. « L'horizon borné du droit bourgeois », qui oblige à calculer avec l'âpreté d'un Shylock : « N'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin ? N'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ? » — cet horizon borné sera alors dépassé. La répartition des produits n'exigera plus alors le rationnement par la société des produits délivrés à chacun ; chacun puisera librement « selon ses besoins ».

Du point de vue bourgeois, il est aisé de traiter un semblable régime social de « pure utopie », et de railler les socialistes qui promettent à chaque citoyen le droit de recevoir de la société, sans aucun contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos, etc. C'est à des railleries de cette nature que se bornent aujourd'hui encore la plupart des « savants » bourgeois, qui révèlent ainsi leur ignorance et leur mentalité de défenseurs intéressés du capitalisme.

Leur ignorance, car il n'est venu à l'esprit d'aucun socialiste de « promettre » l'avènement de la phase supérieure du communisme ; quant à la *prévision* de son avènement par les grands socialistes, elle suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la *disparition* de l'homme moyen *d'aujourd'hui* capable, comme les séminaristes de Pomialovski,* de gaspiller « à plaisir » les richesses publiques et d'exiger l'impossible.

En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société *et de l'Etat* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit *commencer* par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'Etat des fonctionnaires, mais par l'Etat des *ouvriers armés*.

---

* Les *Séminaristes*, que l'écrivain russe N. Pomialovski a dépeints dans le roman du même nom. —

• LA REVOLUTION ET LA CONSTRUCTION SOCIALISTES

Rédaction du Renmin Ribao et du Hongqi, **Le pseudo-communisme de Khrouchtchev**, (1964), Editions Drapeau rouge, Montréal, pp. 73-79

2. La société socialiste embrasse une très longue période historique.* Classes, lutte de classes et lutte entre voie socialiste et voie capitaliste y existent toujours. La révolution socialiste dans le seul domaine économique (en ce qui concerne la propriété des moyens de production) ne suffit pas, et n'assure d'ailleurs pas la stabilité. Il doit y avoir aussi révolution socialiste complète dans les domaines politique et idéologique. La lutte pour savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, dans les domaines politique et idéologique exige une très longue période de temps avant qu'il ne soit décidé de son issue. Quelques dizaines d'années n'y suffiront pas; partant, cent ans, voire des centaines d'années, sont nécessaires à la victoire. Question temps, mieux vaut donc se préparer à une période plutôt longue que courte. Question travail, mieux vaut l'envisager comme une tâche plutôt difficile que facile. Il y a plus d'avantages que d'inconvénients à penser et agir de cette façon. Celui qui ne saisit pas clairement cette situation, ou ne la saisit pas du tout, commettra des erreurs énormes. Dans cette période historique socialiste, nous devons maintenir la dictature du proléta-

* *C'est un écrit de Mao, tiré de* **Le pseudo-communisme de Krouchtchev et les** leçons qu'il donne au monde *(texte du Parti communiste chinois), dernier chapitre: "Les enseignements historiques de la dictature du prolétariat". Les rédacteurs l'introduisent ainsi: "Voici l'essentiel des théories et des mesures politiques formulées par le camarade Mao Tsé toung à ce sujet (comment la restauration du capitalisme peut être prévenue?) NOTE DE LA REDACTION (NDLR)*

riat, mener la révolution socialiste jusqu'au bout si nous voulons empêcher la restauration capitaliste et entreprendre l'édification socialiste, afin de créer les conditions pour le passage au communisme.

3. La dictature du prolétariat est placée sous la direction de la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Elle signifie que la classe ouvrière et, sous sa direction, le peuple exercent leur dictature sur les classes réactionnaires, les réactionnaires et les éléments qui s'opposent à la transformation socialiste et à l'édification du socialisme. Le centralisme démocratique est appliqué dans les rangs du peuple. Cette démocratie qui est nôtre est la démocratie la plus large qui soit, et qui est impossible dans n'importe quel Etat bourgeois.

4. Dans la révolution socialiste et l'édification socialiste, il est indispensable de s'en tenir à la ligne de masse, de mobiliser les masses sans réserve et de développer à grande échelle les mouvements de masse. La ligne de masse dite "Venir des masses et retourner aux masses" est la ligne fondamentale de tout le travail de notre Parti. La ferme confiance dans la majorité du peuple est nécessaire et avant tout dans la majorité de la masse fondamentale des ouvriers et des paysans. Savoir consulter les masses dans notre travail est nécessaire et se garder de ne jamais se couper d'elles. Le caporalisme et la condescendance doivent être combattus. La pleine et franche expression des avis au cours de grands débats est une importante forme de la lutte révolutionnaire que notre peuple a créée au cours de sa longue lutte révolutionnaire, une forme de lutte pour résoudre les contradictions au sein du peuple et les contradictions entre nous et nos ennemis en comptant sur les masses.

5. Tant dans la révolution socialiste que dans l'édification du socialisme, il importe de donner une solution

à la question de savoir sur qui s'appuyer, qui rallier et à qui s'opposer. Le prolétariat et son avant-garde doivent faire une analyse de classe de la société socialiste, s'appuyer sur les forces réellement dignes de confiance fermement engagées dans la voie socialiste, gagner à leur cause le maximum d'alliés et s'unir avec le peuple, qui constitue plus de 95 pour cent de la population, dans la lutte commune contre les ennemis du socialisme. Dans les régions rurales, même après la collectivisation de l'agriculture, s'appuyer sur les paysans pauvres et la couche inférieure des paysans moyens reste l'unique voie permettant de consolider la dictature du prolétariat et l'alliance ouvrière et paysanne, de défaire les forces capitalistes spontanément apparues, de renforcer et d'étendre continuellement les positions du socialisme.

6. Il est nécessaire de mener à grande envergure le mouvement d'éducation socialiste et de façon constante, à la ville comme à la campagne. Dans ce mouvement d'éducation du peuple, nous devons savoir organiser les forces de classe révolutionnaires, élever leur conscience de classe, apporter une juste solution aux contradictions au sein du peuple et unir toutes les forces susceptibles d'être unies. Dans ce mouvement, nous devons mener une lutte acharnée, qui rend coup pour coup, contre les forces capitalistes et féodales qui se montrent hostiles au socialisme, contre les propriétaires terriens, les paysans riches, les contre-révolutionnaires et les droitiers bourgeois, contre les déprédateurs, les dilapidateurs et les éléments dégénérés, refouler leurs attaques contre le socialisme et convertir la majorité d'entre eux en hommes nouveaux par la rééducation.

7. L'une des tâches fondamentales de la dictature du prolétariat consiste à œuvrer au développement de l'économie socialiste. Il est nécessaire de réaliser pas à

pas la modernisation de l'industrie, de l'agriculture, de la science, de la technique et de la défense nationale, à la lumière du principe général du développement de l'économie nationale, qui a l'agriculture pour base et l'industrie pour facteur dirigeant. Il est nécessaire d'élever graduellement et de manière générale le niveau de vie du peuple sur la base du développement de la production.

8. La propriété du peuple tout entier et la propriété collective sont les deux formes de l'économie socialiste. Le passage de la propriété collective à celle du peuple tout entier, de deux genres de propriété à la propriété unique du peuple tout entier, suppose un assez long processus de développement. Et la propriété collective elle-même grandit, passant d'un stade inférieur à un stade supérieur, d'une envergure réduite à une vaste envergure. La commune populaire créée par le peuple chinois est une forme d'organisation propre à résoudre cette question du passage.

9. La politique "Que cent fleurs s'épanouissent et que cent écoles rivalisent" stimule le développement de l'art et le progrès de la science, elle stimule l'épanouissement de la culture socialiste. L'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et doit être combinée avec le travail productif. Les travailleurs doivent approfondir leur acquis intellectuel et les intellectuels doivent faire corps avec les travailleurs. La promotion de l'idéologie prolétarienne et la destruction de l'idéologie bourgeoise dans les domaines scientifique, culturel, artistique et de l'éducation impliquent une lutte de classe prolongée et acharnée. Par la révolution culturelle et la pratique révolutionnaire de la lutte de classe, du combat pour la production et de l'expérimentation scientifique, nous devons créer une grande armée d'intellectuels de la classe ouvrière, au service du socialisme et à la fois rouges et experts (conscients politiquement et pro-

fessionnellement compétents).

10. Nous devons nous en tenir au système de la participation des cadres au travail productif collectif. Les cadres de notre Parti et de notre Etat sont des travailleurs ordinaires; ce ne sont pas des seigneurs pesant de tout leur poids sur le peuple. En prenant part au travail productif collectif, les cadres maintiennent de la façon la plus large des liens constants et étroits avec le peuple travailleur. C'est là une mesure majeure, d'importance fondamentale, en régime socialiste, qui contribue à vaincre le bureaucratisme et à empêcher le révisionnisme et le dogmatisme.

11. Le système des hauts salaires ne doit jamais être appliqué à un petit nombre de gens. L'écart entre le revenu personnel des cadres du Parti, du gouvernement, des entreprises et des communes populaires, d'une part, et celui des masses populaires, de l'autre, ne doit pas être élargi mais réduit rationnellement et graduellement, et chaque cadre doit être mis dans l'impossibilité d'abuser de ses pouvoirs, de jouir de privilèges spéciaux.

12. Les forces armées populaires d'un pays socialiste doivent être maintenues sous la direction du parti prolétarien et la surveillance des masses populaires, et doivent perpétuer les glorieuses traditions qui sont celles d'une armée du peuple, préserver l'unité entre l'armée et le peuple, entre les officiers et les soldats. Nous devons nous en tenir au système où les officiers vont servir comme simples soldats. Nous devons pratiquer la démocratie en matière militaire, politique et économique. En outre, l'organisation et l'entraînement de la milice doivent être généralisés afin de faire de la nation tout entière une nation en armes. Les fusils doivent être à jamais entre les mains du Parti et du peuple et on ne

peut en aucun cas les laisser devenir l'instrument des arrivistes.

13. Les organismes de la sécurité publique du peuple doivent être maintenus sous la direction du parti prolétarien et la surveillance des masses populaires. Il faut appliquer la politique consistant à compter sur les efforts conjugués des organismes de sécurité et des larges masses dans la lutte pour la défense des conquêtes du socialisme et des intérêts du peuple, afin qu'aucun élément malfaisant ne puisse échapper et qu'aucun honnête homme ne soit lésé. Tous les contre-révolutionnaires, une fois découverts, doivent être réprimés, et toutes les erreurs commises redressées.

14. En politique étrangère, il est nécessaire de maintenir l'internationalisme prolétarien, de combattre le chauvinisme de grande puissance et l'égoïsme national. Le camp socialiste est le produit de la lutte du prolétariat mondial et des peuples travailleurs. Il n'appartient pas seulement aux peuples des pays socialistes, mais aussi au prolétariat mondial et aux peuples travailleurs. Nous devons vraiment faire passer dans la réalité les mots d'ordre militants: "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" et "Prolétaires et nations opprimées du monde, unissez-vous!", combattre résolument la politique anticommuniste, antipopulaire et antirévolutionnaire de l'impérialisme et de la réaction mondiale, soutenir la lutte révolutionnaire de toutes les classes opprimées et de toutes les nations opprimées. Les rapports entre pays socialistes doivent être fondés sur l'indépendance et l'égalité complète, sur le principe internationaliste prolétarien du soutien mutuel et de l'entraide. Chaque pays socialiste doit compter principalement sur ses propres efforts dans son œuvre d'édification. Si un quelconque pays socialiste verse dans l'égoïsme national en politique étrangère, ou même travaille avec zèle au partage du monde

de connivence avec l'impérialisme, il y a dégénérescence et trahiston envers l'internationalisme prolétarien.

15. En tant qu'avant-garde du prolétariat, le parti communiste doit exister tant qu'existe la dictature du prolétariat. Le parti communiste est la forme d'organisation suprême du prolétariat. C'est par l'intermédiaire de sa direction que le prolétariat assume son rôle dirigeant. La direction du comité du Parti doit prévaloir en tant que système dans tous les secteurs. Durant la période de la dictature du prolétariat, le parti prolétarien doit maintenir et resserrer les liens étroits qu'il a avec le prolétariat et les grandes masses travailleuses, maintenir et développer son vigoureux style révolutionnaire, s'en tenir au principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pratique concrète de son propre pays, et persévérer dans la lutte contre le révisionnisme, le dogmatisme et les opportunismes de tout acabit.

3B Lectures complémentaires

Lénine, V., **La grande initiative**, (1919), in Oeuvres complètes, Tome 29, Editions du Progrès, Moscou, pp. 413-439. (Sur la poursuite de la lutte de classe sous le socialisme.)

Lénine, V., **L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat**, (1918), in Oeuvres complètes, Tome 30, Editions du Progrès, Moscou, pp. 103-114 (Sur les tâches de la dictature du prolétariat envers la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie.)

3B Questions

1) Pourquoi le socialisme est-il un système supérieur au capitalisme?

2) Quel est le rôle de l'Etat de dictature du prolétariat sous le socialisme? Quelles sont les conditions pour que l'Etat disparaisse?

3) Pourquoi la lutte de classes se poursuit-elle sous le socialisme? Pourquoi le danger de restauration du capitalisme existe-t-il pendant toute la période de transition socialiste? Que faut-il faire pour empêcher cette restauration capitaliste?

4

La lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme moderne

INTRODUCTION

Nous avons vu que les marxistes ont dû lutter pour défendre leurs justes conceptions et pratiques concernant les questions de la lutte de classes et de l'Etat et la révolution. Ils ont dû lutter non seulement contre la bourgeoisie, mais également contre les positions erronées des défenseurs du capitalisme, les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier même. On appelle ces derniers opportunistes, car ils cherchent toujours la voie facile d'accommodation, de conciliation et de collaboration avec la bourgeoisie; ils prétendent défendre la classe ouvrière pour mieux la trahir.

Si la bourgeoisie recourt ultimement à la force armée pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière, elle utilise aussi ses agents dans nos rangs: leur rôle est de saper le mouvement ouvrier de l'intérieur. C'est la vieille

tactique du cheval de Troie, qui se base sur l'idée que la forteresse peut être plus facilement enlevée de l'intérieur.

Ces opportunistes sont recrutés parmi une mince couche d'ouvriers corrompus qu'on appelle l'aristocratie ouvrière: un petit nombre de gens achetés par les surprofits réalisés par les capitalistes dans leur exploitation du monde entier. "Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de "l'aristocratie ouvrière", entièrement petite-bourgeoise de par leur mode de vie, par leur salaire et par toute leur conception du monde... est le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie" (**Lénine**, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme). **Ils se contentent de quelques miettes de la table des capitalistes et en échange, ils défendent leurs maîtres avec un acharnement féroce.**

Certains de ces opportunistes agissent ouvertement, clamant qu'on peut réformer le capitalisme petit à petit, à l'avantage des ouvriers, que la révolution est démodée, dépassée, impossible. On les appelle les réformistes, car ils veulent limiter le mouvement ouvrier à la seule lutte pour les réformes. D'autres opportunistes se cachent, se déguisent en marxistes pour mieux vider le marxisme de son contenu révolutionnaire, tout en se servant de sa terminologie. Parce qu'ils veulent en réviser les principes, on les appelle les révisionnistes. Mais tous deux, réformistes et révisionnistes, s'entendent sur une chose fondamentale: le maintien du capitalisme, la défense de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le danger principal pour le mouvement communiste est le révisionnisme moderne, la révision systématique du marxisme-léninisme et l'attaque en règle de la pensée-maotsétoung, dirigées par l'Union soviétique avec l'aide et le concours des partis révisionnistes à travers le monde. Cette forme de révisionnisme a pour but de trahir la cause révolutionnaire du prolétariat, de cacher la nature impérialiste de l'Union soviétique et de servir sa politique de superpuissance afin de gagner l'hégémonie mondiale. Combattre et détruire l'influence du révisionnisme dans notre pays et partout dans le monde est une tâche de la plus

haute importance.

Les marxistes-léninistes luttent pour l'unité de toute la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. Mais cette unité ne peut être gagnée qu'au prix d'un combat acharné contre tous les opportunistes qui nous divisent et nous détournent du but ultime de la révolution prolétarienne.

• LA LUTTE DES MARXISTES CONTRE LES REFORMISTES, SABOTEURS DE LA REVOLUTION

Lénine, V., **Marxisme et réformisme**, (1913), in Oeuvres complètes, Tome 19, Editions du Progrès, Moscou, pp. 399-403

Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital.

La bourgeoisie libérale donne les réformes d'une main et les reprend toujours de l'autre ; elle les réduit à néant ou les utilise pour assujettir les ouvriers, pour les scinder en différents groupes afin de perpétuer l'esclavage salarié des travailleurs. C'est pourquoi le réformisme, même lorsqu'il est absolument sincère, devient en fait pour la bourgeoisie un instrument de corruption et d'affaiblissement des ouvriers. L'expérience de tous les pays montre qu'en faisant

confiance aux réformistes les ouvriers ont toujours été dupes.

Au contraire, si les ouvriers ont assimilé l'enseignement de Marx, c'est-à-dire s'ils ont pris conscience du fait que l'esclavage salarié est inévitable aussi longtemps que dure la domination du capital, ils ne se laisseront tromper par aucune réforme bourgeoise. Comprenant que, si le capitalisme est maintenu, les réformes ne peuvent être ni durables ni sérieuses, les ouvriers luttent pour les améliorations qu'ils utilisent pour poursuivre une lutte plus opiniâtre contre l'esclavage salarié. Les réformistes s'efforcent de diviser et de tromper les ouvriers au moyen d'aumônes, de les détourner de la lutte de classe. Les ouvriers qui ont compris la fausseté du réformisme, utilisent les réformes pour développer et étendre leur lutte de classe.

Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées.

Les réformistes existent dans tous les pays, car partout la bourgeoisie cherche à dépraver les ouvriers d'une manière ou d'une autre, à en faire des esclaves satisfaits qui renoncent à l'idée de supprimer l'esclavage. En Russie, les réformistes sont les liquidateurs, qui renient notre passé afin d'endormir les ouvriers en les faisant rêver à un parti nouveau, déclaré, légal. Récemment, contraints par la *Sévernaïa Pravda* *, les liquidateurs de Pétersbourg ont commencé à se défendre contre les accusations de réformisme. Il faut s'arrêter attentivement sur leurs raisonnements, afin de bien tirer au clair cette question d'une importance extrême.

Nous ne sommes pas des réformistes, ont écrit les liquidateurs de Pétersbourg, car nous n'avons pas dit que les réformes sont tout et le but final, rien ; nous avons dit : mouvement vers le but final ; nous avons dit : par

* Voir le présent tome, pp. 349-352. (*N.R.*)

l'intermédiaire de la lutte pour les réformes, vers la plénitude des objectifs fixés.

Voyons si ce plaidoyer correspond à la vérité.

Premier fait. Le liquidateur Sédov, résumant les déclarations de tous ses pareils, a écrit que des « trois piliers » * mis en avant par les marxistes, deux ne conviennent pas actuellement pour l'agitation. Il a laissé subsister la journée de travail de 8 heures, théoriquement réalisable comme réforme. Il a écarté ou éloigné précisément ce qui sort des cadres d'une réforme. Par conséquent, il est tombé dans l'opportunisme le plus évident, en pratiquant justement la politique qui s'exprime par la formule que le but final n'est rien. C'est bel et bien du réformisme, quand on repousse le plus loin possible de l'agitation le « but final » (ne serait-ce que par rapport à la démocratie).

Deuxième fait. La fameuse Conférence d'août des liquidateurs (tenue l'an dernier) repousse elle aussi le plus loin possible, pour un cas spécial, les revendications non réformistes, au lieu de les avancer le plus près possible, au cœur même de l'agitation.

Troisième fait. En niant et en minimisant le « passé », en le rejetant avec impatience, les liquidateurs se cantonnent par là même dans le réformisme. Dans les circonstances actuelles, le lien du réformisme avec la négation du « passé » est évident.

Quatrième fait. Le mouvement économique des ouvriers suscite la colère et les attaques des liquidateurs (« frénésie », « agitation stérile », etc., etc.) aussitôt qu'il se rattache à des mots d'ordre qui débordent le cadre du réformisme.

Qu'obtenons-nous en fin de compte ? En paroles, les liquidateurs rejettent le réformisme de principe ; dans les faits, ils l'appliquent sur toute la ligne. D'un côté, ils nous assurent que pour eux les réformes ne sont nullement tout, mais de l'autre, à chaque fois que, dans la pratique,

---

* *Les trois piliers*, expression couramment employée dans la presse bolchevique légale et aux réunions légales pour désigner les trois mots d'ordre fondamentaux (non tronqués), à savoir : république démocratique, journée de travail de 8 heures, confiscation de toutes les terres seigneuriales. Voir p. 51 du présent tome.

les marxistes dépassent les limites du réformisme, les liquidateurs répondent par des attaques ou par une attitude dédaigneuse.

Par ailleurs, les événements qui se produisent dans tous les domaines du mouvement ouvrier nous montrent que, loin de rester en arrière, les marxistes tiennent manifestement la tête en ce qui concerne l'utilisation pratique des réformes et la lutte pour les réformes. Prenez les élections à la Douma dans la curie ouvrière, les interventions des députés à la Douma et en dehors de la Douma, la mise sur pied des journaux ouvriers, l'utilisation de la réforme des assurances, le syndicat des métallurgistes, le plus important des groupements professionnels, etc. : partout vous verrez que les ouvriers marxistes l'emportent sur les liquidateurs dans le domaine du travail direct, immédiat et « quotidien », dans la propagande, l'organisation, la lutte pour les réformes et leur utilisation.

Les marxistes travaillent inlassablement : ils ne laissent passer aucune « possibilité » de réformes et d'utilisation des réformes ; ils ne blâment pas, mais soutiennent et s'appliquent à développer tout dépassement des limites du réformisme, qu'il s'agisse de propagande, ou d'agitation, ou d'action économique de masse, etc. Quant aux liquidateurs, qui se sont écartés du marxisme, ils ne font que désorganiser le mouvement ouvrier par leurs attaques contre l'existence même d'un tout marxiste, par leur destruction de la discipline marxiste et par leur propagande en faveur du réformisme et de la politique ouvrière libérale.

Il ne faut pas oublier, en outre, qu'en Russie le réformisme se présente sous une forme particulière, qui consiste à vouloir identifier les conditions fondamentales de la situation politique dans la Russie d'aujourd'hui et dans l'Europe d'aujourd'hui. Du point de vue du libéral, cette identification est légitime, car le libéral croit et professe que « nous avons, Dieu merci, une constitution ». Le libéral exprime les intérêts de la bourgeoisie, quand il défend l'opinion qu'après le 17 octobre tout dépassement des limites du réformisme par la démocratie est une folie, un crime, un péché, etc.

Mais ce sont précisément ces idées bourgeoises que nos

liquidateurs prônent en fait lorsque, constamment et systématiquement, ils « transfèrent » en Russie (sur le papier) le « parti au grand jour », la « lutte pour la légalité », etc. Autrement dit, de même que les libéraux, ils prônent le transfert de la constitution européenne en Russie *sans* le cheminement particulier qui a abouti en Occident à l'adoption de constitutions et à leur affermissement durant des générations, et parfois même durant des siècles. Les liquidateurs et les libéraux veulent, comme on dit, laver la peau sans la plonger dans l'eau.

En Europe, le réformisme, c'est en pratique le rejet du marxisme et son remplacement par une « politique sociale » bourgeoise. Chez nous, le réformisme des liquidateurs signifie non seulement cela, mais encore en plus la destruction de l'organisation marxiste, le refus des objectifs démocratiques de la classe ouvrière et leur remplacement par une politique ouvrière libérale.

La « Pravda Trouda » n° 2, 12 septembre 1913. Signé : V. I.

Conforme au texte du journal

• L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ET LES PARTIS "TRAVAILLISTES" BOURGEOIS

Lénine, V., **L'impérialisme et la scission du socialisme**, (1916), in Oeuvres complètes, Tome 23, Editions du Progrès, Moscou, pp. 127-132

Là est justement l'essence économique et politique de l'impérialisme, dont Kautsky cherche à estomper les très profondes contradictions, au lieu de les dévoiler.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste *peut, économiquement*, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son *sur*profit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de sa-

voir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire.

De 1848 à 1868, et aussi partiellement plus tard, l'Angleterre était seule à bénéficier du monopole ; *c'est pourquoi* l'opportunisme a pu y triompher des dizaines d'années durant ; *il n'y avait pas* d'autres pays possédant de riches colonies ou disposant d'un monopole industriel.

Le dernier tiers du XIX^e^ siècle a marqué le passage à une nouvelle époque, celle de l'impérialisme. Le capital financier bénéficie d'une situation de monopole *non pas* dans une seule, mais dans plusieurs grandes puissances, très peu nombreuses. (Au Japon et en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne.) Il résulte de cette différence que le monopole de l'Angleterre *a pu* demeurer *incontesté* pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé ; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière *de tout un* pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, *chaque* « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches *moins nombreuses* (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « *parti ouvrier bourgeois* », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « *le parti ouvrier bourgeois* » *est inévitable* et typique pour *tous* les pays impérialistes ; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., *en permettant* de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de

plus en plus la *masse* du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des *masses*, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ». La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans *tous* les pays. Il n'y a aucune différence essentielle entre un parti régulièrement constitué comme, par exemple, celui de Bissolati en Italie, parti parfaitement social-impérialiste, et, disons, le pseudo-parti à demi constitué des Potressov, Gvôzdev, Boulkine, Tchkhéidzé, Skobélev et C^ie^. Ce qui importe, c'est que, du point de vue économique, le rattachement de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est parvenu à sa maturité et s'est achevé ; quant à la forme politique, ce fait économique, ce changement des rapports de classe s'en trouvera une sans trop de « difficulté ».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes *politiques* correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », — voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le

même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on *ne peut* entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. Je qualifierais ce système de lloydgeorgisme, du nom d'un des représentants les plus éminents et les plus experts de ce système dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois », le ministre anglais Lloyd George. Brasseur d'affaires bourgeois de premier ordre et vieux flibustier de la politique, orateur populaire, habile à prononcer n'importe quel discours, même rrrévolutionnaire, devant un auditoire ouvrier, et capable de faire accorder de coquettes aumônes aux ouvriers obéissants sous l'aspect de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie * , et il la sert justement *parmi* les ouvriers, il propage son influence *justement* au sein du prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de s'assurer une emprise morale sur les masses.

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le *courant* social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les

* Récemment, dans une revue anglaise, j'ai trouvé l'article d'un tory, adversaire politique de Lloyd George : « Lloyd George vu par un tory. » La guerre a ouvert les yeux à cet adversaire et lui a montré quel parfait commis de la bourgeoisie est ce Lloyd George ! Les tories ont fait la paix avec lui !

ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois » invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes.

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans *tous* les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. La fraction Tchkhéidzé*, *Naché Diélo*, *Golos Trouda*** en Russie et les « okistes » à l'étranger, ne sont rien de plus qu'une variété d'un de *ces* partis. Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître *avant* la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit-bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier.

---

* *Fraction Tchkhéidzé* : groupe menchévik à la IVe Douma d'Etat.

** «*Naché Diélo*» [Notre Cause], revue mensuelle menchévique, principal organe des liquidateurs, des social-chauvins de Russie ; parut en 1915 à Pétrograd à la place de la revue *Nacha Zaria* [Notre Aurore], interdite en octobre 1914.

«*Golos Trouda*» [la Voix du Travail], revue menchévique légale ; parut à Samara en 1916.

Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés ; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières ; Hyndman a quitté le parti ; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes.

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX^e^ siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une *minorité du prolétariat*. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de $^1/_5$ du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e^ siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des *vieilles* trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse *inférieure* », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui *n'est pas* contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste

ne *représentent* qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller *plus bas* et *plus profond*, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

Dans notre prochain article, nous essaierons de résumer les principaux caractères distinctifs de cette ligne, en l'opposant au kautskisme.

Rédigé en octobre 1916

Publié en décembre 1916 dans le nº 2 du «Recueil du Social-Démocrate»
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du «Recueil»

• LA LUTTE DES MARXISTES CONTRE LES REVISIONNISTES, QUI VIDENT LE COMMUNISME DE SON CONTENU REVOLUTIONNAIRE

Lénine, V., **Marxisme et révisionnisme**, (1908), in Oeuvres complètes, Tome 15, Editions du Progrès, Moscou, pp. 27-34 (extraits)

Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essayerait certainement de les réfuter. Les théories des sciences naturelles, qui heurtaient les vieux préjugés de la théologie, ont suscité et suscitent encore une lutte forcenée. Rien d'étonnant si la doctrine de Marx, qui sert directement à éclairer et à organiser la classe avancée de la société moderne, indique les tâches de cette classe et démontre que par suite du développement économique, le régime actuel sera inévitablement remplacé par un nouvel ordre de choses, rien d'étonnant si cette doctrine a dû conquérir de haute lutte chaque pas fait sur le chemin de la vie.

Inutile de parler de la science et de la philosophie bourgeoises desséchées qu'enseignent des professeurs desséchés pour abêtir la jeune génération des classes possédantes et la « dresser » contre les ennemis du dedans et du dehors. Cette science-là ne veut même pas entendre parler du marxisme qu'elle proclame réfuté et anéanti. Jeunes érudits, qui se font une carrière à réfuter le socialisme, et vieillards décrépits, gardiens du legs de tous les « systèmes » surannés possibles, attaquent Marx avec un zèle égal. La montée du marxisme, la propagation et l'affirmation de ses idées dans la classe ouvrière rendent nécessairement plus fréquentes et plus aiguës ces attaques de la bourgeoisie contre le marxisme qui, après chaque « exécution » par la science officielle, devient plus ferme, plus trempé et plus vivant que jamais.

Mais, même parmi les doctrines rattachées à la lutte de la classe ouvrière et répandues principalement dans le prolétariat, le marxisme est bien loin d'avoir, d'emblée, affermi sa position. Dans les cinquante premières années

de son existence (à compter de 1840), le marxisme combattit les théories qui lui étaient foncièrement hostiles. De 1840 à 1845, Marx et Engels règlent leur compte aux jeunes hégéliens radicaux, qui s'en tenaient en philosophie à l'idéalisme. Vers la fin de la décade 1840-1850, la lutte s'engage dans le domaine des doctrines économiques, contre le proudhonisme *. Les années 1850-1860 achèvent cette lutte : critique des partis et des doctrines qui se manifestèrent pendant la tourmente de 1848. De 1860 à 1870, la lutte passe du domaine de la théorie générale dans un domaine plus proche du mouvement ouvrier proprement dit : le bakouninisme** est chassé de l'Internationale. Au début de la décade 1870-1880, en Allemagne, le proudhonien Mühlberger réussit quelque temps à se faire valoir ; vers 1880, c'est le tour du positiviste Dühring. Mais cette fois l'influence que l'un et l'autre exercent sur le prolétariat est tout à fait insignifiante. Dès lors le marxisme l'emporte indéniablement sur toutes les autres idéologies du mouvement ouvrier.

---

* *Proudhonisme*, courant socialiste petit-bourgeois profondément étranger à la science et au marxisme, appelé du nom de son promoteur, l'anarchiste Proudhon. Proudhon critiquait la grande propriété capitaliste a partir de positions petites-bourgeoises et rêvait de perpétuer la petite propriété privée ; il proposait la création d'une banque populaire et d'une banque d'échange, appelées, selon lui, à aider les ouvriers à acquérir leurs propres moyens de production, à se transformer en artisans et à pouvoir assurer l'écoulement « équitable » de leurs produits. Proudhon ne comprenait pas la mission historique du prolétariat, s'opposait à la lutte de classes, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat ; il rejetait, d'un point de vue anarchiste, la nécessité de l'Etat. Marx et Engels menèrent une lutte conséquente contre les tentatives des proudhoniens de faire triompher leurs idées au sein de la Ire Internationale. Marx se livra dans son livre *Misère de la philosophie* à une critique impitoyable du proudhonisme. L'action résolue de Marx, d'Engels et de leurs partisans dans le cadre de la Ire Internationale aboutit à une victoire complète du marxisme sur le proudhonisme.

** *Bakouninisme*, courant baptisé du nom de Michel Bakounine, idéologue de l'anarchisme et ennemi juré du marxisme et du socialisme scientifique. Ses partisans luttèrent avec acharnement contre la théorie marxiste et la tactique du mouvement ouvrier. A la base du bakouninisme reposent la négation de tout Etat, y compris la dictature du prolétariat, l'incompréhension du rôle

Aux environs de 1890 cette victoire, dans ses grandes lignes, est un fait accompli. Même dans les pays latins, où les traditions proudhoniennes se sont maintenues le plus longtemps, les partis ouvriers édifient en fait leurs programmes et leur tactique sur la base marxiste. L'organisation internationale du mouvement ouvrier ressuscitée sous forme de congrès internationaux périodiques se place, d'emblée et presque sans lutte, dans toutes les questions essentielles, sur le terrain du marxisme. Mais lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé mais la lutte continuait. Et dès le second demi-siècle d'existence du marxisme, commence (après 1890) la lutte d'un courant hostile au marxisme au sein du marxisme.

L'ancien marxiste orthodoxe Bernstein, qui fit le plus de bruit et donna l'expression la plus complète des rectifications apportées à Marx, de la révision de Marx, du révisionnisme, a donné son nom à ce courant. Même en Russie où naturellement — par suite du retard économique du pays et de la prédominance de la population paysanne écrasée sous les survivances du servage —, le socialisme non marxiste se maintint plus longtemps qu'ailleurs, même en Russie il dégénère manifestement, sous nos yeux, en révisionnisme. Dans la question agraire (programme de municipalisation des terres) comme dans les questions générales de programme et de tactique, nos social-populistes remplacent de plus en plus par des « rectifications » de Marx les restes moribonds de leur système cohérent à sa manière, et foncièrement hostile au marxisme, mais désormais caduc.

Le socialisme prémarxiste est battu. Il poursuit la lutte, non plus sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme.

(...)

historique du prolétariat. Des sociétés révolutionnaires secrètes, formées de personnalités «exceptionnelles», étaient appelées, selon les bakouninistes, à diriger les émeutes populaires à déclenchement instantané. Leur tactique de complot, d'insurrection immédiate et de terrorisme était aventuriste et contredisait la théorie marxiste de l'insurrection.

En matière d'économie politique, notons avant tout que les « rectifications » apportées par les révisionnistes furent beaucoup plus variées et circonstanciées ; on s'efforça d'agir sur le public par les « récentes données du développement économique ». On prétendit que la concentration de la production et l'évincement de la petite production par la grande ne s'observaient pas du tout dans l'agriculture, et que dans le commerce et l'industrie, ils ne s'effectuaient qu'avec une extrême lenteur. On prétendit que les crises se faisaient plus rares aujourd'hui, plus faibles, et que vraisemblablement les cartels et les trusts permettraient au capital de les supprimer tout à fait. On prétendit que la « théorie de la faillite » vers laquelle s'acheminait le capitalisme était inconsistante, les antagonismes de classe ayant tendance à s'émousser, à s'atténuer. On prétendit enfin qu'il serait bon de corriger aussi la théorie de la valeur de Marx d'après Böhm-Bawerk .

(...)

Les choses allaient encore plus mal pour le révisionnisme en ce qui concerne la théorie des crises et la théorie de la faillite. Ce n'est que pendant un laps de temps très court, que seuls les moins clairvoyants ont pu songer à une refonte des principes de la doctrine de Marx, sous l'influence de quelques années d'essor et de prospérité industriels. La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque de crises n'était pas révolue : une crise succéda à la prospérité. Les formes, la succession, la physionomie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. Les cartels et les trusts, en unifiant la production, aggravaient en même temps aux yeux de tous l'anarchie de la production, l'incertitude du lendemain pour le prolétariat et l'oppression du capital ; ils envenimaient ainsi, à un degré inconnu jusque-là, les antagonismes de classe. Les formidables trusts modernes ont précisément démontré d'une façon saisissante et à une vaste échelle, que le capitalisme allait vers la faillite, tant au point de vue des différentes crises politiques et économiques qu'au point de vue de l'effondrement total de l'ordre capitaliste. La récente crise

financière en Amérique, l'aggravation effroyable du chômage dans toute l'Europe, sans parler de la crise industrielle imminente qu'annoncent de nombreux symptômes, ont abouti à ceci que les récentes « théories » des révisionnistes sont oubliées de tous, voire, paraît-il, de beaucoup de révisionnistes eux-mêmes. Seulement, il ne faut pas oublier les leçons que la classe ouvrière a tirées de cette instabilité typique d'intellectuel.

(...)

En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme : la théorie de la lutte des classes. La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel privent de tout terrain la lutte de classe, nous a-t-on affirmé, et démentent le vieux principe du *Manifeste du Parti communiste* : les ouvriers n'ont pas de patrie. Dès l'instant où, dans la démocratie, c'est la « volonté de la majorité » qui prévaut, on ne saurait, paraît-il, ni envisager l'Etat comme un organisme de domination de classe, ni refuser les alliances avec la bourgeoisie progressive, social-réformatrice, contre les réactionnaires.

Il est incontestable que ces objections des révisionnistes se résumaient en un système de conceptions assez cohérent, savoir : de conceptions bourgeoises libérales connues de longue date. Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois supprimait les classes et les divisions en classes, puisque tous les citoyens sans distinction bénéficiaient du droit de vote, du droit de participation à la chose publique. Toute l'histoire européenne de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, toute l'histoire de la révolution russe du début du XX^e^ siècle, montrent à l'évidence l'absurdité de ces conceptions. Avec la liberté du capitalisme « démocratique », les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Le parlementarisme n'empêche pas les républiques bourgeoises les plus démocratiques d'être des organes d'oppression de classe, il le fait apparaître avec plus d'évidence. Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile

pendant ces révolutions. Les événements du printemps de 1871 à Paris et ceux de l'hiver 1905 en Russie ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement. La bourgeoisie française, pour écraser le mouvement prolétarien, n'a pas hésité une seconde à passer un marché avec l'ennemi national, avec l'armée étrangère qui venait de ruiner sa patrie. Quiconque ne comprend pas l'inéluctable dialectique interne du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit encore plus brutale qu'autrefois, faisant davantage intervenir la violence de masse, ne saura jamais mener sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces « conflits ». L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral (les cadets) dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer, ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. Le millerandisme * français — l'expérience la plus considérable en matière d'application de la tactique politique révisionniste, sur une grande échelle, à une échelle vraiment nationale—, a donné du révisionnisme une appréciation pratique que le prolétariat du monde entier n'oubliera jamais.

Le complément naturel des tendances économiques et politiques du révisionnisme a été son attitude à l'égard du but final du mouvement socialiste. Le maître mot de Bernstein : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout », traduit la nature du révisionnisme mieux que quantité de longues dissertations. Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la ver-

---

* *Millerandisme*, courant opportuniste de la social-démocratie, ainsi appelé du nom du socialiste réformiste français Alexandre Millerand, qui en 1899, accepta un portefeuille dans un gouvernement bourgeois réactionnaire et soutint sa politique antipopulaire.

satilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste. Et de l'essence même de cette politique découle ce fait évident qu'elle peut varier ses formes à l'infini, et que chaque question un peu « nouvelle », chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements — ce changement dût-il ne modifier la ligne essentielle du développement qu'à un degré infime et pour le plus court délai, — engendreront, inévitablement et toujours, telles ou telles variétés du révisionnisme.

• LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE DE KHROUCHTCHEV *

Mao Tsétoung, **Discours à la Deuxième Session plénière du Comité central issu du VIIIe Congrès du PCC**, (1956), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 369-370

Je voudrais dire quelques mots à propos du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. A mon avis, il y a deux "épées": l'une est Lénine et l'autre, Staline. L'épée qu'est Staline, les Russes l'ont maintenant rejetée. Gomulka et certains Hongrois l'ont ramassée pour frapper l'Union soviétique, pour combattre ce qu'on appelle stalinisme. Dans beaucoup de pays d'Europe, les partis communistes critiquent aussi l'Union soviétique; leur leader, c'est Togliatti. Les

---

* *NDLR*

C'est à partir du XXe Congrès du PC(b) de l'URSS en 1956 que la clique de Khrouchtchev et Brejnev a pris le contrôle du Parti et de l'Etat, et a restauré le capitalisme en URSS. C'est ainsi que de premier pays socialiste, l'URSS est devenue un pays social-fasciste (socialiste en paroles, fasciste dans les faits).. et social-impérialiste (socialiste en paroles et impérialiste dans les faits). C'est Mao Tsé-toung qui le premier a dénoncé le XXe Congrès et alerté le mouvement communiste face au danger du révisionnisme moderne de Khrouchtchev. On qualifie ce révisionnisme de "moderne" pour le distinguer du révisionnisme de la IIe Internationale au début du 20e siècle.

impérialistes se servent aussi de cette épée pour tuer les gens; Dulles par exemple l'a brandie un moment. Cette arme n'a pas été prêtée, elle a été jetée. Nous autres Chinois, nous ne l'avons pas rejetée. Premièrement, nous défendons Staline et deuxièmement, nous critiquons aussi ses erreurs; et pour cela, nous avons écrit l'article "A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat". Ainsi, au lieu de le diffamer et de l'anéantir comme font certains, nous agissons en partant de la réalité.

Quant à l'épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas été aussi rejetée quelque peu par des dirigeants soviétiques? A mon avis, elle l'a été dans une assez large mesure. La Révolution d'Octobre est-elle toujours valable? Peut-elle encore servir d'exemple aux différents pays? Le rapport de Khrouchtchev au XX^{e} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique dit qu'il est possible de parvenir au pouvoir par la voie parlementaire; cela signifie que les autres pays n'auraient plus besoin de suivre l'exemple de la Révolution d'Octobre. Une fois cette porte grande ouverte, le léninisme est pratiquement rejeté.

La doctrine léniniste a développé le marxisme. Dans quels domaines l'a-t-elle développé? 1) Dans celui de la conception du monde, c'est-à-dire du matérialisme et de la dialectique; 2) dans celui de la théorie et de la tactique révolutionnaires, surtout en ce qui concerne la lutte de classes, la dictature du prolétariat et le parti prolétarien. Par ailleurs, la doctrine de Lénine porte sur l'édification socialiste. A partir de la Révolution d'Octobre en 1917, Lénine a entrepris l'édification tout en poursuivant la révolution; ainsi, il a accumulé dans ce domaine sept années d'expérience pratique, expérience que Marx n'avait pas. Ce que nous apprenons, ce sont précisément ces principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Dans la révolution démocratique comme dans la révolution socialiste, nous avons toujours mobilisé les masses populaires pour mener la lutte de classes, tout en les éduquant au cours de la lutte. C'est la Révolution d'Octobre qui nous a appris à mener cette lutte. Dans cette révolution, que ce soit dans les villes ou à la campagne, partout les masses étaient pleinement mobilisées pour mener la lutte de classes. Les experts que l'Union soviétique envoie aujourd'hui dans différents pays étaient à l'époque des enfants ou tout au plus des adolescents et nombre d'entre eux ont oublié cette pratique. Des camarades de certains pays affirment que la ligne de masse pratiquée en Chine n'est

pas juste, ils aiment beaucoup à s'inspirer du paternalisme. Que cela leur plaise, nous n'y pouvons rien; en tout cas, nous nous attachons, pour notre part, aux cinq principes de la coexistence pacifique, dont la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures et la non-agression mutuelle. Nous ne prétendons diriger aucun autre pays, nous n'en dirigeons qu'un seul, la République populaire de Chine.

Pour certains pays d'Europe orientale, le problème fondamental est qu'ils n'ont pas mené comme il fallait la lutte de classes; ils n'ont pas éliminé les contre-révolutionnaires qui étaient encore si nombreux ni trempé le prolétariat au cours de la lutte de classes pour qu'il sache établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, entre le vrai et le faux, entre l'idéalisme et le matérialisme. Maintenant, ceux qui ont laissé couver le feu se font brûler eux-mêmes: on récolte ce qu'on a semé.

De quel capital disposez-vous? Rien que Lénine et Staline. Or, ce dernier, vous l'avez déjà rejeté, et, le premier, vous l'avez démembré presque entièrement: vous lui avez coupé les deux jambes, ou bien vous ne lui avez conservé que la tête, ou bien vous lui avez enlevé un bras. De notre côté, nous étudions le marxisme-léninisme et nous nous mettons à l'école de la Révolution d'Octobre. Marx a produit tant d'ouvrages, et Lénine de même. S'appuyer sur les masses, suivre la ligne de masse, voilà ce que nous avons appris d'eux. Ce serait bien dangereux de ne pas s'appuyer sur les masses pour mener la lutte de classes et de ne pas établir une claire distinction entre nous et nos ennemis.

4 Lectures complémentaires

Marx, K., **Critique du programme de Gotha**, (1875), in Oeuvres , Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 7-28 (Critique des conceptions révisionnistes sur le marxisme.)

Lénine, **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 358-380 (Critique des conceptions révisionnistes sur le marxisme.)

Rédaction du Renmin Ribao (Quotidien du peuple) et Rédaction du Honggi (Drapeau rouge), **Le Pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde**, (1964), Editions Drapeau rouge, Montréal, pp. 40-57 (Critique du révisionnisme moderne et des thèses sur le "Parti du peuple tout entier" et sur "l'Etat du peuple tout entier".)

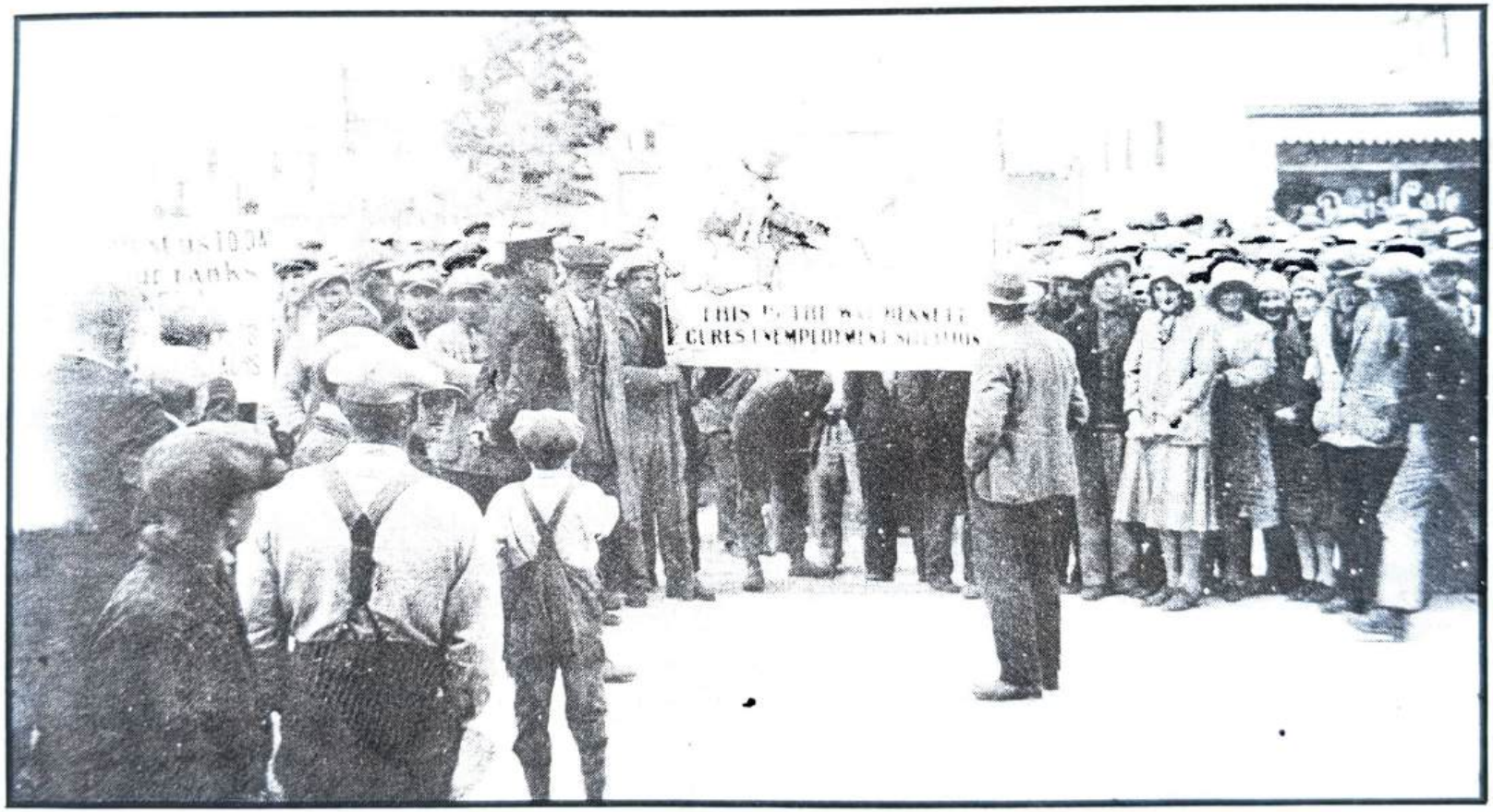
LC(ml)C, **Document d'entente pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada**, (1975), chap. 1, pp. 7-13 (La défense du marxisme et la lutte contre l'opportunisme.)

4 Questions

1) Quel est le rapport entre le développement de l'impérialisme et celui de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier? Pourquoi la majorité de la classe ouvrière et du peuple a-t-elle tout intérêt à rejeter l'opportunisme?

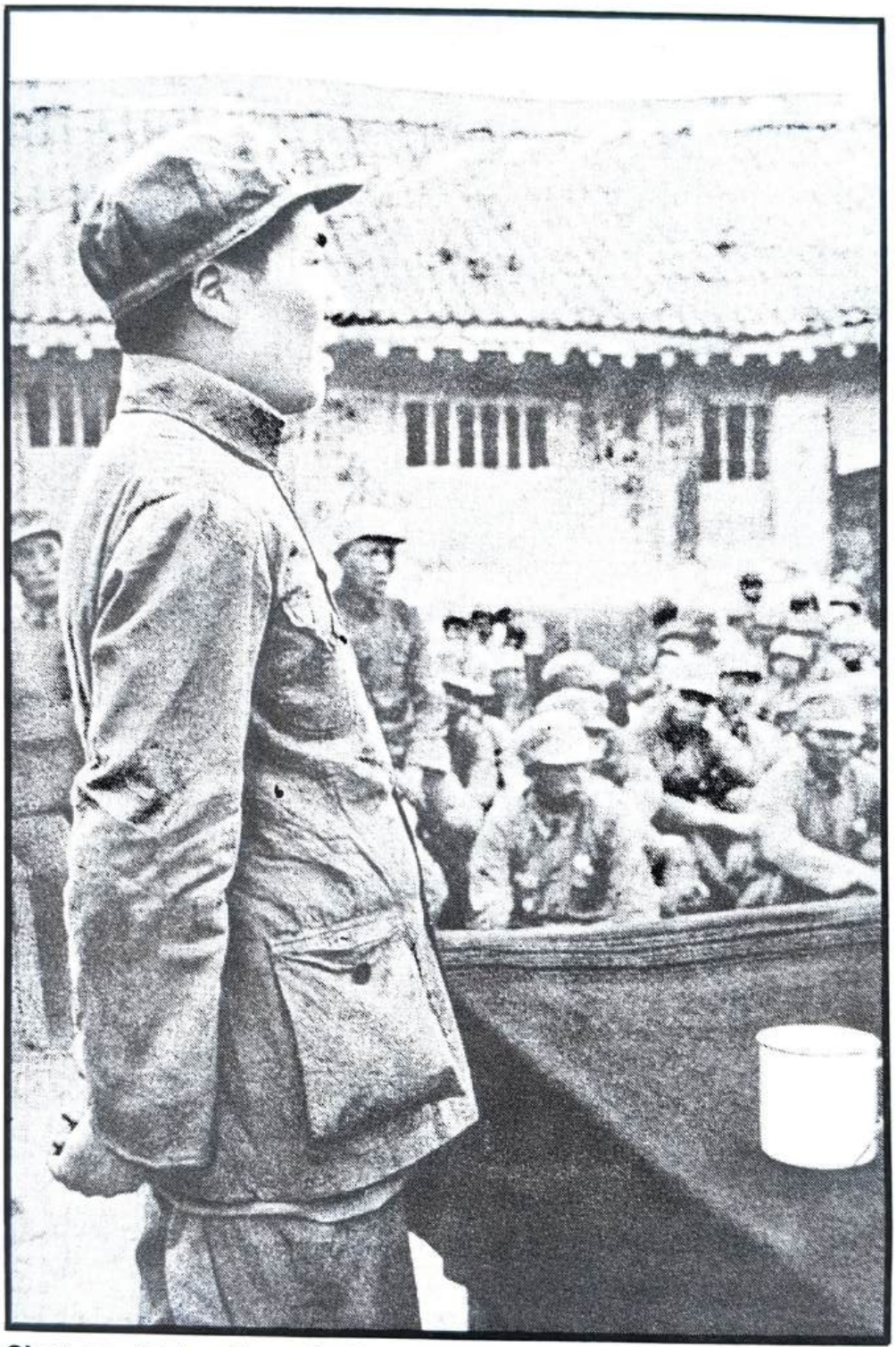
2) Quel est le rôle des partis "ouvriers" bourgeois comme agent de la bourgeoisie? Quel est le point de vue marxiste sur la lutte pour les réformes?

3) Comment les révisionnistes déforment-ils le point de vue marxiste sur la lutte de classes? La crise capitaliste? La révolution prolétarienne? Quelles sont les positions du révisionnisme moderne mises de l'avant par la direction du Parti soviétique?



La crise capitaliste aiguise la lutte des classes et amène la riposte des masses. En 1931, au Manitoba, des centaines de chômeurs canadiens manifestèrent contre le gouvernement réactionnaire de Bennett et ses mesures de crise.

Les femmes travailleuses et les femmes du peuple jouent un rôle important dans la lutte de classes, car elles sont "la moitié du ciel". A New York au début du siècle, des ouvrières américaines de l'industrie du vêtement furent à l'avant-garde en manifestant pour exiger leur droit à la syndicalisation.



C'est par l'éducation révolutionnaire, l'agitation et la propagande communistes, que les masses s'emparent du communisme. Ci-haut on voit Mao Tsétoung qui présente le rapport "De la guerre prolongée" aux cadres de l'école militaire de Yenan en 1938.

La garde rouge bolchévique, composée d'ouvriers, de paysans et de soldats révolutionnaires en armes, permit au peuple russe, en 1917, d'écraser l'Etat bourgeois et d'instaurer le socialisme.

5

Le Parti communiste

INTRODUCTION

Pour attaquer la bourgeoisie, pour lui arracher son pouvoir d'Etat, pour bâtir le socialisme, jusqu'au communisme, "l'armée des prolétaires", comme l'appelle Staline, a absolument besoin d'une direction, d'un état-major courageux et expérimenté, capable de la conduire à travers cette guerre complexe qu'est la guerre des classes.

C'est le Parti communiste. Pour remplir son rôle d'avant-garde, le Parti doit regrouper les meilleurs éléments de la classe ouvrière, les plus déterminés et les plus dévoués à la cause de libération de leur classe. Il doit être une organisation solide comme le roc, uni comme un seul homme, basé inébranlablement sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung qui guident toute notre lutte, et suffisamment souple dans ses tactiques pour savoir s'adapter à toutes les conditions de

notre combat.

Le Parti communiste est une organisation de dirigeants. Il doit donc être une forteresse "dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui ont fait leurs preuves" (Staline, Classe des prolétaires, Parti des prolétaires). **Le Parti ne veut donc pas dans ses rangs de beaux parleurs ou de révolutionnaires de salon. Il doit regrouper les meilleurs combattants du prolétariat.**

Lénine, Staline et Mao Tsétoung, à travers l'expérience de dizaines d'années de luttes menées par des centaines de millions d'hommes et de femmes, ont tiré des enseignements précieux sur ce que doit être le Parti communiste et comment il se bâtit. Ces principes guident aujourd'hui les communistes du monde entier dans leur lutte pour forger l'avant-garde du prolétariat dans chaque pays.

Dans la série de textes que l'on retrouve dans la première section de ce chapitre, Staline résume ainsi les caractéristiques fondamentales du Parti communiste: "Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière,... détachement organisé de la classe ouvrière,... forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat,... instrument de la dictature du prolétariat,... unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions... (qui) se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes." (Principes du léninisme)

A. Les caractéristiques du Parti

• POUR FAIRE LA REVOLUTION SOCIALISTE, IL FAUT UN PARTI COMMUNISTE

Staline, J., **Les questions du léninisme,** (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Avant la révolution, dans la période de développement plus ou moins paisible, où les partis de la IIe Internationale étaient la force dominante dans le mouvement ouvrier, et où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, — dans ces circonstances, le Parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance sérieuse et décisive qu'il a acquise par la suite au cours des batailles révolutionnaires ouvertes. Défendant la IIe Internationale contre les attaques dont elle est l'objet, Kautsky dit que les partis de la IIe Internationale sont un instrument de paix, et non de guerre; que précisément pour cette raison ils n'ont pas été à même d'entreprendre quoi que ce fût de sérieux pendant la guerre, dans la période des actions révolutionnaires du prolétariat. C'est tout à fait exact. Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que les partis de la IIe Internationale ne sont pas bons pour la lutte révolutionnaire du prolétariat; qu'ils ne sont pas des partis de combat du prolétariat, menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais un appareil électoral, approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire. Voilà ce qui explique justement le fait que, dans la période de domination

des opportunistes de la IIe Internationale, l'organisation politique fondamentale du prolétariat n'était pas le parti, mais le groupe parlementaire. On sait qu'à cette époque le parti était en fait un appendice du groupe parlementaire et un élément destiné à le servir. Il est à peine besoin de démontrer que, dans ces conditions, avec un tel parti à la tête, il ne pouvait être même question de préparer le prolétariat à la révolution.

Mais la situation a radicalement changé avec l'avènement de la nouvelle période. La nouvelle période est celle des collisions ouvertes entre les classes, la période des actions révolutionnaires du prolétariat, la période de la révolution prolétarienne, et de la préparation directe des forces au renversement de l'impérialisme, à la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette période pose devant le prolétariat des tâches nouvelles: réorganisation de l'ensemble du travail du Parti, selon un mode nouveau, révolutionnaire; éducation des ouvriers dans l'esprit de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir; préparation et rassemblement des réserves; alliance avec les prolétaires des pays voisins; établissement de liens solides avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, etc., etc. Croire que ces nouvelles tâches peuvent être accomplies avec les forces des vieux partis social-démocrates, éduqués dans les conditions paisibles du parlementarisme, c'est se vouer à un désespoir sans fond, à une défaite inévitable. Demeurer avec de telles tâches sur les bras, avec les vieux partis en tête, c'est demeurer en état de désarmement complet. Il est à peine besoin de démontrer que le prolétariat ne pouvait admettre une pareille situation.

De là, la nécessité d'un nouveau parti, d'un parti combatif, révolutionnaire, suffisamment courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, suffisamment expérimenté pour se retrouver dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et suffisamment souple pour contourner les écueils de toute sorte sur le chemin conduisant au but.

Sans un tel parti, on ne saurait même songer à renverser

l'impérialisme, à conquérir la dictature du prolétariat.

Ce nouveau parti, c'est le parti du léninisme.

Quelles sont les particularités de ce nouveau parti?

• LE PARTI, DETACHEMENT D'AVANT-GARDE DE LA CLASSE OUVRIERE

Staline, J., **Les questions du léninisme,** (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. Il faut que le Parti soit, avant tout, le détachement d'*avant-garde* de la classe ouvrière. Il faut que le Parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat. Mais pour être vraiment un détachement d'avant-garde, il faut que le Parti soit armé de la théorie révolutionnaire, de la connaissance des lois du mouvement, de la connaissance des lois de la révolution. Sinon, il n'est pas en mesure de diriger la lutte du prolétariat, de l'entraîner à sa suite. Le Parti ne peut être un parti véritable, s'il se borne à enregistrer ce qu'éprouve et pense la masse de la classe ouvrière; s'il se traîne à la remorque du mouvement spontané; s'il ne sait pas surmonter la routine et l'indifférence politique du mouvement spontané; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts momentanés du prolétariat; s'il ne sait pas élever les masses au niveau de la compréhension des intérêts de classe du prolétariat. Il faut que le Parti se trouve en tête de la classe ouvrière; il faut qu'il voie plus loin que la classe ouvrière; il doit conduire le prolétariat, et non pas se traîner à la remorque du mouvement spontané. Les partis de la II^{e} Internationale qui prêchent le «suivisme» sont des agents de la politique bourgeoise qui condamne le prolétariat au rôle

d'instrument entre les mains de la bourgeoisie. Seul un parti se considérant comme un détachement d'avant-garde du prolétariat, et capable d'élever les masses au niveau de la compréhension des intérêts de classe du prolétariat, seul un tel parti est capable de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante.

Le Parti est le chef politique de la classe ouvrière.

J'ai parlé plus haut des difficultés de la lutte de la classe ouvrière, des conditions complexes de cette lutte, j'ai parlé de la stratégie et de la tactique, des réserves et des manœuvres, de l'offensive et de la retraite. Ces conditions sont aussi complexes, sinon plus, que celles de la guerre. Qui peut se reconnaître dans ces conditions? Qui peut donner une orientation juste aux millions de prolétaires? Aucune armée en guerre ne peut se passer d'un état-major expérimenté, si elle ne veut pas se vouer à la défaite. N'est-il pas clair que le prolétariat ne peut, à plus forte raison, se passer d'un tel état-major, s'il ne veut pas se donner en pâture à ses ennemis jurés? Mais où trouver cet état-major? Seul le parti révolutionnaire du prolétariat peut être cet état-major. La classe ouvrière, sans un parti révolutionnaire, est une armée sans état-major.

Le Parti est l'état-major de combat du prolétariat.

Mais le Parti ne saurait être seulement un détachement d'*avant-garde*. Il doit être en même temps un détachement de la *classe*, une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière par toutes les racines de son être. La distinction entre le détachement d'avant-garde et la masse restante de la classe ouvrière, entre les membres du Parti et les sans-parti ne peut disparaître tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat continuera à se compléter par des éléments issus d'autres classes, tant que la classe ouvrière dans son ensemble ne pourra s'élever au niveau de l'avant-garde. Mais le Parti ne serait plus le Parti, si cette distinction devait tourner en rupture, si le Parti se repliait sur lui-même

et se détachait des masses sans-parti. Il ne peut diriger la classe, s'il n'est pas lié avec les masses sans-parti, s'il n'y a pas contact entre lui et les masses sans-parti, si celles-ci n'acceptent pas sa direction, si le Parti ne jouit pas dans les masses d'un crédit moral et politique.

Récemment, deux cent mille nouveaux adhérents ouvriers ont été admis dans notre Parti. Fait remarquable: tous ces gens sont moins venus d'eux-mêmes au Parti qu'ils n'y ont été envoyés par toute la masse des sans-parti, qui a participé activement à l'admission de nouveaux membres, lesquels n'étaient pas admis sans son approbation. Ce fait montre que la grande masse des ouvriers sans-parti considère notre Parti comme *son* parti à elle, comme un parti qui lui est *proche* et *cher*, au développement et au renforcement duquel elle a un intérêt vital, à la direction duquel elle confie volontairement son sort. Il est à peine besoin de démontrer que sans ces liens moraux insaisissables, qui relient le Parti aux masses sans-parti, il n'aurait pu devenir la force décisive de sa classe.

Le Parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

Nous sommes, dit Lénine, le Parti de la classe, et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en temps de guerre, à l'époque de guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit serrer les rangs le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme* et du «suivisme» que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti social-démocrate. Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible aux couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute, ou toute la classe ouvrière. Et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et les masses qui gravitent autour de lui, d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde *d'élever* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. (Voir «Un Pas en avant, deux pas en arrière», *Œuvres*, tome 7.)

* Placidité, inertie, fantaisie oiseuse. Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol — *Note du traducteur.*

• LE PARTI, DETACHEMENT ORGANISE DE LA CLASSE OUVRIERE

Staline, J. **Les questions du léninisme,** (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière. Le Parti n'est pas seulement le détachement d'*avant-garde* de la classe ouvrière. S'il veut réellement diriger la lutte de celle-ci, il doit être aussi le détachement *organisé* de sa classe. Les tâches du Parti, dans les conditions du capitalisme, sont extrêmement étendues et variées. Le Parti doit diriger la lutte du prolétariat dans les conditions extrêmement difficiles du développement intérieur et extérieur; il doit mener le prolétariat à l'offensive lorsque la situation impose cette offensive; il doit soustraire le prolétariat aux coups d'un adversaire puissant, lorsque la situation impose la retraite; il doit inculquer à la masse innombrable des ouvriers sans-parti et inorganisés l'esprit de discipline et de méthode dans la lutte, l'esprit d'organisation et la fermeté. Mais le Parti ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'esprit d'organisation; que s'il est lui-même un détachement *organisé* du prolétariat. Sans ces conditions, il ne saurait même être question d'une direction véritable des masses immenses du prolétariat par le Parti.

Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière. L'idée que le Parti est un tout organisé a été fixée dans la formule fameuse que Lénine a donnée du premier point des statuts de notre Parti, où celui-ci est considéré comme la *somme* de ses organisations et ses membres comme ceux d'une des organisations du Parti. Les menchéviks qui, déjà en 1903, se prononçaient contre cette formule, proposaient de la remplacer par un «système» d'auto-admission au Parti, «système»

élargissant la «qualité» de membre du Parti à tout «professeur» ou «collégien», à tout «sympathisant» ou «gréviste» soutenant d'une façon ou de l'autre le Parti, mais n'adhérant ni ne voulant adhérer à aucune de ses organisations. Il est à peine besoin de démontrer que ce «système» original, s'il s'était implanté dans notre Parti, aurait forcément abouti à le remplir à l'excès de professeurs et de collégiens, et à le faire dégénérer en une «formation» imprécise, amorphe, désorganisée, perdue dans un océan de «sympathisants», effaçant toute démarcation entre le Parti et la classe, renversant la tâche du Parti qui est d'élever les masses inorganisées au niveau du détachement d'avant-garde. Inutile de dire qu'avec un tel «système» opportuniste, notre Parti n'aurait pu accomplir son rôle de noyau organisateur de la classe ouvrière dans notre révolution.

... du point de vue du camarade Martov, dit Lénine, les limites du Parti restent absolument indéterminées, car «chaque gréviste» peut «se déclarer membre du Parti». Quelle est l'utilité de cette imprécision? La large diffusion d'une «appellation». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte une idée *désorganisatrice*, la confusion de la classe avec le Parti. *

Mais le Parti n'est pas seulement la *somme* de ses organisations. Il est en même temps le *système* unique de ces organisations, leur union formelle en un tout comportant des organismes supérieurs et inférieurs de direction, la soumission de la minorité à la majorité, avec des décisions pratiques obligatoires pour tous les membres du Parti. Sans ces conditions, le Parti ne peut former un tout unique et organisé, capable d'assurer la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

---

* Il s'agit ici de la «compagnie» d'Axelrod, Martov, Potressov et autres, qui ne se soumettaient pas aux décisions du IIe Congrès et accusaient Lénine de «bureaucratisme» — *J. Staline.*

... *auparavant*, dit Lénine, notre Parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement une somme de groupes particuliers, ce qui fait qu'entre ces groupes il ne pouvait y avoir d'autres rapports que l'action idéologique. *Maintenant*, nous sommes devenus un parti organisé; et cela signifie la création d'un pouvoir, la transformation de l'autorité des idées en autorité du pouvoir, la subordination des instances inférieures aux instances supérieures du Parti.

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, le principe de la direction du travail du Parti par un organisme central, provoque souvent des attaques de la part des éléments instables, — des accusations de «bureaucratisme», de «formalisme», etc. Il est à peine besoin de démontrer que sans l'application de ces principes, le travail méthodique du Parti, comme un tout, et la direction de la lutte de la classe ouvrière seraient impossibles. Le léninisme, en matière d'organisation, est l'application stricte de ces principes. Lénine qualifie la lutte contre ces principes de «nihilisme russe» et d'«anarchisme de grand seigneur», digne d'être tourné en ridicule et rejeté.

Voici ce que Lénine dit au sujet de ces éléments instables dans son livre *Un Pas en avant*:

Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du Parti lui semble une monstrueuse «fabrique», la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un «asservissement»...; la division du travail sous la direction d'un organisme central lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en «rouages et ressorts»...; le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse... que l'on pourrait se passer entièrement de statuts...

Il semble évident que les lamentations sur le fameux bureaucratisme tendent simplement à dissimuler le mécontentement contre l'effectif des organismes centraux; que c'est là une feuille de vigne... Tu es un bureaucrate, parce que tu as été désigné par le congrès à l'encontre de ma volonté; tu es un formaliste, parce que tu t'appuies sur les décisions formelles du congrès, et non sur mon accord; tu agis d'une façon grossièrement mécanique, car tu te réclames de la majorité «mécanique» du congrès du Parti et ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté; tu es un autocrate, parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir entre les mains de la vieille et bonne compagnie .

• LE PARTI, FORME SUPREME DE L'ORGANISATION DE CLASSE DU PROLETARIAT

Staline, J., **Les questions du léninisme**, (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti, forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat. Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière. Mais il n'est pas l'organisation unique de la classe ouvrière. Le prolétariat possède encore toute une série d'autres organisations, sans lesquelles il ne peut lutter avec succès contre le Capital: syndicats, coopératives, organisations d'usine, groupes parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, organisations culturelles et éducatives, unions des jeunesses, organisations révolutionnaires de combat (pendant les actions révolutionnaires déclarées), Soviets de députés comme forme d'organisation d'Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. L'énorme majorité de ces organisations sont des organisations sans-parti; et seulement quelques-unes d'entre elles sont directement rattachées au Parti, ou en sont une ramification. Toutes ces organisations sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, car sans elles il est impossible de raffermir les positions de classe du prolétariat dans les diverses sphères de la lutte, impossible d'aguerrir le prolétariat comme une force appelée à remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste. Mais comment réaliser l'unité de direction, étant donné le grand nombre de ces organisations? Où est la garantie que leur multiplicité n'entrainera pas des incohérences dans la direction? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent leur travail chacune dans leur sphère spéciale et, par conséquent, ne peuvent se gêner les unes les autres. Cela est vrai, évidemment. Mais il est vrai aussi que toutes ces organisations doivent mener leur action dans un sens unique, puisqu'elles servent *une seule* classe, la classe des prolétaires. On se demande: Qui détermine cette

ligne, cette direction générale que toutes les organisations doivent suivre dans leur travail? Quelle est l'organisation centrale qui, parce que pourvue de l'expérience nécessaire, est non seulement capable d'élaborer cette ligne générale, mais encore a la possibilité, parce que pourvue d'une autorité suffisante à cet effet, d'inciter toutes ces organisations à mettre cette ligne en pratique, afin d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups?

Cette organisation, c'est le Parti du prolétariat.

Le Parti dispose, pour cela, de toutes les données nécessaires, premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans-parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi des organisations sans-parti les plus diverses de la classe ouvrière les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe.

Le Parti est la forme suprême d'organisation de classe du prolétariat.

Cela ne veut point dire, assurément, que les organisations sans-parti, les syndicats, les coopératives, etc. doivent être formellement subordonnées à la direction du Parti. Il faut simplement que les membres du Parti, adhérant à ces organisations où ils jouissent d'une influence incontestable, emploient tous les moyens de persuasion pour que les organisations sans-parti se rapprochent, dans leur travail, du Parti du prolétariat et en acceptent de plein gré la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que le Parti est «la forme *suprê-*

me de l'union de classe des prolétaires», dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat. (Voir «La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)», *Œuvres*, tome 31.)

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l'«indépendance» et de la «neutralité» des organisations sans-parti, théorie qui multiplie le nombre des parlementaires *indépendants* et des publicistes *détachés* du Parti, des syndicalistes *bornés* et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

• LE PARTI, INSTRUMENT DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Staline, J., Les questions du léninisme, (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat. Le Parti est la forme suprême d'organisation du prolétariat. Il est le facteur essentiel de direction au sein de la classe des prolétaires et parmi les organisations de cette classe. Mais il ne s'ensuit nullement qu'on puisse considérer le Parti comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le Parti n'est pas seulement la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, il est en même temps, entre les mains du prolétariat, un *instrument pour* la conquête de la dictature, lorsqu'elle n'est pas encore conquise; *pour* la consolidation et l'extension de la dictature, lorsqu'elle est déjà conquise. Le Parti n'aurait pu élever si haut son importance, et il n'aurait pas prévalu sur toutes les autres formes d'organisation du prolétariat si celui-ci n'avait pas été placé devant la question du pouvoir, si les conditions créées par l'impérialisme, les guerres inévitables, l'existence de la crise n'eussent exigé la concentra-

tion de toutes les forces du prolétariat sur un seul point, le rassemblement de tous les fils du mouvement révolutionnaire en un seul endroit, afin de renverser la bourgeoisie et de conquérir la dictature du prolétariat. Le Parti est nécessaire au prolétariat avant tout comme état-major de combat, indispensable pour s'emparer victorieusement du pouvoir. Il est à peine besoin de démontrer que sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser au cours de la lutte la direction de l'ensemble du mouvement, le prolétariat n'aurait pu réaliser en Russie sa dictature révolutionnaire.

Mais le Parti n'est pas seulement nécessaire au prolétariat pour la conquête de la dictature; il est encore plus nécessaire pour maintenir la dictature, la consolider et l'étendre, afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

Certes, dit Lénine, presque tout le monde voit aujourd'hui que les bolchéviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline de fer dans notre Parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par toute la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de réfléchi, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, de lié aux masses, d'apte à conduire derrière soi ou à entraîner les couches arriérées. (Voir «La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)», *Œuvres*, tome 31.)

Mais que signifie «maintenir» et «étendre» la dictature? C'est inculquer aux millions de prolétaires l'esprit de discipline et d'organisation; c'est créer dans les masses prolétariennes la cohésion et un rempart contre l'influence corrosive de l'élément petit-bourgeois et des habitudes petites-bourgeoises; c'est renforcer le travail d'organisation des prolétaires en vue de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises; c'est aider les masses prolétariennes à faire leur éducation pour devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions nécessaires à l'organisation de la production socialiste. Or, tout cela est impossible à réaliser sans un parti, fort par sa cohésion et sa discipline.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. (*Ibidem.*)

Le prolétariat a besoin du Parti *pour* conquérir et maintenir sa dictature. Le Parti est l'instrument de la dictature du prolétariat.

Il s'ensuit donc que la disparition des classes et le dépérissement de la dictature du prolétariat doivent aussi entrainer le dépérissement du Parti.

• LE PARTI, UNITE DE VOLONTE INCOMPATIBLE AVEC L'EXISTENCE DE FRACTIONS

Staline, J., **Les questions du léninisme**, (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti, unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions. La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline de fer. Mais la discipline de fer dans le Parti ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action complète et absolue de tous les membres du Parti. Cela ne signifie évidemment pas que de ce fait la possibilité d'une lutte d'opinions au sein du Parti soit exclue. Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la critique et la lutte d'opinions au sein du Parti. Cela ne signifie pas, à plus forte raison, que la discipline doive être «aveugle».

Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la soumission consciente et librement consentie, car seule une discipline consciente peut être réellement une discipline de fer. Mais une fois la lutte d'opinions terminée, la critique épuisée et la décision prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont la condition indispensable sans laquelle on ne saurait concevoir ni l'unité du Parti ni la discipline de fer dans le Parti.

Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, dit Lénine, un parti communiste ne saurait faire son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centralisée, s'il y règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire, et si son organisme central est puissant, nanti de pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale et de la confiance unanime de ses membres. (Voir «Les Conditions d'admission à l'Internationale communiste», *Œuvres*, tome 31.)

Voilà ce qu'il en est de la discipline du Parti, dans les conditions de lutte précédant la conquête de la dictature.

Il faut en dire autant, mais dans une plus grande mesure encore, de la discipline dans le Parti, après la conquête de la dictature.

Celui qui affaiblit tant soit peu, dit Lénine, la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. (Voir «La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)», *Œuvres*, tome 31.)

Il s'ensuit donc que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité du Parti et avec sa discipline de fer. Il est à peine besoin de démontrer que l'existence de fractions entraîne la formation de plusieurs centres; or l'existence de plusieurs centres signifie l'absence d'un centre commun dans le Parti, la division de la volonté unique, le relâchement et la désagrégation de la discipline, le relâchement et la désagrégation de la dictature. Certes, les partis de la II^{e} Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir peuvent se permettre ce libéralisme qu'est la liberté des fractions, car ils

n'ont aucunement besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale communiste, organisant leur travail sur la base de cette tâche: conquête et consolidation de la dictature du prolétariat, ne peuvent accepter ni «libéralisme», ni liberté de fractions.

Le Parti, c'est l'unité de volonté excluant tout esprit fractionnel et toute division du pouvoir dans le Parti.

C'est pourquoi Lénine montre «combien l'esprit fractionnel est. . . dangereux pour l'unité du Parti et la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde prolétarienne, condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat», idée qui a été fixée dans une résolution spéciale adoptée au X[e] Congrès de notre Parti: «Sur l'unité du Parti» *.

C'est pourquoi Lénine demande «de supprimer entièrement tout esprit fractionnel» et «de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme», sous peine d'«exclusion certaine et immédiate du Parti». (Résolution «Sur l'unité du Parti».)

• LE PARTI SE FORTIFIE EN S'EPURANT DES ELEMENTS OPPORTUNISTES

Staline, J., **Les questions du léninisme**, (1924), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 99-115

Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes. Les éléments opportunistes du Parti, voilà la source de l'esprit fractionnel. Le prolétariat n'est pas une classe fermée.

* La résolution «Sur l'unité du Parti» fut rédigée par Lénine et adoptée par le X[e] Congrès du P.C. (b) R. qui se tint du 8 au 16 mars 1921 (V. Lénine: *Œuvres*, tome 32).

Sans cesse on voit affluer vers lui des éléments d'origine paysanne, petite-bourgeoise, des intellectuels prolétarisés par le développement du capitalisme. En même temps s'opère un processus de décomposition des couches supérieures du prolétariat, principalement parmi les dirigeants syndicaux et les parlementaires que la bourgeoisie entretient avec le surprofit tiré des colonies. «Cette couche d'ouvriers embourgeoisés, dit Lénine, ou de l'«aristocratie ouvrière», entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie.* Car ce sont de véritables *agents de la bourgeoisie* au sein du mouvement *ouvrier*, des commis ouvriers de la classe des capitalistes. . . de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme.» (Voir «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», *Œuvres*, tome 22.)

Tous ces groupes petits-bourgeois pénètrent d'une façon ou de l'autre dans le Parti; ils y apportent l'esprit d'hésitation et d'opportunisme, l'esprit de démoralisation et d'incertitude. Ce sont eux principalement qui représentent la source de l'esprit fractionnel et de la désagrégation, la source de désorganisation du Parti qu'ils sapent du dedans. Faire la guerre à l'impérialisme en ayant de tels «alliés» à l'arrière, c'est s'exposer à essuyer le feu de deux côtés, du côté du front et de l'arrière. Aussi la lutte sans merci contre de tels éléments et leur expulsion du Parti sont-elles la condition préalable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

La théorie selon laquelle on «peut venir à bout» des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du Parti, selon laquelle on doit «surmonter» ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse, qui menace de vouer le Parti à la paralysie et à un malaise chronique; elle menace de donner le Parti en pâture à l'opportunisme; elle menace de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire; elle menace de priver le prolétariat de son arme

principale dans la lutte contre l'impérialisme. Notre Parti n'aurait pas pu s'engager sur la grande route, il n'aurait pas pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, il n'aurait pas pu sortir vainqueur de la guerre civile, s'il avait eu dans ses rangs des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. Si notre Parti a réussi à constituer son unité intérieure et la cohésion sans précédent qui règne dans ses rangs, c'est avant tout parce qu'il a su se purifier à temps de la souillure de l'opportunisme, parce qu'il a su chasser du Parti les liquidateurs et les menchéviks. La voie du développement et du renforcement des partis prolétariens passe par leur épuration des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes.

Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes.

Si l'on conserve dans ses rangs des réformistes, des menchéviks, dit Lénine, la révolution prolétarienne *ne peut* vaincre et *ne peut* se maintenir. C'est une évidence de principe. Et cela est confirmé avec éclat par l'expérience de la Russie et de la Hongrie. ...[le pouvoir prolétarien] en Russie s'est trouvé *maintes fois* dans des situations tellement difficiles que le régime des Soviets eût *certainement* été abattu si les menchéviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient restés dans notre Parti... en Italie où, de l'aveu général, on s'achemine vers des combats décisifs du prolétariat contre la bourgeoisie, pour la prise du pouvoir d'Etat. Dans un tel moment, il est absolument indispensable non seulement d'éliminer du Parti les menchéviks, les réformistes, les partisans de Turati, mais il pourrait même devenir utile d'écarter de tous les postes responsables d'excellents communistes susceptibles d'hésiter et enclins à défendre «l'unité» avec les réformistes. ... A la veille de la révolution et au moment de la lutte la plus acharnée pour sa victoire, la moindre hésitation au sein du Parti peut *tout perdre*, faire avorter la révolution, arracher le pouvoir au prolétariat, parce que ce pouvoir n'est pas encore solide, parce que les assauts qu'il subit sont encore trop violents. Si à un *semblable* moment les chefs hésitants s'éloignent, cela n'affaiblit pas mais renforce le Parti, le mouvement ouvrier et la révolution. (Voir «A propos de la lutte au sein du Parti socialiste italien», *Œuvres*, tome 31.)

5A Lectures complémentaires

Lénine, V., **Les conditions d'admission à l'Internationale communiste**, (1921), in Oeuvres complètes, Tome 31, Editions du progrès, Moscou, pp. 210-216 (Les 21 conditions que devait remplir tout parti admis à la IIIe internationale)

Commission du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., **Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS,** (1939), Librairie progressiste, Montréal, pp. 391-401 (Conclusion: sur les leçons et l'expérience du Parti soviétique pendant sa période révolutionnaire.)

IIIe Internationale, **Thèses sur les structures, les méthodes et l'action des partis communistes,** in **Les quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923,** (1934), Librairie progressiste, Montréal, pp. 109-123 (Sur l'organisation et le travail des partis communistes.)

LC(ml)C, **Document d'entente pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada** (1975), Chap. 5, pp. 57-65 (Sur le rôle de la Ligue dans la lutte pour la création du Parti).

5A Questions

1) Pourquoi le Parti communiste est-il essentiel au prolétariat?

2) Quel est le rapport entre le Parti et les masses? Et l'avant-garde?

3) Comment le Parti se fortifie-t-il dans la lutte contre l'opportunisme?

B. Les membres, l'organisation et le développement du Parti

• LE PARTI, ETAT-MAJOR ET AVANT-GARDE DE L'ARMEE PROLETARIENNE

Staline, J., **Classe des prolétaires et parti des prolétaires**, (1905), in Oeuvres, Tome I, Nouveau Bureau d'édition, Paris, pp. 63-64

Le temps n'est plus où l'on proclamait hardiment "la Russie une et indivisible". Même un enfant sait aujourd'hui qu'il n'existe pas de Russie "une et indivisible", que depuis longtemps la Russie est divisée en deux classes opposées: la bourgeoisie et le prolétariat. Ce n'est aujourd'hui un secret pour personne que la lutte entre ces deux classes est devenue l'axe autour duquel tourne notre vie moderne.

Néanmoins, il était difficile jusqu'à présent de s'en rendre compte: en effet, nous ne voyions jusqu'ici dans l'arène que des groupes isolés, il n'y avait pour lutter que des groupes isolés dans telle ou telle ville, telle ou telle localité; on ne discernait pas la bourgeoisie et le prolétariat en tant que classes, il était difficile de les apercevoir. Mais voici que les villes et les régions s'unissent, différents groupes du prolétariat se tendent la main, des grèves et des manifestations communes éclatent — et devant nous s'étale le tableau grandiose de la lutte entre les deux Russies: la Russie bourgeoise et la Russie

prolétarienne. Deux grandes armées s'affrontent sur le théâtre de la lutte: l'armée des prolétaires et l'armée des bourgeois, et la lutte entre ces deux armées embrasse toute notre vie sociale.

Une armée ne pouvant agir sans dirigeants et toute armée ayant une avant-garde qui la précède et lui éclaire la route, il est évident qu'en même temps que ces armées devaient aussi surgir des groupes respectifs de dirigeants, les partis respectifs, selon la terminologie usuelle.

Le tableau se présente donc sous l'aspect suivant: d'un côté, l'armée des bourgeois, avec, à sa tête, le parti libéral; de l'autre, l'armée des prolétaires avec, à sa tête, le parti social-démocrate; chaque armée est dirigée dans sa lutte de classe par son propre parti * .

Si nous avons abordé ces questions, c'est pour comparer le parti des prolétaires à la classe des prolétaires et pour en définir ainsi, brièvement, l'aspect général.

Ce qui précède, montre suffisamment que le parti des prolétaires, en tant que groupe de combat de dirigeants, doit, en premier lieu, être numériquement beaucoup plus restreint que la classe des prolétaires; en second lieu, se trouver par sa conscience et son expérience, à un niveau plus élevé que la classe des prolétaires; en troisième lieu, constituer une organisation bien cohérente.

Tout cela, à notre avis, n'a pas besoin de preuves: il est évident, en effet, que tant qu'existera le régime capitaliste, avec ses corollaires, la misère et l'état arriéré des masses populaires, le prolétariat ne pourra, dans sa totalité, s'élever au niveau de conscience désirable; et qu'il faut, par conséquent, un groupe de dirigeants conscients pour faire l'éducation socialiste de l'armée des prolétaires, l'unir et la guider pendant la lutte. Il est non moins clair que le parti qui s'est donné pour but de diriger le prolétariat **en lutte** ne doit pas constituer un groupement fortuit d'éléments isolés, mais une **organisation** bien cohérente, centralisée, afin que son activité puisse être régie par un plan unique.

Telle est, en bref, la physionomie générale de notre parti.

---

* Nous ne disons rien des autres partis de Russie, car pour élucider les questions qui nous intéressent ici, point n'est besoin d'en parler. (J.S.)

• LES CRITERES POUR ETRE MEMBRE DU PARTI

Staline, J., **Classe des prolétaires et parti des prolétaires**, (1905), in Oeuvres, Tome I, Nouveau Bureau d'édition, Paris, pp. 64-68

Retenons tout cela et passons à notre question principale: qui pouvons-nous appeler membre du parti? L'article premier des statuts du parti, à propos duquel ces lignes sont écrites, traite justement de cette question.

Examinons-la donc.

Qui pouvons-nous appeler membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, c'est-à-dire quels sont les devoirs d'un membre du parti?

Notre parti est social-démocrate. Cela signifie qu'il possède son programme propre (tâches immédiates et objectifs finals du mouvement), sa tactique propre (moyens de lutte) et son principe d'organisation propre (forme d'association). **L'unité** de vues sur les principes du programme, de tactique et d'organisation est le terrain sur lequel s'édifie notre parti. Seule cette **unité** de vues peut unir les adhérents en **un même** parti centralisé. Que l'unité de vues vienne à disparaître, et le parti s'effondre du même coup. Par conséquent, ne peut être appelé membre du parti que celui qui en accepte intégralement le programme, la tactique et le principe d'organisation. Celui-là seul qui a suffisamment étudié et intégralement accepté les principes de notre parti touchant le programme, la tactique et l'organisation, peut appartenir à notre parti et, du même coup, être un des dirigeants de l'armée des prolétaires.

Mais suffit-il, pour un membre du parti, **d'accepter** le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti? Peut-on considérer cet homme comme un dirigeant authentique de l'armée des prolétaires? Non, certes! D'abord, chacun sait qu'il ne manque pas de bavards qui "accepteront" avec plaisir le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti, mais qui ne sont capables de rien d'autre que de bavarder. Ce serait profaner ce qu'il y a de plus sacré dans le parti que de donner à un tel bavard le nom de membre du parti (c'est-à-dire de dirigeant de l'armée des prolétaires!). Et puis,

notre parti n'est pas, que je sache, une école philosophique ou une secte religieuse. N'est-il pas un parti de **lutte**? Dès lors, n'est-il pas évident que notre parti ne peut se contenter d'une **acceptation** platonique de son programme, de sa tactique, de ses principes d'organisation; qu'il exigera certainement de ses adhérents l'**application** des idées acceptées par eux? Qui veut être membre de notre parti ne peut donc se contenter d'accepter son programme, sa tactique et ses principes d'organisation: il doit s'engager à appliquer ces principes, à les mettre en oeuvre.

Mais que signifie, pour un membre du parti, appliquer les principes du parti? Quand peut-il les appliquer? Uniquement quand il lutte, quand, avec l'ensemble du parti, il marche en tête de l'armée du prolétariat. Peut-on lutter isolément, en ordre dispersé? Evidemment non! Il faut d'abord se grouper, s'organiser, et après seulement on marche au combat. Sinon, toute lutte est stérile. Il est évident que les membres du parti ne pourront, eux non plus, lutter et, par conséquent, appliquer les principes du parti qu'une fois unis dans une **organisation** bien cohérente. Il est non moins évident que plus sera cohérente l'organisation dans laquelle s'uniront les membres du parti, et mieux ils lutteront, mieux ils appliqueront par conséquent le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti. Ce n'est pas sans raison qu'on dit de notre parti qu'il est une **organisation** de dirigeants, et non un conglomérat d'individus isolés. Et si notre parti est une **organisation** de dirigeants, il est clair que seul pourra être considéré comme membre de ce parti, de cette organisation, celui qui milite dans cette organisation, et qui, par conséquent, considère de son devoir d'identifier ses aspirations avec celles du parti et d'agir en commun avec lui.

Donc, pour être membre du parti, il faut en appliquer le programme, la tactique et les principes d'organisation; pour appliquer les principes du parti, il faut lutter en leur faveur; pour lutter en leur faveur, il faut travailler dans une organisation du parti, travailler en commun avec le parti. Il est clair que pour être membre du parti, il faut adhérer à l'une de ses organisations* . Ce n'est qu'en adhérant à une organisation du parti et en identifiant ainsi nos

* De même que tout organisme complexe se compose d'une infinité d'organismes simples, ainsi notre parti, organisation complexe et générale, se compose d'une multitude d'organisations régionales, locales, qui portent le nom d'organisation du parti si elles sont va-

intérêts personnels avec ceux du parti, que nous pouvons devenir membres du parti en même temps que de véritables dirigeants de l'armée des prolétaires.

Si notre parti n'est pas un conglomérat d'isolés et de bavards, s'il est une **organisation** de dirigeants qui, par l'entremise du Comité central, conduit dignement en avant l'armée des prolétaires, tout ce qui précède va de soi.

Il faut encore noter quelque chose.

Jusqu'à ce jour, notre parti était semblable à une famille patriarcale hospitalière, prête à accueillir tous les sympathisants. Mais maintenant qu'il est devenu une **organisation** centralisée, il a dépouillé son caractère patriarcal et s'est totalement identifié à une **forteresse**, dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui en sont dignes. Et cela a pour nous une grande importance. Au moment où l'autocratie s'efforce de corrompre la conscience de classe du prolétariat par le "trade-unionisme", le nationalisme, le cléricalisme, etc., et où, d'autre part, les intellectuels libéraux s'obstinent à vouloir anéantir l'indépendance politique du prolétariat et à lui imposer leur tutelle, nous devons, dès lors, faire preuve d'une vigilance extrême et ne pas oublier que notre parti est une **forteresse**, dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui ont fait leurs preuves.

Nous avons mis en lumière deux conditions indispensables pour être membre du parti (accepter le programme et travailler dans une organisation du parti). Ajoutons-y une troisième: l'obligation pour tout membre du parti de lui apporter son concours matériel, et nous aurons énuméré toutes les conditions qui donnent droit au titre de membre du parti.

Peut donc être appelé membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui en accepte le programme, lui prête un concours matériel et **milite dans une de ses organisations**.

---

lidées par le congrès du parti ou le Comité central. Comme on le voit, les comités ne sont pas seuls à porter le nom d'organisations du parti. Pour guider l'activité de ces organisations d'après un plan unique, il existe un Comité central, grâce auquel les organisations locales constituent une seule grande organisation centralisée.(J.S.)

C'est ainsi que le camarade Lénine • formule l'article premier des statuts du parti.

Pareille formule, on le voit, procède entièrement de cette idée que notre parti est une **organisation** centralisée et non un **conglomérat** d'individus isolés.

Et c'est là le très grand mérite de la formule.

• L'ORGANISATION INTERNE DU PARTI: LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Mao Tsétoung, **Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale,** (1938), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 220-221

LA DISCIPLINE DU PARTI

Après les graves infractions de Tchang Kouo-tao, il est nécessaire de réaffirmer les règles de la discipline du Parti: 1) soumission de l'individu à l'organisation; 2) soumission de la minorité à la majorité; 3) soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur; 4) soumission de l'ensemble du Parti au Comité central. Quiconque viole ces règles sape l'unité du Parti. L'expérience montre que certains enfreignent la discipline parce qu'ils ignorent ce qu'est cette discipline, mais que d'autres, comme Tchang Kouo-tao, le font en toute connaissance de cause pour accomplir leurs perfides desseins, en profitant de l'ignorance de nombreux camarades. C'est pourquoi il est nécessaire d'éduquer les membres dans la discipline du Parti, afin que les simples membres l'observent eux-mêmes et veillent à ce que leurs dirigeants s'y soumettent également, et cela pour éviter que le cas de Tchang Kouo-tao ne se renouvelle. Pour normaliser les rapports à l'intérieur du Parti, nous devons, outre les quatre règles les plus importantes réaffirmées ci-dessus, établir un règlement plus détaillé, de façon à unifier l'action des organes dirigeants à tous les échelons.

• Lénine, éminent théoricien et praticien de la social-démocratie révolutionnaire.(J.S.)

LA DEMOCRATIE DANS LE PARTI

Dans la grande lutte où il est engagé, le Parti communiste chinois demande à tous ses organes dirigeants, à tous ses membres et cadres de faire preuve d'initiative au plus haut degré, ce qui seul pourra assurer la victoire. Dans la pratique, cette initiative se manifestera dans leur énergie créatrice, le sens des responsabilités, l'ardeur au travail, le courage et l'aptitude à soulever des questions, à exprimer leur opinion, à critiquer les défauts, ainsi que dans le contrôle exercé avec une sollicitude de camarade sur les organismes supérieurs et les cadres dirigeants. Sinon, le terme initiative n'aurait pas de sens. Or, cette initiative se déploie en fonction du degré de démocratie dans la vie du Parti. Elle ne le pourrait pas sans une démocratie suffisante. De même, il n'est possible de former un grand nombre d'hommes capables que si la démocratie règne dans le Parti. Dans notre pays prédomine le système patriarcal propre à la petite production et, de plus, il n'y existe pas encore de vie démocratique à l'échelle nationale. Cela se reflète dans notre Parti sous forme d'une vie démocratique insuffisante, qui l'empêche de déployer pleinement son initiative et qui entraîne également une démocratie insuffisante au sein du front uni et dans les mouvements de masse. C'est pourquoi le Parti doit éduquer ses membres sur la question de la démocratie, afin qu'ils comprennent ce qu'est la vie démocratique, quels sont les rapports entre la démocratie et le centralisme et comment se pratique le centralisme démocratique. Ainsi seulement nous pourrons étendre effectivement la démocratie au sein du Parti, tout en évitant l'ultra-démocratisme et ce laisser-aller qui détruit la discipline.

Par ailleurs, il faut développer au degré voulu la vie démocratique des organisations du Parti dans notre armée, pour stimuler l'esprit d'initiative des membres du Parti et accroître la capacité combative des troupes. Cependant, la démocratie dans ces organisations-là doit être moins étendue que dans les organisations locales du Parti. Dans les unes comme dans les autres, la démocratie au sein du Parti doit servir à renforcer la discipline et la capacité combative et non à les affaiblir.

Cette extension de la démocratie doit être considérée comme une mesure indispensable pour consolider et développer le Parti, comme une arme importante qui lui permettra de déployer toute son activité dans sa grande lutte, d'être à la hauteur de ses tâches, de créer des

forces nouvelles et de sortir victorieux des épreuves de la guerre.

Mao Tsétoung, "Discours à une conférence de travail élargie convoquée par le CC du PCC, (1962), in **Pékin Information**, no 27, 10 juillet 1978, pp. 9-10

J'ai dit en 1957 qu'il faut "créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain". Une telle atmosphère politique doit régner au sein du Parti et en dehors. Faute de quoi, l'enthousiasme des masses ne peut être mobilisé. Sans démocratie, il est impossible de surmonter les difficultés. Evidemment, c'est plus impossible encore sans centralisme; mais s'il n'y a pas de démocratie, il n'y aura pas de centralisme.

Sans démocratie, il ne peut y avoir de centralisme correct, car si les opinions divergent et qu'il n'y a pas d'unité de vues, le centralisme ne peut être établi. Qu'est-ce qu'on entend par centralisme? C'est avant tout une centralisation des idées justes. Sur cette base, on unifie les vues, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions; c'est ce qu'on appelle l'unité par le centralisme. Si les gens ne connaissent pas les problèmes, s'ils ont encore des opinions à exprimer ou des griefs à formuler, comment pouvez-vous réaliser l'unité par le centralisme? S'il n'y a pas de démocratie, il n'est pas possible de dresser correctement le bilan de l'expérience acquise. S'il n'y a pas de démocratie, si les idées ne proviennent pas des masses, il n'est pas possible non plus d'établir une ligne, des orientations, des mesures politiques et méthodes qui soient bonnes. Nos organes de direction jouent simplement le rôle d'une usine de transformation pour établir tout cela. Chacun sait que sans matières premières, une usine ne peut rien transformer. Si les matières premières ne sont pas en quantité suffisante et de la qualité requise, elle ne pourra fabriquer de bons produits finis. S'il n'y a pas de démocratie, si on ne sait pas ce qui se passe en bas, si on ne connaît pas bien la situation, si on ne s'attache pas à recueillir largement l'opinion des différents côtés, s'il n'y a pas de communication entre les échelons supérieurs et inférieurs, et que les organes de direction des échelons supérieurs s'appuient uniquement

sur des matériaux partiels ou inexacts pour prendre des décisions, il sera difficile d'éviter le subjectivisme; il sera impossible de parvenir à l'unité de vues et d'action et impossible de réaliser un véritable centralisme. Le thème principal de notre conférence n'est-il pas l'opposition à l'ultra-décentralisation et le renforcement de l'unité par le centralisme? Si nous manquons de promouvoir pleinement la démocratie, ce centralisme et cette unité seront-ils véritables ou fictifs? Seront-ils réels ou vides de sens? Seront-ils corrects ou incorrects? Ils ne pourront qu'être fictifs, vides de sens, incorrects.

Notre centralisme a la démocratie pour base; le centralisme prolétarien repose sur une large démocratie. Le comité du Parti aux divers échelons est l'organe qui met en oeuvre la direction centralisée. Mais la direction des comités du Parti est une direction collective; le premier secrétaire n'a pas le monopole des décisions. Le comité du Parti ne peut appliquer en son sein que le centralisme démocratique.

• LES ETAPES DU DEVELOPPEMENT DU PARTI

Staline, J., **Le Parti avant et après la prise du pouvoir**, (1921), Librairie progressiste, Montréal, pp. 1-4

Il faut distinguer trois périodes dans le développement de notre Parti.

La **première** est la période de **formation**, de **création**. Elle s'étend, en gros, de la fondation de l'**Iskra** * au IIIe congrès du Parti inclusivement (fin de 1900 - début de 1905).

Durant cette période, le Parti, comme force motrice, est faible.

* Iskra (L'Etincelle), premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé en 1900 par Lénine (sur l'importance et le rôle de l'Iskra, voir l'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (éd. française), pp. 42-55). (N.R.)

Ce qui s'explique non seulement par sa jeunesse, mais aussi par la jeunesse du mouvement ouvrier dans son ensemble et par le fait que, surtout aux premiers stades de cette période, la situation révolutionnaire, le mouvement révolutionnaire sont inexistants ou peu développés (les paysans se taisent ou se contentent de murmurer sourdement; les ouvriers ne connaissent que la grève économique partielle ou la grève politique à l'échelle d'une ville; le mouvement est clandestin ou semi-légal; les formes d'organisation de la classe ouvrière ont, elles aussi, un caractère surtout clandestin).

Du fait que la stratégie suppose l'existence de réserves et la possibilité de les utiliser pour la manoeuvre, la stratégie du Parti est nécessairement restreinte et indigente. Il se borne à tracer le plan stratégique du mouvement, autrement dit la voie dans laquelle celui-ci doit s'engager; quant aux réserves du Parti, - les contradictions dans le camp des adversaires, à l'intérieur comme en dehors de la Russie, - elles restent inutilisées, ou presque, en raison de la faiblesse du Parti.

Du fait que la tactique suppose que toutes les formes du mouvement, toutes les formes de l'organisation du prolétariat, quelles qu'elles soient, sont utilisées et combinées, qu'elles se renforcent l'une l'autre, etc., pour gagner les masses et assurer le succès stratégique, la tactique du Parti est, elle aussi, nécessairement restreinte et sans envergure.

L'attention et les préoccupations du Parti dans cette période sont concentrées sur lui-même, sur son existence et son maintien. Il se considère comme une fin en soi. Rien de plus naturel: les attaques furieuses du tsarisme contre lui, ainsi que les tentatives des menchéviks pour le faire éclater du dedans et remplacer ses cadres par une formation sans-parti amorphe (qu'on se rappelle la campagne menchévik pour un congrès ouvrier, déclenchée par la fameuse brochure d'Axelrod, **Douma populaire et congrès ouvrier**, 1905) menacent l'existence même du Parti; aussi la question de son maintien acquiert-elle une importance primordiale.

L'objectif essentiel du communisme en Russie durant cette période est de recruter pour le Parti les éléments les meilleurs de la classe ouvrière, les plus actifs et les plus dévoués à la cause du prolétariat. Le camarade Lénine définit cet objectif comme suit: **"Rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat"** (voir **La**

Maladie infantile...) *.

La deuxième période est celle où **de larges masses ouvrières et paysannes se rallient** au Parti, avant-garde du prolétariat. Elle s'étend, en gros, d'octobre 1905 à octobre 1917.

Durant cette période, la situation est beaucoup plus complexe et plus riche en évènements qu'au cours de la précédente. La défaite du tsarisme sur les champs de bataille de Mandchourie et la révolution d'octobre 1905, d'abord; la fin de la guerre russo-japonaise, la victoire de la contre-révolution et la liquidation des conquêtes de la révolution, ensuite; enfin la guerre impérialiste, la révolution de février 1917 et la fameuse "dualité des pouvoirs", tous ces évènements ont mis en branle toutes les classes de Russie et les ont précipitées l'une après l'autre dans l'arène politique; ils ont renforcé le Parti communiste, éveillé à la vie politique les larges masses paysannes.

Le mouvement du prolétariat s'est enrichi de formes aussi efficaces que la grève politique générale de l'insurrection armée.

Le mouvement paysan s'est enrichi du boycottage du grand propriétaire foncier (pour le "débusquer" de son domaine), boycottage qui se transforme en insurrection.

L'activité du Parti et des autres organisations révolutionnaires a reçu une impulsion nouvelle grâce à des formes d'activité comme l'activité légale, ouverte, en dehors du Parlement.

L'organisation de la classe ouvrière s'est enrichie non seulement d'une forme aussi éprouvée et aussi importante que le syndicat, mais également d'une forme aussi puissante que les Soviets des députés ouvriers, inconnue jusque-là de l'histoire.

La paysannerie a marché sur les traces de la classe ouvrière et institué des Soviets des députés paysans.

Les réserves du Parti se sont également enrichies. Il est apparu au cours de la lutte que la paysannerie peut constituer et constituera une réserve inépuisable pour le prolétariat et son Parti. Il est apparu également que le prolétariat et son Parti sont appelés à jouer le rôle dirigeant dans le renversement du pouvoir du Capital.

Durant cette période, le Parti est loin d'être aussi faible qu'au cours de la précédente; comme force motrice, il est devenu un facteur des plus importants. Il ne peut plus représenter désormais une fin en

---

* Lénine: La Maladie infantile du communisme (le "gauchisme"), Pétrograd, 1920 (voir Lénine: Oeuvres, 4e édition, tome XXXI, pp. 1-97). En français, aux Editions sociales, Paris. (N.R.)

soi: son existence et son développement son assurés; de fin en soi, il devient un instrument pour la conquête des masses ouvrières et paysannes, un instrument de direction de la lutte des masses lors du renversement du pouvoir du Capital.

Durant cette période, la stratégie du Parti prend de l'envergure; elle vise au premier chef à s'assurer et à utiliser une réserve telle que la paysannerie, et elle remporte dans ce domaine un succès inégalé.

La tactique du Parti prend, elle aussi, de l'envergure, le mouvement des masses, leur organisation, l'activité du Parti et des autres groupements révolutionnaires s'étant enrichis de formes qui faisaient antérieurement défaut.

L'objectif essentiel du Parti durant cette période est de rallier des millions d'hommes à l'avant-garde du prolétariat, le Parti, afin de renverser la dictature de la bourgeoisie, afin de conquérir le pouvoir. Son attention ne se concentre plus sur lui-même, mais sur des masses de millions d'hommes. Le camarade Lénine définit cet objectif comme suit: **"la répartition...de masses de millions d'hommes"** sur le front social pour s'assurer la victoire **"dans les combats décisifs à venir"** (voir la brochure déjà mentionnée du camarade Lénine).

Tels sont les traits caractéristiques pour les deux premières périodes du développement de notre Parti.

Certes, la différence est grande entre la première et la seconde. Mais elles ont aussi quelque chose de commun. Dans la première comme dans la deuxième, le Parti est, pour les neuf dixièmes, sinon en totalité, une force **nationale**, qui n'a d'efficacité que pour la Russie et à l'intérieur de la Russie (l'un des détachements du prolétariat international organisé). Voilà un premier point. En second lieu, dans la première période comme dans la deuxième, le P.C.R. est un parti de révolution, le parti de la révolution à l'intérieur de la Russie; c'est pourquoi, durant ces périodes, les éléments de critique et de destruction de l'ordre de choses ancien prédominent dans son activité.

Tout autre est le tableau que présente la troisième période, celle où nous nous trouvons maintenant.

La **troisième période** est celle **de la prise et du maintien du pouvoir** pour entraîner, d'une part, tous les travailleurs de Russie à l'oeuvre **d'édification** de l'économie socialiste et d'organisation de l'Armée rouge et mettre en oeuvre, d'autre part, toutes les forces et toutes les ressources afin de **venir en aide** au prolétariat international dans sa lutte pour renverser le Capital.

5B Lectures complémentaires

Lénine, v., **Un pas en avant, deux pas en arrière,** (1904), in Oeuvres complètes, Tome 7, Editions du Progrès, Moscou, pp. 266-290 (Sur la lutte du marxisme contre l'opportunisme en ce qui concerne les critères d'admission au Parti.)

Lénine, V.,**La maladie infantile du communisme, le gauchisme,** (1920), in Oeuvres complètes, Tome 31, Editions du Progrès, Moscou, pp. 86-106 (Résumé magistral des leçons de l'édification du Parti bolchévik.)

5B Questions

1) Quels sont les critères pour devenir membre du Parti? Quels sont les obstacles à notre propre intégration et comment devons-nous mener la lutte pour les surmonter?

2) Quel est le rapport entre la démocratie et la discipline dans le Parti? Comment la discipline prolétarienne se distingue-t-elle de la discipline capitaliste de l'armée et de l'usine?

3) Qu'est-ce que le centralisme démocratique en tant que principe d'organisation des partis communistes?

4) Quelles sont les étapes du développement du Parti? Quelle est la tâche prioritaire pendant la première étape? Pourquoi faut-il s'impliquer dans la lutte de classes pendant la première étape, même quand le Parti est faible ou pas encore créé?

6

L'agitation et la propagande

INTRODUCTION

Nous avons vu que le Parti communiste doit être composé de l'avant-garde du prolétariat et du peuple, de ceux qui sont conscients de la mission historique du prolétariat et les plus déterminés à mener la lutte de classes jusqu'au bout. Mais qui sont-ils, ces communistes, et d'où viennent-ils? Est-ce qu'ils sont nés communistes, tombent-ils du ciel? Non, ce sont des hommes et des femmes qui ont appris de leur expérience quotidienne et du marxisme-léninisme, et qui ont alors pu briser avec l'idéologie bourgeoise et développer leur conscience de classe.

C'est par le travail d'éducation révolutionnaire, par l'agitation et la propagande des communistes que d'autres ouvriers et ouvrières développent leur conscience de classe. Ceci implique une lutte acharnée contre l'idéologie bourgeoi-

se. Parce que laissé à lui-même, le mouvement ouvrier ne peut développer spontanément qu'une conscience trade-unioniste dominée par le réformisme. La raison en est que l'idéologie bourgeoise est plus ancienne, plus développée et surtout répandue par des moyens beaucoup plus grands et nombreux que l'idéologie prolétarienne. Alors, spontanément, c'est l'idéologie bourgeoise qui s'impose, malgré les lueurs de conscience qui se développent chez les travailleurs dans les luttes immédiates.

Comme Lénine l'a démontré, dans la société divisée en classes, il n'y a pas de troisième voie. "Du moment qu'il saurait être question d'une idéologie indépendante, le problème se pose uniquement ainsi: l'idéologie bourgeoise ou l'idéologie prolétarienne. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "troisième" idéologie) et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes." (Lénine, Que faire?)

Les communistes doivent donc inlassablement lutter pour développer la conscience de classe du prolétariat, lutter contre l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes. Pour ce faire, le seul moyen est l'agitation et la propagande, surtout sur les questions politiques, afin d'éduquer les travailleurs et travailleuses dans la lutte contre toute forme d'exploitation et d'oppression. "Les révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et fondamentale pour éduquer les masses en vue de leur activité révolutionnaire." (Lénine, Que faire?)

Dans les extraits suivants, Lénine attache une importance particulière à la lutte contre l'économisme qui veut rabaisser le niveau d'agitation-propagande à des questions uniquement ou directement économiques; les leçons que tire Lénine de sa lutte contre les opportunistes doivent nous guider dans tout notre travail d'agitation-propagande auprès des masses.

A. L'agitation politique et le développement de la conscience de classe

• LA CONSCIENCE DE CLASSE SE DEVELOPPE DANS LA LUTTE CONTRE LE SPONTANEISME

Lénine, V., **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 391-394 (extraits)

Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement *, le problème se pose *uniquement ainsi* : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne sau-

* Certes, il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme, comme des Proudhon et des Weitling ; en d'autres termes, ils n'y participent que dans la mesure où ils parviennent à acquérir les connaissances plus ou moins parfaites de leur époque, et à les faire progresser. Et pour que les ouvriers *y parviennent plus souvent*, il faut s'efforcer le plus possible d'élever le niveau de la conscience des ouvriers en général ; il ne faut pas qu'ils se confinent dans le cadre artificiellement restreint de la « *littérature pour ouvriers* » mais qu'ils sachent s'assimiler de mieux en mieux la *littérature pour tous*. Il serait même plus juste de dire, au lieu de « se confinent », ne soient pas confinés, parce que les ouvriers eux-mêmes lisent et voudraient lire tout ce qu'on écrit aussi pour les intellectuels ; seuls quelques (pitoyables) intellectuels pensent qu'il suffit de parler « aux ouvriers » de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps.

rait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi *tout* rapetissement de l'idéologie socialiste, *tout éloignement* vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, *il s'effectue justement selon le programme du « Credo »*, car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la *Nur-Gewerkschaftlerei* ; or, le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de *combattre la spontanéité, de détourner* le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire.

(...)

Mais pourquoi — demandera le lecteur — le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus amplement élaborée et possède *infiniment* plus de moyens de diffusion *. Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et plus énergiquement il faut battre en brèche toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseilleurs qui crient à la « surestimation de l'élément cons-

* On dit souvent : la classe ouvrière va *spontanément* au socialisme. Cela est parfaitement juste en ce sens que, plus profondément et plus exactement que toutes les autres, la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément, *si* toutefois cette théorie ne capitule pas elle-même devant la spontanéité, *si* toutefois elle se soumet cette spontanéité. Cela est généralement sous-entendu, mais le *Rabotchéié Dtélo* oublie justement ou dénature ce sous-entendu. La classe ouvrière va spontanément au socialisme, mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscitée sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément s'impose surtout à l'ouvrier.

cient », etc. Avec le *Rabotchéié Diélo*, les auteurs de la lettre économique fulminent à l'unisson contre l'intolérance propre à l'enfance du mouvement. A cela nous répondrons : En effet, notre mouvement est encore dans son enfance, et pour hâter sa virilité il doit justement se cuirasser d'intolérance à l'égard de ceux qui, par leur culte de la spontanéité, retardent son développement. Rien de plus ridicule et de plus nuisible que de poser au vieux militant qui, depuis longtemps, a passé par toutes les phases décisives de la lutte !

• L'AGITATION POLITIQUE ET LA LUTTE CONTRE L'ECONOMISME

Lénine, V., **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 406-410

Nul n'ignore que l'extension et la consolidation de la lutte économique * des ouvriers russes ont marché de pair avec l'éclosion de la « littérature » de dénonciation économique (concernant les usines et la vie professionnelle). Les « feuilles volantes » dénonçaient principalement le régime des usines, et ce fut bientôt parmi les ouvriers une véritable passion pour les divulgations. Dès que ces derniers virent que les cercles social-démocrates voulaient et pouvaient leur fournir des feuilles volantes d'un nouveau genre, disant toute la vérité sur leur vie misérable, leur labeur accablant et leur asservissement, ils firent en quelque sorte

* Afin d'éviter tout malentendu, nous faisons remarquer que, dans l'exposé qui va suivre, nous entendons toujours par lutte économique (selon le vocabulaire en usage chez nous), la « lutte économique pratique » qu'Engels, dans la citation donnée plus haut, a appelée la « résistance aux capitalistes » et qui, dans les pays libres, est appelée lutte professionnelle, syndicale ou trade-unioniste.

pleuvoir les correspondances des fabriques et des usines. Cette « littérature de dénonciation » faisait sensation non seulement dans la fabrique dont la feuille volante fustigeait le régime, mais dans toutes les entreprises où l'on avait eu vent des faits dénoncés. Or, comme les besoins et la détresse des ouvriers des différentes entreprises et professions ont beaucoup de points communs, la « vérité sur la vie ouvrière » ravissait *tout le monde*. Une véritable passion de « se faire imprimer » s'empara des ouvriers les plus arriérés, noble passion pour cette forme embryonnaire de guerre contre tout l'ordre de choses existant, basé sur le pillage et l'oppression. Et les « feuilles volantes » étaient effectivement, dans l'immense majorité des cas, une déclaration de guerre, parce que leurs divulgations excitaient vivement les ouvriers, les poussaient à réclamer la suppression des abus les plus criants et à soutenir leurs revendications par des grèves. En fin de compte, les patrons d'usines eux-mêmes furent si bien obligés de voir dans ces tracts une déclaration de guerre que, fréquemment, ils ne voulurent pas attendre la guerre elle-même. Comme toujours, par le seul fait de leur publication, ces révélations acquéraient de la vigueur, exerçaient une forte pression morale. Il n'était pas rare que la seule apparition d'un tract fît obtenir aux ouvriers satisfaction totale ou partielle de leurs revendications. En un mot, les divulgations économiques (d'usines) étaient et restent encore un levier important de la lutte économique. Et il en sera ainsi tant qu'existera le capitalisme qui pousse nécessairement les ouvriers à l'autodéfense. Dans les pays européens les plus avancés, il arrive maintenant encore que la dénonciation des conditions scandaleuses de travail dans un « métier » désuet ou dans une branche du travail à domicile oubliée de tous, donne l'éveil à la conscience de classe, à la lutte syndicale et à la diffusion du socialisme *.

La grande majorité des social-démocrates russes a été, ces derniers temps, presque entièrement absorbée par l'or-

* Dans ce chapitre, nous parlons uniquement de la lutte *politique* et de la façon plus large ou plus étroite dont on la conçoit. C'est pourquoi nous ne signalerons qu'en passant, à titre de curiosité, le reproche que fait le *Rabotchélé Dlélo* à l'*Iskra* de « réserve excessive »

ganisation de ces divulgations d'usines. Il suffit de songer à la *Rabotchaïa Mysl* pour voir jusqu'où allait cette absorption ; on oubliait qu'au fond cette activité n'était pas encore en *elle-même* social-démocrate, mais seulement trade-unioniste. Les divulgations ne concernaient, au fond, que les rapports des ouvriers d'une *profession donnée* avec leurs patrons, et n'avaient d'autre résultat que d'apprendre à ceux qui vendaient leur force de travail, à vendre plus avantageusement cette « marchandise » et à lutter contre l'acheteur sur le terrain d'une transaction purement commerciale. Ces divulgations (à condition d'être convenablement utilisées par l'organisation des révolutionnaires) pouvaient servir de point de départ et d'élément constitutif de l'action social-démocrate ; mais elles pouvaient aussi (et même devaient, si l'on s'inclinait devant la spontanéité) aboutir à la lutte « uniquement professionnelle » et à un mouvement ouvrier non social-démocrate. La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour l'abolition de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat comme force politique organisée. Il s'ensuit donc que les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais aussi qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité.

à l'égard de la lutte économique (*Deux congrès*, p. 27, rabâché par Martynov dans sa brochure *La social-démocratie et la classe ouvrière*). Si MM. les accusateurs mesuraient (comme ils aiment le faire) en kilos ou en feuilles d'impression la rubrique de la vie économique de l'*Iskra*, pendant une année, et la comparaient à la même rubrique du *Rabotchéié Dlélo* et de la *Rabotchaïa Mysl* réunis, ils constateraient sans peine, que, même sous ce rapport, ils sont en retard sur nous. Chose évidente, c'est que le sentiment de cette simple vérité les fait recourir à des arguments qui montrent nettement leur trouble. « Qu'elle le veuille ou non (!), écrivent-ils, l'*Iskra* est obligée (!) de tenir compte des besoins impérieux de l'existence et d'insérer tout au moins (!!) des correspondances sur le mouvement ouvrier » (*Deux congrès*, p. 27). En fait d'argument-massue contre nous, c'en est un !

Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique. Sur ce point, après la première offensive de la *Zaria* et de l'*Iskra* contre l'économisme, « tous sont d'accord » *maintenant* (accord parfois seulement verbal, comme nous le verrons tout à l'heure).

La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas *d'éclairer* les ouvriers sur leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de les *éclairer* sur l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme *cette* oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique, etc., etc., n'est-il pas évident que *nous n'accomplirons pas notre tâche* qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si *nous ne nous chargeons pas* d'organiser *une ample campagne politique de dénonciation* de l'autocratie ? En effet, pour faire de l'agitation au sujet des manifestations concrètes d'oppression, il faut dénoncer ces manifestations (de même que pour mener l'agitation économique, il fallait dénoncer les abus commis dans les usines).

C'est clair, je pense. Mais il s'avère justement que la nécessité de développer *amplement* la conscience politique n'est reconnue « de tous » qu'en paroles. Il se trouve qu'ici le *Rabotchéié Diélo*, par exemple, loin de se charger d'organiser lui-même une vaste campagne de dénonciations politiques (ou de prendre l'initiative en vue de cette organisation) s'est mis à *tirer en arrière l'*« *Iskra* » elle-même, qui s'était attelée à cette tâche. Ecoutez plutôt : « La lutte politique de la classe ouvrière n'est que » (justement, elle n'est pas que) « la forme la plus développée, la plus large et la plus effective de la lutte économique » (programme du *Rabotchéié Diélo*, *R.D.* n° 1, p. 3). « Maintenant il s'agit pour les social-démocrates de savoir comment donner à la lutte économique elle-même, autant que possible, un carac-

tère politique » (Martynov, dans le n° 10, p. 42). « La lutte économique est le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans la lutte politique active » (résolution du congrès de l'Union et « amendements » : *Deux congrès*, pp. 11 et 17). Le *Rabotchéié Diélo*, comme on voit, depuis sa naissance jusqu'aux dernières « instructions à la rédaction », a toujours été pénétré de ces thèses, qui toutes expriment évidemment un point de vue unique sur l'agitation et la lutte politiques. Considérez ce point de vue sous l'angle de l'opinion qui règne chez tous les économistes, opinion selon laquelle l'agitation politique doit *suivre* l'agitation économique. Est-il vrai que la lutte économique soit en général * « le moyen le plus largement applicable » pour entraîner les masses dans la lutte politique ? C'est absolument faux. *Toutes* les manifestations, *quelles qu'elles soient*, de l'oppression policière et de l'arbitraire absolutiste, et non pas seulement celles qui sont liées à la lutte économique, sont un moyen non moins « largement applicable » pour un pareil « entraînement ». Pourquoi les *zemskié natchalniki* et les punitions corporelles infligées aux paysans, la corruption des fonctionnaires et la façon dont la police traite le « bas peuple » des villes, la lutte contre les affamés, la campagne de haine contre l'aspiration du peuple aux lumières et à la science, l'extorsion des impôts, la persécution des sectes, le dressage des soldats et le régime de caserne infligé aux étudiants et aux intellectuels libéraux, — pourquoi toutes ces manifestations de l'oppression et mille autres encore, qui ne sont pas liées directement à la lutte « économique », seraient-

* Nous disons « en général », car le *Rabotchéié Diélo*, en l'occurrence, traite des principes généraux et des tâches générales de l'ensemble du Parti. Certes, pratiquement, il est des cas où le politique *doit* effectivement venir après l'économique, mais il n'y a que les économistes pour parler de cela dans une résolution destinée à toute la Russie. Il se présente aussi des cas où l'on *peut*, « dès le début », mener une agitation politique « seulement sur le terrain économique » ; néanmoins, le *Rabotchéié Diélo* a été amené à conclure que « cela n'est nullement nécessaire » (*Deux congrès*, p. 11). Dans le chapitre suivant, nous montrerons que la tactique des « politiques » et des révolutionnaires, loin de méconnaître les tâches trade-unionistes de la social-démocratie, est seule capable d'*assurer* l'accomplissement méthodique de ces tâches.

elles en général des moyens et des occasions *moins* « largement applicables » d'agitation politique, d'entraînement de la masse à la lutte politique ? Tout au contraire : dans la somme totale des occasions quotidiennes où l'ouvrier souffre (pour lui-même ou pour ses proches) de son asservissement, de l'arbitraire et de la violence, les cas d'oppression policière, s'appliquant précisément à la lutte professionnelle ne sont, certainement, que peu nombreux. Pourquoi alors *restreindre* à l'avance l'envergure de la propagande politique en ne proclamant « le plus largement applicable » qu'*un seul* moyen à côté duquel, pour le social-démocrate, il devrait y en avoir d'autres qui, d'une façon générale, ne sont pas moins « largement applicables » ?

• L'AGITATION POLITIQUE ET LES CAMPAGNES DE REVELATIONS POLITIQUES

Lénine, V., **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 420-426

Dressant contre l'*Iskra* sa « théorie » de « l'élévation de l'activité de la masse ouvrière », Martynov a dévoilé en fait sa tendance à *rabaisser* cette activité, en déclarant que le moyen à préférer, particulièrement important, « le plus largement applicable », de la susciter, le champ de cette activité était cette même lutte économique devant laquelle rampaient tous les économistes. Erreur caractéristique, car elle est loin d'être propre au seul Martynov. En réalité, une « élévation de l'activité de la masse ouvrière » est possible *uniquement que si nous ne nous bornons pas* à « l'agitation politique sur le terrain économique ». Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans *tous* les domaines. Seules ces révélations *peuvent* for-

mer la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie internationale tout entière, car même la liberté politique ne supprime nullement les révélations, mais en modifie seulement un peu la direction. Ainsi le parti allemand, grâce à l'énergie constante avec laquelle il poursuit sa campagne de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tout* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes ; à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non de quelque autre point de vue. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques concrets et d'actualité brûlante pour observer *chacune* des autres classes sociales dans *toutes* les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique ; s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à *toutes* les formes de l'activité et de la vie de *toutes* les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate ; car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. Voilà pourquoi nos économistes qui prêchent la lutte économique comme moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans le mouvement politique, font œuvre profondément nuisible et profondément réactionnaire dans ses résultats pratiques. Pour devenir social-démocrate, l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs

côtés forts et leurs côtés faibles, voir clair dans les formules courantes et les sophismes de toute sorte, dont chaque classe et chaque couche sociale *recouvre* ses appétits égoïstes et sa « nature » véritable ; savoir distinguer tels ou tels intérêts que reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. Or, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier pourra puiser cette « représentation claire » : il ne la trouvera que dans des exposés vivants, dans des révélations encore toutes chaudes sur ce qui se passe à un moment donné autour de nous, dont tous et chacun parlent ou chuchotent entre eux, ce qui se manifeste dans tels ou tels faits, chiffres, verdicts, et ainsi de suite à l'infini. Ces révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et *fondamentale* pour éduquer les masses en vue de leur activité révolutionnaire.

Pourquoi l'ouvrier russe manifeste-t-il encore si peu son activité révolutionnaire face aux violences sauvages exercées par la police contre le peuple, face à la persécution des sectes, aux voies de fait sur les paysans, aux abus scandaleux de la censure, aux tortures infligées aux soldats, à la guerre faite aux initiatives les plus anodines en matière de culture et ainsi de suite ? Serait-ce parce que la « lutte économique » ne l'y « incite pas », parce que cela lui « promet » peu de « résultats tangibles », lui donne peu de résultats « positifs » ? Non, prétendre cela c'est, nous le répétons, vouloir s'en prendre à autrui de ses propres fautes, s'en prendre à la masse ouvrière de son propre philistinisme (ou bernsteinisme). Si jusqu'à présent, nous n'avons pas su organiser des campagnes de dénonciations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement des masses. Que nous le fassions (nous devons et pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra *ou sentira* que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie ; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même ; aujourd'hui, il « chahutera » les censeurs, demain il manifestera devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte

paysanne,après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition, etc. Nous avons encore fait très peu, presque rien pour *jeter* dans les masses ouvrières des révélations d'actualité portant sur tous les domaines. Beaucoup d'entre nous n'ont même pas encore conscience de cette *obligation* qui leur incombe, et ils se traînent aveuglément à la suite de la « lutte obscure, quotidienne » dans le cadre étroit de la vie d'usine. Dire dès lors : « l'*Iskra* a tendance à sous-estimer l'importance de la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne, comparée à la propagande des idées brillantes et achevées (Martynov, p. 61)», c'est tirer le Parti en arrière, c'est défendre et glorifier notre manque de préparation, notre retard.

Quant à appeler les masses à l'action, cela se fera tout seul, dès qu'il y aura une agitation politique énergique, des révélations vivantes et précises. Prendre quelqu'un en flagrant délit et le flétrir immédiatement devant tous et partout, voilà qui agit plus efficacement que n'importe quel « appel », et agit souvent de façon qu'il est impossible, dans la suite, d'établir qui a précisément « appelé » la foule et qui précisément a mis en avant tel ou tel plan de manifestation, etc. Faire appel — non pas d'une façon générale, mais dans le sens propre du mot, on ne le peut que sur le lieu de l'action : on ne peut appeller les autres à agir que si l'on donne soi-même et immédiatement l'exemple. A nous, publicistes social-démocrates, d'approfondir, d'élargir et de renforcer les révélations politiques et l'agitation politique.

Au fait, en ce qui concerne les « appels ». Le *seul organe* qui, *avant* les événements du printemps, ait *appelé* les ouvriers à intervenir activement dans une question qui ne leur *promettait* absolument aucun *résultat tangible*, comme l'enrôlement forcé d'étudiants dans l'armée, *a été l'« Iskra »*. Immédiatement après la publication de l'arrêté du 11 janvier sur « l'enrôlement forcé de 183 étudiants dans l'armée », « l'*Iskra* », *avant* toute manifestation, a publié un article à ce sujet (n° 2, février) * et *appelé* ouvertement « l'ouvrier à venir en aide à l'étudiant » ;

* Voir Œuvres, t. 4, pp. 431-437. (*N. R.*)

elle a appelé le « peuple » à relever l'insolent défi du gouvernement. Nous demandons à tous et à chacun : comment et par quoi expliquer ce fait remarquable que Martynov, qui parle tant des « appels », qui érige même les « appels » en une forme spéciale d'activité, n'ait soufflé mot de *cet* appel ? N'est-ce pas du philistinisme, après cela, de la part de Martynov, que de déclarer l'« *Iskra* » *unilatérale* pour la seule raison qu'elle n'« appelle » pas suffisamment à lutter pour des revendications « qui promettent des résultats tangibles » ?

Nos économistes, y compris le *Rabotchéié Diélo*, ont eu du succès parce qu'ils se pliaient à la mentalité des ouvriers arriérés. Mais l'ouvrier social-démocrate, l'ouvrier révolutionnaire (le nombre de ces ouvriers augmente sans cesse) repoussera avec indignation toutes ces arguties sur la lutte pour des revendications « qui promettent des résultats tangibles », etc. ; car il comprendra que ce ne sont que des variations sur le vieux refrain du copeck d'augmentation par rouble. Cet ouvrier dira à ses conseilleurs de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéié Diélo* : Vous avez tort, Messieurs, de vous donner tant de peine et de vous mêler avec trop de zèle de choses dont nous nous acquittons nous-mêmes, et de vous dérober à l'accomplissement de vos propres devoirs. Il n'est pas du tout intelligent de dire, comme vous faites, que la tâche des social-démocrates est de donner un caractère politique à la lutte économique elle-même ; ceci n'est qu'un début, et ce n'est point là la tâche essentielle des social-démocrates ; car dans le monde entier, la Russie y comprise, *c'est souvent la police elle-même qui commence à donner* à la lutte économique un caractère politique ; les ouvriers apprennent eux-mêmes à comprendre pour qui est le gouvernement **. En effet,

** Exiger que l'on « donne à la lutte économique elle-même un caractère politique » traduit de la façon la plus frappante le *culte de la spontanéité* dans le domaine de l'activité politique. Très souvent, la lutte économique revêt un caractère politique de façon *spontanée*, c'est-à-dire sans l'intervention de ce « bacille révolutionnaire que sont les intellectuels », sans l'intervention des social-démocrates conscients. Ainsi, la lutte économique des ouvriers en Angleterre a revêtu, de même, un caractère politique sans la moindre participation des

« la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement », que vous exaltez comme si vous aviez découvert une nouvelle Amérique, est menée dans quantité de trous perdus de la Russie par les ouvriers eux-mêmes, qui ont entendu parler de grèves, mais ignorent probablement tout du socialisme. Notre « activité » à nous autres ouvriers, activité que vous vous obstinez à vouloir soutenir en lançant des revendications concrètes qui promettent des résultats tangibles, existe déjà chez nous ; et dans notre action professionnelle ordinaire, de tous les jours, nous présentons nous-mêmes ces revendications concrètes, la plupart du temps sans aucune aide des intellectuels. Mais *cette* activité ne nous suffit pas ; nous ne sommes pas des enfants que l'on peut nourrir avec la bouillie de la seule politique « économique » ; nous voulons savoir tout ce que savent les autres, nous voulons connaître en détail *tous* les aspects de la vie politique, et participer *activement* à chaque événement politique. Pour cela il faut que les intellectuels nous répètent un peu moins ce que nous savons bien nous-mêmes *, et qu'ils nous donnent un peu plus de ce que nous ignorons encore, de ce que notre expérience « économique », à l'usine, ne nous apprendra jamais à

---

socialistes. Mais la tâche des social-démocrates ne se borne pas a l'agitation politique sur le terrain économique ; leur tâche est de *transformer* cette politique trade-unioniste en une lutte politique social-démocrate, de *profiter* des lueurs de conscience politique que la lutte économique a fait pénétrer dans l'esprit des ouvriers pour *élever* ces derniers à la conscience politique *social-démocrate*. Or, au lieu d'élever et de faire progresser la conscience politique qui s'éveille spontanément, les Martynov *se prosternent devant la spontanéité* et répètent, répètent souvent jusqu'à l'écœurement, que la lutte économique « incite » les ouvriers à penser qu'ils sont frustrés de leurs droits politiques chez eux. Il est regrettable que cet éveil spontané de la conscience politique trade-unioniste ne vous « *incite pas* », Messieurs, à penser à vos tâches de social-démocrates !

* Pour bien montrer que tout ce discours des ouvriers aux économistes n'est pas une pure invention de notre part, nous nous référerons à deux témoins connaissant assurément de près le mouvement ouvrier et le moins enclins à faire preuve de partialité pour nous, « dogmatistes », puisque l'un des témoins est un économiste (qui considère même le *Rabotchéié Dié lo* comme un organe politique !) ; l'autre un terro-

savoir : les connaissances politiques. Ces connaissances, vous pouvez les acquérir, vous autres intellectuels, et il est de votre *devoir* de nous les fournir en quantité cent et mille fois plus grande que vous ne l'avez fait jusqu'ici, de nous les fournir non pas seulement sous forme de raisonnements, brochures et articles (auxquels il arrive souvent d'être — pardonnez-nous notre franchise ! — plutôt ennuyeux), mais absolument sous forme de *révélations* vivantes sur ce que notre gouvernement et nos classes dominantes font précisément à l'heure actuelle dans tous les domaines de la vie. Acquittez-vous donc avec un peu plus de zèle de cette tâche qui est la vôtre, et *parlez moins « d'élever l'activité de la masse ouvrière »*. De l'activité, nous en avons beaucoup plus que vous ne pensez, et nous savons soutenir par une lutte ouverte, par des combats de rue, même des revendications qui ne laissent entrevoir aucun « résultat tangible » ! Et ce n'est pas à vous d'« élever » notre activité, car l'*activité est justement ce qui vous manque*. Ne vous inclinez pas tant devant la spontanéité et songez un peu plus à élever *votre* activité à vous, Messieurs !

---

riste. Le premier est l'auteur d'un article remarquable de vie et de vérité : « Le mouvement ouvrier pétersbourgeois et les tâches pratiques de la social-démocratie » (*Rabotchéié Diélo* n° 6). Il divise les ouvriers en : 1° révolutionnaires conscients ; 2° catégorie intermédiaire et 3° le reste, la masse. Or la catégorie intermédiaire « s'intéresse souvent aux questions de la vie politique plutôt qu'à ses intérêts économiques directs, dont la liaison avec les conditions sociales générales a été comprise depuis longtemps »... La *Rabotchaïa Mysl* est « âprement critiquée » : « toujours la même chose, on le sait depuis longtemps, il y a longtemps que nous l'avons lu » ; « dans la rubrique politique, il n'y a toujours rien » (pp. 30-31). La troisième catégorie elle-même : « la classe ouvrière plus sensible, plus jeune, moins pervertie par le cabaret et l'église, n'ayant presque jamais la possibilité de se procurer un ouvrage politique, parle à tort et à travers des manifestations de la vie politique, médite sur les renseignements fragmentaires qui lui parviennent sur l'émeute des étudiants », etc. Quant au terroriste, il écrit : « ... Ils lisent une ou deux fois quelques menus faits de la vie d'usine dans les villes qu'ils ne connaissent pas, puis ils s'arrêtent là... Quel ennui... Ne pas parler de l'Etat dans un journal ouvrier... c'est traiter l'ouvrier en petit gosse... L'ouvrier n'est pas un gosse. » (*Svoboda*, organe du groupe révolutionnaire-socialiste, pp. 69 et 70.)

• LE DEVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE DE CLASSE DANS LA LUTTE POLITIQUE

Lénine, V., **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 430-431

Nous avons vu que l'agitation politique la plus large et, par suite, l'organisation de vastes campagnes de dénonciations politiques sont une tâche absolument nécessaire, la tâche la *plus impérieusement* nécessaire de l'activité, si cette activité est véritablement social-démocrate. Mais nous sommes arrivés à cette conclusion en partant *uniquement* du besoin le plus pressant de la classe ouvrière, besoin de connaissances politiques et d'éducation politique. Or, cette façon de poser la question, à elle seule, serait trop étroite, car elle méconnaîtrait les tâches démocratiques d'ensemble de toute social-démocratie en général et de la social-démocratie russe actuelle en particulier. Pour éclairer le plus concrètement possible cette thèse, essayons d'aborder la question du point de vue le plus « familier » aux économistes, du point de vue pratique. « Tout le monde est d'accord » qu'il importe de développer la conscience politique de la classe ouvrière. La question est de savoir *comment* s'y prendre et ce qu'il faut pour cela. La lutte économique « incite à penser » les ouvriers uniquement à l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière ; aussi, *quelques efforts que nous fassions* pour « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », *nous ne pourrons jamais*, dans le cadre de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), car *ce cadre lui-même est trop étroit*. La formule de Martynov nous est précieuse, non point parce qu'elle est une illustration du talent confusionniste de son auteur, mais parce qu'elle traduit avec relief l'erreur capitale de tous les économistes, à savoir la conviction que l'on peut développer la conscience politique de classe des ouvriers, pour

ainsi dire *de l'intérieur* de leur lutte économique, c'est-à-dire en partant uniquement (ou du moins principalement) de cette lutte, en se basant uniquement (ou du moins principalement) sur cette lutte. Cette façon de voir est radicalement fausse, et justement parce que les économistes, outrés de notre polémique contre eux, ne veulent pas réfléchir sérieusement à la source de nos divergences, et qu'il se produit ceci : nous ne nous comprenons littéralement pas et parlons des langues différentes.

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de *toutes* les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de *toutes* les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? — on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux d'entre eux qui penchent vers l'économisme, à savoir : « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux *ouvriers* les connaissances politiques, les social-démocrates doivent *aller dans toutes les classes de la population*, ils doivent envoyer *dans toutes les directions* des détachements de leur armée.

6A Lectures complémentaires

Lénine, V., **A propos d'une profession de foi,** (1899), in Oeuvres complètes, Tome 4, Editions du Progrès, Moscou, pp. 249-306 (Critique de l'économisme comme forme d'opportunisme en ce qui concerne l'agitation-propagande.)

Staline, J., **Coup d'oeil rapide sur les divergences au sein du Parti,** (1905), in Oeuvres, Tome I, Nouveau bureau d'édition, pp. 83-113 (Brochure populaire résumant les arguments de Lénine dans le **Que faire?**)

6A Questions

1) Qu'est-ce que la conscience de classe et comment est-ce qu'elle se développe? Pourquoi est-il erroné de dire que la conscience de classe se limite à la connaissance de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes? Pourquoi est-il erroné de dire que la conscience de classe se développe dans la lutte économique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie?

2) Pourquoi l'agitation politique sur le terrain politique et les campagnes de révélations politiques sont-elles essentielles pour développer la conscience de classe? Comment la Ligue mène-t-elle ses campagnes politiques? Comment fait-on de l'agitation politique quotidiennement dans nos milieux d'intervention?

3) Qu'est-ce que l'économisme? Comment l'économisme se manifeste-t-il dans notre pratique quotidienne? Que faut-il faire pour combattre l'économisme?

B. L'agitation et la propagande communistes: moyens et cibles

• LA DIFFERENCE ENTRE L'AGITATION ET LA PROPAGANDE

Lénine, V., **Que faire?**, (1902), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 418-419

... Jusqu'à présent, nous pensions (avec Plékhanov et tous les chefs du mouvement ouvrier international) qu'un propagandiste, s'il traite par exemple le problème du chômage, doit expliquer la nature capitaliste des crises, montrer ce qui les rend inévitables dans la société moderne, montrer la nécessité de la transformation de cette société en société socialiste, etc. En un mot, il doit donner « beaucoup d'idées », un si grand nombre d'idées que, du premier coup, toutes ces idées prises dans leur ensemble ne pourront être assimilées que par un nombre (relativement) restreint de personnes. Traitant la même question, l'agitateur, lui, prendra le fait le plus connu de ses auditeurs et le plus frappant, par exemple une famille de chômeurs morte de faim, l'indigence croissante, etc., et, s'appuyant sur ce fait connu de tous, il mettra tous ses efforts à donner à la « masse » une *seule idée* : celle de la contradiction absurde entre l'accroissement de la richesse et l'accroissement de la misère ; il s'efforcera *de susciter* le mécontentement, l'indignation de la masse contre cette injustice criante, laissant au propagandiste le soin de donner une explication complète de cette contradiction. C'est pourquoi le propagandiste agit principalement par l'*écrit*, l'agitateur de *vive* voix. D'un propagandiste, on n'exige pas les mêmes qualités que d'un agitateur. Nous dirons de Kautsky et de Lafargue, par exemple, qu'ils sont des propagandistes, tandis que Bebel et Guesde sont des agitateurs. Distinguer un troisième domaine ou une troisième fonction de l'activité pratique, fonction qui consisterait à « appeller les masses à certains actes concrets », est la plus grande des absurdités, car l'« appel » sous forme d'acte isolé, ou bien est le complément naturel et inévitable du traité théorique, de la brochure de propagande, du discours

d'agitation, ou bien est une fonction d'exécution pure et simple. En effet, prenons par exemple la lutte actuelle des social-démocrates allemands contre les droits de douane sur les grains. Les théoriciens rédigent des études spéciales sur la politique douanière, où ils « appellent », disons, à lutter pour des traités de commerce et pour la liberté du commerce; le propagandiste en fait autant dans une revue, et l'agitateur dans des discours publics. Les « actes concrets » de la masse sont, en l'occurrence, la signature d'une pétition adressée au Reichstag contre la majoration des droits sur les grains. L'appel à cette action émane indirectement des théoriciens, des propagandistes et des agitateurs, et directement des ouvriers qui colportent les listes de pétition dans les fabriques et au domicile des particuliers...

• LE JOURNAL COMMUNISTE COMME AGITATEUR, PROPAGANDISTE ET ORGANISATEUR COLLECTIF

Lénine, V., **Par où commencer?**, (1901), in Oeuvres complètes, Tome 5, Editions du Progrès, Moscou, pp. 17-20

A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force qu'aujourd'hui le besoin de complé-

ter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militaire. Ensuite, il nous faut, très précisément, un journal pour toute la Russie. Si nous n'arrivons pas et tant que nous n'arriverons pas à unifier l'action que nous exerçons sur le peuple et sur le gouvernement par la presse, ce sera une utopie de penser coordonner d'autres modes d'action plus complexes, plus difficiles, mais aussi plus décisifs. Ce dont notre mouvement souffre le plus, sur le plan idéologique et sur celui de la pratique, de l'organisation, c'est de la dispersion, du fait que l'immense majorité des social-démocrates est à peu près totalement absorbée par des besognes purement locales qui réduisent à la fois leur horizon, l'envergure de leurs efforts, leur accoutumance et leur aptitude à l'action clandestine. C'est dans cette dispersion qu'il faut chercher les racines les plus profondes de cette instabilité et de ces flottements dont nous avons parlé plus haut. Aussi le *premier* pas à franchir pour échapper à ce défaut, pour faire converger plusieurs mouvements locaux en un seul mouvement commun à toute la Russie, doit être la fondation d'un journal pour toute la Russie. Enfin, il nous faut absolument un journal *politique*. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche : concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous avons fait le premier pas, nous avons suscité dans la classe ouvrière la passion des révélations « économiques », touchant la vie des fabriques. Nous devons faire le pas suivant : éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations *politiques*. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares, si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire

n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire écoutant avidement et encourageant les orateurs, et qu'ils ne voient nulle part dans le peuple de force à laquelle il vaille la peine d'adresser ses plaintes contre le gouvernement « tout-puissant ». Mais maintenant tout cela change avec une extrême rapidité. Cette force existe, c'est le prolétariat révolutionnaire ; il a déjà prouvé sa volonté non seulement d'entendre et de soutenir un appel à la lutte politique, mais encore de se jeter hardiment dans la mêlée. Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. La classe ouvrière russe, à la différence des autres classes et catégories de la société russe, manifeste un intérêt soutenu pour les connaissances politiques et présente constamment (non pas seulement dans les moments d'effervescence particulière) une énorme demande de publications illégales. Etant donné cette demande massive, la formation déjà amorcée de dirigeants révolutionnaires expérimentés, le degré de concentration atteint par la classe ouvrière et qui lui assure en fait la maîtrise des quartiers ouvriers des grandes villes, des centres usiniers, des bourgs industriels, la fondation d'un journal politique est parfaitement à la mesure du prolétariat. Par l'entremise du prolétariat, le journal pénétrera parmi la petite bourgeoisie des villes, les artisans des campagnes et les paysans et deviendra ainsi un véritable organe politique populaire.

Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de

près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents * sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne *propre* ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devrons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain nous devrons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycotta-

* Il va de soi que ces agents ne pourraient travailler avec profit que s'ils étaient très proches des comités locaux (groupes, cercles) de notre Parti. En général, tout le plan esquissé par nous demande naturellement pour sa réalisation le concours le plus actif des comités, qui ont tenté maintes fois l'unification du Parti et qui, nous en sommes persuadés, obtiendront cette unification un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre.

ge, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désemparer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques. »

• LES TROIS COUCHES DU PROLETARIAT ET LES TACHES DES COMMUNISTES

Lénine, V., **Mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe,** (1899), in Oeuvres complètes, Tome 4, Editions du Progrès, Moscou, pp. 288-293

Ainsi, nous devons nous arrêter plus longuement sur le rapport entre les couches avancées du prolétariat et ses

couches inférieures, et sur l'importance du travail social-démocrate dans les unes et dans les autres.

L'histoire du mouvement ouvrier de tous les pays montre que les couches ouvrières les plus cultivées s'assimilent le plus rapidement et le plus facilement les idées du socialisme. C'est là surtout que se recrutent les ouvriers d'avant-garde portés au premier plan par tout mouvement ouvrier; ils savent gagner l'entière confiance des masses ouvrières, se consacrent sans réserve à l'éducation et à l'organisation du prolétariat, adhèrent au socialisme à bon escient; ils ont été jusqu'à élaborer eux-mêmes des théories socialistes. Tout mouvement ouvrier viable a formé de tels chefs ouvriers, a eu ses Proudhon et ses Vaillant, ses Weitling et ses Bebel. Et notre mouvement ouvrier russe promet de ne pas se laisser distancer, à cet égard, par le mouvement ouvrier européen. Tandis que la société cultivée perd tout intérêt pour la littérature honnête illégale, on voit croître parmi les ouvriers une soif ardente de connaître, un élan vers le socialisme; il apparaît dans leurs rangs de véritables héros qui, malgré d'affreuses conditions d'existence et un travail de forçat abrutissant à la fabrique, trouvent en eux-mêmes assez de caractère et de force de volonté pour apprendre, apprendre et apprendre encore, et faire leur éducation de social-démocrates conscients, d'« intellectuels ouvriers ». Ces « intellectuels ouvriers » existent déjà en Russie, et nous devons tout faire pour élargir sans cesse leurs rangs, pour que leurs besoins intellectuels élevés soient entièrement satisfaits, pour que de leur milieu sortent des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe. Aussi le journal qui voudrait devenir l'organe de tous les social-démocrates russes doit-il se tenir au niveau des ouvriers avancés; loin de rabaisser artificiellement son propre niveau, il devra au contraire l'élever constamment, se tenir au fait de tous les problèmes tactiques, politiques et théoriques de la social-démocratie internationale. C'est à cette seule condition que les besoins des intellectuels ouvriers seront satisfaits et qu'ils prendront eux-mêmes en main la cause des ouvriers russes et, *partant*, la cause de la révolution russe.

Après la couche peu nombreuse des ouvriers avancés vient une large couche d'ouvriers moyens. Ces ouvriers

aussi aspirent ardemment au socialisme, prennent part aux cercles ouvriers, lisent les journaux et les livres socialistes, participent au travail d'agitation ; le seul trait qui les distingue de la couche précédente est qu'ils ne peuvent pas devenir de leur propre chef des dirigeants pleinement qualifiés du mouvement ouvrier social-démocrate. Dans un journal qui serait l'organe du Parti, il y aura des articles que l'ouvrier moyen ne comprendra pas, ou des questions théoriques et pratiques complexes qu'il ne saisira pas complètement. Il ne s'ensuit nullement que le journal doive s'abaisser jusqu'au niveau de la masse de ses lecteurs. Au contraire, il se doit précisément d'élever leur niveau et de contribuer à former, dans la couche des ouvriers moyens, des ouvriers d'avant-garde. Absorbés par l'activité pratique *locale*, s'intéressant par-dessus tout à la chronique du mouvement ouvrier et aux questions immédiates relevant de l'agitation, ces ouvriers doivent rattacher à chacun de leurs actes l'idée de l'ensemble du mouvement ouvrier russe, de sa mission historique, du but final du socialisme, et c'est pourquoi le journal dont les ouvriers moyens forment le gros des lecteurs doit absolument rattacher à chaque question locale et étroite le socialisme et la lutte politique.

Enfin, après la couche moyenne, vient la masse des couches inférieures du prolétariat. Il est très possible que le journal socialiste leur soit entièrement ou presque entièrement inaccessible (car, en Europe occidentale aussi, le nombre des électeurs social-démocrates est de beaucoup supérieur à celui des lecteurs des journaux social-démocrates), mais il serait absurde d'en inférer que le journal des social-démocrates doive s'adapter au niveau le plus bas possible des ouvriers. Il en résulte seulement que, pour agir sur ces couches, il faut d'autres moyens d'agitation et de propagande : des brochures très populaires, l'agitation orale, et surtout des tracts sur les événements locaux. Les social-démocrates doivent même aller plus loin : il est très possible que les premiers efforts pour éveiller la conscience des couches ouvrières inférieures doivent être accomplis par l'action éducative légale. Il importe éminemment que le *Parti* utilise cette activité, qu'il l'oriente là où elle est le plus nécessaire, qu'il envoie des militants légaux labourer la terre vierge que les agitateurs social-démocrates

viendront ensuite ensemencer. L'agitation parmi les couches inférieures du prolétariat doit laisser, naturellement, la plus grande latitude aux caractéristiques individuelles de l'agitateur et aux traits particuliers de la localité, de la profession, etc. « Il ne faut pas confondre la tactique et l'agitation », dit Kautsky dans son livre contre Bernstein. « Le mode d'agitation doit s'adapter aux conditions individuelles et locales. En matière d'agitation, il faut laisser à chaque agitateur la liberté de choisir les moyens dont il dispose : l'un produit la plus forte impression par sa fougue, l'autre par ses sarcasmes mordants, un troisième par l'art qu'il a de citer quantité d'exemples, etc. Différant suivant l'agitateur, l'agitation doit différer aussi suivant le public. L'agitateur doit parler de façon à se faire comprendre ; il doit partir de ce qui est bien connu de ses auditeurs. Tout cela va de soi et ne s'applique pas uniquement à l'agitation parmi les paysans. Il faut parler autrement à des voituriers qu'à des matelots, et autrement à des matelots qu'à des typographes. L'*agitation* doit être *individualisée* mais notre *tactique*, notre *activité* politique doit être *une* » (S. 2-3). Ces paroles d'un représentant éminent de la théorie social-démocrate contiennent une excellente appréciation de l'agitation dans le cadre de l'activité générale du Parti. Elles montrent combien sont mal fondées les appréhensions de ceux qui pensent que la formation d'un parti révolutionnaire menant la lutte politique entravera l'agitation, la refoulera au second plan ou restreindra la liberté des agitateurs. Au contraire, seul un parti organisé peut se livrer à une vaste agitation, fournir aux agitateurs les directives (et le matériel) nécessaires dans toutes les questions politiques et économiques, mettre à profit chaque succès local de l'agitation pour éclairer tous les ouvriers russes, envoyer les agitateurs dans un milieu ou dans des régions où ils puissent œuvrer avec le plus de succès. C'est seulement dans un parti organisé que des hommes aptes au travail d'agitateur pourront se consacrer entièrement à cette tâche, pour le plus grand profit de l'agitation, ainsi que des autres aspects de l'activité social-démocrate. On voit par là que celui à qui la lutte économique fait oublier l'agitation et la propagande politiques, la nécessité d'organiser le mouvement ouvrier en vue d'aboutir

à la lutte d'un parti politique, celui-là se prive, entre autres choses auxquelles il s'expose, même de la possibilité de gagner sûrement et solidement les couches inférieures du prolétariat à la cause ouvrière.

Mais exagérer ainsi un aspect de l'activité au détriment des autres, et vouloir même jeter entièrement par-dessus bord ces autres aspects, menace le mouvement ouvrier russe de conséquences infiniment plus désastreuses encore. Les couches inférieures du prolétariat peuvent se laisser corrompre par cette calomnie que les fondateurs de la social-démocratie russe ne verraient dans les ouvriers qu'un moyen de renverser l'autocratie, si elles constatent qu'on les invite à se borner au rétablissement des jours fériés et aux associations corporatives, en laissant de côté les buts finaux du socialisme et les tâches immédiates de la lutte politique. Ces ouvriers peuvent toujours mordre (et mordront) à l'hameçon de n'importe quelle aumône jetée par le gouvernement et la bourgeoisie. Sous l'effet de la propagande de la *Rabotchaïa Mysl*, les couches inférieures du prolétariat, les ouvriers sans aucune culture, peuvent se pénétrer de cette conviction bourgeoise et profondément réactionnaire que l'ouvrier ne peut ni ne doit s'intéresser à rien d'autre qu'à l'augmentation des salaires et au rétablissement des jours fériés (les « préoccupations du moment »), que le monde ouvrier peut et doit lutter pour la cause ouvrière par ses propres forces, par sa seule « initiative privée », sans s'efforcer de la faire fusionner avec le socialisme, sans essayer de faire de la cause ouvrière la cause d'avant-garde, la cause essentielle de l'humanité tout entière. Les ouvriers les moins développés peuvent, répétons-le, se laisser corrompre par une telle conviction, mais nous sommes certains que les ouvriers russes d'avant-garde, ceux qui dirigent les cercles ouvriers et toute l'activité social-démocrate, ceux qui remplissent aujourd'hui nos prisons et les lieux de déportation, depuis la province d'Arkhangelsk jusqu'à la Sibérie orientale, rejetteront cette théorie avec indignation. Réduire tout le mouvement aux préoccupations du moment, c'est spéculer sur l'état arriéré des ouvriers, c'est faire le jeu de leurs pires passions. C'est rompre artificiellement la liaison entre le mouvement ouvrier et le socialisme, entre les aspirations politiques parfaitement définies des ouvriers

d'avant-garde et les manifestations spontanées de la protestation des masses. Voilà pourquoi la tentative faite par la *Rabotchaïa Mysl* pour proposer une nouvelle orientation mérite une attention particulière et appelle une protestation des plus énergiques. Tant que la *Rabotchaïa Mysl*, s'adaptant visiblement aux couches inférieures du prolétariat, éludait soigneusement la question du but final du socialisme et de la lutte politique, mais se gardait de proclamer son orientation particulière, beaucoup de social-démocrates se contentaient de secouer la tête, espérant que les membres du groupe « Rabotchaïa Mysl » se débarrasseraient aisément eux-mêmes de leurs œillères, au fur et à mesure que leur action se développerait et prendrait de l'extension. Mais lorsque des gens qui accomplissaient jusqu'à présent un travail utile de classe préparatoire se mettent à étourdir toute l'Europe de leur tapage en se raccrochant aux théories opportunistes à la mode, et à déclarer qu'ils entendent enfermer toute la social-démocratie russe pour de longues années (sinon pour toujours) dans la classe préparatoire, — lorsque, en d'autres termes, des gens qui œuvraient utilement jusque-là autour d'un tonneau de miel, se mettent « publiquement et afin que nul n'en ignore » à y verser des cruches de goudron, alors nous devons nous élever vigoureusement contre cette orientation rétrograde !

En la personne de ses fondateurs, les membres du groupe « Libération du Travail », comme en la personne des organisations social-démocrates russes qui ont fondé le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », la social-démocratie russe a toujours reconnu les deux principes fondamentaux suivants : 1° L'essence de la social-démocratie est d'organiser la lutte de classe du prolétariat en vue de conquérir le pouvoir politique, de remettre tous les moyens de production à la société tout entière et de remplacer l'économie capitaliste par l'économie socialiste ; 2° La tâche de la social-démocratie russe est d'organiser un parti révolutionnaire ouvrier russe ayant pour objectif immédiat de renverser l'autocratie, de conquérir la liberté politique. Quiconque s'écarte de ces principes fondamentaux (formulés avec précision dans le programme du groupe « Libération du Travail » et figurant dans le *Manifeste du Parti*

ouvrier social-démocrate de Russie), s'écarte de la social-démocratie.

Rédigé fin 1899
Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 8-9 de la revue « Prolétarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit, recopié par une main inconnue et revu par Lénine

6B Lectures complémentaires

Lénine, V., **Déclaration de la direction de la Zaria et de l'Iskra,** (1900), in Oeuvres complètes, tome 4, Editions du Progrès, Moscou, pp. 331-345 (Sur les tâches d'agitation et de propagande du journal et de la revue théorique communistes)

LC(ml)C, **Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada,** (1975), chap. VI, section 3, pp. 72-77 (Sur l'agitation, la propagande et les tâches de la Ligue.)

6B Questions

1) Quelle est la différence entre l'agitation et la propagande? Quel est le rôle clé de la propagande pour rallier les ouvriers au communisme?

2) Comment devons-nous nous servir du journal comme agitateur, propagandiste et organisateur collectif? Quelles sont les faiblesses à corriger dans notre travail pratique avec le journal?

3) Quelles sont les tâches des communistes dans les différentes couches du prolétariat?

7

Les syndicats ouvriers

INTRODUCTION

Les syndicats sont nés de la lutte spontanée des ouvriers pour se protéger des attaques incessantes des capitalistes. Ce sont les organisations les plus larges de la classe ouvrière, qui ont été gagnées à travers de dures luttes. Elles sont considérées par les ouvriers comme leurs forteresses pour protéger leurs salaires et leurs conditions de travail.

Mais cette fonction suffit-elle? Non. Abordant la question syndicale du point de vue de la lutte de classes pour le socialisme, Marx et Engels ont les premiers affirmé que les syndicats doivent aussi et avant tout lutter pour abolir l'esclavage salarial qu'est le capitalisme, aider les travailleurs à prendre le pouvoir et à établir le socialisme.

"Les trade-unions agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du Capital... Mais elles manquent leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme levier pour l'émancipation définitive de la classe ouvrière, c'est-à-dire, pour l'abolition définitive du salariat." (Marx, Salaire, prix et profit).

La bourgeoisie a aussi reconnu ce fait et c'est pourquoi elle fait tout pour corrompre les dirigeants syndicaux et placer ses hommes de main à la tête des syndicats. C'est la ligne de collaboration de classes qui est le résultat de cette situation, une ligne qui trahit aussi bien la lutte pour le socialisme que les luttes immédiates de la classe ouvrière.

Lénine a démontré l'importance pour les communistes de militer activement dans les syndicats. Les communistes sont les meilleurs défenseurs des intérêts de la classe ouvrière, ils doivent en conséquence faire leurs preuves dans la lutte quotidienne des travailleurs. Mais ils luttent dans les syndicats surtout et avant tout pour combattre l'influence de l'aristocratie ouvrière, pour transformer les syndicats en syndicats de lutte de classes et pour gagner les masses à la révolution.

La force d'un parti communiste se manifeste par le soutien que lui accordent les syndicats et par sa capacité de les diriger politiquement. Que les syndicats de lutte de classes informent, éduquent et mobilisent les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme, voilà ce qui permet de hâter la victoire du prolétariat. C'est là toute l'importance de la question syndicale pour les communistes.

• LE PARTI DOIT CHERCHER L'APPUI DES SYNDICATS ET LES DIRIGER POLITIQUEMENT

Stalin, J., "The immediate tasks of the communist parties in the capitalist countries", (1925), in **On the Opposition**, Foreign Languages Press, Peking, pp. 199-204
(notre traduction)

Je passe au second groupe de questions.

Le nouveau trait spécifique de la position actuelle des partis communistes dans les pays capitalistes, c'est que la période de flux de la marée révolutionnaire a fait place à sa période de reflux, une période d'accalmie. La tâche consiste à tirer avantage de la période d'accalmie à travers laquelle nous passons, pour renforcer les partis communistes, pour les bolchéviser, pour les transformer en de véritables partis de masse s'appuyant sur les syndicats, pour rallier autour du prolétariat les travailleurs des classes non prolétariennes, avant tout ceux de la paysannerie, et finalement pour éduquer les prolétaires dans l'esprit de la révolution et de la dictature prolétarienne.

Je n'énumérerai pas toutes les tâches immédiates auxquelles sont confrontés les partis communistes d'Occident. Si vous lisez les résolutions sur le sujet, en particulier la résolution sur la bolchévisation adoptée par le Plénum élargi du Komintern *, il ne vous sera pas difficile de comprendre ce que sont concrètement ces tâches.

J'aimerais traiter de la tâche principale, cette tâche à laquelle sont confrontés les partis communistes d'Occident, dont la clarification facilitera l'accomplissement de toutes les autres tâches immédiates.

De quelle tâche s'agit-il?

Cette tâche consiste à lier les partis communistes d'Occident aux syndicats. Cette tâche consiste à développer et à faire aboutir avec succès la campagne pour l'unité syndicale, à voir à ce que tous les communistes se joignent sans faute aux syndicats, y travaillent

* *Il s'agit ici des thèses sur la bolchévisation des partis affiliés à l'Internationale communiste, adoptées par le Cinquième Plénum élargi du Comité exécutif du Komintern tenu à Moscou du 21 mars au 6 avril 1925.*

systématiquement pour unir les travailleurs dans un front uni contre le capital,et créent ainsi les conditions qui permettront aux partis communistes d'obtenir l'appui des syndicats.

Si cette tâche n'est pas menée à bien, il sera impossible de transformer les partis communistes en de véritables partis de masse, ou de créer les conditions nécessaires pour la victoire du prolétariat.

Les syndicats et les partis en Occident ne sont pas ce que sont syndicats et Parti ici même en Russie. Les rapports entre syndicats et partis en Occident sont pas mal différents de ceux qui ont été établis ici en Russie. Dans notre pays, les syndicats sont apparus après le Parti et autour du Parti de la classe ouvrière. Alors que les syndicats n'étaient pas encore apparus dans notre pays, le Parti et ses organisations dirigeaient déjà non seulement la lutte politique de la classe ouvrière mais aussi la lutte économique, jusqu'aux petites et aux très petites grèves. Cela explique, principalement, le prestige exceptionnel de notre Parti parmi les ouvriers avant la Révolution de Février, par contraste avec les syndicats rudimentaires qui existaient alors ici et là. Les vrais syndicats apparaissent dans notre pays seulement après février 1917. Avant octobre, nous avions déjà formé définitivement des organisations syndicales jouissant d'un prestige formidable parmi les ouvriers. Lénine disait déjà à cette époque que sans l'appui des syndicats, il serait impossible de réaliser la dictature du prolétariat ou de la maintenir. Les syndicats ont atteint leur développement le plus puissant dans notre pays après la prise du pouvoir, en particulier sous les conditions de la NEP. Il n'y a pas de doute que nos puissants syndicats constituent maintenant un des soutiens essentiels à la dictature du prolétariat. Le trait le plus caractéristique de l'histoire du développement de nos syndicats, c'est que ceux-ci sont apparus, se sont développés et sont devenus forts après le Parti, autour du Parti et en amitié avec le Parti.

En Europe occidentale, les syndicats se sont développés dans des circonstances complètement différentes. Premièrement, ils sont apparus et sont devenus forts bien avant l'apparition des partis de la classe ouvrière. Deuxièmement, ce ne sont pas les syndicats qui se sont développés autour des partis de la classe ouvrière; au contraire, les partis de la classe ouvrière sont eux-mêmes issus des syndicats. Troisièmement, puisque les syndicats s'étaient déjà, pour ainsi dire, emparé de la sphère économique de la lutte, celle qui est la plus

près de la classe ouvrière, les partis ont été obligés de s'engager principalement dans la lutte politique parlementaire, et ceci n'a pas pu faire autrement que d'affecter le caractère de leurs activités et l'importance que la classe ouvrière leur attachait. Et précisément parce que les partis sont apparus là-bas après les syndicats, précisément parce que les syndicats ont vu le jour bien avant les partis, et sont devenus de fait les principales forteresses du prolétariat dans sa lutte contre le capital — précisément pour cette raison, les partis en tant que forces indépendantes qui n'avaient pas l'appui des syndicats, ont été relégués au second plan.

De ceci découle cependant que si les partis communistes veulent devenir une véritable force de masse capable de faire avancer la révolution, ils doivent se lier aux syndicats et obtenir leur appui.

Ne pas réussir à tenir compte de ce trait spécifique de la situation en Occident signifie conduire le mouvement communiste droit à sa perte.

Là-bas en Occident, il existe encore quelques "communistes" qui refusent de comprendre ce trait spécifique et qui continuent à utiliser au petit bonheur le slogan anti-prolétarien et anti-révolutionnaire: "Quittez les syndicats!" Il faut dire que personne ne peut faire plus de tort au mouvement communiste en Occident que ces "communistes" et leurs semblables. Considérant les syndicats comme un camp ennemi, ces gens projettent de les "attaquer" de l'extérieur. Ils n'arrivent pas à comprendre que s'ils poursuivent une telle politique, les ouvriers vont les considérer en effet comme des ennemis. Ils n'arrivent pas à comprendre que l'ouvrier à la base considère les syndicats, qu'ils soient bons ou mauvais, comme ses forteresses, qui l'aident à protéger ses salaires, ses heures, et ainsi de suite. Ils n'arrivent pas à comprendre qu'une telle politique, loin de la faciliter, empêche la pénétration des communistes parmi les masses de la classe ouvrière.

L'ouvrier moyen à la base pourra dire à ces "communistes": "Vous attaquez ma forteresse. Vous voulez détruire les organisations que j'ai mis des années à bâtir, et vous essayez de me prouver que le communisme est mieux que le trade-unionisme. Je ne sais pas, peut-être que vos arguments théoriques sur le communisme sont justes. Comment moi, un travailleur ordinaire, puis-je saisir la signification de vos théories? Mais il y a une chose que je sais: j'ai

mes forteresses syndicales; elles m'ont dirigé dans la lutte, elles m'ont protégé, tant bien que mal, des attaques des capitalistes, et quiconque pense détruire ces forteresses, veut détruire ma propre cause, la cause des ouvriers. Cessez d'attaquer mes forteresses, joignez les syndicats, travaillez-y pendant cinq ans environ, aidez à les améliorer et à les renforcer. Pendant ce temps-là, je regarderai quelle sorte de gars vous êtes, et si vous semblez être de vrais bons gars, je ne refuserai sûrement pas de vous soutenir " et ainsi de suite.

Voilà en gros l'attitude des travailleurs moyens à la base en Occident aujourd'hui face aux anti-syndicalistes.

Quiconque n'arrive pas à comprendre le trait spécifique de la mentalité de l'ouvrier moyen en Europe ne comprendra rien à la position de nos partis communistes à l'heure actuelle.

En quoi tient la force de la social-démocratie en Occident?

Au fait qu'elle a l'appui des syndicats.

A quoi tient la faiblesse de nos partis communistes en Occident?

Au fait qu'ils ne se sont pas encore liés aux syndicats et que certains éléments de ces partis communistes ne désirent pas se lier à eux.

Désormais, la tâche principale des partis communistes d'Occident consiste à développer et faire aboutir avec succès la campagne pour l'unité syndicale, à voir à ce que tous les communistes sans exception joignent les syndicats, y travaillent systématiquement et patiemment pour unir la classe ouvrière et ainsi permettre aux partis communistes d'avoir l'appui des syndicats.

Telle est la signifidation du Plénum élargi du Komintern à propos des tâches immédiates des partis communistes d'Occident à l'heure actuelle.

Lénine, V., **Textes sur les syndicats**, (1908), Editions du Progrès, Moscou, pp. 177-180

L'ensemble de notre parti, a, par conséquent, reconnu à présent que le travail dans les syndicats ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement de

liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate. Il a reconnu également que le rattachement des syndicats doit être réalisé exclusivement par le travail des social-démocrates à l'intérieur des syndicats, que les social-démocrates doivent constituer des sections unies dans les syndicats et créer des organisations clandestines dans la mesure où il ne peut y avoir de syndicats légaux.

(...)

A présent, à propos de la question des syndicats, il est nécessaire de rappeler de façon non moins catégorique que le bolchevisme s'en tient à la tactique de la social-démocratie révolutionnaire dans tous les domaines de la lutte, dans toutes les branches de son activité. La différence entre le bolchevisme et le menchevisme n'est pas dans le fait que le premier « nie » le travail dans les syndicats ou dans les coopératives, etc., mais dans le fait qu'il *mène une autre politique* dans le travail d'agitation, de propagande et d'organisation de la classe ouvrière. De nos jours, le travail dans les syndicats acquiert sans aucun doute une importance énorme. Face au neutralisme des mencheviks, nous devons accomplir ce travail dans l'esprit d'un rapprochement des syndicats et du parti, d'un développement de la conscience socialiste et d'une compréhension des tâches révolutionnaires du prolétariat.

• LES COMMUNISTES TRAVAILLENT DANS LES SYNDICATS POUR COMBATTRE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ET GAGNER LES MASSES

Lénine, V., **La maladie infantile du communisme,** (1920), in Oeuvres complètes, Tome 31, Editions du Progrès, Moscou, pp. 45-51

Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières

ébauches du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires, le *parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement *certains* traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est, pour le prolétariat considéré comme classe, un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, plus encore que dans le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme » et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la *classe* ouvrière (et non à telles ou telles professions), et puis à l'ensemble des travailleurs.

Un *certain* « esprit réactionnaire » des syndicats, en ce sens, *est inévitable* sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions essentielles de la *transition* du capitalisme au socialisme. Redouter *cet* « esprit réactionnaire », essayer de l'*éluder*, de passer outre, c'est commettre une grave erreur, car c'est craindre d'assumer ce rôle de l'avant-garde du prolétariat qui consiste à instruire, éclairer, éduquer, appeler à une vie nouvelle les couches et les masses les plus retardataires de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'autre part, remettre la mise en œuvre de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où il ne resterait plus un seul ouvrier atteint d'étroitesse professionnelle, plus un ouvrier imbu des préjugés corporatifs et trade-unionistes, serait une erreur encore plus grave. L'art du politique (et la juste compréhension de ses devoirs par un

communiste) est d'apprécier correctement les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat sera à même de s'emparer du pouvoir ; de bénéficier, pendant et après, d'un appui suffisant de couches suffisamment larges de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétariennes ; où elle saura dès lors soutenir, renforcer, élargir sa domination, en éduquant, en instruisant, en attirant à elle des masses toujours plus grandes de travailleurs.

Poursuivons. Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les menchéviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme. Les menchéviks d'Occident se sont bien plus solidement « incrustés » dans les syndicats, et une « *aristocratie ouvrière* » *corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme*, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et C^ie^ en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos menchéviks qui représentent un type politique et social *parfaitement analogue*. Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un *certain* degré ; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce « certain degré » *n'est pas le même*, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. (En Russie, la mesure du succès dans cette lutte nous fut donnée notamment par les élections à l'Assemblée constituante, en novembre 1917, quelques jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917.

Lors de ces élections, les menchéviks furent battus à plate couture, n'ayant recueilli que 700 000 suffrages — 1 400 000 voix en ajoutant celles de la Transcaucasie — contre 9 000 000 de voix aux bolchéviks. Voir à ce sujet mon article « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat » * dans le n° 7-8 de *l'Internationale Communiste.*)

Mais nous luttons contre l'« aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous ; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or, c'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » qui, *de* l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des *milieux dirigeants* syndicaux, concluent à... la sortie des communistes des syndicats ! ! au refus d'y travailler ! ! et voudraient créer de nouvelles formes d'organisation ouvrière qu'ils *inventent* ! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car nos menchéviks, de même que tous les leaders opportunistes, social-chauvins et kautskistes des syndicats, ne sont pas autre chose que des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » (ce que nous avons toujours dit des menchéviks) ou « les commis ouvriers de la classe capitaliste » (labour lieutenants of the capitalist class), selon la belle expression, profondément juste, des disciples américains de Daniel De Leon. Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des « ouvriers embourgeoisés » (cf. à ce sujet la lettre d'Engels à Marx sur les ouvriers anglais, 1858)**.

La « théorie » saugrenue de la non-participation des communistes dans les syndicats réactionnaires montre, de toute évidence, avec quelle légèreté ces communistes « de

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e édition, t. 30, pp. 230-251.

** Voir la lettre de K. Marx à F. Engels du 7 octobre 1859.

gauche » envisagent la question de l'influence sur les « masses », et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot « masse ». Pour savoir aider la « masse » et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des « chefs » (qui, opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés — directement ou indirectement — à la bourgeoisie et à la police) et *travailler* absolument *là où est la masse*. Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations — même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires — partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes. Or les syndicats et les coopératives ouvrières (celles-ci dans certains cas, tout au moins) sont justement des organisations où se trouve la masse. En Angleterre, d'après les informations d'un journal suédois, le *Folkets Dagblad Politiken* (du 10 mars 1920), les effectifs des trade-unions ont passé, de fin 1917 à fin 1918, de 5 500 000 à 6 600 000 membres, accusant ainsi une augmentation de 19%. A la fin de 1919, on en comptait jusqu'à 7 500 000. Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne, mais il est des faits absolument indiscutables et connus de tous, qui attestent un accroissement sensible du nombre des syndiqués dans ces pays également.

Ces faits attestent de toute évidence ce que des milliers d'autres symptômes confirment : la conscience accrue et la tendance toujours plus grande à l'organisation qui se manifestent justement dans les masses prolétariennes, dans les « couches inférieures », retardataires. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent *pour la première fois* de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire, inférieure, la plus simple et la plus accessible (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois), à savoir : aux syndicats. Et les communistes de gauche, révolutionnaires, mais peu raisonnables, sont là à crier : « la masse », « la masse » ! et *refusent de militer au sein des syndicats* ! ! en prétextant leur « esprit réactionnaire » ! !

Et ils inventent une « Union ouvrière » toute neuve, propret-te, innocente des préjugés démocratiques bourgeois, des péchés corporatifs et étroitement professionnels, — cette Union qui, à ce qu'ils prétendent, sera (qui sera !) large, et pour l'adhésion à laquelle il faut simplement (simplement !) « reconnaître le système des Soviets et la dictature » (voir plus haut la citation) ! !

On ne saurait concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par des révolutionnaires « de gauche » ! Mais, si en Russie, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions, aujourd'hui, comme condition d'admission aux syndicats, la « reconnaissance de la dictature », nous commettrions une sottise, nous porterions préjudice à notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir *convaincre* les retardataires, de savoir travailler *parmi* eux et non de *se séparer* d'eux par des mots d'ordre « de gauche » d'une puérile invention.

Il est hors de doute que MM. Gompers, Henderson, Jouhaux et Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires « de gauche » qui, comme ceux de l'opposition « de principe » allemande (Dieu nous préserve de semblables « principes » !) ou comme certains révolutionnaires américains des « Ouvriers industriels du monde * » prêchent l abandon des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, messieurs les « leaders » de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise, ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats,

---

* *Les « Ouvriers industriels du monde »* (« Industrial Workers of the World » — I. W. W.), organisation syndicale d'ouvriers américains, constituée en 1905 ; y prirent une part active des personnalités du mouvement ouvrier d'Amérique, D. De Lyon, E. Debs et W. Heywood. L'organisation joua un rôle important dans l'histoire du mouvement syndical américain. Aux années de la première guerre mondiale (1914-1918), elle dirigea nombre d'actions de masse de la classe ouvrière d'Amérique contre la guerre ; elle dénonça la politique des chefs réactionnaires de la Fédération américaine du travail et des socialistes de droite. Certains diri-

pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats désagréable au possible, pour les outrager, les traquer, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. Sous le tsarisme, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune «possibilité légale» ; mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions ultra-réactionnaires d'ouvriers et ses associations ouvrières pour repérer et combattre les révolutionnaires, nous envoyions à ces réunions et dans ces associations des membres de notre parti (dans leur nombre, je me souviens personnellement de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar), qui établissaient la liaison avec la masse, s'ingéniaient à faire leur travail de propagande et arrachaient les ouvriers à l'influence des hommes de Zoubatov*. Certes, il est plus difficile d'en faire autant dans les pays d'Europe occidentale, particulièrement imbus de préjugés légalistes, constitutionnels, démocratiques bourgeois, particulièrement enracinés. Cependant on peut et on doit le faire, et le faire systématiquement.

Le Comité exécutif de la IIIe Internationale doit, à mon avis personnel, condamner ouvertement et engager le prochain congrès de l'Internationale Communiste à

---

geants des « Ouvriers industriels du monde », W. Heywood et d'autres, adhérèrent par la suite au Parti communiste des Etats-Unis. En même temps, des tendances anarcho-syndicalistes nettement prononcées se firent jour dans l'activité de l'organisation : elle n'admettait pas la lutte politique du prolétariat, contestait le rôle dirigeant du parti, la nécessité de la dictature du prolétariat, refusait de mener l'action parmi les ouvriers des syndicats faisant partie de la Fédération américaine du travail. Par la suite, les « Ouvriers industriels du monde » devinrent un groupe sectaire sans aucune influence dans le mouvement ouvrier.

* Les Gompers, les Henderson, les Jouhaux, les Legien ne sont que des Zoubatov dont ils se distinguent par l'habit, le vernis européen, les procédés civilisés, raffinés, démocratiquement pommadés, dont ils usent pour pratiquer leur infâme politique.

condamner d'une façon générale la politique de non-participation aux syndicats réactionnaires (en expliquant minutieusement ce qu'une telle non-participation a de déraisonnable et d'infiniment préjudiciable à la cause de la révolution prolétarienne), et, notamment, la ligne de conduite de certains membres du Parti communiste hollandais, qui — directement ou indirectement, ouvertement ou non, totalement ou en partie, peu importe — ont soutenu cette politique fausse. La III[e] Internationale doit briser avec la tactique de la II[e], et ne pas éluder les questions angoissantes, ne pas les estomper, mais au contraire les poser de front. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux « indépendants » (au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) ; il faut la dire de même aux communistes « de gauche ».

• LES DEUX VOIES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

Marx, K., "Résolutions de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats", (1866), in Marx, Engels, **Le syndicalisme**, Tome 1, François Maspero, Paris, pp. 68-70

A. *Leur passé.* Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle *. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens altéré qu'on lui connaît dans une société où les conditions matérielles sont d'un côté, et l'énergie vitale productive de l'autre.

La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la force du nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable qu'ils se font

* Cette résolution a été élaborée par Marx et adoptée au 1er Congrès de l'Internationale à Genève en septembre 1866.

les uns aux autres. Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves.

L'objet immédiat des syndicats était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot, aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que dure le système actuel ; qui plus est, *les syndicats ouvriers doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays* *.

D'un autre côté, les syndicats ouvriers ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Age en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée *pour supprimer et remplacer le système du travail salarié* **.

B. *Leur présent.* Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils ne sont pas assez conscients de tout ce qu'ils peuvent faire contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques. Néanmoins, dans ces derniers temps, ils ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Donnons-en pour exemple leur participation, en Angleterre, aux récents mouvements politiques ; l'idée qu'ils se font de leur fonction aux Etats-Unis ; et la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield :

« Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les

---

* Souligné par nous.
** *Id.*

efforts faits par l'Association internationale des travailleurs pour unir dans une confédération fraternelle les ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les sociétés représentées de s'affilier à cette organisation, dans la conviction que l'Association internationale forme un élément nécessaire au progrès et à la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

C. *Leur avenir.* A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent maintenant agir comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction.

En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas encore organisés ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où les circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, ils feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Engels, F., "Le système du salariat", (1881), in Marx, Engels, **Le syndicalisme**, Tome 1, François Maspero, Paris, pp. 87-90

Dans l'article précédent, nous avons examiné le mot d'ordre qui a dignement fait son temps : un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail, et nous sommes arrivés à la conclusion que, dans les conditions sociales actuelles, le plus juste des salaires quotidiens équivaut nécessairement à la plus injuste répartition du produit de l'ouvrier, la plus grande partie en allant dans la poche du capitaliste et l'ouvrier en recevant tout juste de quoi lui per-

mettre de rester en état de travailler et de perpétuer son espèce.

C'est là une loi de l'économie politique, c'est-à-dire une loi de l'organisation économique de l'actuelle société, qui est plus forte que tout le droit coutumier ou écrit d'Angleterre réunis, y compris la cour de la Chancellerie* .

Aussi longtemps que la société est divisée en classes opposées — d'un côté, les capitalistes qui monopolisent l'ensemble des moyens de production, la terre, les matières premières et les machines ; de l'autre, les ouvriers qui travaillent et sont privés de toute propriété sur les moyens de production, et ne disposent que de leur force de travail — et que subsiste cette organisation sociale, la loi du salaire restera toute-puissante et resserrera chaque jour davantage les chaînes qui rendent le travailleur esclave du produit de ses propres mains, produit que monopolise le capitaliste.

Depuis près de soixante ans, les syndicats anglais ont lutté contre cette loi capitaliste. Or, quel en a été le résultat ? Ont-ils réussi à libérer la classe ouvrière anglaise de l'esclavage dans lequel la lient le capital, qui n'est pourtant que le produit du travail des ouvriers ? Ont-ils permis, ne serait-ce qu'à une petite fraction de la classe ouvrière, de s'élever au-dessus de sa condition d'esclave salarié, en devenant propriétaire des moyens de production, matières premières, instruments et machines nécessaires à son industrie, et en conséquence aussi du produit de son propre travail ? Il est de notoriété publique que, non seulement ils n'ont jamais atteint ce but, mais qu'ils ne l'ont jamais poursuivi.

Nous ne voulons absolument pas prétendre par là que les syndicats ne sont d'aucune utilité, parce qu'ils ne l'ont pas fait. Au contraire, les syndicats — aussi bien en Angleterre que dans tout autre pays industriel — sont indispensables à la classe ouvrière pour lutter contre le capital. Le salaire moyen est égal à la somme des moyens de subsistance nécessaires aux ouvriers d'un pays donné pour

* La cour de la Chancellerie était la cour de justice suprême.

conserver leur espèce, conformément au standard de vie traditionnel de ce pays. Ce standard de vie est très variable selon les diverses catégories d'ouvriers. Le grand mérite des syndicats, dans leur lutte pour le maintien de ce taux de salaire et la diminution des heures de travail, est qu'ils s'efforcent de maintenir, voire d'augmenter ce standard de vie.

Dans les quartiers Est de Londres, il y a de nombreux ouvriers dont le travail n'exige pas moins d'expérience et est pour le moins aussi pénible que celui des maçons et de leurs compagnons, et pourtant les premiers gagnent à peine la moitié de ce que gagnent les seconds. La raison de cette différence est toute simple : une forte organisation permet à ces derniers d'imposer aux capitalistes une norme de salaires considérablement plus élevée que les premiers qui, étant inorganisés et impuissants, doivent subir non seulement l'exploitation inévitable de leurs patrons, mais leur arbitraire, par-dessus le marché. Leur standard de vie se dégrade de plus en plus, et ils apprennent à vivre avec un salaire toujours plus bas, leurs salaires naturels tombant à un niveau auquel ils ont fini par s'accommoder eux-mêmes.

La loi du salaire n'est donc pas de nature telle qu'elle trace une ligne rigide et immuable. Dans certaines limites, elle n'est pas inflexible. Pour chaque métier, il y a, à tout moment — sauf aux périodes de dépression extrême —, une certaine marge où les salaires peuvent varier, selon le résultat de la lutte entre ouvriers et capitalistes. Dans chaque cas, le salaire est fixé par contrat ; or, dans un contrat, celui qui résiste le plus longtemps et le mieux a la plus grande chance d'obtenir plus que ce qui lui reviendrait autrement. Si chaque ouvrier passe isolément le marché avec le capitaliste, il est facilement battu et contraint de se soumettre à discrétion.

En revanche, si une profession entière d'ouvriers forme une organisation puissante, collecte parmi eux des fonds pour tenir tête à leurs patrons le cas échéant et devient ainsi capable de traiter de puissance à puissance, alors — et alors seulement — les ouvriers ont une chance d'ob-

tenir le peu qu'ils reçoivent aux termes du statut économique de la société actuelle, ce que l'on appelle « un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail ».

Cependant, la lutte des syndicats n'enfreint pas la loi du salaire ; au contraire, elle ne fait que l'appliquer. Sans l'arme syndicale de résistance, l'ouvrier ne recevrait même pas ce qui lui est dû conformément au statut du salariat.

(...)

La preuve ? Comparez les salaires payés aux membres des grands syndicats avec ceux payés aux innombrables petites professions de cette mare stagnante que sont les quartiers Est de Londres.

Ainsi donc, les syndicats n'attaquent pas le système salarial lui-même. Or, la dégradation économique de la classe ouvrière n'est pas due au niveau, bas ou élevé, des salaires, mais au fait qu'au lieu de percevoir le produit intégral de son travail, la classe ouvrière doit se satisfaire d'une fraction de son produit, celle que l'on appelle salaire. En effet, comme le capitaliste est propriétaire des instruments des moyens de travail, il empoche tout le produit, et paie là-dessus l'ouvrier.

En conséquence, il n'y a pas de véritable émancipation pour la classe ouvrière tant qu'elle ne sera pas en possession de tous les moyens de travail — terre, matières premières, machines, etc. — et, donc, en possession de tout le produit de son travail.

Marx, K., **Salaire, prix et profit,** (1865), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 2, Editions du Progrès, Moscou, p. 76

Les trade-unions agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Elles manquent en partie leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance. Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un

levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.

• SOUS LE SOCIALISME LES SYNDICATS SONT DES ECOLES DU COMMUNISME

Lénine, V., "Les syndicats, la situation actuelle", (1920), in **Textes sur les syndicats**, Editions du Progrès, Moscou, pp. 354-355

Il découle de ce que je viens de dire que, dans l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle des syndicats est absolument capital. Mais en quoi consiste ce rôle ? L'examen de cette question, une des questions théoriques majeures, m'amène à conclure que ce rôle est extrêmement original. D'une part, les syndicats groupent, englobent dans leurs rangs la totalité des ouvriers de l'industrie : ils sont de ce fait une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école, une école de direction, une école de gestion, une école du communisme. C'est une école d'un type absolument inhabituel, car nous n'avons pas affaire à des professeurs et à des élèves, mais à une certaine combinaison extrêmement originale de ce qui a subsisté du capitalisme, et ne pouvait manquer de subsister, avec ce que les détachements révolutionnaires avancés, pour ainsi dire l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ont promu. C'est pourquoi parler du rôle des syndicats sans tenir compte de ces vérités, c'est aboutir fatalement à de nombreuses inexactitudes.

Dans le système de la dictature du prolétariat, les syndicats se situent, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le Parti et le pouvoir d'Etat. La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme, mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie. Pourquoi ?

Nous pouvons lire à ce propos les thèses du IIe Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle d'un parti politique en général. Je ne m'arrêterai pas ici sur ce point. Les choses se passent ainsi : le Parti absorbe en quelque sorte l'avant-garde du prolétariat, et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat. Mais sans un fondement tel que les syndicats, il est impossible d'exercer la dictature, de s'acquitter des fonctions d'Etat. Il faut les assumer par le canal de diverses institutions, d'un type nouveau elles aussi : par l'intermédiaire de l'appareil des Soviets. En quoi cette situation est-elle originale, du point de vue des conclusions pratiques ? C'est que les syndicats créent la *liaison* entre l'avant-garde et les masses, que leur travail quotidien a pour effet de convaincre les masses, celles de la seule classe capable de nous faire accéder du capitalisme au communisme.

7 Lectures complémentaires

Losovsky, A., **Programme d'Action de l'Internationale syndicale rouge** (1921), et **La grève est un combat** (1931), (Livres du dirigeant de l'Internationale des syndicats de lutte de classes attachés à la IIIe Internationale (Sur les deux lignes dans le mouvement syndical), Editions Drapeau rouge et Librairie Progressiste, Montréal.

LC(ml)C, **Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada,** (1975), chap. VII (Sur les syndicats de lutte de classes et les tâches des communistes dans le mouvements syndical), pp. 77-87.

7 Questions

1) Quel rapport doit-il exister entre le Parti et les syndicats? Quelle est la différence entre le Parti et les syndicats?

2) Comment la ligne de collaboration de classes se manifeste-t-elle dans le mouvement syndical aujourd'hui? Au sein du CTC? De la CSN? De la FTQ? Dans les autres centrales?

3) Quelles sont nos tâches pour transformer les syndicats en syndicats de lutte de classes?

8

La question des femmes

INTRODUCTION

La cruauté du système capitaliste ne se manifeste pas uniquement par l'exploitation des travailleurs, quoique celle-ci soit sa base et son point de départ. Les capitalistes, dans leur soif aveugle de profits et de pouvoir, se servent de toute une gamme d'autres formes d'oppression pour diviser le peuple et en soumettre des parties importantes à une double et même triple oppression. L'oppression des femmes est parmi les formes d'oppression les plus importantes.

Ecartées du marché du travail et enfermées entre les quatre murs de la maison, dernières engagées et premières mises à pied quand elles réussissent à se trouver un emploi, payées à des salaires plus bas que les hommes pour le même travail, brimées dans leurs droits démocratiques les plus

élémentaires, les femmes du peuple sont doublement opprimées. Et cette double oppression en fait une force potentielle révolutionnaire redoutable, à condition que le prolétariat conscient les mobilise dans la lutte de classes.

Pour la classe ouvrière, il est de première importance de mobiliser les femmes travailleuses, car elles sont la moitié des forces révolutionnaires, "la moitié du ciel", d'après l'expression de Mao Tsétoung. Les femmes du peuple sont la réserve la plus importante pour la classe ouvrière et leur participation dans la lutte des classes est décisive pour l'issue de ce combat.

La source de l'oppression des femmes, c'est la propriété privée des moyens de production. Cette oppression remonte à la division de la société en classes opposées. Car, dès cette époque, les femmes ont été privées de leurs droits et reléguées au second rang dans la société. Le capitalisme ne fait que maintenir cette oppression, tout en proclamant une égalité qui n'existe pas dans les faits, afin de tromper les gens et de désamorcer la lutte des femmes.

C'est pourquoi l'émancipation des femmes passe obligatoirement par l'abolition du capitalisme. Le socialisme pose les conditions essentielles pour leur émancipation définitive, permettant et encourageant pour la première fois la pleine participation des femmes à la vie économique et politique du pays et assurant une vie sociale caractérisée par l'égalité devant la loi et dans les faits entre hommes et femmes.

Dès maintenant, nous devons entreprendre la lutte pour les droits démocratiques des femmes et les mobiliser dans la lutte de toute la classe ouvrière pour le socialisme. La question des femmes revêt une importance capitale, et c'est pourquoi Lénine a pu conclure: "Le prolétariat ne saurait se libérer totalement sans avoir conquis la liberté totale pour les femmes." (Lénine, Sur l'émancipation de la femme)

• LES FEMMES DU PEUPLE SONT LA PLUS GRANDE RESERVE DE LA CLASSE OUVRIERE, IL FAUT LES MOBILISER DANS LA LUTTE DE CLASSES

Stalin, J., "Long Live International Women's Day!", (1925), in **On the Woman Question**, International Publishers, New York, pp. 44-45 (notre traduction)

Dans l'histoire de l'humanité, aucun grand mouvement d'opprimés ne s'est accompli sans la participation des travailleuses. Ces dernières, les plus opprimées parmi les opprimés, ne pouvaient et ne se sont jamais tenues à l'écart du grand chemin du mouvement de libération. Le mouvement des esclaves a produit, comme on le sait, des centaines et des milliers de martyres et d'héroïnes; les combattants pour la libération des serfs comptaient des dizaines de milliers de travailleuses dans leurs rangs. Il n'est pas surprenant que des millions de travailleuses soient attirées sous les bannières du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, le plus puissant de tous les mouvements de masse d'opprimés.

La Journée internationale des femmes est un symbole d'invincibilité et un présage du grand avenir qui est soudé au mouvement de libération de la classe ouvrière.

Les travailleuses — ouvrières et paysannes — sont la plus grande réserve de la classe ouvrière. Cette réserve constitue une bonne moitié de la population. Le sort du mouvement prolétarien, la victoire ou la défaite de la révolution prolétarienne, la victoire ou la défaite du pouvoir prolétarien dépend de ce que la réserve des femmes sera pour ou contre la classe ouvrière.

Voilà pourquoi la première tâche du prolétariat et de son détachement d'avant-garde, le Parti communiste. est d'entreprendre la bataille décisive pour affranchir les ouvrières et les paysannes de l'influence de la bourgeoisie, pour leur éducation politique, et pour l'organisation des ouvrières et des paysannes sous la bannière du prolétariat.

La Journée internationale des femmes est un moyen de gagner les réserves de femmes laborieuses au prolétariat. Cependant, les travailleuses ne sont pas que des réserves. Elles peuvent et doivent devenir — si la classe ouvrière applique une politique juste — une véritable armée de la classe ouvrière, combattant la bourgeoisie.

La seconde, et décisive, tâche de la classe ouvrière, c'est de forger une armée d'ouvrières et de paysannes à partir des réserves des femmes laborieuses, pour opérer coude à coude avec la grande armée du prolétariat.

La Journée internationale des femmes doit devenir un moyen de transformer les ouvrières et les paysannes d'une réserve de la classe ouvrière en une armée active du mouvement de libération du prolétariat.

Vive la Journée internationale des femmes!

• L'ORIGINE DE L'OPPRESSION DES FEMMES DANS LA DIVISION DE LA SOCIETE EN CLASSES ET L'EXCLUSION DES FEMMES DE LA PRODUCTION SOCIALE

Staline, J., **Anarchisme ou socialisme?**, (1906), in Oeuvres, Tome I, Nouveau Bureau d'édition, Paris, pp. 271-272

L'histoire nous apprend que la classe ou le groupe social qui joue le rôle principal dans la production sociale et en détient les principales fonctions, doit avec le temps devenir inévitablement le maître de cette production. Il fut un temps, celui du matriarcat, où les femmes étaient maîtresses de la production. Comment expliquer cela ? C'est que dans la production de ce temps, dans la culture primitive du sol, les femmes jouaient le rôle principal, elles exerçaient les principales fonctions, alors que les hommes erraient dans les forêts à la recherche du gibier. Le temps est venu, celui du patriarcat, où la situation dominante dans la production est passée aux hommes. Pourquoi ce changement est-il survenu ? Parce que, dans la production d'alors, dans l'économie fondée sur l'élevage, où les principaux instruments de production étaient la lance, le lasso, l'arc et la flèche, le rôle principal appartenait aux hommes...

Engels, F., **L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat**, (1884), Marx, Engels, in Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, p. 260, pp. 337-339

(...)

Dans l'ancienne économie domestique communiste, qui comprenait beaucoup de couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture des vivres par les hommes. Avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique, il en alla tout autrement. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerna plus la société ; elle devint un *service privé ;* la femme devint une première servante, elle fut écartée de la participation à la production sociale.

(...)

L'accroissement de la production dans toutes les branches — élevage du bétail, agriculture, artisanat domestique — donna à la force de travail humaine la capacité de produire plus qu'il ne lui fallait pour sa subsistance. Elle accrut en même temps la somme quotidienne de travail qui incombait à chaque membre de la *gens*, de la communauté domestique ou de la famille conjugale. Il devint souhaitable de recourir à de nouvelles forces de travail. La guerre les fournit : les prisonniers de guerre furent transformés en esclaves. En accroissant la productivité du travail, donc la richesse, et en élargissant le champ de la production, la première grande division sociale du travail, dans les conditions historiques données, entraîna nécessairement l'esclavage. De la première grande division sociale du travail naquit la première grande division de la société en deux classes : maîtres et esclaves, exploiteurs et exploités.

Quand et comment les troupeaux passèrent-ils de la propriété commune de la tribu ou de la *gens* à la propriété des chefs de famille individuels ? Nous n'en savons rien jusqu'à présent. Mais, pour l'essentiel, cela doit s'être produit à ce stade. Avec les troupeaux et les autres richesses nouvelles, la famille subit alors une révolution. Gagner la subsistance avait toujours été l'affaire de l'homme ; c'est lui qui produisait les moyens nécessaires à cet effet et qui en avait la propriété. Les troupeaux constituaient les nouveaux moyens de gain ; ç'avait été l'ouvrage de l'homme que de les apprivoiser d'abord, de les garder ensuite. Aussi le bétail lui appartenait-il, tout comme les marchandises et les esclaves troqués contre du bétail. Tout le bénéfice que procurait maintenant la production revenait à l'homme ; la femme en profitait, elle aussi, mais elle n'avait point de part à la propriété. Le « sauvage » guerrier et chasseur s'était contenté de la seconde place à la maison, après la femme ; le pâtre « aux mœurs plus paisibles », se prévalant de sa richesse

se poussa au premier rang et rejeta la femme au second. Et elle ne pouvait pas se plaindre. La division du travail dans la famille avait réglé le partage de la propriété entre l'homme et la femme ; il était resté le même et, pourtant, il renversait maintenant les rapports domestiques antérieurs uniquement parce qu'en dehors de la famille la division du travail s'était modifiée. La même cause qui avait assuré à la femme sa suprématie antérieure dans la maison : le fait qu'elle s'adonnait exclusivement aux travaux domestiques, cette même cause assurait maintenant dans la maison la suprématie de l'homme : les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus, maintenant, à côté du travail productif de l'homme ; celui-ci était tout ; ceux-là n'étaient qu'un appoint négligeable. Ici déjà, il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique.

• LE CAPITALISME MAINTIENT L'OPPRESSION DES FEMMES, SEUL LE SOCIALISME PERMET LEUR EMANCIPATION

Lénine, V., "Le pouvoir des Soviets et la condition de la femme", (1919), in **Sur l'émancipation des femmes,** Editions du Progrès, Moscou, pp. 77-80

Le deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets nous amène à jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce qui a été réalisé au cours de ces deux années et à méditer sur l'importance et les buts de la révolution accomplie.

La bourgeoisie et ses partisans nous accusent de violer la démocratie. Nous affirmons que la révolution soviétique

a donné une impulsion sans précédent au progrès de la démocratie en profondeur et en largeur ; la démocratie pour les travailleurs et les masses opprimées par le capitalisme, donc la démocratie socialiste (pour les travailleurs), à la différence de la démocratie bourgeoise (pour les exploiteurs, les capitalistes, les riches).

Qui a raison ?

Réfléchir sérieusement à cette question et l'approfondir c'est faire état de l'expérience de deux années et mieux se préparer à la faire progresser.

La condition de la femme montre de façon particulièrement concrète la différence entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste ; elle répond de façon particulièrement concrète à la question posée.

Dans une république bourgeoise (c'est-à-dire là où existe la propriété privée du sol, des fabriques, des usines, des actions, etc.), fût-elle la république la plus démocratique, la femme ne jouit de l'égalité complète *nulle part au monde, dans nul pays, même dans le plus avancé.* Et ceci bien que plus d'un siècle un quart se soit écoulé depuis la Grande révolution française (démocratique bourgeoise).

La démocratie bourgeoise promet en paroles l'égalité et la liberté. En fait, les femmes, la moitié du genre humain, *n'ont reçu* nulle part, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, l'égalité juridique avec les hommes, nulle part elles n'ont été affranchies de la tutelle et du joug des hommes.

La démocratie bourgeoise est la démocratie des phrases pompeuses, des mots solennels, des promesses grandiloquentes, des belles devises *de liberté et d'égalité.* Toutes ces phrases dissimulent l'asservissement et l'inégalité de la femme, l'asservissement et l'inégalité des travailleurs et des exploités.

La démocratie soviétique ou socialiste fait litière des phrases pompeuses mais mensongères ; elle déclare une guerre implacable à l'hypocrisie des « démocrates », des grands propriétaires fonciers, des capitalistes, des paysans repus qui s'engraissent en vendant aux prix du marché noir leurs excédents de blé aux ouvriers affamés.

A bas cet ignoble mensonge ! Il ne peut y avoir, il n'y a et il n'y aura pas d'« égalité » entre les opprimés et les

oppresseurs, les exploités et les exploiteurs. Il ne peut y avoir, il n'y a et il n'y aura pas de véritable « liberté » tant que la femme ne se sera pas libérée des privilèges que la loi accorde à l'homme, tant que l'ouvrier ne se sera pas libéré du joug du capital, tant que les paysans travailleurs ne se seront pas libérés du joug du capitaliste, du propriétaire foncier et du gros marchand.

Laissons les menteurs et les hypocrites, les imbéciles et les aveugles, les bourgeois et leurs partisans berner le peuple, en lui parlant de liberté en général, d'égalité en général, de démocratie en général.

Nous disons aux ouvriers et aux paysans : arrachez le masque à ces menteurs, ouvrez les yeux à ces aveugles. Demandez-leur :

— L'égalité de quel sexe avec quel autre sexe ?

— De quelle nation avec quelle autre nation ?

— *De quelle classe avec quelle autre classe ?*

— La liberté par rapport à quel joug ou au joug de quelle classe ? La liberté pour quelle classe ?

Qui parle de politique, de démocratie, de liberté, d'égalité, de socialisme, *sans soulever* ces questions, sans les mettre au premier plan, sans lutter contre les tentatives de les cacher, les dissimuler, les estomper, est le pire ennemi des travailleurs, un loup déguisé en mouton, le plus féroce adversaire des ouvriers et des paysans, le valet des grands propriétaires fonciers, des tsars, des capitalistes.

En deux ans, dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, le pouvoir des Soviets a fait pour l'émancipation des femmes, pour leur égalité avec le sexe « fort », bien plus que n'ont pu faire en 130 ans toutes les républiques « démocratiques », évoluées et éclairées du monde.

L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, tous ces mots grandiloquents s'allient dans toutes les républiques bourgeoises, capitalistes, à des lois d'une bassesse sans nom, d'une saleté répugnante, d'une brutalité bestiale, qui consacrent l'inégalité de la femme, les lois sur le mariage et le divorce, l'inégalité des enfants naturels avec les « légitimes », les privilèges pour les hommes, l'humiliation et les offenses pour la femme.

Le joug du capital, l'oppression de la « sacro-sainte propriété privée », le despotisme de la stupidité petite-bourgeoi-

se, de la cupidité du petit patron, voilà ce qui a empêché les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, de toucher à ces viles et sordides lois.

La République soviétique, république des ouvriers et des paysans, a balayé ces lois d'une seule volée, en détruisant de fond en comble l'édifice des mensonges et de l'hypocrisie bourgeoise.

A bas ce mensonge ! A bas les menteurs qui parlent de liberté et d'égalité *pour tous,* alors qu'il y a encore un sexe opprimé, des classes qui oppriment, alors qu'existe encore la propriété privée du capital et des actions, alors qu'il y a encore des repus qui, par leurs excédents de blé, asservissent les pauvres. Non pas la liberté pour tous, ni l'égalité pour tous, mais la *lutte* contre les oppresseurs et les exploiteurs, la *suppression de toute possibilité* d'opprimer et d'exploiter. Tel est notre mot d'ordre !

Liberté et égalité pour le sexe opprimé !

Liberté et égalité pour l'ouvrier, pour le paysan laborieux !

Lutte contre les oppresseurs, lutte contre les capitalistes, lutte contre les koulaks-spéculateurs !

Tel est notre cri de guerre, telle est notre vérité prolétarienne, la vérité de la lutte contre le capital, vérité que nous jetons à la face du monde capitaliste avec ses phrases doucereuses, hypocrites, ronflantes sur la liberté et l'égalité *en général,* sur la liberté et l'égalité *pour tous.*

C'est parce que nous avons arraché ce masque d'hypocrisie, c'est parce que nous instituons avec une énergie révolutionnaire la liberté et l'égalité pour les opprimés et les travailleurs contre les oppresseurs, contre les capitalistes, contre les koulaks, c'est précisément pour cela que le pouvoir des Soviets est devenu si cher aux ouvriers du monde entier.

Voilà pourquoi, en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, la sympathie des masses ouvrières, la sympathie des opprimés et des exploités nous est acquise dans tous les pays du monde.

Voilà pourquoi, en ce deuxième anniversaire du pouvoir des Soviets, malgré la faim et le froid, malgré tous les maux que nous cause l'offensive des impérialistes contre la République soviétique de Russie, nous restons fermement con-

vaincus de la justesse de notre cause, fermement convaincus de la victoire certaine du pouvoir soviétique mondial.

La *Pravda* n° 249 du 6 novembre 1919.
Signé : *N. Lénine*

Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, pp. 116-119

Lénine, V., "Pour la Journée internationale des ouvrières", (1920), in **Sur l'émancipation des femmes**, Editions du Progrès, Moscou, pp. 84-85

POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES OUVRIÈRES*

Le capitalisme coordonne l'égalité de pure forme et l'inégalité économique et, par conséquent, sociale. C'est un de ses traits fondamentaux mensongèrement dissimulé par les partisans de la bourgeoisie, par les libéraux, et incompris des démocrates petits-bourgeois. De ce trait découle, entre autres, la nécessité de reconnaître ouvertement l'inégalité capitaliste, tout en luttant avec énergie pour l'égalité économique, et même, dans certaines conditions, de placer cette reconnaissance directe de l'inégalité à la base de l'Etat prolétarien (Constitution soviétique).

Même dans l'égalité formelle (l'égalité devant la loi, l'« égalité » du repu et de l'affamé, du possédant et du non-possédant), le capitalisme *ne peut pas* être conséquent. Et l'une des manifestations les plus criantes de cette inconséquence est *l'inégalité* de la femme et de l'homme. Aucun État bourgeois, si progressiste, républicain, démocratique soit-il, n'a reconnu l'entière égalité des droits de l'homme et de la femme.

* *La journée internationale des ouvrières* ou Journée internationale des femmes du 8 mars : journée de la solidarité internationale des femmes travailleuses de tous les pays dans la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme. Cette journée fut instituée à la IIe Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, en 1910, sur la proposition de Clara Zetkin, pour entraîner les femmes à la lutte contre la domination de la bourgeoisie. La journée des femmes fut célébrée, pour la première fois, en Allemagne, en Autriche, au Danemark et en Suisse en 1911 et en 1913 en Russie.

La République soviétique de Russie a, par contre, balayé d'un seul coup *toutes* les traces juridiques *sans exception* de l'infériorité de la femme et assuré aussitôt à la femme, au regard de la loi, l'égalité complète.

On dit que la situation juridique de la femme caractérise le mieux le niveau de culture. Il y a, dans cette formule, un grain de vérité profonde. De ce point de vue seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste, pouvait atteindre et a atteint le degré suprême de la culture.

C'est pourquoi la nouvelle impulsion, d'une puissance sans précédent, du mouvement ouvrier féminin est inséparable de la fondation (et de l'affermissement) de la première République soviétique et, parallèlement, en connexion avec ce dernier fait, de l'Internationale communiste *.

Dès qu'il s'agit de ceux que le capitalisme a opprimés directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, le régime soviétique, et ce régime seul, leur assure la démocratie. La condition de la classe ouvrière et des paysans pauvres l'atteste clairement. La condition de la femme aussi.

Mais le régime soviétique est le dernier combat décisif pour *l'abolition des classes*, pour l'égalité économique et sociale. La démocratie, même offerte aux opprimés du capitalisme, y compris le sexe opprimé, *ne nous suffit pas.*

Le mouvement ouvrier féminin ne se contente pas d'une égalité de pure forme, il se donne pour tâche principale la

---

* . L'*Internationale communiste* (Komintern, IIIe Internationale), organisation prolétarienne révolutionnaire internationale (1919-1943) qui groupait les partis communistes des divers pays.

L'Internationale communiste visait à gagner les masses des travailleurs au communisme, à les entraîner à la lutte pour la dictature du prolétariat, pour la destruction du régime capitaliste et son remplacement par l'ordre socialiste, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle renouvela et consolida les liens entre les travailleurs de tous les pays rompus à la suite de la trahison des leaders de la IIe Internationale au cours de la première guerre mondiale, défendit la doctrine du marxisme-léninisme contre son altération par les opportunistes, développa des questions théoriques du mouvement ouvrier et de la lutte pour le socialisme dans la période d'entre-deux-guerres, contribua à la diffusion au sein des masses des idées du socialisme scientifique, au renforcement des partis communistes des divers pays.

Fut dissoute en mai 1943 sur décision de son Comité exécutif, l'ancienne forme de direction du mouvement ouvrier n'étant plus adaptée aux conditions nouvelles.

lutte pour l'égalité économique et sociale de la femme. Faire participer la femme au travail productif social, la soustraire à l'« esclavage domestique », la libérer du joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif, de la cuisine et de la chambre des enfants, telle est la tâche principale.

Cette lutte sera longue, elle nécessite une transformation radicale de la technique sociale et des mœurs. Mais elle s'achèvera par la victoire totale du communisme.

4 mars 1920.

La *Pravda* du 8 mars 1920 (Edition spéciale). Signé : *N. Lénine*

Œuvres, Paris-Moscou, t. 30, pp. 420-421

Lénine, V., "La Journée internationale des travailleuses", (1921), in **Sur l'émancipation des femmes**, Editions du Progrès, Moscou, pp. 87-89

Le trait essentiel, fondamental du bolchevisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines.

L'essence du bolchevisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces masses qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes,

la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes ; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'« esclavage domestique », elles sont des « esclaves du foyer » accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchevique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution au monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la « sacro-sainte propriété privée ».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'« esclavage domestique » grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile ; il s'agit de refondre l'« ordre de choses » le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisants

inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers ; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921.

Publié le 8 mars 1921
dans le Supplément au n° 51
de la *Pravda*.
Signé : *N. Lénine*

Œuvres, Paris-Moscou,
t. 32, pp. 168-170

8 Lectures complémentaires

Mao Tsétoung, **Citations,** Editions en langues étrangères, Pékin, chap. 31, pp. 363-369 (Sur la question des femmes et l'importance de la mobilisation des femmes dans la construction socialiste, la moitié du ciel).

LC(ml)C, **Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-**

léniniste) **du Canada**, (1975), chap. VIII, pp. 89-93 (Première présentation de la position de la Ligue sur la question des femmes) et **La Moitié du Ciel,** rubrique dans **La Forge** qui contient des développements de la ligne et de l'analyse de la situation des femmes.

8 Questions

1) Quelle est l'origine de l'oppression des femmes? Pourquoi disons-nous que l'oppression des femmes est liée à la division de la société en classes? Quels sont les ennemis des femmes?

2) Comment le capitalisme nie-t-il aux femmes l'égalité avec les hommes? Quels sont les droits démocratiques pour lesquels les femmes doivent lutter aujourd'hui?

3) Quelles sont les conditions nécessaires à l'émancipation des femmes? Comment le socialisme réunit-il ces conditions?

4) Qu'est-ce que le chauvinisme mâle et le féminisme bourgeois? Comment faut-il mener la lutte contre ces deux formes de l'idéologie bourgeoise?

9

L'impérialisme et la révolution prolétarienne

INTRODUCTION

L'époque dans laquelle nous vivons est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Le capitalisme s'est développé au stade des monopoles et est devenu l'impérialisme, un système barbare par lequel une poignée de pays exploitent le monde. Partout dans le monde les peuples opprimés se révoltent et mènent des luttes de libération nationale contre le joug de l'impérialisme, de sorte que ces luttes s'ajoutent aux mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes, pour former les deux grands courants de la révolution prolétarienne mondiale.

L'impérialisme, c'est le capitalisme parasitaire, pourrissant, agonisant, le stade suprême du capitalisme qui ne peut être suivi que par la révolution socialiste du prolétariat. Au Canada, une poignée de millionnaires et de monopoles

contrôlent la vie économique et politique du pays. Rendus au stade impérialiste, ces capitalistes canadiens exploitent et oppriment d'autres peuples du monde. Le but stratégique du mouvement révolutionnaire au Canada doit donc être le renversement de l'impérialisme canadien et la révolution socialiste dans notre pays.

Lénine, Staline et Mao Tsétoung ont développé la théorie marxiste en fonction de ce nouveau stade du capitalisme. Lénine a formulé la théorie de la révolution prolétarienne, expliquant comment la révolution peut éclater dans un pays qui est le maillon faible de la chaîne impérialiste, là où les contradictions s'accumulent le plus. Mao Tsétoung a formulé la théorie de la démocratie nouvelle, démontrant comment la lutte de libération nationale d'un pays opprimé et sous-développé peut être suivie directement par la révolution socialiste, à condition d'être dirigée par un parti communiste. Ces deux théories ont permis de guider les deux grandes révolutions du XXe siècle, la révolution bolchévique de 1917 et la révolution chinoise de 1949.

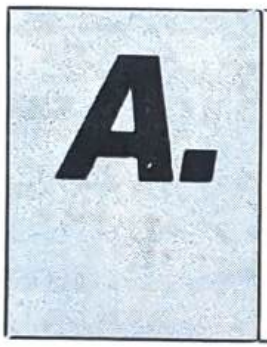
L'étude de l'impérialisme et de la situation internationale est d'une importance primordiale pour les révolutionnaires dans chaque pays. Car chaque révolution nationale fait partie intégrante de la révolution mondiale et doit être subordonnée à celle-ci.

L'impérialisme, c'est aussi la guerre, car "l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie" (**Lénine,** L'impérialisme, stade suprême du capitalisme). **Aujourd'hui dans le monde, seulement les deux superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont la force et la capacité de rivaliser pour la domination du monde, et leur rivalité nous mène nécessairement vers la guerre mondiale. C'est l'Union soviétique qui est la plus dangereuse des deux et le foyer principal de la 3e guerre mondiale.**

La théorie des trois mondes nous permet d'analyser et de bien comprendre la situation internationale actuelle. Cette théorie, formulée par le président Mao lui-même, vise

à bâtir le Front uni international contre les deux superpuissances, à les isoler et à retarder leur projet de guerre mondiale, en particulier, l'offensive du social-impérialisme soviétique. C'est ainsi que les peuples et les autres pays du monde peuvent se préparer pour détruire les deux superpuissances et que les peuples du monde peuvent porter un coup décisif aux deux piliers du système impérialiste mondial.

Cette théorie magistrale se base clairement sur les principes du Front uni et l'analyse marxiste de l'impérialisme, de la guerre et la révolution et des rapports entre eux. Au moyen des extraits présentés, cette section vise à fournir les bases théoriques pour bien comprendre le point de vue marxiste-léniniste sur ces questions.



Les caractéristiques de l'impérialisme et l'inévitabilité de la guerre

• LA DEFINITION LENINISTE DE L'IMPERIALISME COMME STADE SUPREME DU CAPITALISME ET VEILLE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Lénine, V., **L'impérialisme et la scission du socialisme**, (1916), in Oeuvres complètes, Tome 23, Editions du Progrès, Moscou, pp. 116-118

Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l'impérialisme. L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impé-

rialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant. La substitution du monopole à la libre concurrence est le trait économique capital, l'*essence* de l'impérialisme. Le monopolisme se manifeste sous cinq formes principales: 1. les cartels, les syndicats patronaux, et les trusts ; la concentration de la production a atteint un degré tel qu'elle a engendré ces groupements monopolistes de capitalistes ; 2. la situation de monopole des grosses banques : trois à cinq banques gigantesques régentent toute la vie économique de l'Amérique, de la France, de l'Allemagne ; 3. l'accaparement des sources de *matières premières* par les trusts et l'oligarchie financière (le capital financier est le capital industriel monopolisé, fusionné avec le capital bancaire) ; 4. le partage (économique) du monde par les cartels internationaux *a commencé*. Ces cartels internationaux, détenteurs du marché mondial *tout entier* qu'ils se partagent « à l'amiable » — tant que la guerre ne l'a pas *re*partagé — on en compte déjà plus de *cent* ! L'exportation des capitaux, phénomène particulièrement caractéristique, à la différence de l'exportation des marchandises à l'époque du capitalisme non monopoliste, est en relation étroite avec le partage économique et politico-territorial du monde ; 5. le partage territorial du monde (colonies) est *terminé*.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme d'Amérique et d'Europe, et ensuite d'Asie, a fini de se constituer vers 1898-1914. Les guerres hispano-américaine (1898), anglo-boer (1899-1902), russo-japonaise (1904-1905) et la crise économique de 1900 en Europe, tels sont les principaux jalons historiques de la nouvelle époque de l'histoire mondiale.

Que l'impérialisme soit un capitalisme parasitaire ou pourrissant, c'est ce qui apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction qui distingue *tout* monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production. La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine, d'une part, et réactionnaire monarchiste, d'autre part, s'efface précisément du fait que l'une et l'autre pourrissent sur pied (ce qui n'exclut pas du tout le développement étonnamment rapide du capitalisme dans différentes branches d'industrie, dans différents pays, en différentes périodes). En

second lieu, la putrélaction du capitalisme se manifeste par la formation d'une vaste couche de *rentiers*, de capitalistes vivant de la « tonte des coupons ». Dans quatre pays impérialistes avancés : l'Angleterre, l'Amérique du Nord, la France et l'Allemagne, le capital en titres est de 100 à 150 *milliards* de francs, ce qui représente un revenu annuel d'au moins 5 à 8 milliards par pays. En troisième lieu, l'exportation des capitaux est du parasitisme au carré. En quatrième lieu, « le capital financier vise à l'hégémonie, et non à la liberté ». La réaction politique sur *toute* la ligne est le propre de l'impérialisme. Vénalité, corruption dans des proportions gigantesques, panamas de tous genres. En cinquième lieu, l'exploitation des nations opprimées, indissolublement liée aux annexions, et surtout l'exploitation des colonies par une poignée de « grandes » puissances, transforme de plus en plus le monde « civilisé » en un parasite sur le corps des peuples non civilisés, qui comptent des centaines de millions d'hommes. Le prolétaire de Rome vivait aux dépens de la société. La société actuelle vit aux dépens du prolétaire contemporain. Marx a particulièrement souligné cette profonde remarque de Sismondi*. L'impérialisme change un peu les choses. Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme *agonisant*, qui marque la *transition* vers le socialisme : le monopole qui surgit *du* capitalisme, c'est *déjà* l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La *socialisation* prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'«interpénétration ») a la même signification.

---

* Voir K. Marx, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*. Préface de K. Marx à la deuxième édition. Editions Sociales, Paris 1948, p. 172. — P. 118.

• LES CARACTERISTIQUES FONDAMENTALES DE L'IMPERIALISME ET LA LUTTE POUR L'HEGEMONIE MONDIALE DES GRANDES PUISSANCES

Lénine, V., **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, (1916), in Oeuvres complètes, Tome 22, Editions du Progrès, Moscou, pp. 286-290

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement

que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement éco-

nomique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion d'économistes *bourgeois*, obligés de reconnaître les faits établis, absolument indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. C'est dans le même but que nous avons produit des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi s'est exprimé exactement la transformation de la quantité en qualité, le passage du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles ; qu'il serait absurde de discuter, par exemple, sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration « définitive » de l'impérialisme.

Mais là où il faut discuter sur la définition de l'impérialisme, c'est surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la IIe Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914. Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que « préfère » le capital financier, et en spécifiant qu'on ne saurait « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain », que s'il faut entendre par impérialisme « tous les phénomènes du capitalisme contemporain », — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale, — alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à « la plus plate tautologie »,

car alors « il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme », etc. Nous ne saurions mieux exprimer la pensée de Kautsky qu'en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky est celle-ci :

«L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'a chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions *agraires* toujours plus grandes (l'italique est de Kautsky), quelles que soient les nations qui les peuplent. * »

Cette définition ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (d'ailleurs importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant, de façon arbitraire et *inexacte*, au *seul* capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et inexacte, l'annexion des régions agraires.

L'impérialisme est une tendance aux annexions : voilà à quoi se réduit la partie *politique* de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'aspect *économique* de la question, cet aspect que Kautsky introduit *lui-même* dans *sa* définition. Les inexactitudes de la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce *n'est point* le capital industriel, justement, *mais* le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital *financier*, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement ac-

* *Die Neue Zeit*, 1914, II (32e année), p. 909, 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.

centué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer *non seulement* les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un *nouveau partage* oblige à tendre la main vers *n'importe* quels territoires; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper *son* hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.).

• LA LUTTE DES PEUPLES OPPRIMES CONTRE L'IMPERIALISME ET LES TACHES INTERNATIONALISTES DU PROLETARIAT DES PAYS IMPERIALISTES

- Lénine, V. **Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale communiste**, (1920), in Oeuvres complètes, Tome 31, Editions du Progrès, Moscou, pp. 221-225 , pp. 239-241

A la base de la situation internationale, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, se trouvent les rapports économiques de l'impérialisme. Dans le courant du XX[e] siècle, cette phase nouvelle, suprême et ultime du capitalisme a pris son aspect définitif. Vous savez tous, bien entendu que le trait le plus caractéristique, le trait essentiel de l'impérialisme réside dans le fait que le capital a atteint de vastes proportions. A la place de la libre concurrence est apparu le monopole, aux proportions gigantesques. Un nombre infime de capitalistes ont pu concentrer entre leurs mains parfois des branches entières de l'industrie ; celles-ci sont passées aux mains d'ententes, de cartels, de syndicats, de

trusts, de caractère souvent international. Des branches entières de l'industrie, non seulement à l'intérieur des différents pays, mais également à l'échelle mondiale, se sont ainsi trouvées accaparées par les monopolistes, sous le rapport financier, sous celui du droit de propriété et, pour une part, sous celui de la production. Sur ce terrain s'est affirmée la suprématie sans précédent d'un nombre infime de grandes banques, de rois de la finance, de magnats de la finance qui transformaient en fait les républiques même les plus libres en monarchies financières. Dès avant la guerre, la chose était reconnue publiquement par des auteurs nullement révolutionnaires, comme Lysis en France.

Cette domination d'une poignée de capitalistes atteignit son point culminant au moment où le globe terrestre se trouva partagé, non seulement au sens de l'accaparement des différentes sources de matières premières et des moyens de production par les plus grands capitalistes, mais également au sens de l'achèvement du partage préalable des colonies. Il y a quarante ans, on comptait un peu plus de 250 millions d'habitants de pays coloniaux dominés par six puissances capitalistes. A la veille de la guerre de 1914, les colonies comptaient près de 600 millions d'habitants. En y ajoutant des pays comme la Perse, la Turquie, la Chine, qui étaient déjà à ce moment des semi-colonies, on obtenait en chiffres ronds une population d'un milliard d'hommes asservis aux pays les plus riches, les plus civilisés et les plus libres, en vertu du régime de dépendance coloniale. Et vous savez qu'en dehors d'une dépendance directe politique et juridique, la dépendance coloniale implique toute une série de rapports de dépendance financière et économique, toute une série de guerres que l'on ne considérait pas comme telles parce qu'elles n'étaient souvent que des carnages, à une époque où les armées impérialistes d'Europe et d'Amérique pourvues des moyens d'extermination les plus perfectionnés, massacraient les habitants sans armes et sans défense des pays coloniaux.

C'est de ce partage du globe, de cette domination des monopoles capitalistes, de cette omnipotence d'un nombre infime de grandes banques (deux, trois, quatre ou cinq, pas plus, par Etat), que devait naître inévitablement la

première guerre impérialiste de 1914-1918. On s'est battu pour un nouveau partage du monde, on s'est battu pour savoir lequel de ces groupes infimes de grands Etats, l'anglais ou l'allemand, aurait la possibilité et le droit de piller, d'opprimer, d'exploiter la terre entière. Vous savez que la guerre a tranché cette question au profit du groupe anglais. Mais elle n'a fait qu'exaspérer à l'extrême toutes les contradictions capitalistes. Elle a rejeté d'un coup une population d'environ 250 millions d'habitants dans une situation analogue à celle des colonies. Elle y a rejeté la Russie qui compte environ 130 millions d'habitants, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie, qui en comptent au moins 120 millions. Un quart de milliard d'hommes, dans des pays qui, comme l'Allemagne, sont parmi les plus avancés, les plus éclairés, les plus cultivés, les plus à la hauteur, sur le plan technique, du progrès moderne. Par le traité de Versailles, la guerre leur a imposé des conditions telles que des peuples avancés sont tombés dans un état de dépendance coloniale, de misère, de famine, de ruine et d'asservissement, car ils sont liés par ce traité pour plusieurs générations et réduits à des conditions qu'aucun peuple civilisé n'a jamais connues. Telle est l'image du monde après la guerre : *un milliard et quart* d'hommes au moins sont soumis au joug colonial, à l'exploitation d'un capitalisme bestial, qui se vantait d'aimer la paix et qui, il y a une cinquantaine d'années, avait quelques droits de s'en vanter, tant que la terre n'était pas partagée, tant qu'il n'y avait pas la domination des monopoles, tant que le capitalisme pouvait se développer d'une façon relativement pacifique sans provoquer d'immenses conflits militaires.

Aujourd'hui, après cette époque « pacifique », nous assistons à une aggravation monstrueuse de l'oppression, nous constatons le retour d'une oppression coloniale et militaire beaucoup plus dure qu'avant.

(...)

En conclusion, camarades, je m'arrêterai encore sur un autre aspect de la question. Le camarade président a dit que ce congrès méritait bien le titre de congrès mon-

dial. Je pense qu'il a raison, surtout parce que nous avons ici pas mal de représentants du mouvement révolutionnaire des colonies et des pays arriérés. Ce n'est qu'un petit commencement, mais l'essentiel est qu'il y ait un commencement. L'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies, des pays d'Orient, cette union devient une réalité dans ce congrès. Il ne dépend que de nous — et je suis convaincu que nous le ferons — de la consolider. L'impérialisme mondial ne pourra que s'écrouler quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient en dehors de l'histoire et considérés comme n'en étant que l'objet.

Lénine, V., **Les conditions d'admission à l'Internationale communiste**, (1920), in Oeuvres complètes, Tome 31, Editions du Progrès, Moscou, p. 213

Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti désireux d'appartenir à la III^e^ Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de « ses » impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans les cœurs des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des peuples coloniaux.

• LE DEVELOPPEMENT INEGAL DES PAYS CAPITALISTES ET L'INEVITABILITE DE LA GUERRE A L'EPOQUE IMPERIALISTE

Stalin, J., "The unevenness of development of the capitalist countries", (1926), in **On the Opposition**, Foreign Languages Press, Peking, pp. 456-460
(notre traduction)

Dans mon rapport, j'ai signalé que Lénine a découvert et expliqué la loi du développement économique et politique inégal des pays capitalistes. Sur la base de cette loi, et compte tenu du fait que les inégalités s'amplifient et acquièrent un caractère plus prononcé, Lénine en a déduit que la victoire du socialisme dans un seul pays est possible. Trotsky et Zinoviev contestèrent cette thèse de Lénine. Trotsky affirma qu'elle était incorrecte théoriquement. Zinoviev et Trotsky soutinrent qu'auparavant, à l'époque du capitalisme pré-monopoliste, l'inégalité du développement était plus grande que maintenant, à l'époque du capitalisme monopoliste. Par conséquent, l'idée d'une victoire possible du socialisme dans un seul pays n'avait pas de rapport avec la loi du développement inégal.

Que Trotsky s'objecte à la thèse théorique léniniste de la loi du développement inégal, n'est pas du tout surprenant: il est bien connu que cette loi réfute la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

En outre, dans ce cas, Trotsky tend manifestement vers un point de vue philistin. Il confond **l'inégalité économique** des divers pays dans le passé — une inégalité qui n'a pas toujours, et ne pouvait pas toujours mener à leur développement spasmodique — **avec le développement économique et politique inégal**, à l'époque de l'impérialisme, alors que l'inégalité économique des pays est moins grande qu'elle ne l'était dans le passé, mais que l'inégalité du développement économique et politique est infiniment plus grande, et se manifeste plus fortement qu'avant; du reste, elle mène nécessairement et inévitablement à un développement spasmodique; à une situation où les pays industriellement arriérés rattrapent dans un temps plus ou moins court, les pays qui les avaient devancés, ceci ne pouvant que créer les conditions pour l'éclatement de guerres impérialistes gigantesques, et pour la victoire possible du socialisme dans un pays.

A peine est-il besoin de prouver que cet embrouillement de deux concepts différents ne témoigne pas, ne peut témoigner, d'un haut niveau de connaissance "théorique" de la part de Trotsky.

Mais je ne peux comprendre Zinoviev, qui était un Bolchévique après tout, et possédait certaines notions du bolchévisme. Comment peut-on affirmer que l'inégalité du développement était autrefois plus grande que maintenant, dans les conditions du capitalisme monopoliste, sans courir le risque d'atterrir dans le marais de l'ultra-impérialisme et du kautskysme? Comment peut-on affirmer que l'idée de la victoire du socialisme dans un seul pays n'a pas de rapport avec la loi du développement inégal? N'est-ce pas connu que c'est précisément de la loi du développement inégal que Lénine a tiré cette idée? Que signifie, par exemple, la citation suivante de Lénine.

"L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. **Il s'ensuit*** que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. (Voir Tome XXI, p. 354)**

De quoi la loi du développement inégal découle-t-elle?

Elle découle du fait que:

1) le vieux capitalisme pré-monopoliste s'est développé et transformé en capitalisme monopoliste, en impérialisme;

2) la division du monde en sphères d'influence de groupes et d'Etats impérialistes est déjà complétée;

3) le développement économique mondial se poursuit dans le cadre d'une lutte désespérée, d'une lutte à mort entre les groupes impérialistes pour les marchés, les matières premières, et l'expansion des anciennes sphères d'influence;

4) ce développement n'est pas égal, il est spasmodique; les Etats qui avaient pris les devants sont évincés des marchés et remplacés par de nouveaux Etats;

5) ce type de développement provient de la capacité de certains groupes impérialistes de développer rapidement la technologie, de réduire les coûts des marchandises et de s'accaparer les marchés au détriment d'autres groupes impérialistes;

6) des repartages périodiques de ce monde déjà divisé

---

* *Je souligne — J. St.*

** *Lénine, A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe (1915)*

deviennent ainsi une absolue nécessité;

7) de tels repartages ne peuvent par conséquent être effectués autrement que par la force, qu'en éprouvant par la force la puissance de tel ou tel groupe impérialiste;

8) ceci ne peut que conduire à des conflits acharnés et à des guerres d'envergure entre groupes impérialistes;

9) cet état de choses mène inévitablement à l'affaiblissement mutuel des impérialistes, et rend possible l'ouverture d'une brèche dans le front impérialiste, dans des pays pris individuellement;

10) la possibilité de percer une brèche dans le front impérialiste dans des pays pris individuellement ne peut que créer des conditions favorables à la victoire du socialisme dans un pays.

Et qu'est-ce qui accentue l'inégalité et prête au développement inégal une signification décisive dans les conditions de l'impérialisme?

Principalement, deux facteurs:

Premièrement, la division du monde entre les groupes impérialistes est complétée; une chose telle qu'un territoire "vacant" n'existe plus nulle part; et le repartage du monde déjà divisé, par des guerres impérialistes, est d'une absolue nécessité pour atteindre un "équilibre" économique.

Deuxièmement, le développement colossal et sans précédent de la technique, dans le sens large du terme, permet à certains groupes impérialistes, de rattraper et de distancer les autres plus facilement dans la lutte pour les marchés, pour s'accaparer les sources de matières premières, etc.

Ces facteurs se sont développés et ont atteint leur point culminant seulement à l'époque de l'impérialisme développé. Et il ne pouvait en être autrement, car la division du monde ne pouvait être complétée qu'à l'époque de l'impérialisme, et les énormes possibilités techniques ne sont apparues qu'à l'époque de l'impérialisme développé.

C'est à cela qu'on doit attribuer le fait qu'antérieurement, la Grande-Bretagne était capable de garder la tête de tous les autres pays sur le plan industriel, les laissant traîner de la patte durant plus de cent ans, alors que plus tard, dans la période du capitalisme monopoliste, il n'a fallu à l'Allemagne que quelques décennies pour commencer à gagner la Grande-Bretagne de vitesse et à l'Amérique, encore moins de temps pour devancer les pays européens.

Comment peut-on, après ceci, affirmer que l'inégalité de développement était autrefois plus grande qu'aujourd'hui, et que le concept de la victoire possible du socialisme dans un pays n'est pas lié à la loi du développement inégal du capitalisme à l'époque de l'impérialisme?

N'est-il pas clair que seuls des philistins en matière de théorie peuvent confondre l'inégalité économique des pays industriels dans le passé, avec la loi du développement économique et politique inégal, qui n'a acquis une force et une intensité particulières qu'à l'époque du capitalisme monopoliste développé?

N'est-il pas clair que seule une parfaite ignorance du léninisme peut pousser Zinoviev et ses amis, à mettre de l'avant leurs objections plus qu'étranges aux conclusions de Lénine concernant la loi du développement économique et politique des pays capitalistes?

• L'ATTITUDE MARXISTE-LENINISTE FACE AU DANGER DE GUERRE

Mao Tsétoung, **De la juste solution des contradictions au sein du peuple**, (1957), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 452-453

Actuellement, partout dans le monde, on discute de l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. Nous devons être préparés psychologiquement à cette éventualité et l'envisager d'une manière analytique. Nous sommes résolument pour la paix et contre la guerre. Mais si les impérialistes s'entêtent à déclencher une nouvelle guerre, nous ne devons pas en avoir peur. Notre attitude devant cette question est la même que devant tous les désordres: primo, nous sommes contre, et secundo, nous n'en avons pas peur. La Première guerre mondiale a été suivie par la naissance de l'Union soviétique avec une population de 200 millions d'habitants. La Seconde guerre mondiale a été suivie de la formation du camp socialiste qui englobe une population de 900 millions d'âmes. Il est certain que si les impérialistes s'obstinent à déclencher une troisième guerre mondiale, des centaines de millions

d'hommes passeront du côté du socialisme et il ne restera pas beaucoup de place sur terre pour les impérialistes; il est même possible que le système impérialiste s'effondre complètement.

Mao Tsétoung, Tous les réactionnaires sont des tigres en papier, (1957), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, pp 561-562

Lorsqu'en 1946, Tchiang Kaï-chek déclencha son offensive contre nous, beaucoup de nos camarades et le peuple tout entier étaient fort inquiets: Pourrait-on gagner la guerre? J'étais moi-même soucieux à ce sujet. Néanmoins nous avions confiance. A cette époque, une journaliste américaine, Anna Louise Strong, vint à Yenan. Au cours de notre entretien, nous avons discuté de beaucoup de questions, y compris Tchiang Kaï-chek, Hitler, le Japon, les Etats-Unis, la bombe atomique. J'ai dit alors que tous les réactionnaires réputés puissants n'étaient en réalité que des tigres en papier. Pour la bonne raison qu'ils sont coupés du peuple. Eh bien, Hitler n'était-il pas un tigre en papier? N'a-t-il pas été jeté à bas? J'ai dit aussi que le Tsar en avait été un, de même que l'empereur de Chine, ainsi que l'impérialisme japonais. Vous voyez bien, tous ont été renversés. L'impérialisme américain ne s'est pas encore effondré et il a, de plus, la bombe atomique; mais, à mon avis, il tombera lui aussi, il est également un tigre en papier. Tchiang Kaï-chek était très puissant; ses troupes régulières comptaient plus de 4 millions d'hommes. Nous étions alors à Yenan. Quelle était la population de Yenan? Sept mille habitants. Combien de troupes avions-nous? Neuf cent mille partisans, isolés par Tchiang Kaï-chek dans plusieurs dizaines de bases d'appui. Mais nous disions que Tchiang Kaï-chek n'était qu'un tigre en papier et que nous le vaincrions sans aucun doute. En combattant l'ennemi, nous avons formé, au cours d'une longue période, ce concept, à savoir que, du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte. En d'autres termes, nous devons mépriser l'ennemi dans son ensemble, mais en tenir sérieusement compte en ce qui concerne chaque question concrète. Si nous ne méprisons pas l'ennemi dans son ensemble, nous tomberons dans l'opportunisme. Marx et Engels n'étaient que deux, et ils affirmaient déjà que le capitalisme serait renversé dans le monde entier. Mais sur les questions concrètes et à l'égard de chaque

ennemi particulier, si nous n'en tenons pas suffisamment compte, nous tomberons dans l'aventurisme. Dans la guerre, les batailles ne peuvent être livrées qu'une à une et les forces ennemies ne peuvent être anéanties qu'unité par unité. Les usines ne peuvent être bâties qu'une par une. Un paysan ne peut labourer la terre que parcelle par parcelle. Il en est de même pour les repas. Stratégiquement, prendre un repas ne nous fait pas peur: nous pourrons en venir à bout. Mais, à table, nous mangeons bouchée par bouchée. Il nous serait impossible d'avaler le repas entier d'un seul coup. C'est ce qu'on appelle la solution un par un. Et en langage militaire, cela s'appelle écraser l'ennemi unité par unité.

9A Lectures complémentaires

Staline, J., **Les problèmes économiques du socialisme en URSS** (1952), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 33-37 (Sur l'inévitabilité des guerres entre les pays impérialistes.)

LC(ml)C, **Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada**, (1975), chap. II, pp. 13-23 (Sur la théorie des trois mondes) et chap. III, pp. 23-41 (Sur le Canada comme pays impérialiste.)

LC(ml)C, "La théorie des trois mondes: un guide stratégique indispensable pour marcher vers la victoire de la révolution mondiale" (1978), in **Octobre**, no 2-3, pp. 22-64 (Sur la théorie des trois mondes comme analyse marxiste-léniniste de la situation internationale et la critique de ceux qui la dénoncent.)

9A Questions

1) Quelles sont les caractéristiques de l'impérialisme? Comment s'appliquent-elles au Canada?

2) Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? Quelles sont les tâches qui en découlent pour les communistes canadiens?

3) Qu'est-ce que l'hégémonisme? Comment peut-on expliquer que l'hégémonisme découle de la nature même de l'impérialisme? Quels sont aujourd'hui les pays qui luttent pour l'hégémonie mondiale? Lequel des deux est le plus dangereux, et la source principale d'une nouvelle guerre?

4) Pourquoi la guerre entre les pays impérialistes est-elle inévitable? Quelle est l'attitude des communistes face à la guerre?

B. L'époque de l'impérialisme et la théorie de la révolution prolétarienne

- **LA DEFINITION DU LENINISME EN TANT QUE MARXISME DE L'EPOQUE IMPERIALISTE ET DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE**

Staline, J., **Des principes du léninisme**, (1924), in Les questions du léninisme, Editions en langues étrangères, Pékin, p. 3

Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement, le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. Marx et Engels ont milité dans la période d'avant la révolution (nous parlons de la révolution prolétarienne), où l'impérialisme n'était pas encore développé, dans la période de préparation des prolétaires à la révolution, dans la période où la révolution prolétarienne n'était pas encore directement, pratiquement, une chose inévitable. Lénine, élève de Marx et d'Engels, a milité, lui, dans la période de l'impérialisme développé, dans la période de la révolution prolétarienne en développement, alors que la révolution prolétarienne avait déjà triomphé dans un pays, battu la démocratie bourgeoise et inauguré l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des Soviets.

• LES CONTRADICTIONS FONDAMENTALES DU CAPITALISME

Staline, J., **Des principes du léninisme**, (1924), in Les questions du léninisme,Editions en langues étrangères, pp. 4-5

Le léninisme a grandi et s'est formé dans les conditions de l'impérialisme, alors que les contradictions du capitalisme avaient atteint un point extrême; que la révolution prolétarienne était devenue une question d'activité pratique immédiate; que l'ancienne période de préparation de la classe ouvrière à la révolution s'était transformée en son aboutissant, en une nouvelle période d'assaut direct contre le capitalisme.

Lénine appelait l'impérialisme le «capitalisme agonisant».

Pourquoi? Parce que l'impérialisme pousse les contradictions du capitalisme jusqu'à la dernière limite, jusqu'aux bornes extrêmes, au-delà desquelles commence la révolution. Parmi ces contradictions, il en est trois qu'il faut considérer comme les plus importantes.

La *première contradiction* est celle qui existe entre le Travail et le Capital. L'impérialisme, c'est la toute-puissance des trusts et des consortiums monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Dans la lutte contre cette toute-puissance, les méthodes habituelles de la classe ouvrière — syndicats et coopératives, partis parlementaires et lutte parlementaire — se sont révélées absolument insuffisantes. Ou bien livre-toi à la merci du Capital, végète comme par le passé et descends toujours plus bas, ou bien saisis-toi d'une arme nouvelle; c'est ainsi que l'impérialisme pose la question devant les masses innombrables du prolétariat. L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution.

La *deuxième contradiction* est celle qui existe entre les différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières premières, pour les territoires d'autrui. L'impérialisme, c'est l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières, la lutte forcenée pour la possession monopolisée de ces sources, la lutte pour le repartage du monde déjà partagé, lutte que mènent avec un acharnement particulier les nouveaux groupes financiers et puissances en quête d'«une place au soleil» contre les anciens groupes et puissances, qui se cramponnent à ce qu'ils ont accaparé. Cette lutte forcenée entre les différents groupes de capitalistes a ceci de remarquable qu'elle implique, comme élément inévitable, les guerres impérialistes, les guerres pour la conquête des territoires d'autrui. Cette circonstance, à son tour, a ceci de remarquable qu'elle conduit à l'affaiblissement réciproque des impérialistes, à l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, au rapprochement de l'heure de la révolution prolétarienne, à la nécessité pratique de cette révo-

lution.

La *troisième contradiction* est celle qui existe entre la poignée de nations «civilisées» dominantes et les centaines de millions d'hommes des peuples coloniaux et dépendants du monde. L'impérialisme est l'exploitation la plus impudente et l'oppression la plus inhumaine des centaines de millions d'habitants des immenses colonies et pays dépendants. L'extorsion du surprofit, tel est le but de cette exploitation et de cette oppression. Mais, exploitant ces pays, l'impérialisme est obligé d'y construire des chemins de fer, des fabriques et des usines, des centres d'industrie et de commerce. Apparition d'une classe de prolétaires, formation d'intellectuels indigènes, éveil de la conscience nationale, renforcement du mouvement de libération, tels sont les résultats inévitables de cette «politique». Le renforcement du mouvement révolutionnaire dans toutes les colonies et dans tous les pays dépendants sans exception en est un témoignage évident. Cette circonstance importe au prolétariat en ce sens qu'elle sape à la base les positions du capitalisme, transformant les colonies et les pays dépendants de réserves de l'impérialisme en réserves de la révolution prolétarienne.

Telles sont, en somme, les principales* contradictions de l'impérialisme, qui ont transformé l'ancien capitalisme «florissant» en capitalisme agonisant.

La guerre impérialiste qui s'est déchaînée il y a dix ans a, entre autres, cette signification qu'elle a rassemblé toutes ces contradictions en un seul nœud et les a jetées dans le plateau de la balance, accélérant et facilitant ainsi les batailles révolutionnaires du prolétariat.

---

* *NDLR*

Staline parle ici des contradictions fondamentales de l'impérialisme avant la Révolution d'Octobre, à savoir la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, celle entre les pays impérialistes et groupes monopolistes, et celle entre l'impérialisme et les nations opprimées. Après la victoire de la Révolution bolchévique, s'ajoute la quatrième contradiction fondamentale, celle entre les pays impérialistes et les pays socialistes.

Autrement dit, l'impérialisme n'a pas seulement abouti au fait que la révolution est devenue pratiquement une chose inévitable, mais encore au fait que des conditions favorables se sont créées pour l'assaut direct des citadelles du capitalisme.

Telle est la situation internationale qui a donné naissance au léninisme.

• LA SITUATION INTERNATIONALE ET SON IMPORTANCE POUR LA REVOLUTION DANS CHAQUE PAYS; LE MAILLON LE PLUS FAIBLE DE LA CHAINE IMPERIALISTE

Staline, J., **Des principes du léninisme,** (1924), in Les questions du léninisme, Editions en langues étrangères, pp. 25-29

Théorie de la révolution prolétarienne. La théorie léniniste de la révolution prolétarienne part de trois thèses fondamentales.

Première thèse. — La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés; l'émission de valeurs comme une des principales opérations du capital financier; l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières, qui est un des fondements de l'impérialisme; la toute-puissance de l'oligarchie financière, comme résultat de la domination du capital financier; — tout cela révèle le caractère brutalement parasitaire du capitalisme monopoliste, rend cent fois plus sensible le joug des trusts et consortiums capitalistes, accroît l'indignation de la classe ouvrière contre les fondements du capitalisme, amène les masses à la révolution prolétarienne, unique moyen de salut. (Voir *L'Impérialisme* de *Lénine**.)

---

* V. Lénine: «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», *Œuvres*, tome 22. — P. 25.

De là une première conclusion: aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, éléments d'explosion de plus en plus nombreux sur le front intérieur, prolétarien, dans les «métropoles».

Deuxième thèse. — L'exportation accrue des capitaux dans les pays coloniaux et dépendants; l'extension des «sphères d'influence» et des possessions coloniales à l'ensemble du globe; la transformation du capitalisme en un *système mondial* d'asservissement financier et d'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays «avancés»; — tout cela a, d'une part, fait des diverses économies nationales et des divers territoires nationaux les anneaux d'une chaîne unique, appelée économie mondiale, et, d'autre part, scindé la population du globe en deux camps: une poignée de pays capitalistes «avancés», qui exploitent et oppriment de vastes colonies et pays dépendants, et une majorité énorme de pays coloniaux et dépendants obligés de mener la lutte pour s'affranchir du joug impérialiste. (Voir *L'Impérialisme.*)

De là une deuxième conclusion: aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, éléments de révolte de plus en plus nombreux contre l'impérialisme sur le front extérieur, colonial.

Troisième thèse. — La possession monopolisée des «sphères d'influence» et des colonies; le développement inégal des pays capitalistes, qui conduit à une lutte forcenée pour un nouveau partage du monde entre les pays ayant déjà accaparé des territoires et ceux qui désirent recevoir leur «part»; les guerres impérialistes, comme unique moyen de rétablir l'«équilibre» compromis; — tout cela conduit à l'intensification de la lutte sur le troisième front, entre les puissances capitalistes, ce qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union des deux premiers fronts contre l'impérialisme: le front prolétarien révolutionnaire et le front de l'affranchissement colonial. (Voir *L'Impé-*

rialisme.)

De là une troisième conclusion: l'inéluctabilité des guerres sous l'impérialisme, et la coalition inévitable de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient formant un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

Toutes ces conclusions, chez Lénine, sont réunies en cette conclusion générale que «*l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste*»*. (Voir Préface de «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», *Œuvres*, tome 22.)

En conséquence, la façon même d'envisager la question de la révolution prolétarienne, le caractère de la révolution, son étendue, sa profondeur et le schéma de la révolution en général se trouvent modifiés.

Autrefois, on abordait ordinairement l'analyse des conditions préalables de la révolution prolétarienne du point de vue de la situation économique de tel ou tel pays pris à part. Maintenant, cette façon de traiter la question ne suffit plus. Il faut, maintenant, envisager la chose du point de vue de l'état économique de la totalité ou de la majorité des pays, du point de vue de l'état de l'économie mondiale, car pays et économies nationales ont cessé d'être des unités se suffisant à elles-mêmes; ils sont devenus les anneaux d'une chaîne unique appelée économie mondiale; car l'ancien capitalisme «civilisé» s'est développé en impérialisme; or, l'impérialisme est le système mondial de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays «avancés».

Autrefois, on avait coutume de parler de l'existence ou de l'absence de conditions objectives pour la révolution prolétarienne dans des pays donnés ou, plus exactement, dans tel ou tel pays évolué. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut parler maintenant de l'existence de conditions

* Souligné par moi — *J. Staline.*

objectives pour la révolution dans l'ensemble du système de l'économie impérialiste mondiale, considérée comme un tout; de plus, l'existence dans le corps de ce système de quelques pays insuffisamment développés sous le rapport industriel ne peut être un obstacle insurmontable à la révolution *si* le système dans son ensemble ou, plus exactement, *parce que* le système dans son ensemble est déjà mûr pour la révolution.

Autrefois, on avait coutume de parler de la révolution prolétarienne dans tel ou tel pays évolué comme d'un phénomène isolé et indépendant, opposé à tel front national du Capital considéré comme son antipode. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut parler maintenant de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du Capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique, appelée front mondial de l'impérialisme, et auquel doit être opposé le front commun du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

Autrefois, on considérait la révolution prolétarienne uniquement comme le résultat du développement intérieur d'un pays donné. Maintenant, ce point de vue ne suffit plus. Il faut maintenant considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays.

(...)

... Pourquoi? Parce qu'en Russie se déroulait la plus grande des révolutions populaires, à la tête de laquelle marchait un prolétariat révolutionnaire qui avait pour lui cet important allié qu'étaient les millions de paysans opprimés et exploités par les propriétaires fonciers. Parce que là, la révolution avait comme adversaire ce hideux représentant de l'impérialisme qu'était le tsarisme qui, dénué de toute autorité morale, avait mérité la haine de toute la population.

• LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE ET LA REVOLUTION DE LA DEMOCRATIE NOUVELLE

Mao Tsétoung, **De la démocratie nouvelle,** (1940), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 366-368

La révolution chinoise a pour particularité historique sa division en deux phases: la démocratie et le socialisme, la première n'étant plus la démocratie de type ordinaire, mais une démocratie de type chinois, de type particulier et nouveau — la démocratie nouvelle. Comment cette particularité historique s'est-elle formée? Existe-t-elle depuis un siècle ou est-elle apparue plus récemment?

Il suffit d'étudier un peu l'histoire de la Chine et du monde pour comprendre que cette particularité n'est pas apparue lors de la Guerre de l'Opium, mais qu'elle a pris forme seulement après la première guerre mondiale impérialiste et la Révolution d'Octobre en Russie. Etudions maintenant sa genèse.

Du fait que la société chinoise actuelle est de caractère colonial, semi-colonial et semi-féodal, il est évident que la révolution doit s'accomplir en deux phases: la première consiste à transformer cette société en une société indépendante et démocratique; la seconde, à développer plus avant la révolution et à édifier une société socialiste. La révolution chinoise en est à sa première phase.

La période préparatoire de cette première phase remonte à la Guerre de l'Opium en 1840, c'est-à-dire au moment où la société chinoise commençait à se transformer de société féodale en société semi-coloniale et semi-féodale. Puis se succédèrent le Mouvement des Taiping, la Guerre sino-française, la Guerre sino-japonaise, le Mouvement réformiste de 1898, la Révolution de 1911, le Mouvement du 4 Mai, l'Expédition du Nord, la Guerre révolutionnaire agraire et l'actuelle Guerre de Résistance contre le Japon; ces nombreuses étapes s'échelonnent sur un bon siècle; elles font toutes partie, en un sens, de cette première phase au cours de laquelle le peuple chinois, dans des circonstances différentes et à des degrés divers, mène la lutte contre l'impérialisme et les forces féodales pour édifier une société indépendante et démocratique, pour accomplir la première révolution. Et la Révolution de 1911 marque, dans un sens plus complet, le début de cette révolution qui, par son caractère social,

n'est pas une révolution socialiste prolétarienne, mais une révolution démocratique bourgeoise. Celle-ci n'est pas achevée, elle exige encore de grands efforts, parce que ses ennemis restent très puissants. Lorsque le Dr Sun Yat-sen dit: "La révolution n'est pas encore achevée, nos camarades doivent poursuivre leurs efforts", il avait précisément en vue cette révolution démocratique bourgeoise.

Cependant, un changement se produisit dans la révolution démocratique bourgeoise en Chine après qu'eut éclaté en 1914 la première guerre mondiale impérialiste et que la Révolution d'Octobre en Russie eut fondé en 1917 un Etat socialiste sur un sixième du globe.

Avant ces événements, la révolution démocratique bourgeoise chinoise relevait de l'ancienne catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, dont elle constituait une partie.

Depuis ces événements, elle est entrée dans une nouvelle catégorie de révolution démocratique bourgeoise, et, par rapport à l'ensemble du front de la révolution, elle fait partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale.

Pourquoi? Parce que la première guerre mondiale impérialiste et la première révolution socialiste victorieuse, la Révolution d'Octobre, ont changé tout le cours de l'histoire universelle, dont elles ont inauguré une ère nouvelle.

A l'époque où le front du capitalisme mondial s'est effondré sur une partie du globe (soit un sixième de la surface terrestre) et où il a révélé pleinement sa décadence partout ailleurs, à l'époque où ce qui reste du monde capitaliste ne peut subsister sans dépendre davantage des colonies et des semi-colonies, à l'époque où un Etat socialiste a été créé et a proclamé sa volonté de soutenir le mouvement de libération dans toutes les colonies et semi-colonies, à l'époque, enfin, où le prolétariat des pays capitalistes se dégage de plus en plus de l'influence social-impérialiste des partis social-démocrates et se déclare prêt à soutenir le mouvement de libération des pays coloniaux et semi-coloniaux, à une telle époque, toute révolution qui, dans une colonie ou semi-colonie, est dirigée contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre la bourgeoisie internationale ou le capitalisme international, ne relève plus désormais de la vieille catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, mais de la nouvelle catégorie; elle ne fait plus partie de l'ancienne révolution mondiale bourgeoise ou capitaliste, mais de la nouvelle révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste prolétarienne. Cette colonie ou semi-colonie en révolution ne peut plus être considérée comme une alliée du front

contre-révolutionnaire du capitalisme mondial; elle est devenue une alliée du front révolutionnaire du socialisme mondial.

Dans sa première étape ou première phase, la révolution dans une colonie ou semi-colonie reste essentiellement, par son caractère social, une révolution démocratique bourgeoise, et ses revendications tendent objectivement à frayer la voie au développement du capitalisme; néanmoins, elle n'est déjà plus une révolution de type ancien, dirigée par la bourgeoisie et se proposant d'établir une société capitaliste et un Etat de dictature bourgeoise, mais une révolution de type nouveau, dirigée par le prolétariat et se proposant d'établir, à cette première étape, une société de démocratie nouvelle et un Etat de dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires. Donc, elle sert en fait à frayer une voie plus large encore au développement du socialisme. Dans sa marche, elle peut parcourir plusieurs stades intermédiaires, en raison des changements intervenus dans le camp de l'ennemi comme dans les rangs de ses propres alliés, mais son caractère fondamental reste inchangé.

Une telle révolution s'attaque aux fondements mêmes de l'impérialisme, c'est pourquoi ce dernier ne l'admet pas, mais la combat. En revanche, elle est approuvée par le socialisme et reçoit l'aide de l'Etat socialiste et du prolétariat international socialiste.

Elle devient donc nécessairement une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne.

"La révolution chinoise est une partie de la révolution mondiale" — cette thèse juste a été formulée dès l'époque de la Première Grande Révolution chinoise de 1924-1927. Elle l'a été par les communistes chinois et elle fut approuvée par tous ceux qui participaient alors à la lutte anti-impérialiste et antiféodale. Cependant, en ce temps-là, on n'a pas su donner à cette thèse toute sa portée, et par conséquent l'idée que les gens en avaient restait vague.

• LA REVOLUTION MONDIALE A L'EPOQUE IMPERIALISTE

Mao Tsétoung, **De la démocratie nouvelle**, (1940), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 369-371

La "révolution mondiale" n'est plus celle de l'ancien type

— l'ancienne révolution mondiale bourgeoise est depuis longtemps révolue; c'est une nouvelle révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste. De même, "une partie" ne désigne plus une partie de l'ancienne révolution bourgeoise, mais une partie de la nouvelle révolution socialiste. C'est là un immense changement, un changement qui n'a son pareil ni dans l'histoire de la Chine ni dans l'histoire du monde.

Cette thèse juste avancée par les communistes chinois est fondée sur la théorie de Staline.

Déjà, en 1918, dans un article commémorant le premier anniversaire de la Révolution d'Octobre, Staline écrivait:

> L'immense portée mondiale de la Révolution d'Octobre consiste surtout en ceci, qu'elle a:
>
> 1° élargi le cadre de la question nationale, l'a transformée, de question particulière de la lutte contre l'oppression nationale en Europe, en question générale de l'affranchissement des peuples opprimés, des colonies et semi-colonies du joug de l'impérialisme;
>
> 2° ouvert de larges possibilités et des voies efficaces pour cet affranchissement, facilitant ainsi considérablement leur libération aux peuples opprimés d'Occident et d'Orient, les entraînant dans la voie commune d'une lutte victorieuse contre l'impérialisme;
>
> 3° *jeté par là même un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi*, créant *contre* l'impérialisme mondial un nouveau front de révolutions qui s'étend des prolétaires d'Occident aux peuples opprimés de l'Orient, en passant par la révolution russe .

Depuis, Staline a maintes fois développé la théorie selon laquelle les révolutions dans les colonies et les semi-colonies se sont dissociées de la révolution de l'ancienne catégorie pour devenir une partie de la révolution socialiste prolétarienne. C'est dans un article publié le 30 juin 1925, à propos d'une controverse avec les nationalistes yougoslaves de l'époque, qu'il a exposé cette théorie avec le plus de clarté et de précision. Cet article, intitulé "Encore une fois sur la question nationale", figure dans un livre traduit par Tchang Tchong-che et publié sous le titre *Staline sur la question nationale*. On y lit le passage suivant:

> Sémitch se réfère à un passage de la brochure de Staline: *Le Marxisme et la question nationale*, écrite à la fin de 1912. Il y est dit que "la lutte nationale dans les conditions du capitalisme

ascendant est une lutte des classes bourgeoises entre elles". Sémitch veut apparemment suggérer ainsi que sa formule pour définir la portée sociale du mouvement national dans les conditions historiques présentes est juste. Mais la brochure de Staline a été écrite avant la guerre impérialiste, quand la question nationale n'était pas encore dans la conception des marxistes une question d'une portée mondiale et que la revendication fondamentale des marxistes relative au droit de libre disposition était considérée non comme une partie de la révolution prolétarienne, mais comme une partie de la révolution démocratique bourgeoise. Il serait ridicule de ne pas voir que, depuis, la situation internationale s'est transformée radicalement; que la guerre, d'une part, et la Révolution d'Octobre en Russie, de l'autre, ont transformé la question nationale en faisant d'un élément de la révolution démocratique bourgeoise un élément de la révolution socialiste prolétarienne. Déjà en octobre 1916, dans son article: "Le Bilan de la discussion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", Lénine disait que le point essentiel de la question nationale relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait cessé d'être une partie du mouvement démocratique général, qu'il était déjà devenu partie intégrante de la révolution socialiste prolétarienne générale. Je ne parle même pas des écrits ultérieurs sur la question nationale, dus à Lénine comme à d'autres représentants du communisme russe. Quelle signification peut avoir la référence de Sémitch à tel passage de la brochure de Staline, écrite dans la période de la révolution démocratique *bourgeoise* en Russie, maintenant que, en vertu de la nouvelle situation historique, nous sommes entrés dans une nouvelle époque, celle de la révolution *prolétarienne*? Elle peut signifier seulement que Sémitch fait des citations en dehors de l'espace et du temps, sans aucun rapport avec la situation historique vivante, et viole par là les lois élémentaires de la dialectique, et qu'il ne tient aucun compte du fait qu'une chose juste dans telles circonstances historiques peut se révéler fausse dans telles autres circonstances historiques . (J. Staline: "Encore une fois sur la question nationale".)

D'où l'on voit qu'il y a deux types de révolution mondiale. Le premier appartient à la catégorie bourgeoise ou capitaliste. Son temps est depuis longtemps révolu; il a pris fin dès 1914, quand éclata la première guerre mondiale impérialiste, et plus particulièrement en

1917, quand eut lieu la Révolution d'Octobre en Russie. Depuis, a commencé le second type de révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste prolétarienne. Elle a pour forces principales le prolétariat des pays capitalistes et pour alliés les peuples opprimés des colonies et des semi-colonies. Peu importe, chez les peuples opprimés, quelles classes, quels partis ou individus participent à la révolution, et peu importe qu'ils soient conscients ou non de ce que nous venons d'exposer, qu'ils le comprennent ou non, il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés.

Aujourd'hui, la portée de la révolution chinoise s'est encore élargie. Nous sommes arrivés à une époque où les crises économique et politique du capitalisme entraînent de plus en plus le monde dans la Seconde guerre mondiale; à une époque où l'Union soviétique, parvenue à la période de transition du socialisme au communisme, est capable de diriger et d'aider le prolétariat et les nations opprimées du monde entier dans la lutte qu'ils mènent contre la guerre impérialiste et la réaction capitaliste; à une époque où le prolétariat des pays capitalistes se prépare à renverser le capitalisme pour édifier le socialisme; à une époque où, en Chine, le prolétariat, la paysannerie, les intellectuels et les autres fractions de la petite bourgeoisie sont devenus, sous la direction du Parti communiste chinois, une grande force politique indépendante. Dans une telle conjoncture, ne devons-nous pas estimer que la portée mondiale de la révolution chinoise s'est encore accrue? Je crois que oui. La révolution chinoise est devenue une partie très importante de la révolution mondiale.

La première étape de la révolution chinoise (étape qui se subdivise elle-même en nombreux stades intermédiaires) est, par son caractère social, une révolution démocratique bourgeoise d'un type nouveau, elle n'est pas encore une révolution socialiste prolétarienne; néanmoins, elle fait partie depuis longtemps de la révolution mondiale socialiste prolétarienne, elle en constitue même, maintenant, une part considérable et est pour elle une grande alliée. La première phase ou première étape de cette révolution n'est certainement pas et ne peut être l'édification d'une société capitaliste de dictature bourgeoise; elle doit s'achever par l'édification d'une société de démocratie nouvelle placée sous la dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires chinoises, à la tête desquelles se trouve le prolétariat chinois; puis on fera passer la révolution à la seconde étape, celle de l'édification

de la société socialiste en Chine.

Voilà la particularité essentielle de la révolution chinoise actuelle, le nouveau processus révolutionnaire des vingt dernières années (à compter du Mouvement du 4 Mai 1919) et le contenu vivant, concret, de cette révolution.

9B Lectures complémentaires

Staline, J., **Les questions du léninisme,** (1926), Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 162-238 (Critique des déformations trotskystes du léninisme et de la théorie de la révolution prolétarienne.)

Mao Tsétoung, **La révolution chinoise et le Parti communiste chinois,** (1939), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, chap. 2, section 2, pp. 336 à 358 (Sur le rapport entre l'étape de la révolution démocratique et l'étape de la révolution socialiste en Chine.)

9B Questions

1) Quelles sont les contradictions fondamentales de l'impérialisme? Comment le léninisme développe-t-il la théorie marxiste pour tenir compte du développement du capitalisme à l'étape de l'impérialisme?

2) Quelle est l'importance de la situation internationale pour la révolution dans chaque pays? Pourquoi est-il erroné de poser les conditions de la révolution socialiste en tenant compte de la situation interne de chaque pays seulement?

3) Comment les luttes de libération nationale peuvent-elles etre transformées en révolutions socialistes? Quelles sont les deux composantes de la révolution prolétarienne mondiale?

10

La question nationale

INTRODUCTION

L'oppression nationale est une autre forme d'oppression maintenue par les capitalistes. Les nationalités opprimées servent aux capitalistes de source de main-d'oeuvre à bon marché et permettent à la bourgeoisie de réaliser des profits encore plus élevés.

De plus, l'oppression nationale s'insère dans la politique de "diviser pour régner". En accordant des privilèges à une nationalité tout en en privant d'autres de leurs droits les plus fondamentaux, la bourgeoisie essaie de diviser la classe ouvrière. C'est la bourgeoisie qui tire les ficelles par en arrière dans les conflits nationaux qui opposent des travailleurs de nations différentes. Tant qu'ils se battent entre eux, la bourgeoisie elle-même est

épargnée.

La question nationale a une très grande importance pour les communistes. Car l'ennemi des nationalités opprimées est la bourgeoisie, le même ennemi qu'affronte la classe ouvrière. Pleinement mobilisées dans la lutte pour leurs droits, les nations opprimées sont des réserves de la révolution prolétarienne.

Au Canada, pas moins d'un tiers de la population est constitué de nationalités opprimées, que ce soit la nation québécoise, les Inuit, les Indiens, les Métis, les Acadiens et d'autres encore. Leur colère doit être canalisée dans la lutte contre la bourgeoisie, et c'est pourquoi les communistes mettent de l'avant un programme d'action pour résoudre l'oppression nationale et mobiliser les peuples travailleurs des nationalités opprimées dans la lutte pour le socialisme.

Dans les extraits de cette section, sont exposés les principes marxistes-léninistes sur la question nationale, notamment: le droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris la séparation, l'égalité en droit de toute nation et nationalité et l'interdiction de la discrimination envers les minorités nationales, l'organisation commune des ouvriers de nationalités différentes dans les mêmes organisations de lutte, et finalement la subordination de la question nationale à la lutte de classes du prolétariat.

La bourgeoisie tente de nous diviser, mais son pouvoir doit nécessairement s'effondrer devant l'unité du prolétariat révolutionnaire et des nationalités opprimées: voilà un élément de la stratégie de la révolution canadienne indispensable pour la victoire du socialisme dans notre pays.

A. Le point de vue prolétarien et le programme marxiste sur la question nationale

• IL FAUT POSER LE PROBLEME DE LA QUESTION NATIONALE DU POINT DE VUE DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE

Lénine, V., **La classe ouvrière et la question nationale,** (1913), in Oeuvres complètes, Tome 19, Editions du Progrès, Moscou, pp. 85-87

La question nationale exige d'être posée et résolue clairement par tous les ouvriers conscients.

Lorsque la bourgeoisie luttait pour la liberté avec le peuple, avec les travailleurs, elle prenait la défense de la liberté complète et de l'égalité en droits complète des nations. Des pays d'avant-garde comme la Suisse, la Belgique, la Norvège, etc., nous montrent en exemple comment des nations libres, vivant sous un régime démocratique réel, vivent ensemble en bonne intelligence ou se séparent pacifiquement.

Aujourd'hui, la bourgeoisie craint les ouvriers ; elle recherche l'alliance des Pourichkévitch et de la réaction ; elle trahit la démocratie, prend la défense de l'oppression ou de l'inégalité des nations et cherche à corrompre les

ouvriers par des mots d'ordre *nationalistes*.

Seul, de nos jours, le prolétariat défend la liberté véritable des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nations.

Pour que des nations différentes puissent, dans la liberté et la paix, vivre unies ou bien se séparer (lorsque cela les arrange davantage) en formant des Etats distincts, il faut la démocratie complète dont la classe ouvrière se fait le champion. Pas le moindre privilège pour aucune nation, pour aucune langue. Pas la moindre vexation, pas la moindre injustice à l'égard d'une minorité nationale. Tels sont les principes de la démocratie ouvrière.

Les capitalistes et les grands propriétaires veulent à tout prix diviser les ouvriers des différentes nations ; mais pour leur part, les grands de ce monde vivent en parfaite intelligence, comme les actionnaires d'« affaires » qui « rapportent » des millions (du genre des mines d'or de la Léna) : qu'ils soient orthodoxes ou juifs, Russes ou Allemands, Polonais ou Ukrainiens, tous ceux qui possèdent un *capital* exploitent à qui mieux mieux les ouvriers de toutes les nations.

Les ouvriers conscients sont pour l'*unité complète* des ouvriers de toutes les nations au sein de toutes les organisations ouvrières, qu'elles soient éducatives, syndicales, politiques, etc. Laissons à messieurs les cadets le déshonneur de nier ou d'amoindrir l'égalité en droits des Ukrainiens. Laissons à la bourgeoisie de toutes les nations le passe-temps des phrases mensongères sur la culture nationale, sur les problèmes nationaux, etc.

Les ouvriers ne permettront pas qu'on les divise à l'aide de quelque discours doucereux que ce soit sur la culture nationale ou l'« autonomie culturelle nationale ». Les ouvriers de toutes les nations s'unissent pour défendre ensemble, au sein de leurs organisations communes, la liberté complète et l'égalité en droits complète, gage de la culture véritable.

Les ouvriers créent dans le monde entier leur culture à eux, une culture internationale, à la préparation de laquelle ont œuvré de longue date les champions de la liberté et les ennemis de l'oppression. Au monde ancien, monde de l'oppression nationale, des querelles nationales ou du par-

ticularisme national, les ouvriers opposent le monde nouveau de l'unité des travailleurs de toutes les nations, dans lequel pas un seul privilège, pas la moindre oppression de l'homme par l'homme ne peuvent avoir place.

La « Pravda » n° 106, 10 mai 1913

Conforme au texte du journal

• LE PROGRAMME MARXISTE SUR LA QUESTION NATIONALE

Lénine, V., **Thèses sur la question nationale**, (1913), in Oeuvres complètes, Tome 19, Editions du Progrès, Moscou, p. 258

La social-démocratie qui lutte pour un régime d'Etat démocratique conséquent réclame une égalité en droits absolue des nationalités et combat tous privilèges, quels qu'ils soient, favorisant une ou plusieurs nationalités.

En particulier, la social-démocratie rejette la langue « officielle ». Celle-ci est spécialement superflue en Russie, car plus des sept dixièmes de sa population appartiennent à la famille des peuples slaves, qui, s'il existait un enseignement libre dans un Etat libre, parviendraient sans difficulté, en raison des exigences de la circulation économique, à se comprendre sans qu'il existe aucun privilège « officiel » en faveur de l'une des langues.

La social-démocratie exige que les vieilles subdivisions administratives de la Russie, instituées par les grands propriétaires féodaux et les fonctionnaires de l'Etat autocratique et féodal, soient remplacées par des subdivisions fondées sur les exigences de la vie économique contemporaine et mises en accord, dans la mesure du possible, avec l'effectif national de la population.

Toutes les régions de l'Etat qui se distinguent par des particularités dans le mode de vie ou par l'effectif national

de leur population doivent bénéficier de larges pouvoirs administratifs propres et de l'autonomie, jouir d'institutions basées sur le suffrage universel et égal, à scrutin secret.

La social-démocratie réclame la promulgation d'une loi valable pour l'ensemble de l'Etat et sauvegardant les droits de toute minorité nationale en quelque lieu de l'Etat que ce soit. Aux termes de cette loi, toute mesure à l'aide de laquelle la majorité nationale tenterait de créer un privilège national à son profit ou de réduire les droits de la minorité nationale (dans le domaine de l'enseignement, de l'usage de telle ou telle langue, du budget, etc.) doit être déclarée nulle et non avenue, et l'application de cette mesure doit être interdite sous peine de sanctions.

Staline, J., "Rapport sur la question nationale", in **La Question nationale et coloniale**, (1917), Editions Norman Bethune, Paris, pp. 95-98

Première question : comment organiser la vie politique des nations opprimées ? A cette question, il convient de répondre que le droit doit être accordé aux peuples opprimés faisant partie de la Russie, de décider eux-mêmes la question de savoir s'ils veulent rester au sein de l'Etat russe ou s'en détacher pour former des Etats indépendants. Nous sommes, à l'heure actuelle, en présence d'un conflit concret entre le peuple finlandais et le Gouvernement provisoire. Les représentants du peuple finlandais, les représentants de la social-démocratie exigent du Gouvernement provisoire la restitution au peuple des droits dont il jouissait avant l'annexion à la Russie. Le Gouvernement provisoire s'y refuse, ne reconnaissant pas la souveraineté du peuple finlandais. De quel côté devons-nous nous ranger ? Evidemment, du côté du peuple finlandais, parce qu'il est inconcevable qu'on reconnaisse le maintien par la violence d'un peuple quelconque dans le cadre d'un seul Etat. En formulant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous élevons de ce fait la lutte contre l'oppres-

sion nationale au niveau d'une lutte contre l'impérialisme, notre ennemi commun. Si nous ne faisons pas cela, nous pouvons nous trouver dans la situation de gens qui portent l'eau au moulin des impérialistes. Si nous, sociaux-démocrates, refusions au peuple finlandais le droit d'exprimer sa volonté de se séparer et le droit de réaliser cette volonté, nous nous trouverions, de ce fait, dans la situation de continuateurs de la politique tsariste.

Il n'est pas permis de confondre la question du *droit* des nations à la liberté de séparation avec le problème de la séparation *obligatoire* de la nation à tel ou tel moment. Cette question, le Parti du prolétariat doit la résoudre dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation. Reconnaissant aux peuples opprimés le droit de séparation, le *droit* de décider de leur sort politique, nous ne résolvons pas de ce fait la question de savoir si telles nations *doivent*, à un moment donné, se séparer de l'Etat russe. Je puis reconnaître à la nation le droit de se séparer, mais cela ne veut pas encore dire que je l'aie obligée à le faire. Le peuple a le droit de se séparer, mais il peut aussi, suivant les conditions, ne pas faire usage de ce droit. Ainsi, de notre côté, nous restons libres de faire de l'agitation pour ou contre la séparation, suivant les intérêts du prolétariat, les intérêts de la révolution prolétarienne. Ainsi, le problème de la séparation doit être résolu dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation; et voilà pourquoi précisément la question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans telles ou telles conditions. Pour ma part, je me prononcerais, par exemple, contre la séparation de la Transcaucasie, en tenant compte du développement commun à la Transcaucasie et à la Russie, de certaines conditions de la lutte du prolétariat, etc. Mais si les peuples de la Transcaucasie réclamaient néanmoins la séparation, ils se sépareraient certainement, sans rencontrer aucune opposition de notre part.

(*L'orateur continue la lecture du texte de la résolution.*)

Poursuivons. Comment agir envers les peuples qui voudront rester dans le cadre de l'Etat russe ? Si parmi les peuples il y a eu de la méfiance à l'égard de la Russie,

elle était alimentée avant tout par la politique du tsarisme. Dès l'instant que le tsarisme a disparu, qu'a disparu sa politique d'oppression, la méfiance doit se relâcher, l'attraction doit s'accroître vers la Russie. Je pense qu'après le renversement du tsarisme, les neuf dixièmes des peuples ne voudront pas se séparer. Aussi, le Parti propose-t-il l'organisation d'autonomies régionales pour les régions qui ne voudraient pas se séparer et qui se distinguent par les particularités de leurs conditions de vie, de leur langue, comme, par exemple, la Transcaucasie, le Turkestan, l'Ukraine. Les frontières géographiques de telles régions autonomes seront déterminées par la population elle-même, conformément aux conditions économiques, aux conditions d'existence, etc.

Enfin, reste la question des minorités nationales. Leurs droits doivent être protégés tout spécialement. Aussi, le Parti réclame-t-il l'égalité complète dans les questions scolaires, religieuses, etc., l'abolition de toutes restrictions pour les minorités nationales.

Le paragraphe 9 établit l'égalité des nations. Les conditions nécessaires à sa réalisation ne peuvent survenir qu'avec la démocratisation complète de toute la société.

Nous devons encore résoudre la question de savoir comment organiser le prolétariat des diverses nations en un seul parti commun. Selon un plan, les ouvriers s'organisent par nationalités, — autant de nations, autant de partis. Ce plan a été repoussé par la social-démocratie. La pratique a montré que l'organisation par nationalités du prolétariat d'un Etat donné, ne mène qu'à l'effondrement de l'idée de la solidarité de classe. Tous les prolétaires de toutes les nations composant l'Etat donné doivent être organisés en une seule collectivité prolétarienne indivisible.

Ainsi, notre point de vue sur la question nationale se résume dans les thèses suivantes : *a*) reconnaissance pour les peuples du droit de séparation; *b*) pour les peuples qui restent dans le cadre d'un Etat donné, — autonomie régionale; *c*) pour les minorités nationales, — lois spéciales leur garantissant le libre développement; *d*) pour les prolétaires de toutes les nationalités d'un Etat donné, — collectivité prolétarienne, une et indivisible, parti unique.

• COMMENT POSER LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DU POINT DE VUE MARXISTE

Lénine, V., **La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes**, (1916), in Oeuvres complètes, Tome 22, Editions du Progrès, Moscou, pp. 155-161

1. L'IMPÉRIALISME, LE SOCIALISME ET LA LIBÉRATION DES NATIONS OPPRIMÉES

L'impérialisme est le stade suprême de développement du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des Etats nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. L'impérialisme pousse les masses à cette lutte, en exacerbant dans de vastes proportions les contradictions de classes, en aggravant la situation de ces masses aussi bien sous le rapport économique — trusts, vie chère — que sous le rapport politique : développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies. Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme.

Certes, la démocratie est aussi une forme d'Etat, qui

devra disparaître quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.

2. LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.

Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait « irréalisable » ou « illusoire » à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalisable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalisables dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes soit *également* irréalisable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce « caractère irréalisable » compris dans ce sens. Troisième-

ment, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement « réalisable » aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux Etats: polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant ». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce soit* dans le domaine de la démocratie politique; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que *forme* plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme « irréalisable », du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fausse des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour *toutes* ces revendications — cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction — tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir

non pas en réformistes, mais en révolutionnaires ; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus * ou de l'incident de Saverne**, ou à la faveur d'un referendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent *également* sur ce terrain, comme prétexte à une

---

* *Affaire Dreyfus*, procès provocateur organisé en 1894 par les milieux monarchistes réactionnaires de la clique militaire française contre Dreyfus, officier israélite de l'état-major général, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. Dreyfus fut condamné par un tribunal militaire à la détention à vie. Le mouvement d'opinion qui se développa en France pour la révision de l'affaire Dreyfus suscita une lutte acharnée entre républicains et monarchistes et aboutit, en fin de compte, à la réhabilitation de Dreyfus en 1906.

Lénine disait de l'affaire Dreyfus qu'elle était « l'une des mille et mille infâmes fourberies de la clique militaire-réactionnaire ».

** *L'incident de Saverne* se produisit dans la ville alsacienne de Saverne en novembre 1913, à la suite des vexations infligées par un officier prussien aux Alsaciens et qui soulevèrent l'indignation de la population locale, en majorité française, contre le joug de la clique militaire prussienne. A propos de l'incident de Saverne, voir l'article de Lénine « Saverne » (Œuvres, tome 19).

action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

3. LA SIGNIFICATION DU DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES ET SON RAPPORT AVEC LA FÉDÉRATION

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais *.

Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher

* Lettres de Marx à Engels des 2 et 30 novembre 1867.

les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère réactionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent l'« autonomie nationale culturelle » • et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en « ajournant » la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais en proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.

4. COMMENT LE PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE DOIT POSER LE PROBLÈME DU DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *tous* les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été *autrefois*, dès le XVII^e^ et le XVIII^e^ siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler *tous* d'une façon utopique, sans voir la lutte des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme « pacifique ». Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droits à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que

• Voir la critique des idées réactionnaires de Renner et Bauer sur l'« autonomie nationale culturelle » dans les textes de Lénine « A propos de l'autonomie nationale culturelle » (Œuvres, tome 19), « Notes critiques sur la question nationale » (Œuvres, tome 20, pp. 9-34). —

prônent les partisans de Kautsky. A l'opposé de cette utopie petite-bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées.

Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des *frontières* des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par « leur propre » nation et maintenues de force au sein de « leur propre » Etat, n'est pas démasquée.

D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et

en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc.).

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme *.

5. LE MARXISME ET LE PROUDHONISME DANS LA QUESTION NATIONALE

A l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie à tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter

---

* Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de « défendre la patrie » serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison — c'est-à-dire aussi peu sérieusement — que les social-chauvins se réfèrent en 1914-1916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple, à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la «défense de la patrie». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un « principe général », ni d'un paragraphe de programme.

en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre *. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands **. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération. » *** Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la « réforme » irlandaise. C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit

---

* Voir F. Engels, « Littérature de l'émigration », 1. Proclamation polonaise.

** Voir l'article de F. Engels « Insurrection de Prague », paru dans le n° 18 du 18 juin 1848 de la *Neue Rheinische Zeitung*.

*** **Lettre de Marx à Engels du 2 novembre 1867.**

à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière *non* impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses *également* en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux. La guerre impérialiste de 1914-1916 et les écuries d'Augias de l'hypocrisie opportuniste et kautskiste qu'elle a révélées ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères *.

10A Lectures complémentaires

Lénine, V., **Notes critiques sur la question nationale** (1913), in Oeuvres complètes, Tome 20, Editions du Progrès, Moscou, pp. 12-15 et pp. 33-38 (Sur l'égalité des droits de toute nationalité et contre la langue officielle.)

Lénine, V., **Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes**, (1914) in Oeuvres complètes, Tome 20, Editions du Progrès, Moscou, pp. 432-438 (Critique des positions opportunistes qui nient la lutte pour le droit à l'autodétermination

* On dit souvent — par exemple, ces derniers temps, le chauvin allemand Lensch, dans les numéros 8 et 9 de *Die Glocke* —, que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations «réaction-

sous le capitalisme; explique quand les communistes sont pour la séparation et quand ils sont contre.)

LC(ml)C, **Résolution sur la question nationale québécoise**, document du IIe congrès de la Ligue (1978), in **Octobre**, no 2-3, pp. 64-106 (La position de la Ligue sur la question nationale québécoise et la critique des positions nationalistes du PQ.)

10A Questions

1) Pourquoi les communistes s'opposent-ils à l'oppression nationale? Pourquoi les communistes soutiennent-ils l'unité organisationelle des travailleurs des différentes nationalités dans un seul et unique Parti? Qu'entend-on par classe ouvrière multinationale?

2) Pourquoi les communistes luttent-ils pour le droit à l'autodétermination, jusqu'à et y compris la séparation, des nations opprimées?

3) Dans quelles conditions les communistes soutiennent-ils la séparation? Dans quelles conditions sont-ils contre? Quelle est la situation vis-à-vis la nation québécoise à l'heure actuelle?

4) Quel est le principe de l'égalité en droits de toutes les nationalités? Comment les nationalités vivant à l'intérieur d'un même Etat peuvent-elles s'organiser en tenant compte de leurs droits nationaux?

---

naires» et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes Le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. En 1848 et dans les années suivantes, ces intérêts généraux consistaient, au premier chef, à combattre le tsarisme.

B. La nation sous le capitalisme, le socialisme et le communisme

• LA DEFINITION MARXISTE DE LA NATION

Staline, J., "Le Marxisme et la question nationale", (1913), in **La Question nationale et coloniale**, Editions Norman Bethune, Paris, pp. 29-33

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus.

Cette communauté n'est pas de race, ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française s'est constituée de Gaulois, de Romains, de Bretons, de Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, des Allemands et des autres, constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les grands Etats de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que formés historiquement, formés de tribus

et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des conglomérats de groupes accidentels et peu liés entre eux, qui se désagrégeaient et s'unissaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, une nation n'est pas un conglomérat accidentel ni éphémère, mais une communauté stable d'hommes.

Mais toute communauté stable ne crée pas la nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les dénomme nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'Etat ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'Etat la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles; cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'unité de ces Etats. Il s'agit évidemment des langues populaires parlées, et non des langues officielles des administrations.

Ainsi, *communauté de langue*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation. Une langue *commune* pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Nord-Américains parlent la même langue et cependant ils ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Nord-Américains ne constituent-ils pas une seule nation, malgré la langue qui leur est commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne se constitue que comme le résultat de relations durables et régulières, comme le résultat de la vie commune des hommes,

de génération en génération. Or, une longue vie en commun est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains peuplaient autrefois un seul territoire, l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis, une partie des Anglais émigra d'Angleterre vers un nouveau territoire, en Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé avec le temps, une nouvelle nation, la nord-américaine. La diversité des territoires a amené la formation de nations diverses.

Ainsi, *communauté de territoire*, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire en elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait en outre une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Nord-Américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation, si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme* vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue; et pourtant ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre une vie économique commune, se faisaient la guerre durant des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, que réussissait parfois à réaliser un tsar chanceux, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement aux caprices des princes et à l'indifférence des paysans. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement, en présence du morcellement économique de la Géorgie. Celle-ci, en tant que nation, n'apparut que dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle,

* Il s'agit ici de la réforme de 1863-1867 qui abolit le servage en Géorgie.

lorsque la fin du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme, eurent établi la division du travail entre les régions de la Géorgie, et définitivement ébranlé l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout unique.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, *communauté de la vie économique, cohésion économique*, comme l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. Outre ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités de la psychologie des hommes réunis en nation. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et l'Irlande qui parlent une seule langue forment néanmoins trois nations différentes, un rôle assez important est joué en l'occurrence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes.

Evidemment, la formation psychique en elle-même, ou, comme on l'appelle autrement, le « caractère national », apparait pour l'observateur comme quelque chose d'insaisissable; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et ne saurait être méconnue.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes, qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie; mais pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il laisse son empreinte sur la physionomie de la nation.

Ainsi, *communauté de la formation psychique* qui se traduit dans la communauté de la culture, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

De cette façon, nous avons épuisé tous les indices caractérisant la nation.

La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture.

Et il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique, est soumise aux lois de l'évolution, possède son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une seule nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont par exemple, les Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase qui, à notre avis ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes dont la vie économique et le territoire sont communs, et qui cependant ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas la communauté de langue et de « caractère national ». Tels, par exemple, les Allemands et les Lettons dans les pays de la Baltique.

Enfin les Norvégiens et les Danois parlent une seule langue, sans pour cela former une seule nation, vu l'absence des autres indices.

Seule, la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation.

• LA NAISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT DES NATIONS SOUS LE CAPITALISME ET LEUR TRANSFORMATION SOUS LE SOCIALISME

Staline, J., "La Question nationale et le léninisme", (1929), in **La Question nationale et coloniale**, Editions Norman Bethune, Paris, pp. 315-318

II. — Naissance et développement des nations

Une de vos sérieuses erreurs consiste en ce que vous mettez dans le même sac toutes les nations actuellement existantes et ne voyez pas la différence de principe qu'il y a entre elles.

Diverses sont les nations sur cette terre. Il y a les nations qui se sont développées à l'époque du capitalisme ascendant, quand la bourgeoisie, détruisant la féodalité et le morcellement féodal, rassemblait la nation en un tout et la cimentait. Ce sont les nations dites « modernes ».

Vous prétendez que les nations sont nées et existaient dès avant le capitalisme. Mais comment les nations pouvaient-elles naître et exister avant le capitalisme, pendant la période féodale, alors que les pays étaient morcelés en principautés indépendantes qui, non seulement n'étaient pas liées les unes aux autres par des liens nationaux, mais niaient résolument la nécessité de tels liens ? Malgré vos affirmations erronées, il n'y avait pas et il ne pouvait pas y avoir de nations dans la période précapitaliste, étant donné qu'il n'y avait pas encore de marchés nationaux, qu'il n'y avait pas de centres nationaux économiques non plus que culturels, qu'il n'y avait donc pas les facteurs qui liquident le morcellement national d'un peuple donné, et ramassent les fragments jusque-là morcelés de ce peuple en un tout national.

Bien entendu, les éléments de la nation — la langue, le territoire, la communauté de culture, etc... — ne sont pas tombés du ciel mais se sont formés petit à petit dès la période précapitaliste. Seulement ces éléments se trouvaient à l'état embryonnaire, et, au meilleur cas, constituaient seulement des facteurs potentiels du point de vue de la formation future de la nation en présence de certaines conditions favorables. Ce potentiel ne s'est transformé en réalité que dans la période du capitalisme ascendant, avec ses marchés nationaux, ses centres économiques et culturels.

A cet égard, il faut relever les phrases remarquables qu'à propos de la question de la naissance de la nation Lénine a écrites dans la brochure : *Ce que sont les « Amis du peuple », et comment ils luttent contre les social-démocrates ?* Polémisant avec le « narodnik » Mikhaïlovski qui

déduit du développement des liens de clan la naissance des liens nationaux et de l'unité nationale, Lénine écrit :

Ainsi les liens nationaux sont la continuation et la généralisation des relations de clans ! M. Mikhaïlovski emprunte évidemment ses idées sur l'histoire de la société à ces contes d'enfants que l'on enseigne aux collégiens. L'histoire de la société, d'après cette doctrine des lieux communs, consiste en ce que d'abord il y eut la famille, cette cellule de toute société, puis la famille se serait agrandie pour devenir une tribu, et la tribu un Etat. Si M. Mikhaïlovski répète gravement ces puérilités, cela montre simplement que, à part tout le reste, il n'a pas même la moindre idée de la marche de l'histoire russe, par exemple. Si l'on pouvait parler de clans dans l'ancienne Russie, il ne fait pas de doute que déjà au moyen âge, à l'époque du tsarat de Moscovie, ces relations de clans n'existaient plus, c'est-à-dire que l'Etat se basait sur des associations locales, et non de clans : propriétaire terriens et monastères acceptaient les paysans venus des différentes localités, et les communautés ainsi formées étaient des associations purement territoriales. Cependant, on pouvait à peine parler de liens nationaux au sens propre du mot à cette époque : l'Etat était divisé en « territoires » distincts, souvent même en principautés qui conservaient des traces vivantes d'ancienne autonomie, des particularités d'administration, parfois leurs propres troupes (les boyards locaux partaient en guerre à la tête de leurs propres régiments), des frontières douanières à elles, etc... Seule la période moderne de l'histoire russe (depuis le XVII[e] siècle à peu près) est marquée par la fusion effective de toutes ces régions, territoires et principautés, en un tout. Cette fusion n'est pas due, très honorable Monsieur Mikhaïlovski, à des relations de clans ni même à leur continuation et généralisation : elle est due à l'échange accru entre régions, au développement graduel des échanges de marchandises et à la concentration des petits marchés locaux en un seul marché de toute la Russie. Comme les dirigeants et les maîtres de ce processus étaient les gros marchands capitalistes, la création de ces liens nationaux n'était rien d'autre que la création de liens bourgeois *.

Voilà ce qu'il en est pour la naissance des nations dites

* V. I. LÉNINE, *Œuvres choisies*, t. I, p. 106, Editions en langues étrangères, Moscou, 1946.

« modernes ».

La bourgeoisie et ses partis nationalistes étaient et restent pour cette période la force dirigeante essentielle de telles nations. La paix de classes à l'intérieur de la nation au nom de « l'union nationale », l'agrandissement du territoire de sa propre nation par la conquête de territoires nationaux étrangers, la méfiance et la haine à l'égard des autres nations, l'écrasement des minorités nationales, le front commun avec l'impérialisme, — tel est le bagage idéologique et socialo-politique de ces nations.

De telles nations, il convient de les qualifier de nations bourgeoises. Telles sont, par exemple, les nations française, anglaise, italienne, nord-américaine et autres. C'est de telles nations bourgeoises qu'étaient les nations russe, ukrainienne, tatare, arménienne, géorgienne et autres, en Russie, avant l'institution de la dictature du prolétariat et du régime soviétique dans notre pays.

Il va de soi que le sort de telles nations est lié au sort du capitalisme, qu'à la chute du capitalisme de telles nations doivent quitter la scène.

C'est justement de telles nations bourgeoises qu'a en vue la brochure de Staline : *le Marxisme et la question nationale,* lorsqu'il y est dit que la « nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque donnée, de l'époque du capitalisme ascendant », que « le sort du mouvement national, bourgeois en son essence, est naturellement lié au sort de la bourgeoisie », que « la chute définitive du mouvement national n'est possible qu'avec la chute de la bourgeoisie », que « c'est seulement sous le règne du socialisme qu'une paix complète peut être instituée ».

Voilà ce qu'il en est pour les nations bourgeoises. *

Mais il y a sur cette terre d'autres nations aussi. Ce sont les nations nouvelles, les nations soviétiques qui se sont développées et formées sur la base des vieilles nations

---

* *NDLR*

La distinction que fait Staline entre nations bourgeoises et nations socialistes correspond aux concepts de la nation sous le capitalisme et sous le socialisme, et peut être plus facilement comprise ainsi.

bourgeoises après le renversement du capitalisme en Russie, après la liquidation de la bourgeoisie et de ses partis nationalistes, après l'institution du régime soviétique.

La classe ouvrière et son parti internationaliste constituent la force qui cimente ces nations nouvelles et les dirige. L'union de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse à l'intérieur de la nation pour la liquidation des restes du capitalisme au nom de l'édification victorieuse du socialisme, la destruction des restes de l'oppression nationale au nom de l'égalité des droits et du libre développement des nations et des minorités nationales, la destruction des restes du nationalisme au nom de l'institution de l'amitié entre les peuples et de l'établissement de l'internationalisme, le front commun avec toutes les nations opprimées ou qui ne jouissent pas de tous leurs droits, dans la lutte contre la politique de conquête et des guerres de conquête, dans la lutte contre l'impérialisme, — telle est la physionomie spirituelle et socialo-politique de ces nations.

De telles nations, il convient de les qualifier de nations socialistes.

Ces nations nouvelles sont nées et se sont développées sur la base des vieilles notions bourgeoises en conséquence de la liquidation du capitalisme, par voie de leur transformation radicale dans l'esprit du socialisme. Nul ne peut nier que les actuelles nations socialistes de l'Union soviétique, — la russe, l'ukrainienne, la biélorusse, la tatar, la bachkir, l'ouzbek, la kazakh, l'azerbaïdjanaise, la géorgienne, l'arménienne et les autres, — diffèrent radicalement des anciennes nations bourgeoises correspondantes de l'ancienne Russie, tant par leur contenu de classe et leur physionomie spirituelle, que par leurs intérêts et leurs tendances socialo-politiques.

Tels sont les deux types de nations que connaît l'histoire.

• LA LUTTE CONTRE LE CHAUVINISME DE GRANDE NATION ET LE NATIONALISME ETROIT

Staline, J., "Thèses sur les facteurs nationaux dans le développement de l'Etat et le Parti", (1923), in **La Question nationale et coloniale**, Editions Norman Bethune, Paris, pp. 382-385 (extraits)

Mais trouver la clé de la juste solution du problème national ne signifie pas encore le résoudre entièrement et définitivement, ni amener cette solution à sa réalisation pratique et concrète. Pour réaliser de façon juste le programme national formulé par la Révolution d'Octobre, il est nécessaire encore de surmonter les obstacles qui nous ont été laissés en héritage par la période déjà franchie de l'oppression nationale, et qui ne peuvent être surmontés d'un seul coup en un bref laps de temps.

Cet héritage consiste, en premier lieu, dans les survivances du chauvinisme dominateur grand-russe, qui est le reflet de l'ancienne situation privilégiée des Grands-Russes. Ces survivances subsistent encore dans l'esprit des travailleurs de nos institutions soviétiques au centre et en province; elles font leur nid dans nos institutions d'Etat, du centre et de la province; elles reçoivent du renfort sous **la forme de « nouvelles » tendances au chauvinisme grand-russe à la manière de la *Sména Vekh****, qui s'accentuent

* Le courant de la *Sména Vekh* (changement de jalons) prit naissance en 1921 à l'étranger parmi les Russes blancs émigrés, principalement dans leurs milieux intellectuels, avec en tête N.V. Oustrialov et autres. Ils publièrent d'abord le recueil *Sména Vekh* et, plus tard, éditèrent une revue sous le même titre. « La *Sména Vekh*, c'est l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie, qui grandit et peu à peu fusionne avec le koulak et les intellectuels-fonctionnaires. La nouvelle bourgeoisie formula son idéologie, l'idéologie de la *Sména Vekh*, à savoir que le Parti communiste doit dégénérer et la bourgeoisie nouvelle se consolider; que nous, bolchéviks, devons, paraît-il, sans nous en apercevoir, arriver au seuil de la République démocratique, ensuite franchir ce seuil et, avec l'aide de quelque César qui sortirait peut-être des milieux militaires, peut-être des milieux de fonctionnaires civils, nous devons nous trouver dans la situation d'une République bourgeoise ordinaire » (Staline).

toujours plus avec la Nep. Pratiquement, elles s'expriment dans l'attitude de mépris hautain et de bureaucratisme sans cœur que manifestent les fonctionnaires soviétiques russes envers les besoins et les nécessités des Républiques nationales. L'Etat soviétique multinational ne peut devenir réellement solide, et la collaboration des peuples dans son sein, réellement fraternelle, que si l'on extirpe résolument et sans retour ces survivances dans la pratique de nos institutions d'Etat. La situation dans une série de Républiques nationales (Ukraine, Biélorussie, Azerbaïdjan, Turkestan) se complique du fait qu'une partie considérable de la classe ouvrière, principal appui du pouvoir soviétique, appartient à la nationalité grande-russe. Dans ces régions, l'alliance entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, rencontre ce puissant obstacle que sont les vestiges du chauvinisme grand-russe, aussi bien dans les organismes du Parti que dans les institutions soviétiques. Dans ces conditions, les propos touchant les avantages de la culture russe et la formulation de la thèse relative à la victoire inévitable de la culture russe supérieure sur les cultures des peuples plus arriérés (ukrainienne, azerbaïdjanaise, ouzbek, kirghiz, etc.), ne sont rien autre qu'une tentative d'affermir la domination de la nationalité grande-russe. Aussi, la lutte résolue contre les survivances du chauvinisme grand-russe est-elle la première tâche immédiate de notre Parti.

(...)

Cet héritage consiste enfin dans les survivances du nationalisme au sein de toute une série de peuples, qui ont subi le pénible joug de l'oppression nationale et qui n'ont pas encore eu le temps de se libérer du sentiment des vieux griefs nationaux. L'expression pratique de ces survivances, c'est un certain isolement national et l'absence d'une pleine confiance des peuples autrefois opprimés à l'égard des mesures émanant des Russes. Toutefois, dans certaines Républiques composées de plusieurs nationalités, il n'est pas rare de voir ce nationalisme défensif se transformer en nationalisme offensif, en chauvinisme avéré de la nationalité plus forte, dirigé contre les nationalités faibles de ces Républiques. Le chauvinisme géorgien (en Géorgie),

dirigé contre les Arméniens, les Ossètes, les Adjars et les Abkhaz; le chauvinisme azerbaïdjanais (en Azerbaïdjan), dirigé contre les Arméniens; le chauvinisme ouzbek (Boukharie et Khorezm), dirigé contre les Turkmènes et les Kirghiz; le chauvinisme arménien, etc., — toutes ces variétés de chauvinisme, encouragées d'ailleurs par les conditions de la Nep et de la concurrence, constituent le plus grand mal, qui menace de transformer certaines Républiques nationales en une arène de querelles et de discordes. Inutile de dire que tous ces phénomènes entravent l'œuvre d'unification effective des peuples en un seul Etat. Pour autant que les survivances du nationalisme sont une forme particulière de défense contre le chauvinisme grand-russe, la lutte résolue contre le chauvinisme grand-russe est le moyen le plus sûr de venir à bout des survivances nationalistes. Mais pour autant que ces survivances se transforment en chauvinisme local, dirigé contre les groupes nationaux faibles dans les diverses Républiques, la lutte directe contre ces survivances est le devoir des membres du Parti. Aussi, la lutte contre les survivances nationalistes et, avant tout, contre les formes chauvines de ces survivances, est-elle la troisième tâche immédiate de notre Parti.

Mao Tsétoung, **Les Dix Grands Rapports**, (1956), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 318-319

Notre politique concernant le rapport entre les Hans et les minorités nationales est assez judicieuse et elle a pratiquement l'approbation des minorités nationales. Nous mettons l'accent sur la lutte contre le chauvinisme grand-han. Quant au nationalisme local, il est aussi à combattre, mais, en général, ce n'est pas là le point essentiel.

Nos minorités nationales ont une population peu nombreuse, mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Hans représentent 94 pour cent, c'est-à-dire la majorité écrasante, de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande partie du territoire? Ce sont les minorités nationales, qui occupent 50 à 60 pour cent de la superficie globale. Nous

disons que la Chine possède un vaste territoire, de riches ressources et une forte population; en réalité, ce sont les Hans qui ont "une forte population", et ce sont les minorités qui disposent d'"un vaste territoire et de riches ressources", pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de "riches ressources".

Les minorités nationales ont toutes contribué au développement de l'histoire de la Chine. Si la population est forte chez les Hans, cela est dû au mélange de nombreuses nationalités durant de longues périodes. Au cours de l'histoire, les dominateurs réactionnaires, et surtout ceux des Hans, avaient élevé des barrières de toutes sortes entre les différentes nationalités de notre pays et malmenaient les minorités. Il n'est pas facile d'en effacer rapidement les conséquences, même chez les masses laborieuses. C'est pourquoi nous devons développer largement et avec persévérance, parmi les cadres et les masses populaires, une éducation au sujet de la politique nationale prolétarienne. Il nous faut aussi examiner régulièrement le rapport entre les Hans et les minorités nationales. Un tel examen a été fait il y a deux ans, et maintenant il en faut un nouveau. Si le rapport est anormal, nous devons le réajuster consciencieusement, au lieu de nous contenter de belles paroles.

Il faut étudier attentivement quel système de gestion économique et quel système financier seront le mieux adaptés aux régions de minorités nationales.

Nous devons aider sincèrement et activement les minorités à développer l'édification économique et culturelle. En Union soviétique, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçon. L'air dans l'atmosphère, les forêts sur le sol, les richesses sous la terre sont autant de facteurs importants, nécessaires à l'édification socialiste. Or, tout facteur matériel ne peut être exploité et mis en valeur que par l'intermédiaire du facteur humain. Nous devons établir de bons rapports entre les Hans et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste.

• LA FUSION DES NATIONS APRES LA VICTOIRE MONDIALE DU COMMUNISME

Staline, J., "La Question nationale et le léninisme", (1929), in **La Question nationale et coloniale**, Editions Norman Bethune, Paris pp. 324-326

Il serait erroné de penser que la suppression des différences nationales et l'extinction des langues nationales se produiront aussitôt après la défaite de l'impérialisme mondial, d'un coup, sous forme, pour ainsi dire, d'un décret d'en haut. Rien n'est plus faux qu'une telle vue. S'efforcer de provoquer la fusion des nations par voie de décret d'en haut, par voie de contrainte, ce serait jouer le jeu des impérialistes, ruiner la cause de la libération des nations, et enterrer celle de l'organisation d'une coopération fraternelle entre les nations. Une telle politique équivaudrait à la politique d'assimilation.

Vous savez certainement que la politique d'assimilation est absolument exclue de l'arsenal du marxisme-léninisme, en tant que politique antipopulaire et contre-révolutionnaire, en tant que politique funeste.

Vous savez en outre que les nations et les langues nationales se distinguent par une stabilité exceptionnelle et une force de résistance colossale à la politique d'assimilation. Les assimilateurs turcs — les plus cruels de tous les assimilateurs — ont tourmenté et déchiré les nations balkaniques pendant des centaines d'années, non seulement sans réussir à les supprimer, mais en se trouvant finalement contraints de capituler. Les russificateurs de la Russie tsariste et les germanisateurs de l'Allemagne prussienne, qui ne le cédaient guère en cruauté aux assimilateurs turcs, ont déchiré et écartelé pendant plus de cent ans la nation polonaise, de même que les assimilateurs persans et turcs, pendant des centaines d'années, ont déchiré, écartelé et exterminé les nations arménienne et géorgienne : non seulement ils n'ont pas réussi à détruire ces nations, mais, au contraire, ils se sont trouvés aussi contraints de capituler.

Il faut tenir compte de toutes ces circonstances pour prévoir exactement la marche vraisemblable des événements du point de vue de l'évolution des nations, aussitôt après la défaite de l'impérialisme mondial.

On aurait tort de croire que la première étape de la

période de la dictature mondiale du prolétariat marquera le début de l'extinction des nations et des langues nationales, le début de la constitution d'une langue commune unique. Au contraire, cette première étape, au cours de laquelle sera définitivement liquidée l'oppression nationale, sera l'étape de l'essor et de l'éclosion des nations précédemment opprimées et des langues nationales, l'étape de la confirmation de l'égalité des droits entre les nations, l'étape de la liquidation de la méfiance nationale mutuelle, l'étape de l'institution et du resserrement des liens internationaux entre les nations.

C'est seulement pendant la deuxième étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat, à mesure que s'instituera une économie mondiale socialiste unifiée — à la place de l'économie capitaliste mondiale — c'est seulement à cette étape que commencera de s'instituer quelque chose dans le genre d'une langue commune, car c'est seulement à cette étape que les nations ressentiront la nécessité de posséder, à côté de leurs langues nationales, une langue internationale commune pour la facilité des relations et pour la facilité de leur coopération économique, politique et culturelle. Par conséquent, à cette étape, des langues nationales et une langue internationale commune existeront parallèlement. Il est possible qu'au début il ne se crée pas un seul centre économique mondial pour toutes les nations, avec une langue commune unique, mais plusieurs centres économiques zonaux pour des groupes de nations distincts, avec une langue commune pour chaque groupe; et c'est seulement par la suite que ces centres s'unifieront en un seul centre mondial commun d'économie socialiste, avec une seule langue commune pour toutes les nations.

C'est seulement à l'étape suivante de la période de la dictature mondiale du prolétariat, quand le système mondial d'économie socialiste se sera suffisamment renforcé et que le socialisme sera entré dans la nature même des peuples, quand les nations se seront convaincues par la pratique des avantages d'une langue commune sur les langues nationales, c'est seulement alors que les différences nationales commenceront de s'éteindre, cédant la place à une langue mondiale commune pour tous.

Tel est, pour moi, le tableau approximatif de l'avenir

des nations, le tableau du développement des nations sur la voie de leur fusion dans l'avenir.

10B Lectures complémentaires

Staline, J., **Les facteurs nationaux dans l'édification du Parti et de l'Etat**, (1923), (in Le marxisme et la question nationale et coloniale), Editions Norman Bethune, Paris, pp. 168-196 (Sur la place de la question nationale dans l'édification socialiste.)

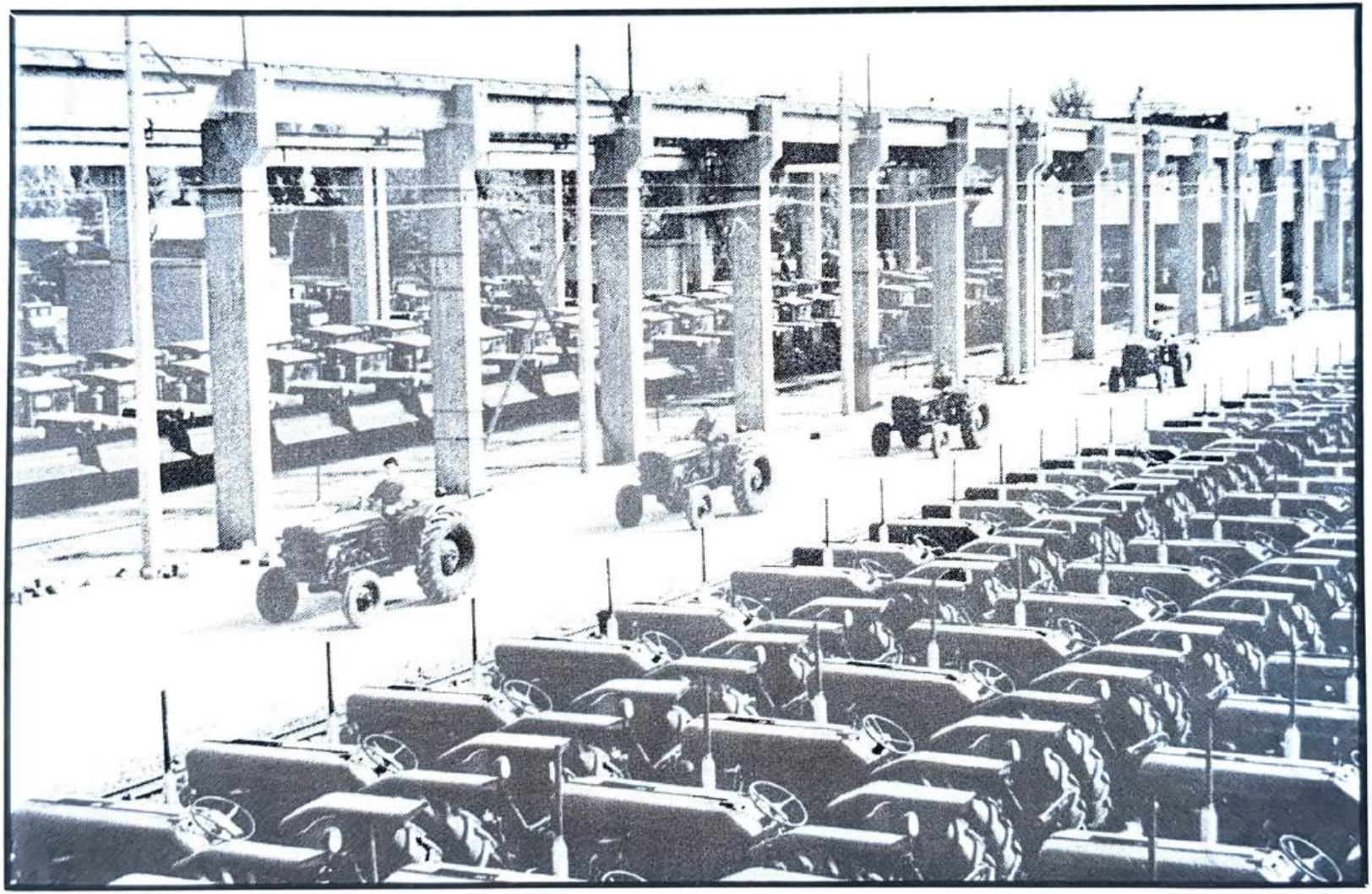
Staline, J., **A propos des déviations dans la question nationale** (1930), et **A propos des déviations vers le nationalisme** (1934) in Le marxisme et la question nationale et coloniale, Editions Norman Bethune, pp. 332-346 (Critique du chauvinisme de grande nation et du nationalisme étroit)

10B Questions

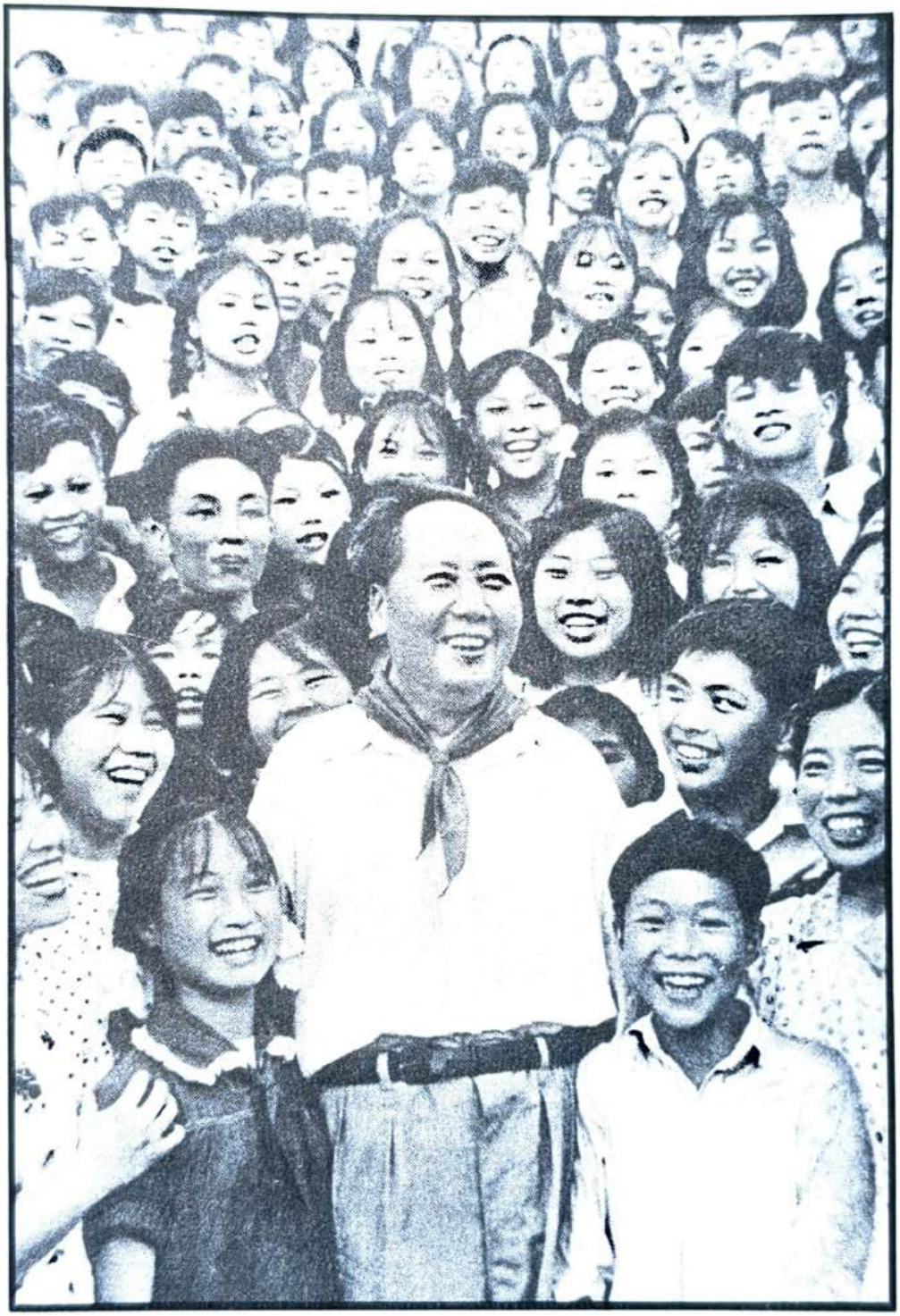
1) Quelle est la définition marxiste de la nation? Comment la nation québécoise remplit-elle ces critères?

2) Quelle est la différence entre les nations sous le capitalisme et les nations sous le socialisme? Quand les nations fusionnent-elles? Quelle est la différence entre la fusion des nations et l'assimilation d'une nation par une autre?

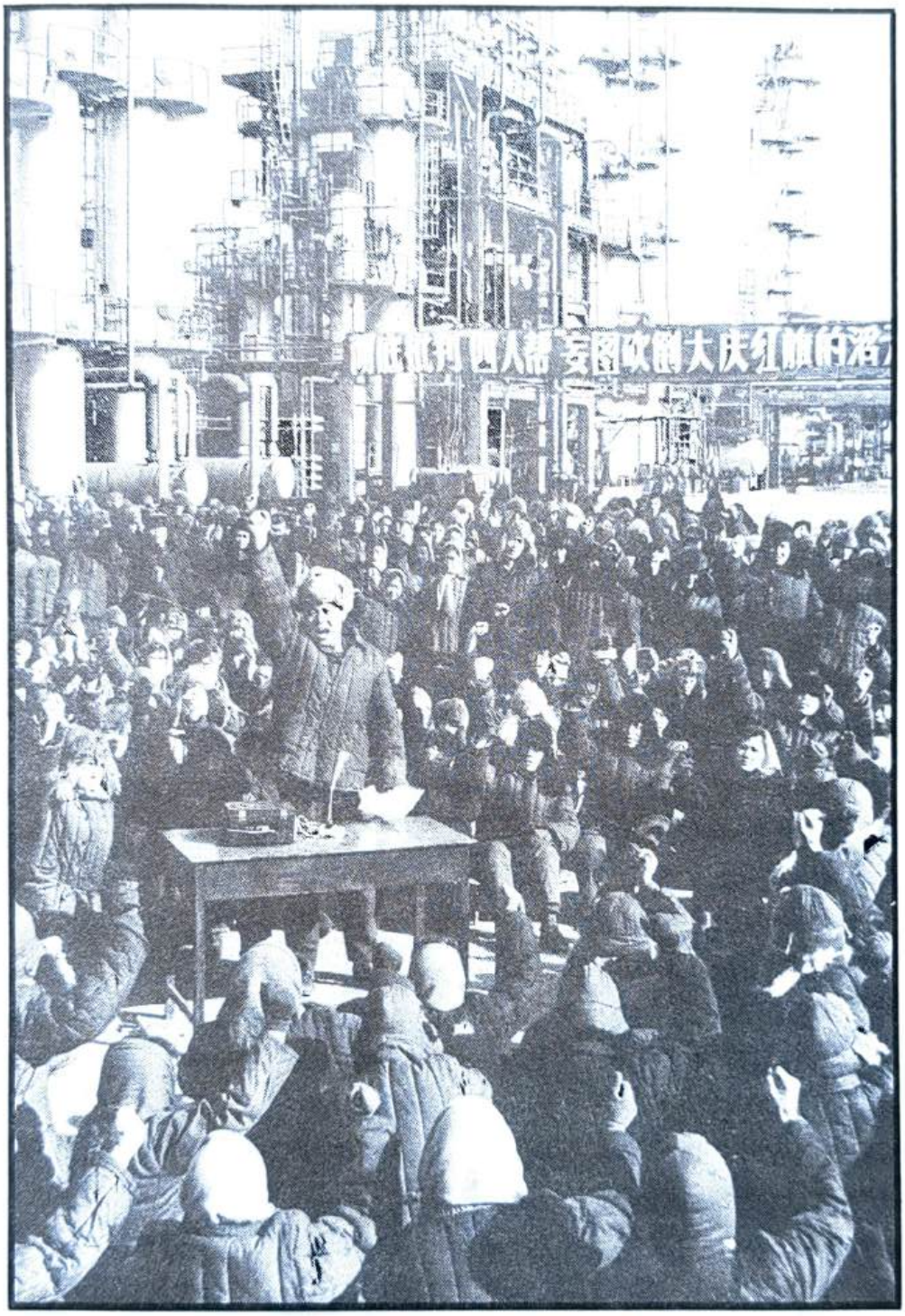
3) Quelles sont les tâches des communistes dans la lutte contre le chauvinisme de grande nation et le nationalisme étroit? Quel est le rapport entre ces deux déviations? Comment ces conceptions bourgeoises se manifestent-elles au Canada aujourd'hui?



La construction du socialisme implique l'édification de la grande industrie, la collectivisation et la mécanisation de l'agriculture et l'amélioration de la vie des masses. Ici on voit l'usine de tracteurs Toungfanghoung, à Loyang, dans le Hounan en Chine.



Les communistes doivent se lier aux masses, apprendre d'elles et les servir. Ici on voit le président Mao entouré des professeurs et des élèves de l'école de Chaochan, en 1959.



Les ouvriers du champ pétrolifère de Taking, à l'avant-garde sur le front industriel en Chine, mènent la lutte, avec tout le peuple chinois, contre le révisionnisme en dénonçant les crimes de la Bande des Quatre.

"Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimées, unissez-vous" — tel est le mot d'ordre de l'Internationalisme prolétarien. Ici on voit Lénine à la première réunion du 1er Congrès de la IIIe Internationale, à Moscou en 1919.

11

La conception marxiste du monde

INTRODUCTION

La conception du monde du matérialisme dialectique et historique est le noyau, le coeur même du marxisme-léninisme, la conception scientifique et révolutionnaire du développement de l'histoire, de la société, de la pensée et de la nature.

Mao Tsétoung explique le principe de base de la pensée marxiste lorsqu'il dit que "les hommes n'ont d'autre critère de la vérité de leur connaissance du monde extérieur que leur pratique sociale". Il précise que cette pratique sociale comprend trois éléments: la lutte de classes, la lutte pour la production, et l'expérimentation scientifique. C'est l'aspect matérialiste de la philosophie marxiste: les idées justes proviennent des faits et de la pratique sociale.

Mais les idées justes une fois formulées sont confrontées à la pratique, agissent sur les faits et

transforment le monde. C'est l'aspect dialectique de la pensée marxiste : les idées justes retournent dans la pratique révolutionnaire pour la transformation du monde. C'est pourquoi la philosophie marxiste, qui définit le mode de pensée des communistes, est appelé matérialisme dialectique.

Appliquée à l'histoire des sociétés, cette théorie est appelée matérialisme historique. Elle explique que la base même de la société, c'est l'économie, le système et les techniques par lesquels les hommes et les femmes sont organisés dans la production. A partir de cette base économique s'élève une superstructure politique et idéologique qui reflète, d'une manière fort complexe et parfois déformée, la réalité de cette base. "Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience." (**Marx,** Introduction et préface à la Critique de l'économie politique)

Le matérialisme historique étudie le rapport entre la base et la superstructure pour chaque système de production, et leur bouleversement par la lutte de classes. A un stade donné du développement économique, chaque système doit céder la place, par la révolution politique, à un autre, plus avancé et seul capable de développer l'économie et la vie sociale. C'est là la base même de l'inévitabilité de la révolution socialiste qui condamne le système capitaliste de crise, l'exploitation de l'homme par l'homme, et va le jeter dans les poubelles de l'histoire.

Ces deux éléments, le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, sont les racines de l'arbre du marxisme-léninisme, et tous les principes que nous étudions dans ce manuel de formation sont les branches qui en sont issues.

A. Le matérialisme dialectique

• L'IMPORTANCE DE LA PRATIQUE COMME CRITERE DE LA VERITE

Mao Tsétoung, **De la pratique**, (1937), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 329-331 *

Le matérialisme prémarxiste considérait le problème de la connaissance sans tenir compte de la nature sociale des hommes, sans tenir compte du développement historique de l'humanité et, pour cette raison, il était impuissant à comprendre que la connaissance dépend de la pratique sociale, c'est-à-dire qu'elle dépend de la production et de la lutte des classes.

Les marxistes estiment, au premier chef, que l'activité de production des hommes constitue la base même de leur activité pratique, qu'elle détermine toute autre activité. Dans leur connaissance, les hommes dépendent essentiellement de leur activité de production matérielle, au cours de laquelle ils appréhendent progressivement les

* Il a existé dans notre Parti des camarades, tenants du dogmatisme, qui, pendant longtemps, ont rejeté l'expérience de la révolution chinoise, nié cette vérité que "le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action", et n'ont fait qu'effrayer les gens à l'aide de mots et de phrases isolés, extraits au petit bonheur des textes marxistes. Il a existé également d'autres camarades, tenants de l'empirisme, qui, pendant longtemps, se sont cramponnés à leur expérience personnelle, limitée, sans comprendre l'importance de la théorie pour la pratique révolutionnaire ni voir la situation de la révolution dans son ensemble. Ils ont eu beau travailler avec zèle, leur travail se faisait à l'aveuglette. Les conceptions erronées de ces deux groupes de camarades, en particulier les conceptions dogmatiques, ont causé, au

phénomènes de la nature, ses propriétés, ses lois, ainsi que les rapports de l'homme avec la nature; et par leur activité de production, ils apprennent également à connaître, à des degrés différents et d'une manière progressive, les rapports déterminés existant entre les hommes. De toutes ces connaissances, aucune ne saurait s'acquérir en dehors de l'activité de production. Dans la société sans classes, tout individu, en tant que membre de cette société, joint ses efforts à ceux des autres membres, entre avec eux dans des rapports de production déterminés et se livre à l'activité de production en vue de résoudre les problèmes relatifs à la vie matérielle des hommes. Dans les sociétés de classes, les membres des différentes classes entrent également, sous des formes variées, dans des rapports de production déterminés, se livrent à une activité de production dirigée vers la solution des problèmes relatifs à la vie matérielle des hommes. C'est là l'origine même du développement de la connaissance humaine.

La pratique sociale des hommes ne se limite pas à la seule activité de production; elle revêt encore beaucoup d'autres formes: lutte des classes, vie politique, activités scientifiques et artistiques; bref, en tant qu'être social, l'homme participe à tous les domaines de la vie pratique de la société. C'est ainsi que dans son effort de connaissance, il appréhende, à des degrés divers, non seulement dans la vie matérielle, mais également dans la vie politique et culturelle (qui est étroitement liée à la vie matérielle), les différents rapports entre les hommes. Parmi ces autres formes de pratique sociale, la lutte des classes, sous ses diverses manifestations, exerce en particulier une influence profonde sur le développement de la connaissance humaine. Dans la société de classes, chaque homme occupe une position de classe déterminée et il n'existe aucune pensée qui ne porte une empreinte de classe.

Les marxistes estiment que l'activité de production de la société

---

cours des années 1931-1934, un préjudice énorme à la révolution chinoise. En outre, les dogmatiques, parés de la toge marxiste, ont induit en erreur nombre de nos camarades. Le présent ouvrage a pour but de dénoncer, en partant des positions de la théorie marxiste de la connaissance, les erreurs subjectivistes commises par les partisans du dogmatisme et de l'empirisme, et en particulier du dogmatisme, au sein de notre Parti. Comme l'accent est mis sur la dénonciation de cette variété du subjectivisme, le dogmatisme, qui méprise la pratique, cet ouvrage est intitulé *De la pratique*. Les conceptions développées ici par le camarade Mao Tsé-toung ont été exposées dans un cycle de conférences qu'il a faites à l'Ecole militaire et politique antijaponaise de Yenan.

humaine se développe pas à pas, des degrés inférieurs aux degrés supérieurs; en conséquence, la connaissance qu'ont les hommes, soit de la nature soit de la société, se développe aussi pas à pas, de l'inférieur au supérieur, c'est-à-dire du superficiel à ce qui est en profondeur, de l'unilatéral au multilatéral. Au cours d'une très longue période historique, les hommes n'ont pu comprendre l'histoire de la société que d'une manière unilatérale, parce que, d'une part, les préjugés des classes exploiteuses déformaient constamment l'histoire de la société, et que, d'autre part, l'échelle réduite de la production limitait l'horizon des hommes. C'est seulement lorsque le prolétariat moderne est apparu en même temps que des forces productives gigantesques — la grande industrie — que les hommes ont pu atteindre à une compréhension historique complète du développement de la société et transformer cette connaissance en une science, la science marxiste.

Les marxistes estiment que les hommes n'ont d'autre critère de la vérité de leur connaissance du monde extérieur que leur pratique sociale. Car, en fait, c'est seulement en arrivant, dans la pratique sociale (dans le processus de la production matérielle, de la lutte des classes, des expériences scientifiques), aux résultats qu'ils attendent que les hommes reçoivent la confirmation de la vérité de leurs connaissances. S'ils veulent obtenir des succès dans leur travail, c'est-à-dire arriver aux résultats attendus, ils doivent faire en sorte que leurs idées correspondent aux lois du monde extérieur objectif; si tel n'est pas le cas, ils échouent dans la pratique. Après avoir subi un échec, ils en tirent la leçon, modifient leurs idées de façon à les faire correspondre aux lois du monde extérieur et peuvent ainsi transformer l'échec en succès; c'est ce qu'expriment les maximes: "La défaite est la mère du succès" et "Chaque insuccès nous rend plus avisés". La théorie matérialiste-dialectique de la connaissance met la pratique à la première place; elle estime que la connaissance humaine ne peut, en aucune manière, être coupée de la pratique et rejette toutes ces théories erronées qui nient l'importance de la pratique et coupent la connaissance de la pratique. Lénine a dit: "*La pratique est supérieure à la connaissance (théorique)*, car elle a la dignité non seulement du général, mais aussi du réel immédiat*." La philosophie marxiste — le matérialisme dialectique — a deux particularités éviden-

* V. I. Lénine: "Résumé de *La Science de la logique* de Hegel".

tes. La première, c'est son caractère de classe: elle affirme ouvertement que le matérialisme dialectique sert le prolétariat; la seconde, c'est son caractère pratique: elle met l'accent sur le fait que la théorie dépend de la pratique, que la théorie se fonde sur la pratique et, à son tour, sert la pratique. La vérité d'une connaissance ou d'une théorie est déterminée non par une appréciation subjective, mais par les résultats objectifs de la pratique sociale. Le critère de la vérité ne peut être que la pratique sociale. Le point de vue de la pratique, c'est le point de vue premier, fondamental de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance*.

• LES IDEES JUSTES SONT LE FRUIT DE LA LUTTE DE CLASSES, DE LA LUTTE POUR LA PRODUCTION ET POUR L'EXPERIMENTATION SCIENTIFIQUE.

Mao Tsétoung, D'où viennent les idées justes?, (1963), in Textes choisis, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 544-546 **

D'où viennent les idées justes? Tombent-elles du ciel? Non. Sont-elles innées? Non. Elles ne peuvent venir que de la pratique sociale, de trois sortes de pratique sociale: la lutte pour la production, la lutte de classes et l'expérimentation scientifique. L'existence sociale des hommes détermine leur pensée. Et les idées justes qui sont le propre d'une classe d'avant-garde deviennent, dès qu'elles pénètrent les masses, une force matérielle capable de transformer la société et le monde. Engagés dans des

---

* Voir K. Marx: "Thèses sur Feuerbach" et V. I. Lénine: *Matérialisme et empiriocriticisme*, chapitre II, section 6.

** Le présent article est un passage écrit par le camarade Mao Tsétoung et extrait de la "Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur quelques questions touchant le travail actuel à la campagne" (Projet), élaborée sous sa direction.

luttes diverses au cours de leur pratique sociale, les hommes acquièrent une riche expérience, qu'ils tirent de leurs succès comme de leurs revers. D'innombrables phénomènes du monde extérieur objectif sont reflétés dans le cerveau par le canal des cinq organes des sens — la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher; ainsi se constitue, au début, la connaissance sensible. Quand ces données sensibles se sont suffisamment accumulées, il se produit un bond par lequel elles se transforment en connaissance rationnelle, c'est-à-dire en idées. C'est là un processus de la connaissance. C'est le premier degré du processus général de la connaissance, le degré du passage de la matière, qui est objective, à l'esprit, qui est subjectif, de l'être à la pensée. A ce degré, il n'est pas encore prouvé que l'esprit ou la pensée (donc les théories, la politique, les plans, les moyens d'action envisagés) reflètent correctement les lois du monde objectif; il n'est pas encore possible de déterminer s'ils sont justes ou non. Vient ensuite le second degré du processus de la connaissance, le degré du passage de l'esprit à la matière, de la pensée à l'être: il s'agit alors d'appliquer dans la pratique sociale la connaissance acquise au cours du premier degré, pour voir si ces théories, politique, plans, moyens d'action, etc. produisent les résultats attendus. En général, est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue; cela est vrai surtout de la lutte des hommes contre la nature. Dans la lutte sociale, les forces qui représentent la classe d'avant-garde subissent parfois des revers, non qu'elles aient des idées fausses, mais parce que, dans le rapport des forces qui s'affrontent, elles sont temporairement moins puissantes que les forces de la réaction; de là viennent leurs échecs provisoires, mais elles finissent toujours par triompher. En passant par le creuset de la pratique, la connaissance humaine fait donc un autre bond, d'une plus grande signification encore que le précédent. Seul, en effet, ce bond permet d'éprouver la valeur du premier, c'est-à-dire de s'assurer si les idées, théories, politique, plans, moyens d'action, etc. élaborés au cours du processus de réflexion du monde objectif sont justes ou faux; il n'y a pas d'autre moyen de faire l'épreuve de la vérité. Or, si le prolétariat cherche à connaître le monde,

c'est pour le transformer; il n'a point d'autre but. Pour que s'achève le mouvement qui conduit à une connaissance juste, il faut souvent mainte répétition du processus consistant à passer de la matière à l'esprit, puis de l'esprit à la matière, c'est-à-dire de la pratique à la connaissance, puis de la connaissance à la pratique. Telle est la théorie marxiste de la connaissance, la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance. Mais, parmi nos camarades, beaucoup ne comprennent pas encore cette théorie. Si on leur demande d'où viennent leurs idées, opinions, politique, méthodes, plans, conclusions, d'où viennent leurs discours interminables et leurs articles prolixes, ils trouvent la question étrange et ne savent que répondre. Et ces bonds par lesquels la matière se transforme en esprit et l'esprit en matière, phénomène ordinaire de la vie quotidienne, restent tout aussi incompréhensibles pour eux. Il faut donc enseigner à nos camarades la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance, afin qu'ils sachent s'orienter dans leurs idées, faire des enquêtes et des recherches et dresser le bilan de leur expérience, qu'ils puissent surmonter les difficultés, éviter autant que possible de commettre des erreurs, faire bien leur travail, contribuer de toutes leurs forces à édifier un grand et puissant pays socialiste et enfin aider les masses opprimées et exploitées du monde en vue d'accomplir le noble devoir internationaliste qui nous incombe.

• L'ECART ENTRE LES IDEES ET LA REALITE EST LA SOURCE IDEOLOGIQUE DE L'OPPORTUNISME

Mao Tsétoung, De la pratique, (1937), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 342-344

Il arrive souvent, néanmoins, que les idées retardent sur la réalité, et cela parce que la connaissance humaine se trouve limitée par de

nombreuses conditions sociales. Nous luttons dans nos rangs révolutionnaires contre les entêtés dont les idées ne suivent pas le rythme des modifications de la situation objective, ce qui, dans l'histoire, s'est manifesté sous la forme de l'opportunisme de droite. Ces gens ne voient pas que la lutte des contraires a déjà fait avancer le processus objectif alors que leur connaissance en reste encore au degré précédent. Cette particularité est propre aux idées de tous les entêtés. Leurs idées sont coupées de la pratique sociale, et ils ne savent pas marcher devant le char de la société pour le guider, ils ne font que se traîner derrière, se plaignant qu'il aille trop vite et essayant de le ramener en arrière ou de le faire rouler en sens inverse.

Nous sommes également contre les phraseurs "de gauche". Leurs idées s'aventurent au-delà d'une étape de développement déterminée du processus objectif: les uns prennent leurs fantaisies pour des réalités, d'autres essaient de réaliser de force, dans le présent, des idéaux qui ne sont réalisables que dans l'avenir; leurs idées, coupées de la pratique actuelle de la majorité des gens, coupées de la réalité actuelle, se traduisent dans l'action par l'aventurisme.

L'idéalisme et le matérialisme mécaniste, l'opportunisme et l'aventurisme se caractérisent par la rupture entre le subjectif et l'objectif, par la séparation de la connaissance et de la pratique. La théorie marxiste-léniniste de la connaissance, qui se distingue par la pratique sociale scientifique, doit forcément livrer un combat résolu contre ces conceptions erronées. Les marxistes reconnaissent que, dans le processus général, absolu du développement de l'univers, le développement de chaque processus particulier est relatif, et que, par conséquent, dans le flot infini de la vérité absolue, la connaissance qu'ont les hommes d'un processus particulier à chaque degré de son développement n'est qu'une vérité relative. De la somme d'innombrables vérités relatives se constitue la vérité absolue *. Dans son développement, un processus objectif est plein de contradictions et de luttes, il en est de même d'un mouvement de la connaissance humaine. Tout mouvement dialectique dans le monde objectif trouve, tôt ou tard, son reflet dans la connaissance humaine. Dans la pratique sociale, le processus d'apparition, de développement et de disparition est infini, également infini est le processus d'apparition, de développement et de disparition dans la connaissance humaine. Puisque la pratique

* Voir V. I. Lénine: *Matérialisme et empiriocriticisme*, chapitre II, section 5.

des hommes, qui transforme la réalité objective suivant des idées, des théories, des plans, des projets déterminés, avance toujours, leur connaissance de la réalité objective n'a pas de limites. Le mouvement de transformation, dans le monde de la réalité objective, n'a pas de fin, et l'homme n'a donc jamais fini de connaitre la vérité dans le processus de la pratique. Le marxisme-léninisme n'a nullement épuisé la vérité; sans cesse, dans la pratique, il ouvre la voie à la connaissance de la vérité. Notre conclusion est l'unité historique, concrète, du subjectif et de l'objectif, de la théorie et de la pratique, du savoir et de l'action; nous sommes contre toutes les conceptions erronées, "de gauche" ou de droite, coupées de l'histoire concrète.

A l'époque actuelle du développement social, l'histoire a chargé le prolétariat et son parti de la responsabilité d'acquérir une juste connaissance du monde et de le transformer. Ce processus, la pratique de transformation du monde, processus déterminé par la connaissance scientifique, est arrivé à un moment historique, en Chine comme dans le monde entier, à un moment d'une haute importance, sans précédent dans l'histoire de l'humanité — le moment de dissiper complètement les ténèbres en Chine comme dans le monde entier, et de transformer notre monde en un monde radieux, tel qu'on n'en a jamais connu. La lutte du prolétariat et du peuple révolutionnaire pour la transformation du monde implique la réalisation des tâches suivantes: la transformation du monde objectif comme celle du monde subjectif de chacun — la transformation des capacités cognitives de chacun comme celle du rapport existant entre le monde subjectif et le monde objectif. Cette transformation a déjà commencé sur une partie du globe, en Union soviétique. On y accélère actuellement le processus. Le peuple chinois et les peuples du monde entier sont engagés dans ce processus de transformation ou le seront. Et le monde objectif à transformer inclut tous les adversaires de cette transformation; ils doivent passer par l'étape de la contrainte avant de pouvoir aborder l'étape de la transformation consciente. L'époque où l'humanité entière entreprendra de façon consciente sa propre transformation et la transformation du monde sera celle du communisme mondial.

Par la pratique découvrir les vérités, et encore par la pratique confirmer les vérités et les développer. Partir de la connaissance sensible pour s'élever activement à la connaissance rationnelle, puis partir de la connaissance rationnelle pour diriger activement la pratique révolutionnaire afin de transformer le monde subjectif et objectif. La

pratique, la connaissance, puis de nouveau la pratique et la connaissance. Cette forme cyclique n'a pas de fin, et de plus, à chaque cycle, le contenu de la pratique et de la connaissance s'élève à un niveau supérieur. Telle est dans son ensemble la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance, telle est la conception que se fait le matérialisme dialectique de l'unité du savoir et de l'action.

• LES DEUX CONCEPTIONS DU MONDE: LE MATERIALISME DIALECTIQUE ET L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

Mao Tsétoung, De la contradiction, (1937), in Oeuvres choisies, Tome, I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 348-352

Dans l'histoire de la connaissance humaine, il a toujours existé deux conceptions des lois du développement du monde: l'une est métaphysique, l'autre dialectique; elles constituent deux conceptions du monde opposées. Lénine dit:

> Les deux concepts fondamentaux (ou les deux possibles? ou les deux concepts donnés par l'histoire?) du développement (de l'évolution) sont: le développement en tant que diminution et augmentation, en tant que répétition, *et* le développement en tant qu'unité des contraires (dédoublement de ce qui est un, en contraires qui s'excluent mutuellement, et rapports entre eux) *.

Lénine parle justement ici de ces deux conceptions différentes du monde.

Pendant une longue période de l'histoire, le mode de pensée métaphysique, propre à la conception idéaliste du monde, a occupé, en Chine comme en Europe, une place dominante dans l'esprit des gens.

---

* V. I. Lénine: "A propos de la dialectique".

En Europe, le matérialisme lui-même, au début de l'existence de la bourgeoisie, a été métaphysique. Du fait que toute une série d'Etats européens sont entrés, au cours de leur développement social et économique, dans la phase d'un capitalisme hautement développé, que les forces productives, la lutte des classes et la science ont atteint un niveau de développement sans précédent dans l'histoire et que le prolétariat industriel est devenu la plus grande force motrice de l'histoire, est née la conception marxiste, matérialiste dialectique, du monde. Dès lors, au sein de la bourgeoisie, on a vu apparaître, à côté d'un idéalisme réactionnaire patent, nullement camouflé, un évolutionnisme vulgaire opposé à la dialectique matérialiste.

La métaphysique, ou l'évolutionnisme vulgaire, considère toutes les choses dans le monde comme isolées, en état de repos; elle les considère unilatéralement. Une telle conception du monde fait regarder toutes les choses, tous les phénomènes du monde, leurs formes et leurs catégories comme éternellement isolés les uns des autres, comme éternellement immuables. Si elle reconnaît les changements, c'est seulement comme augmentation ou diminution quantitatives, comme simple déplacement. Et les causes d'une telle augmentation, d'une telle diminution, d'un tel déplacement, elle ne les fait pas résider dans les choses ou les phénomènes eux-mêmes, mais en dehors d'eux, c'est-à-dire dans l'action de forces extérieures. Les métaphysiciens estiment que les différentes choses, les différents phénomènes dans le monde ainsi que leur caractère spécifique restent immuables dès le commencement de leur existence, et que leurs modifications ultérieures ne sont que des augmentations ou des diminutions quantitatives. Ils estiment qu'une chose ou un phénomène ne peut que se reproduire indéfiniment et ne peut pas se transformer en quelque chose d'autre, de différent. Selon eux, tout ce qui caractérise la société capitaliste: l'exploitation, la concurrence, l'individualisme, etc. se rencontre également dans la société esclavagiste de l'antiquité, voire dans la société primitive, et existera éternellement, immuablement. Les causes du développement de la société, ils les expliquent par des conditions extérieures à la société: le milieu géographique, le climat, etc. Ils tentent d'une façon simpliste de trouver les causes du développement en dehors des choses et des phénomènes eux-mêmes, niant cette thèse de la dialectique matérialiste selon laquelle le développement des choses et des phénomènes est suscité par leurs contradictions internes. C'est pourquoi ils ne sont pas en mesure d'expliquer la diversité qualitative

des choses et des phénomènes et la transformation d'une qualité en une autre. Cette pensée, en Europe, a trouvé son expression aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles dans le matérialisme mécaniste, puis, à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, dans l'évolutionnisme vulgaire. En Chine, la pensée métaphysique qui s'exprimait dans les mots "Le ciel est immuable, immuable est le Tao"* a été défendue longtemps par la classe féodale décadente au pouvoir. Quant au matérialisme mécaniste et à l'évolutionnisme vulgaire, importés d'Europe dans les cent dernières années, ils ont trouvé leurs tenants dans la bourgeoisie.

Contrairement à la conception métaphysique du monde, la conception matérialiste-dialectique veut que l'on parte, dans l'étude du développement d'une chose ou d'un phénomène, de son contenu interne, de ses relations avec d'autres choses ou d'autres phénomènes, c'est-à-dire que l'on considère le développement des choses ou des phénomènes comme leur mouvement propre, nécessaire, interne, chaque chose, chaque phénomène étant d'ailleurs, dans son mouvement, en liaison et en interaction avec les autres choses, les autres phénomènes qui l'environnent. La cause fondamentale du développement des choses et des phénomènes n'est pas externe, mais interne; elle se trouve dans les contradictions internes des choses et des phénomènes eux-mêmes. Toute chose, tout phénomène implique ces contradictions d'où procèdent son mouvement et son développement.

Ces contradictions, inhérentes aux choses et aux phénomènes, sont la cause fondamentale de leur développement, alors que leur liaison mutuelle et leur action réciproque n'en constituent que les causes secondes. Ainsi donc, la dialectique matérialiste a combattu énergiquement la théorie métaphysique de la cause externe, de l'impulsion extérieure, propre au matérialisme mécaniste et à l'évolutionnisme vulgaire. Il est clair que les causes purement externes sont seulement capables de provoquer le mouvement mécanique des choses et des phénomènes, c'est-à-dire les modifications de volume, de quantité, et qu'elles ne peuvent expliquer pourquoi les choses et les phénomènes sont d'une diversité qualitative infinie, pourquoi ils passent d'une qualité à une autre. En fait, même le mouvement mécanique, provoqué par une impulsion extérieure, se réalise par

* Paroles de Tong Tchong-chou (179-104 av. J.-C.), célèbre représentant du confucianisme sous la dynastie des Han.

l'intermédiaire des contradictions internes des choses et des phénomènes. Dans le monde végétal et animal, la simple croissance, le développement quantitatif sont aussi provoqués principalement par les contradictions internes. De même, le développement de la société est dû surtout à des causes internes et non externes. On voit des pays qui se trouvent dans des conditions géographiques et climatiques quasi identiques se développer d'une manière très différente et très inégale. Il arrive que dans un seul et même pays de grands changements se produisent dans la société sans que soient modifiés le milieu géographique et le climat. La Russie impérialiste est devenue l'Union soviétique socialiste, et le Japon féodal, fermé au monde extérieur, est devenu le Japon impérialiste, bien que la géographie et le climat de ces pays n'aient subi aucune modification. La Chine, longtemps soumise au régime féodal, a connu de grands changements au cours des cent dernières années; elle évolue maintenant vers une Chine nouvelle, émancipée et libre; et pourtant ni la géographie ni le climat de la Chine ne se sont modifiés. Certes, des changements se produisent dans la géographie et le climat de tout le globe terrestre et de chacune de ses parties, mais ils sont insignifiants en comparaison de ceux de la société; les premiers demandent des dizaines de milliers d'années pour se manifester, tandis que pour les seconds, il suffit de millénaires, de siècles, de décades, voire de quelques années ou quelques mois seulement (en période de révolution). Selon le point de vue de la dialectique matérialiste, les changements dans la nature sont dus principalement au développement de ses contradictions internes. Ceux qui interviennent dans la société proviennent surtout du développement des contradictions à l'intérieur de la société, c'est-à-dire des contradictions entre les forces productives et les rapports de production, entre les classes, entre le nouveau et l'ancien. Le développement de ces contradictions fait avancer la société, amène le remplacement de la vieille société par la nouvelle. La dialectique matérialiste exclut-elle les causes externes? Nullement. Elle considère que les causes externes constituent la condition des changements, que les causes internes en sont la base, et que les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes. L'œuf qui a reçu une quantité appropriée de chaleur se transforme en poussin, mais la chaleur ne peut transformer une pierre en poussin, car leurs bases sont différentes. Les différents peuples agissent constamment les uns sur les autres. A l'époque du capitalisme, en particulier à l'époque de

l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, l'action exercée et l'effet produit par les différents pays les uns sur les autres dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture sont énormes. La Révolution socialiste d'Octobre a ouvert une ère nouvelle non seulement dans l'histoire de la Russie, mais aussi dans celle du monde entier; elle a influé sur les changements internes dans différents pays, et aussi, avec une intensité particulière, sur les changements internes en Chine. Mais les modifications qui en ont résulté se sont produites par l'intermédiaire des lois internes propres à ces pays, propres à la Chine. De deux armées aux prises, l'une est victorieuse, l'autre est défaite: cela est déterminé par des causes internes. La victoire est due soit à la puissance de l'armée, soit à la justesse de vue de son commandement; la défaite tient soit à la faiblesse de l'armée, soit aux erreurs commises par son commandement; c'est par l'intermédiaire des causes internes que les causes externes produisent leur effet. En Chine, si la grande bourgeoisie a vaincu en 1927 le prolétariat, c'est grâce à l'opportunisme qui se manifestait au sein même du prolétariat chinois (à l'intérieur du Parti communiste chinois). Lorsque nous en eûmes fini avec cet opportunisme, la révolution chinoise reprit son essor. Plus tard, elle a de nouveau sérieusement souffert des coups infligés par l'ennemi, cette fois à la suite des tendances aventuristes apparues au sein de notre Parti. Et quand nous eûmes liquidé cet aventurisme, notre cause recommença à progresser. Il s'ensuit que pour conduire la révolution à la victoire, un parti doit s'appuyer sur la justesse de sa ligne politique et la solidité de son organisation.

La conception dialectique du monde apparaît en Chine et en Europe dès l'antiquité. Toutefois, la dialectique des temps anciens avait quelque chose de spontané, de primitif; en raison des conditions sociales et historiques d'alors, elle ne pouvait encore constituer un système théorique, donc expliquer le monde sous tous ses aspects, et elle fut remplacée par la métaphysique. Le célèbre philosophe allemand Hegel, qui a vécu à la fin du XVIII^{e} siècle et au début du XIX^{e}, a apporté une très importante contribution à la dialectique; toutefois, sa dialectique était idéaliste. C'est seulement lorsque Marx et Engels, les grands protagonistes du mouvement prolétarien, eurent généralisé les résultats positifs obtenus par l'humanité au cours du développement de la connaissance et qu'ils eurent, en particulier, repris dans un esprit critique les éléments rationnels de la dialectique

de Hegel et créé la grande théorie du matérialisme dialectique et historique qu'une révolution sans précédent se produisit dans l'histoire de la connaissance humaine. Cette théorie fut développée plus tard par Lénine et Staline. Dès qu'elle pénétra en Chine, elle provoqua d'immenses changements dans la pensée chinoise.

La conception dialectique du monde nous apprend surtout à observer et à analyser le mouvement contradictoire dans les différentes choses, les différents phénomènes, et à déterminer, sur la base de cette analyse, les méthodes propres à résoudre les contradictions. C'est pourquoi la compréhension concrète de la loi de la contradiction inhérente aux choses et aux phénomènes est pour nous d'une importance extrême.

• L'UNIVERSALITE DE LA CONTRADICTION ET LA THEORIE DE L'UNITE ET DE LA LUTTE DES CONTRAIRES

Mao Tsétoung, **De la contradiction**, (1937), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 352-356

Pour la commodité de l'exposé, je m'arrêterai en premier lieu à l'universalité de la contradiction, puis à son caractère spécifique. En effet, depuis la découverte de la conception matérialiste-dialectique du monde par les grands fondateurs et continuateurs du marxisme, Marx, Engels, Lénine et Staline, la dialectique matérialiste a été appliquée avec le plus grand succès à l'analyse de nombreux aspects de l'histoire humaine et de l'histoire naturelle, ainsi qu'à la transformation de nombreux aspects de la société et de la nature (par exemple en U.R.S.S.); l'universalité de la contradiction est donc déjà largement reconnue et nous n'aurons pas besoin de l'expliquer longuement. Par contre, le caractère spécifique de la contradiction est pour nombre de camarades, en particulier les dogmatiques, une question où ils ne voient pas encore clair. Ils ne comprennent pas que dans les

contradictions l'universel existe dans le spécifique. Ils ne comprennent pas non plus combien il est important, pour diriger le cours de notre pratique révolutionnaire, d'étudier le spécifique dans les contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes concrets devant lesquels nous nous trouvons. Nous devons donc étudier le caractère spécifique de la contradiction avec une attention particulière, en accordant une place suffisante à son examen. C'est pourquoi dans notre analyse de la loi de la contradiction inhérente aux choses et aux phénomènes, nous commencerons par examiner le problème de l'universalité de la contradiction, puis nous analyserons plus particulièrement son caractère spécifique pour revenir finalement au problème de l'universalité.

L'universalité ou le caractère absolu de la contradiction a une double signification: la première est que les contradictions existent dans le processus de développement de toute chose et de tout phénomène; la seconde, que, dans le processus de développement de chaque chose, de chaque phénomène, le mouvement contradictoire existe du début à la fin.

Engels a dit: "Le mouvement lui-même est une contradiction"*. La définition, donnée par Lénine, de la loi de l'unité des contraires, dit qu'elle "reconnaît (découvre) des tendances contradictoires, opposées et *s'excluant mutuellement* dans *t o u s* les phénomènes et processus de la nature (et de l'esprit et de la société *dans ce nombre*)"**. Ces idées sont-elles justes? Oui, elles le sont. Dans toutes les choses et tous les phénomènes, l'interdépendance et la lutte des aspects contradictoires qui leur sont propres déterminent leur vie et animent leur développement. Il n'est rien qui ne contienne des contradictions. Sans contradictions, pas d'univers.

La contradiction est la base des formes simples du mouvement (par exemple, le mouvement mécanique) et à plus forte raison des formes complexes du mouvement.

Engels a expliqué de la façon suivante l'universalité de la contradiction:

Si le simple changement mécanique de lieu contient déjà en

---

* F. Engels: "Dialectique. Quantité et qualité", *Anti-Dühring*, première partie, chapitre douze.

** V. I. Lénine: "A propos de la dialectique".

lui-même une contradiction, à plus forte raison les formes supérieures de mouvement de la matière et tout particulièrement la vie organique et son développement. . . . la vie consiste au premier chef précisément en ce qu'un être est à chaque instant le même et pourtant un autre. La vie est donc également une contradiction qui, présente dans les choses et les processus eux-mêmes, se pose et se résout constamment. Et dès que la contradiction cesse, la vie cesse aussi, la mort intervient. De même, nous avons vu que dans le domaine de la pensée également, nous ne pouvons pas échapper aux contradictions et que, par exemple, la contradiction entre l'humaine faculté de connaître, intérieurement infinie, et son existence réelle dans des hommes qui sont tous limités extérieurement et dont la connaissance est limitée, se résout dans la série des générations, série qui, pour nous, n'a pratiquement pas de fin, — tout au moins dans le progrès sans fin.

. . . l'un des fondements principaux des mathématiques supérieures est [la] . . . contradiction . . .

Mais [les mathématiques inférieures] déjà fourmillent de contradictions*.

Et Lénine illustrait à son tour l'universalité de la contradiction par les exemples suivants:

En mathématiques, le + et le —. Différentielle et intégrale.
En mécanique, action et réaction.
En physique, électricités positive et négative.
En chimie, union et dissociation des atomes.
Dans la science sociale, lutte de classe.**

Dans la guerre, l'offensive et la défensive, l'avance et la retraite, la victoire et la défaite sont autant de couples de phénomènes contradictoires dont l'un ne peut exister sans l'autre. Les deux aspects sont à la fois en lutte et en interdépendance, cela constitue l'ensemble d'une guerre, impulse le développement de la guerre et permet de résoudre les problèmes de la guerre.

---

* F. Engels: "Dialectique. Quantité et qualité", *Anti-Dühring*, première partie, chapitre douze.

** V. I. Lénine: "A propos de la dialectique".

Il convient de considérer toute différence dans nos concepts comme le reflet de contradictions objectives. La réflexion des contradictions objectives dans la pensée subjective forme le mouvement contradictoire des concepts, stimule le développement des idées, résout continuellement les problèmes qui se posent à la pensée humaine.

L'opposition et la lutte entre conceptions différentes apparaissent constamment au sein du Parti ; c'est le reflet. dans le Parti, des contradictions de classes et des contradictions entre le nouveau et l'ancien existant dans la société. S'il n'y avait pas, dans le Parti, de contradictions et de luttes idéologiques pour résoudre les contradictions, la vie du Parti prendrait fin.

Il ressort de là que partout, dans chaque processus, il existe des contradictions, aussi bien dans les formes simples du mouvement que dans ses formes complexes, dans les phénomènes objectifs que dans les phénomènes de la pensée: ce point est maintenant éclairci. Mais la contradiction existe-t-elle également au stade initial de chaque processus? Le processus de développement de toute chose, de tout phénomène connaît-il un mouvement contradictoire du début à la fin?

L'école de Déborine, comme la lecture des articles dans lesquels les philosophes soviétiques la soumettent à la critique permet de le constater, considère que la contradiction n'apparaît pas dès le début du processus, mais à un certain stade de son développement. Il s'ensuit que jusqu'à ce moment le développement du processus se produit non sous l'action des causes internes, mais sous celle des causes externes. Déborine revient ainsi aux théories métaphysiques des causes externes et du mécanisme. Appliquant cette façon de voir à l'analyse des problèmes concrets, l'école de Déborine arrive à la conclusion que, dans les conditions de l'Union soviétique, il existe entre les koulaks et la masse paysanne seulement des différences et non des contradictions, et elle approuve entièrement Boukharine. Etudiant la Révolution française, elle soutient qu'avant la révolution il existait également au sein du tiers état, composé des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie, seulement des différences et non des contradictions. Ces vues de l'école de Déborine sont antimarxistes. Cette école ne comprend pas que dans toute différence il y a déjà une contradiction et que la différence elle-même constitue une contradiction. La contradiction entre le Travail et le Capital est née avec l'apparition de la bourgeoisie et du prolétariat, mais elle n'est devenue aiguë que plus

tard. Entre les ouvriers et les paysans, même dans les conditions sociales de l'Union soviétique, il existe une différence; cette différence est une contradiction qui, toutefois, contrairement à la contradiction entre le Travail et le Capital, ne peut s'accentuer jusqu'à devenir un antagonisme ou revêtir la forme d'une lutte de classes; les ouvriers et les paysans ont scellé une solide alliance au cours de l'édification du socialisme, et ils résolvent progressivement la contradiction en question dans le processus de développement allant du socialisme au communisme. Il s'agit ici de différentes sortes de contradictions, et non de la présence ou de l'absence de contradictions. La contradiction est universelle, absolue; elle existe dans tous les processus du développement des choses et des phénomènes et pénètre chaque processus, du début à la fin.

Que signifie l'apparition d'un nouveau processus? Cela signifie que l'ancienne unité et les contraires qui la constituent font place à une nouvelle unité, à ses nouveaux contraires; alors naît un nouveau processus qui succède à l'ancien. L'ancien processus s'achève, le nouveau surgit. Et comme le nouveau processus contient de nouvelles contradictions, il commence sa propre histoire du développement des contradictions.

Lénine souligne que Marx, dans *Le Capital*, a donné un modèle d'analyse du mouvement contradictoire qui traverse tout le processus de développement d'une chose, d'un phénomène, du début à la fin. C'est la méthode à employer lorsqu'on étudie le processus de développement de toute chose, de tout phénomène. Et Lénine lui-même a utilisé judicieusement cette méthode, qui imprègne tous ses écrits.

> Marx, dans *Le Capital*, analyse d'abord ce qu'il y a de plus simple, de plus habituel, de fondamental, de plus fréquent, de plus ordinaire, ce qui se rencontre des milliards de fois: les *rapports* dans la société bourgeoise (marchande): l'échange de marchandises. Son analyse fait apparaître dans ce phénomène élémentaire (dans cette "cellule" de la société bourgeoise) *t o u s* les antagonismes (resp. embryons de *tous* les antagonismes) de la société moderne. La suite de l'exposé nous montre le développement (*et* la croissance, *et* le mouvement) de ces antagonismes et de cette société dans le Σ de ses diverses parties, depuis son début jusqu'à la fin.

Et Lénine ajoute: "Tel doit être aussi le mode d'exposition

(resp. d'étude) de la dialectique en général. . ." *

Les communistes chinois doivent s'assimiler cette méthode s'ils veulent analyser d'une manière correcte l'histoire et la situation actuelle de la révolution chinoise et en déduire les perspectives.

• LA DIFFERENCE ENTRE LES CONTRADICTIONS ANTAGONIQUES ET NON ANTAGONIQUES

Mao Tsétoung, **De la juste solution des contradictions au sein du peuple,** (1957), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 418-420

··· Nous sommes en présence de deux types de contradictions sociales: les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Ils sont de caractère tout à fait différent.

Pour avoir une connaissance juste de ces deux types de contradictions, il est tout d'abord nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre par "peuple" et par "ennemis". La notion de "peuple" prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire. Prenons l'exemple de notre pays. Au cours de la Guerre de Résistance contre le Japon, toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux opposés au Japon faisaient partie du peuple, tandis que les impérialistes japonais, les traîtres et les éléments projaponais étaient les ennemis du peuple. Pendant la Guerre de Libération, les ennemis du peuple étaient les impérialistes américains et leurs laquais — la bourgeoisie bureaucratique, les propriétaires fonciers et les réactionnaires du Kuomintang qui représentaient ces deux classes, alors

* *Ibidem.*

que toutes les classes et couches sociales et tous les groupes sociaux qui combattaient ces ennemis faisaient partie du peuple. A l'étape actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification, et y participent, forment le peuple, alors que toutes les forces sociales et tous les groupes sociaux qui s'opposent à la révolution socialiste, qui sont hostiles à l'édification socialiste ou s'appliquent à la saboter, sont les ennemis du peuple.

Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. Au sein du peuple, les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre classe exploitée et classe exploiteuse présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste. Les contradictions au sein du peuple ne datent pas d'aujourd'hui, mais leur contenu est différent dans chaque période de la révolution et dans la période de l'édification socialiste. Dans les conditions actuelles de notre pays, les contradictions au sein du peuple comprennent les contradictions au sein de la classe ouvrière, les contradictions au sein de la paysannerie, les contradictions parmi les intellectuels, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, les contradictions qui opposent les ouvriers et les paysans aux intellectuels, les contradictions qui opposent les ouvriers et les autres travailleurs à la bourgeoisie nationale, les contradictions au sein de la bourgeoisie nationale, etc. Notre gouvernement populaire est l'authentique représentant des intérêts du peuple, il est au service de celui-ci; mais entre lui et les masses il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'Etat au style de travail bureaucratique et les masses populaires. Ce sont là aussi des contradictions au sein du peuple. D'une façon générale, les contradictions au sein du peuple reposent sur l'identité fondamentale des intérêts du peuple.

Dans notre pays, les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale sont de celles qui se manifestent au

sein du peuple. La lutte de classes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale relève en général du domaine de la lutte de classes au sein du peuple, car, dans notre pays, la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. Dans la période de la révolution démocratique bourgeoise, elle présentait un caractère révolutionnaire, mais en même temps une tendance au compromis. Dans la période de la révolution socialiste, elle exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps elle soutient la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière sont des contradictions entre exploiteurs et exploités; elles sont certes de nature antagoniste. Cependant, dans les conditions concrètes de notre pays, les contradictions antagonistes entre ces deux classes peuvent se transformer en contradictions non antagonistes et recevoir une solution pacifique si elles sont traitées de façon judicieuse. Si les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale ne sont pas réglées correctement, c'est-à-dire si nous ne pratiquons pas à l'égard de celle-ci une politique d'union, de critique et d'éducation, ou si la bourgeoisie nationale n'accepte pas une telle politique, elles peuvent devenir des contradictions entre nous et nos ennemis.

Comme les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple sont de nature différente, elles doivent être résolues par des méthodes différentes. En somme, il s'agit, pour le premier type de contradictions, d'établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, et, pour le second type, entre le vrai et le faux. Bien entendu, établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, c'est en même temps distinguer le vrai du faux. Ainsi, par exemple, la question de savoir qui a raison et qui a tort — nous ou les forces réactionnaires intérieures et extérieures que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique — est également une question de distinction entre le vrai et le faux, mais elle est différente par sa nature des questions sur le vrai et le faux qui se posent au sein du peuple.

11A Lectures complémentaires

Engels, F., **Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande**, (1888), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, (Sur le développement de la conception matérialiste dialectique de la philosophie marxiste.)

Lénine, V., **Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme,** (1913), in Oeuvres complètes, Tome 19, Editions du Progrès, Moscou, pp. 13-19 (Bref résumé des principes marxistes du socialisme, de la philosophie et de l'économie politique.)

11A Questions

1) Quelle est la différence entre le matérialisme et l'idéalisme? Entre la métaphysique et la dialectique? Pourquoi est-il important d'adopter le point de vue du matérialisme dialectique afin de se transformer en communiste?

2) Quel est le critère de la vérité? Quelles sont les sources des idées justes? Des idées erronées?

3) Quelle est la différence entre une contradiction antagonique et une contradiction non antagonique? Quelles sont les méthodes différentes pour régler la contradiction antagonique entre bourgeoisie et prolétariat, et la contradiction non antagonique entre hommes et femmes au sein du peuple?

B. Le matérialisme historique

• LA CONCEPTION MATERIALISTE DE L'HISTOIRE EST L'APPLICATION DU MATERIALISME DIALECTIQUE A L'ETUDE DES SOCIETES

Engels, F., **Karl marx,** (1877), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 3, Editions du Progrès, Moscou, pp. 85-87

Parmi les nombreuses et importantes découvertes par lesquelles Marx a inscrit son nom dans l'histoire des sciences, nous ne pouvons en souligner ici que deux seulement.

La première est la révolution accomplie par lui dans la conception générale de l'histoire mondiale. Toute la conception antérieure de l'histoire reposait sur cette idée que les raisons dernières de tous les changements historiques doivent être cherchées dans les idées changeantes des hommes et que, de tous les changements historiques, les plus importants, ceux qui dominent toute l'histoire, sont les changements politiques. Mais on ne se demandait pas d'où viennent les idées aux hommes et quelles sont les raisons déterminantes des changements politiques. Seule, la nouvelle école des historiens français et, en partie aussi, des historiens anglais en était venue à la conviction que, depuis le moyen âge au moins, la force motrice, dans l'histoire européenne, était la lutte entre la bourgeoisie, en voie de croissance, et la féodalité pour la domination sociale et politique. Or Marx démontra que, jusqu'à nos jours, toute l'histoire est une histoire de luttes de classe, qu'il ne s'agit dans toutes les luttes politiques, simples et complexes, que de la domination sociale et politique de classes sociales, du maintien de cette domination pour les classes anciennes et de la conquête du pouvoir pour les classes qui s'élèvent. Mais comment

naissent et se maintiennent ces classes? Toujours en vertu des conditions matérielles, tangibles, dans lesquelles la société à un moment donné produit et échange ce qui est nécessaire à sa vie. La domination féodale du moyen âge reposait sur l'économie de petites communautés paysannes se suffisant à elles-mêmes, qui produisaient presque tout ce dont elles avaient besoin, ignoraient à peu près l'échange et étaient protégées contre l'étranger par la noblesse belliqueuse qui leur conférait une cohésion nationale, ou du moins politique. Lorsque les villes grandirent et qu'il se forma une industrie artisanale distincte et un commerce d'abord purement national, puis international, la bourgeoisie urbaine se développa et, dans sa lutte contre la noblesse, conquit sa place dans le régime féodal en tant que classe sociale privilégiée. Mais la découverte de nouveaux continents, à partir du milieu du XV^e^ siècle, fournit à la bourgeoisie les moyens d'étendre son activité commerciale et un nouveau champ pour son industrie. Le métier fut supplanté dans les branches les plus importantes par la manufacture qui, à son tour, fut refoulée par la fabrique grâce à la grande industrie devenue possible après les inventions du siècle dernier notamment de la machine à vapeur. Cette dernière, à son tour, réagit sur le commerce en supplantant dans les pays arriérés l'ancien travail à la main, en créant dans les pays plus évolués les moyens actuels et nouveaux de communication, les machines à vapeur, les chemins de fer et le télégraphe électrique. Ainsi la bourgeoisie concentrait de plus en plus entre ses mains les richesses et la puissance sociales, alors qu'elle resta longtemps encore écartée du pouvoir politique qui se trouvait entre les mains de la noblesse et de la royauté appuyée sur la noblesse. Mais à un certain degré de développement — en France, par exemple, après la grande Révolution — la bourgeoisie conquit aussi le pouvoir politique et devint à son tour la classe gouvernante en face du prolétariat et des petits paysans. De ce point de vue tous les phénomènes historiques s'expliquent de la façon la plus simple si l'on a à chaque moment une connaissance suffisante de la situation économique de la société qu'ignorent complètement nos spécialistes de l'histoire. De même les concepts et les idées de chaque période historique s'expliquent de la façon la plus simple par les conditions de vie économiques de cette période et par les rapports sociaux et politiques qui en dépendent. Pour la première fois l'histoire était posée sur son véritable terrain. Le fait tangible, mais jusqu'alors complètement négligé, que les hommes, avant tout, doivent manger, boire, s'abriter et se vêtir, c'est-à-dire *travailler* avant de pouvoir lutter pour le pouvoir, s'occuper de politique, de religion et de philosophie, ce fait tangible obtenait enfin droit de cité dans l'histoire.

Pour l'idée socialiste, cette nouvelle conception de l'histoire était extrêmement importante. Elle démontrait que toute l'histoire jusqu'alors se mouvait dans des antagonismes et des luttes de classes, qu'il y eut toujours des classes dominantes et dominées, exploiteuses et exploitées, et que la grande majorité des hommes fut toujours condamnée à un dur labeur et à peu de joie. Pourquoi cela? Tout simplement parce qu'à toutes les étapes antérieures du développement de l'humanité la production était encore si faible que le développement historique ne pouvait se produire que sous cette forme antagonique; que le progrès historique était au fond réservé à l'activité d'une petite minorité privilégiée, tandis que la grande masse restait condamnée à gagner par son travail ses maigres moyens de subsistance ainsi que ceux toujours plus abondants d'une petite minorité privilégiée. Mais cette étude de l'histoire qui explique de façon naturelle et raisonnable la domination de classe existante, explicable jusqu'ici par la seule méchanceté des hommes, conduit aussi à la conviction que, vu le développement si formidable atteint actuellement par les forces productives, il ne reste plus aucun prétexte, tout au moins dans les pays les plus avancés, de diviser les hommes en dominateurs et en dominés, en exploiteurs et en exploités; que la grande bourgeoisie au pouvoir a rempli sa mission historique, que non seulement elle n'est plus capable de diriger la société, mais qu'elle est devenue un obstacle au développement de la production, comme le démontrent les crises commerciales, et principalement la dernière grande faillite *, et la dépression de l'industrie dans tous les pays; que la direction historique est passée au prolétariat, classe qui, en vertu de sa situation sociale, ne peut s'affranchir qu'en supprimant toute domination de classe, toute servitude et toute exploitation en général; que les forces productives sociales, s'échappant des mains de la bourgeoisie, n'attendent que le moment où le prolétariat uni s'en emparera pour instaurer un régime qui permettra à tous les membres de la société de participer non seulement à la production, mais aussi à la répartition et à la gestion des richesses sociales et grâce à l'exploitation rationnelle de toute la production augmentera les forces productives sociales et leurs produits de façon à assurer à chacun dans des proportions toujours croissantes la satisfaction de tous ses besoins raisonnables.

---

* Il s'agit de la crise économique mondiale de 1873. En Allemagne, elle commença par la « grandiose faillite » de mai 1873, prélude à une longue crise qui dura jusqu'à la fin des années 1870.— Pp. 78, 87, 434.

• LE CARACTERE DES FORCES PRODUCTIVES ET DES RAPPORTS DE PRODUCTION

Staline, J., "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique", in **Les Questions du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 871-881

Mais alors, quelle est donc, dans le système des conditions de la vie matérielle de la société, la force principale qui détermine la physionomie de la société, le caractère du régime social, le développement de la société d'un régime à un autre?

Le matérialisme historique considère que cette force est le *mode d'obtention des moyens d'existence* nécessaires à la vie des hommes, le *mode de production des biens matériels*: nourriture, vêtements, chaussures, logement, combustible, instruments de production, etc. nécessaires pour que la société puisse vivre et se développer.

Pour vivre, il faut avoir de la nourriture, des vêtements, des chaussures, un logement, du combustible, etc.; pour avoir ces biens matériels, il faut les produire, et pour les produire, il faut avoir les instruments de production à l'aide desquels les hommes produisent la nourriture, les vêtements, les chaussures, le logement, le combustible, etc.; il faut savoir produire ces instruments, il faut savoir s'en servir.

Les *instruments de production* à l'aide desquels les biens matériels sont produits, les *hommes* qui manient ces instruments de production et produisent les biens matériels grâce à une certaine *expérience de la production* et à des *habitudes de travail*, voilà les éléments qui, pris tous ensemble, constituent les *forces productives* de la société.

Mais les forces productives ne sont qu'un aspect de la production, un aspect du mode de production, celui qui

exprime le comportement des hommes à l'égard des objets et des forces de la nature dont ils se servent pour produire des biens matériels. L'autre aspect de la production, l'autre aspect du mode de production, ce sont les rapports des hommes entre eux dans le processus de la production, les *rapports de production* entre les hommes. Dans leur lutte avec la nature qu'ils exploitent pour produire les biens matériels, les hommes ne sont pas isolés les uns des autres, ne sont pas des individus détachés les uns des autres; ils produisent en commun, par groupes, par associations. C'est pourquoi la production est toujours, et quelles que soient les conditions, une production *sociale*. Dans la production des biens matériels, les hommes établissent entre eux tels ou tels rapports à l'intérieur de la production, ils établissent tels ou tels rapports de production. Ces derniers peuvent être des rapports de collaboration et d'entraide parmi des hommes libres de toute exploitation; ils peuvent être des rapports de domination et de soumission; ils peuvent être enfin des rapports de transition d'une forme de rapports de production à une autre. Mais quel que soit le caractère que revêtent les rapports de production, ceux-ci sont toujours, sous tous les régimes, un élément indispensable de la production, à l'égal des forces productives de la société.

> Dans la production, dit Marx, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. (K. Marx et F. Engels, tome V, p. 429.)

Il suit de là que la production, le mode de production englobe tout aussi bien les forces productives de la société que les rapports de production entre les hommes, et est ainsi l'incarnation de leur unité dans le processus de production des biens matériels.

• LE RAPPORT ENTRE LA BASE ECONOMIQUE ET LA SUPERSTRUCTURE POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

Staline, J., "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique", (1938), in **Les Questions du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 872-874

La *première particularité* de la production, c'est que jamais elle ne s'arrête à un point donné pour une longue période; elle est toujours en voie de changement et de développement; de plus, le changement du mode de production provoque inévitablement le changement du régime social tout entier, des idées sociales, des opinions et institutions politiques; le changement du mode de production provoque la refonte de tout le système social et politique. Aux différents degrés du développement, les hommes font usage de différents modes de production ou, plus simplement, les hommes mènent un genre de vie différent. Dans la commune primitive, il existe un mode de production; sous l'esclavage, il en existe un autre; sous le féodalisme, un troisième, et ainsi de suite. Le régime social des hommes, leur vie spirituelle, leurs opinions, leurs institutions politiques diffèrent selon ces modes de production.

Au mode de production de la société correspondent, pour l'essentiel, la société elle-même, ses idées et ses théories, ses opinions et institutions politiques.

Ou plus simplement: tel genre de vie, tel genre de pensée.

Cela veut dire que l'histoire du développement de la société est, avant tout, l'histoire du développement de la production, l'histoire des modes de production qui se succèdent à travers les siècles, l'histoire du développement des forces productives et des rapports de production entre les hommes.

Par conséquent, l'histoire du développement social est en même temps l'histoire des producteurs des biens matériels, l'histoire des masses laborieuses qui sont les forces fondamen-

tales du processus de production et produisent les biens matériels nécessaires à l'existence de la société.

Par conséquent, la science historique, si elle veut être une science véritable, ne peut plus réduire l'histoire du développement social aux actes des rois et des chefs d'armées, aux actes des «conquérants» et des «asservisseurs» d'Etats; la science historique doit avant tout s'occuper de l'histoire des producteurs des biens matériels, de l'histoire des masses laborieuses, de l'histoire des peuples.

Par conséquent, la clé qui permet d'étudier les lois de l'histoire de la société doit être cherchée non dans le cerveau des hommes, non dans les opinions et les idées de la société, mais dans le mode de production pratiqué par la société à chaque période donnée de l'histoire, dans le régime économique de la société.

Par conséquent, la tâche primordiale de la science historique est l'étude et la découverte des lois de la production, des lois du développement des forces productives et des rapports de production, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, le parti du prolétariat, s'il veut être un parti véritable, doit avant tout acquérir la science des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, le parti du prolétariat, dans l'établissement de son programme aussi bien que dans son activité pratique, doit avant tout s'inspirer des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

• LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE DES FORCES PRODUCTIVES

Staline, J., "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique", (1938), in **Les Questions du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 874-877

La *deuxième particularité* de la production, c'est que ses changements et son développement commencent toujours par le changement et le développement des forces productives et, avant tout, des instruments de production. Les forces productives sont, par conséquent, l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. D'abord se modifient et se développent les forces productives de la société; ensuite, *en fonction de ces modifications* avec elles, se modifient les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques. Cela ne signifie pas cependant que les rapports de production n'influent pas sur le développement des forces productives et que ces dernières ne dépendent pas des premiers. Les rapports de production dont le développement dépend de celui des forces productives agissent à leur tour sur le développement des forces productives, qu'ils accélèrent ou ralentissent. De plus, il importe de noter que les rapports de production ne sauraient trop longtemps retarder sur la croissance des forces productives et se trouver en contradiction avec cette croissance, car les forces próductives ne peuvent se développer pleinement que si les rapports de production correspondent au caractère, à l'état des forces productives et donnent libre cours au développement de ces dernières. C'est pourquoi, quel que soit le retard des rapports de production sur le développement des forces productives, ils doivent, tôt ou tard, finir par correspondre — et c'est ce qu'ils font effectivement — au niveau du développement des forces productives, au caractère de ces forces productives. Dans le cas contraire, l'unité des forces productives et des rapports de production dans le système de la production serait compromise à fond, il y aurait une rupture dans l'ensemble de la production, une crise de la production, la

destruction des forces productives.

Les crises économiques dans les pays capitalistes, — où la propriété privée capitaliste des moyens de production est en contradiction flagrante avec le caractère social du processus de production, avec le caractère des forces productives, — sont un exemple du désaccord entre les rapports de production et le caractère des forces productives, un exemple du conflit qui les met aux prises. Les crises économiques qui mènent à la destruction des forces productives sont le résultat de ce désaccord ; de plus, ce désaccord lui-même est la base économique de la révolution sociale appelée à détruire les rapports de production existants et à créer de nouveaux rapports conformes au caractère des forces productives.

Au contraire, l'économie nationale socialiste en U.R.S.S., où la propriété sociale des moyens de production est en parfait accord avec le caractère social du processus de production, et où, par suite, il n'y a ni crises économiques, ni destruction des forces productives, est un exemple de l'accord parfait entre les rapports de production et le caractère des forces productives.

Par conséquent, les forces productives ne sont pas seulement l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. Elle sont aussi l'élément déterminant du développement de la production.

Telles sont les forces productives, tels doivent être les rapports de production.

Si l'état des forces productives indique par quels instruments de production les hommes produisent les biens matériels qui leur sont nécessaires, l'état des rapports de production, lui, montre en la possession de qui se trouvent les *moyens de production* (la terre, les forêts, les eaux, le sous-sol, les matières premières, les instruments de production, les bâtiments d'exploitation, les moyens de transport et de communication, etc.) ; à la disposition de qui se trouvent les moyens de production, à la disposition de la société entière, ou à la disposition

d'individus, de groupes ou de classes qui s'en servent pour exploiter d'autres individus, groupes ou classes.

Voici le tableau schématique du développement des forces productives depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours: transition des grossiers outils de pierre à l'arc et aux flèches et, par suite, passage de la chasse à la domestication des animaux et à l'élevage primitif; transition des outils de pierre aux outils de métal (hache de fer, araire muni d'un soc en fer, etc.) et, par suite, passage à la culture des plantes, à l'agriculture; nouveau perfectionnement des outils de métal pour le travail des matériaux, apparition de la forge à soufflet et de la poterie et, par suite, développement des métiers, séparation des métiers et de l'agriculture, développement des métiers indépendants et puis de la manufacture; transition des instruments de production artisanale à la machine et transformation de la production artisanale-manufacturière en industrie mécanisée; transition au système des machines et apparition de la grande industrie mécanisée moderne: tel est le tableau d'ensemble, très incomplet, du développement des forces productives de la société tout au long de l'histoire de l'humanité. Et il va de soi que le développement et le perfectionnement des instruments de production ont été accomplis par les hommes, qui ont un rapport avec la production, et non pas indépendamment des hommes. Par conséquent, en même temps que les instruments de production changent et se développent, les hommes, — élément essentiel des forces productives, — changent et se développent également; leur expérience de production, leurs capacités de travail, leur aptitude à manier les instruments de production ont changé et se sont développées.

• LES DIFFERENTS MODES DE PRODUCTION DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITE

Staline, J., "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique", (1938), in **Les Questions du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 877-881

C'est en accord avec ces changements et avec ce développement des forces productives de la société au cours de l'histoire qu'ont changé et se sont développés les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques.

L'histoire connaît cinq types *fondamentaux* de rapports de production: la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste.

Sous le régime de la commune primitive, la propriété collective des moyens de production forme la base des rapports de production. Ce qui correspond, pour l'essentiel, au caractère des forces productives dans cette période. Les outils de pierre, ainsi que l'arc et les flèches apparus plus tard, ne permettaient pas aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature et les bêtes de proie. Pour cueillir les fruits dans les forêts, pour pêcher le poisson, pour construire une habitation quelconque, les hommes étaient obligés de travailler en commun s'ils ne voulaient pas mourir de faim ou devenir la proie des bêtes féroces ou de tribus voisines. Le travail en commun conduit à la propriété commune des moyens de production, de même que des produits. Ici, on n'a pas encore la notion de la propriété privée des moyens de production, sauf la propriété individuelle de quelques instruments de production qui sont en même temps des armes de défense contre les bêtes de proie. Ici, il n'y ni exploitation ni classes.

Sous le régime de l'esclavage, c'est la propriété du maître des esclaves sur les moyens de production ainsi que sur le travailleur, — l'esclave qu'il peut vendre, acheter, tuer comme du bétail, — qui forme la base des rapports de production. De tels rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. A la place des

outils de pierre, les hommes disposent maintenant d'instruments de métal; à la place d'une économie réduite à une chasse primitive et misérable, qui ignore l'élevage et l'agriculture, on voit apparaître l'élevage, l'agriculture, les métiers, la division du travail entre ces différentes branches de la production; on voit apparaître la possibilité d'échanger les produits entre individus et groupes, la possibilité d'une accumulation de richesse entre les mains d'un petit nombre, l'accumulation réelle des moyens de production entre les mains d'une minorité, la possibilité que la majorité soit soumise à la minorité et la transformation des membres de la majorité en esclaves. Ici, il n'y a plus de travail commun et libre de tous les membres de la société dans le processus de la production; ici, domine le travail forcé des esclaves exploités par des maîtres oisifs. C'est pourquoi il n'y a pas non plus de propriété commune des moyens de production, ni des produits. Elle est remplacée par la propriété privée. Ici, le maître des esclaves est le premier et le principal propriétaire, le propriétaire absolu.

Des riches et des pauvres, des exploiteurs et des exploités, des gens qui ont tous les droits et des gens qui n'en ont aucun, une âpre lutte de classes entre les uns et les autres: tel est le tableau du régime de l'esclavage.

Sous le régime féodal, c'est la propriété du seigneur féodal sur les moyens de production et sa propriété limitée sur le travailleur, — le serf que le féodal ne peut plus tuer, mais qu'il peut vendre et acheter, — qui forment la base des rapports de production. La propriété féodale coexiste avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan sur les instruments de production et sur son économie privée, fondée sur le travail personnel. Ces rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. Perfectionnement de la fonte et du traitement du fer, emploi généralisé de la charrue et du métier à tisser, développement continu de l'agriculture, de l'horticulture, de l'industrie vinicole,

de la fabrication de l'huile; apparition des manufactures à côté des ateliers d'artisans, tels sont les traits caractéristiques de l'état des forces productives.

Les nouvelles forces productives exigent du travailleur qu'il fasse preuve d'une certaine initiative dans la production, de goût à l'ouvrage, d'intérêt au travail. C'est pourquoi le seigneur féodal, renonçant à un esclave qui n'a pas d'intérêt au travail et est absolument dépourvu d'initiative, aime mieux avoir affaire à un serf qui possède sa propre exploitation, ses instruments de production et qui a quelque intérêt au travail, intérêt indispensable pour qu'il cultive la terre et paye sur sa récolte une redevance en nature au féodal.

Ici, la propriété privée continue à évoluer. L'exploitation est presque aussi dure que sous l'esclavage; elle est à peine adoucie. La lutte de classes entre les exploiteurs et les exploités est le trait essentiel du régime féodal.

Sous le régime capitaliste, c'est la propriété capitaliste des moyens de production qui forme la base des rapports de production, cependant que la propriété sur les producteurs, les ouvriers salariés, n'existe plus; le capitaliste ne peut ni les tuer ni les vendre, car ils sont affranchis de toute dépendance personnelle; mais ils sont privés des moyens de production, et pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail au capitaliste et de subir le joug de l'exploitation. A côté de la propriété capitaliste des moyens de production existe, largement répandue dans les premiers temps, la propriété privée du paysan et de l'artisan, affranchis du servage, sur les moyens de production, propriété basée sur le travail personnel. Les ateliers d'artisans et les manufactures ont fait place à d'immenses fabriques et usines outillées de machines. Les domaines des seigneurs, qui étaient cultivés avec les instruments primitifs des paysans, ont fait place à de puissantes exploitations capitalistes gérées sur la base de la science agronomique et pourvues de machines agricoles.

Les nouvelles forces productives exigent des travailleurs qu'ils soient plus cultivés et plus intelligents que les serfs ignorants et abrutis; qu'ils soient capables de comprendre la machine et sachent la manier convenablement. Aussi les capitalistes préfèrent-ils avoir affaire à des ouvriers salariés affranchis des entraves du servage, suffisamment cultivés pour manier les machines convenablement.

Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolétaires et diminue leur pouvoir d'achat; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production.

Ce sont ces contradictions inconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit.

Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société

et sont entrés en contradiction insoluble avec elles.

Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste.

Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploiteurs et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste.

• LE RENVERSEMENT REVOLUTIONNAIRE DES ANCIENS RAPPORTS DE PRODUCTION ET LE ROLE DES IDEES REVOLUTIONNAIRES

Staline, J., "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique", (1938), in **Les Questions du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 886-888

... Jusqu'à une certaine période, le développement des forces productives et les changements dans le domaine des rapports de production s'effectuent spontanément, indépendamment de la volonté des hommes. Mais il n'en est ainsi que jusqu'à un certain moment, jusqu'au moment où les forces productives qui ont déjà surgi et se développent seront suffisamment mûres. Quand les forces productives nouvelles sont venues à maturité, les rapports de production existants et les classes dominantes qui les personnifient se transforment en une barrière «insurmontable», qui ne peut être écartée de la route que par l'activité consciente de classes nouvelles, par l'action violente de ces classes, par la révolution. C'est alors qu'apparaît d'une façon saisissante le *rôle immense* des nouvelles idées sociales, des nouvelles institutions politiques, du nouveau pouvoir politique, appelés à supprimer par la force les rapports de production anciens. Le conflit entre les forces productives nouvelles et les rapports de production anciens, les besoins économiques nou-

veaux de la société donnent naissance à de nouvelles idées sociales; ces nouvelles idées organisent et mobilisent les masses, celles-ci s'unissent dans une nouvelle armée politique, créent un nouveau pouvoir révolutionnaire et s'en servent pour supprimer par la force l'ancien ordre de choses dans le domaine des rapports de production, pour y instituer un régime nouveau. Le processus spontané de développement cède la place à l'activité consciente des hommes; le développement pacifique, à un bouleversement violent; l'évolution, à la révolution.

• LA CONCEPTION MATERIALISTE DE L'HISTOIRE ET DE LA SOCIETE

Marx, K., **Préface à la "critique de l'économie politique"**, (1859), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions du Progrès, Moscou, pp. 524-526

Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques — ainsi que les formes de l'Etat — ne peuvent être compris ni par eux-mêmes ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielle dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII[e] siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris, et je la continuai à Bruxelles où j'avais émigré à la suite d'un arrêté d'expulsion de M. Guizot. Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi: dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de cons-

cience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques. bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. A grands traits. les modes de production asiatique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette forma-

tion sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

Mao Tsétoung, **De la contradiction**, (1937), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 374-375

Tout au début de notre étude du marxisme, il existe une contradiction entre notre ignorance ou notre connaissance limitée du marxisme et la connaissance du marxisme. Toutefois, en nous appliquant, nous parviendrons à transformer cette ignorance en connaissance, cette connaissance limitée en connaissance profonde, l'application à l'aveugle du marxisme en une application avec maîtrise.

D'aucuns pensent qu'il n'en est pas ainsi pour certaines contradictions. Selon eux, par exemple, dans la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, l'aspect principal est constitué par les forces productives; dans la contradiction entre la théorie et la pratique, l'aspect principal est constitué par la pratique; dans la contradiction entre la base économique et la superstructure, l'aspect principal est représenté par la base économique; les positions respectives des aspects ne se convertissent pas l'une en l'autre. Cette conception est celle du matérialisme mécaniste et non du matérialisme dialectique. Certes, les forces productives, la pratique et la base économique jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste; mais il faut reconnaître que dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif. Lorsque, faute de modification dans les rapports de production, les forces productives ne peuvent plus se développer, la modification des rapports de production joue le rôle principal, décisif. Lorsqu'on est dans le cas dont parle Lénine: "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"*, la création et la propagation de la théorie révolutionnaire jouent le rôle principal, décisif. Lorsqu'on a à accomplir une tâche (peu importe laquelle), et qu'on n'a pas encore

* V. I. Lénine: *Que faire?* I, d.

fixé une orientation, une méthode, un plan ou une politique, ce qu'il y a de principal, de décisif, c'est de définir une orientation, une méthode, un plan ou une politique. Lorsque la superstructure (politique, culture, etc.) entrave le développement de la base économique, les transformations politiques et culturelles deviennent la chose principale, décisive. Allons-nous à l'encontre du matérialisme en disant cela? Non, car tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaitre l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique. Ce faisant, nous ne contredisons pas le matérialisme, mais, évitant de tomber dans le matérialisme mécaniste, nous nous en tenons fermement au matérialisme dialectique.

11B Lectures complémentaires

Marx, K., **Préface de la contribution à la critique de l'économie politique**, (1857), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome 1, Editions du Progrès, Moscou, pp. 523-527 (Exposé des grandes lignes de la conception matérialiste de l'histoire.)

Engels, F., **Lettres à Bloch** (1890) **et à Borgius**, (1894), in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Editions de Moscou, Tome 3, pp. 518-520, 534-536, (le rôle du facteur économique dans l'histoire et la mise en garde contre les conceptions mécaniques.)

11B Questions

1) Comment la conception matérialiste de l'Histoire diffère-t-elle des points de vue idéalistes qui attribuent les changements dans

l'Histoire aux grands hommes ou idées nouvelles seulement?

2) Quelle est la différence entre forces productives et rapports de production? Quelle est la conséquence du bouleversement des anciens rapports de production par les nouvelles forces productives?

3) Quel est le rapport entre la base économique (forces productives et rapports de production) et la superstructure politique et idéologique? Laquelle détermine l'autre? Quel est l'effet de retour des idées révolutionnaires sur la base économique?

12

Le style de travail marxiste

INTRODUCTION

Il ne suffit pas de reconnaître les principes de base du marxisme-léninisme et de la ligne politique. Il faut les appliquer dans la lutte de classes. Et pour ce faire, chaque communiste doit adopter le style de travail marxiste révolutionnaire. "Dès que notre style de travail sera tout à fait correct, le peuple tout entier suivra notre exemple." (Mao Tsétoung, Pour un style de travail correct dans le Parti)

Mao Tsétoung, suivant les indications de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, et à partir de l'expérience concrète du Parti communiste chinois, a formulé les trois grands éléments du style de travail marxiste: 1) lier la théorie et la pratique; 2) se lier aux masses; et 3) pratiquer la critique et l'autocritique.

Il a formulé toute une série de propositions pour concrétiser ces principes, tels que "décocher la flèche (le

marxisme-léninisme) en visant la cible (la révolution)", "rechercher la vérité dans les faits", "partir des masses pour retourner aux masses", "tirer les leçons des erreurs passées et en éviter le retour", "guérir la maladie pour sauver l'homme". Ces propositions et principes sont expliqués dans les textes qui suivent.

Le style de travail marxiste permet d'assurer que le communisme soit une force vivante au sein des masses, et pas juste des mots écrits dans des livres. Adopter le style de travail marxiste et se transformer en éducateur et en dirigeant des masses, ou refuser ce style de travail, se couper des masses et dégénérer en renégat, tel est l'enjeu capital de cette question.

C'est pourquoi Mao Tsétoung a formulé comme critère permettant d'identifier un vrai Parti communiste: "Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant la critique et l'autocritique et lié aux masses populaires."

C'est ce style de travail que nous exigeons de tous les communistes, c'est un Parti communiste basé sur ce style de travail que nous voulons forger.

• L'IMPORTANCE D'UN STYLE DE TRAVAIL CORRECT

Mao Tsétoung, **Pour un style de travail correct dans le Parti,** (1942), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 33-35

Pour abattre nos ennemis, il importe de corriger le style de travail de notre Parti, dont relève aussi le style de notre étude et de nos écrits. Dès que notre style de travail sera tout à fait correct, le peuple tout entier suivra notre exemple. Pour peu qu'ils soient de bonne volonté, les gens qui, en dehors du Parti, ont aussi un mauvais style de travail se mettront à notre école et corrigeront leurs erreurs, ce dont béné-

ficiera toute la nation. Avec nos rangs bien alignés, marchant du même pas, avec de bons combattants et des armes de qualité, nous abattrons n'importe quel ennemi, si puissant soit-il.

Je vais maintenant parler du subjectivisme.

Le subjectivisme est un mauvais style dans notre étude. Il est contraire au marxisme-léninisme et incompatible avec un parti communiste. Ce qu'il nous faut, c'est un style marxiste-léniniste. Quand nous parlons du style de notre étude, il ne s'agit pas seulement du style d'étude de nos écoles, mais de celui de tout le Parti. Il s'agit de la manière de penser des membres de nos organismes dirigeants, de tous nos cadres et de tous les membres de notre Parti; il s'agit de notre attitude à l'égard du marxisme-léninisme et de l'attitude de tous les camarades du Parti à l'égard de leur travail. C'est donc une question d'une importance exceptionnelle, primordiale.

Actuellement, une certaine confusion règne dans l'esprit de beaucoup de nos camarades, notamment à propos de ce qu'est un théoricien, de ce qu'est un intellectuel, de ce que signifie la liaison entre la théorie et la pratique.

Posons d'abord la question suivante: Qu'en est-il du niveau théorique de notre Parti? Est-il bas ou élevé? Ces derniers temps, on a traduit davantage d'ouvrages marxistes-léninistes, et le nombre de leurs lecteurs a augmenté. C'est là une très bonne chose. Mais y a-t-il lieu de dire pour autant que le niveau théorique de notre Parti soit déjà très élevé? Certes, il l'est un peu plus qu'avant; mais notre activité sur le front théorique est loin d'être à la mesure du riche mouvement révolutionnaire chinois, elle est même fort en retard. D'une manière générale, la théorie, chez nous, ne va pas encore de pair avec la pratique révolutionnaire; encore moins peut-il être question de l'avance qu'elle devrait avoir sur celle-ci. Nous n'avons pas encore élevé notre pratique, si riche de contenu, au niveau de la théorie, comme il l'aurait fallu. Nous n'avons pas encore examiné toutes les questions de la pratique révolutionnaire, ni même les plus importantes, de façon à les faire accéder au stade de la théorie. Jugez-en vous-mêmes: Dans les domaines économique, politique, militaire et culturel en Chine, combien d'entre nous ont-ils créé des théories dignes de ce nom, qui soient des travaux scientifiques, élaborés avec soin, et non de grossières esquisses? En matière de théorie économique notamment, bien que le capitalisme chinois ait déjà cent

ans d'existence si l'on remonte jusqu'à la Guerre de l'Opium, il n'a pas encore paru chez nous un seul ouvrage vraiment scientifique, qui soit en accord avec la réalité du développement économique de la Chine. Dans l'étude des questions économiques de notre pays, par exemple, sommes-nous en droit de considérer que notre niveau théorique soit déjà élevé? Pouvons-nous dire que notre Parti possède déjà des théoriciens dignes de ce nom dans les sciences économiques? Non, absolument pas. Nous avons lu un grand nombre d'ouvrages marxistes-léninistes, mais pouvons-nous prétendre qu'il y ait déjà parmi nous des théoriciens? Non, nous ne le pouvons pas. Car le marxisme-léninisme est la théorie que Marx, Engels, Lénine et Staline ont créée sur la base de la pratique, la conclusion générale qu'ils ont tirée de la réalité historique et de la pratique révolutionnaire. Si nous ne faisons que lire simplement leurs œuvres, sans approfondir à la lumière de leur théorie notre étude de la réalité historique et de la pratique révolutionnaire de la Chine, et sans nous donner la peine de réfléchir à la pratique de la révolution chinoise, sous l'angle de la théorie, nous ne pouvons avoir la prétention d'être des théoriciens marxistes. Nos résultats sur le front théorique seraient vraiment par trop minces si nous, communistes chinois, nous fermions les yeux sur les problèmes de la Chine, nous bornant à retenir quelques conclusions ou principes isolés, empruntés aux ouvrages marxistes. Quelqu'un qui sait seulement apprendre par cœur des ouvrages d'économie et de philosophie marxistes et les réciter d'un seul trait, depuis A jusqu'à Z, mais qui est incapable de la moindre application pratique, peut-il être considéré comme un théoricien marxiste? Encore une fois non! De quels théoriciens avons-nous besoin? De théoriciens qui puissent, conformément à la position, au point de vue et à la méthode marxistes-léninistes, interpréter correctement les questions pratiques qui se posent au cours de l'histoire et de la révolution, de théoriciens qui sachent donner des explications scientifiques et des éclaircissements théoriques sur les questions économiques, politiques, militaires et culturelles de la Chine. Voilà les théoriciens que nous voulons. Pour être de tels théoriciens, il faut avoir réellement assimilé l'essence du marxisme-léninisme, avoir bien saisi la position, le point de vue et la méthode marxistes-léninistes, de même que la doctrine de Lénine et de Staline sur la révolution dans les colonies et en Chine, et savoir les utiliser pour procéder à une analyse approfondie, scientifique, de la réalité chinoise, pour dégager les lois de son développement. Tels sont les théoriciens dont nous

avons vraiment besoin.

Notre Comité central vient de prendre une décision invitant nos camarades à apprendre à se fonder sur la position, le point de vue et la méthode marxistes-léninistes pour étudier sérieusement l'histoire de la Chine, ses questions économiques, politiques, militaires et culturelles, pour analyser concrètement chaque problème sur la base d'une documentation détaillée et en tirer ensuite des conclusions théoriques. Voilà la tâche qui nous incombe.

Les camarades de l'Ecole du Parti ne doivent pas considérer le marxisme comme un dogme. Il faut assimiler la théorie marxiste et savoir l'appliquer; il faut l'assimiler dans le seul but de l'appliquer. Si vous parvenez à expliquer, du point de vue marxiste-léniniste, une ou deux questions pratiques, vous mériterez des compliments, on pourra dire que vous aurez obtenu quelques succès. Plus vous expliquerez de questions, plus vos explications seront complètes et profondes, et plus vos succès seront considérables. Aussi l'Ecole du Parti devrait-elle adopter la règle suivante: pour juger d'un élève, il faut voir comment il envisage les problèmes de la Chine après avoir étudié le marxisme-léninisme, s'il les comprend clairement et s'il sait les aborder.

• LA REFONTE DES INTELLECTUELS DANS LA LUTTE DE CLASSES ET LE DEVELOPPEMENT DES OUVRIERS PAR L'ETUDE DE LA THEORIE

Mao Tsétoung, **Pour un style de travail correct dans le Parti**, (1942), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 35-39

Venons-en maintenant à la question des "intellectuels". La Chine étant un pays semi-colonial et semi-féodal, en retard sur le plan culturel, les intellectuels y sont particulièrement précieux. La décision prise à leur sujet par le Comité central il y a plus de deux ans* nous

* Il s'agit de la décision que prit, en décembre 1939, le Comité central du Parti communiste chinois au sujet du recrutement des intellectuels; elle figure sous le titre: "Pour un large recrutement des intellectuels" dans les *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II, pp. 321-323.

recommande de gagner la masse des intellectuels et de les accueillir tous, dans la mesure où ils sont révolutionnaires et désirent se joindre à la Résistance. Nous avons tout à fait raison de les estimer, car, sans intellectuels révolutionnaires, la révolution ne peut triompher. Mais nous savons que beaucoup d'entre eux, se croyant fort instruits, prennent des airs d'érudits, sans se rendre compte que leur attitude est déplacée, nuisible, et qu'elle les empêche de progresser. Ils devraient comprendre cette vérité qu'au fond beaucoup de soi-disant intellectuels sont bien ignorants, et que les ouvriers ou les paysans en savent souvent plus qu'eux. Quelqu'un me lancera peut-être: "Eh! Tu confonds tout, tu parles à tort et à travers!" (*Rires.*) Attendez, Camarade! Il y a tout de même une part de vérité dans ce que je dis.

Qu'est-ce que la connaissance? Depuis qu'existe la société de classes, il n'y a au monde que deux sortes de connaissances: l'une provient de la lutte pour la production et l'autre de la lutte des classes. Les sciences de la nature et les sciences sociales sont la cristallisation de ces deux sortes de connaissances; quant à la philosophie, elle est la généralisation et la somme de ce que l'on sait de la nature et de la société. Existe-t-il encore d'autres sortes de connaissances? Non. Considérons maintenant le cas des étudiants formés dans des écoles totalement coupées de la pratique sociale. Où en sont-ils? De l'école primaire à l'université, ils ont fréquenté ce type d'établissements et y ont obtenu un diplôme à la fin de leurs études; on les considère alors comme des gens instruits. Or, ils n'ont que des connaissances livresques, ils n'ont encore participé à aucune activité pratique ni appliqué leurs connaissances à aucun domaine de la vie. Peut-on vraiment les tenir pour des intellectuels accomplis? Cela me paraît difficile, car leurs connaissances sont encore incomplètes. Que veut-on dire par connaissances relativement complètes? Toute connaissance relativement complète s'acquiert en deux étapes: la première, c'est la connaissance sensible; la seconde, la connaissance rationnelle, qui est le développement, à un degré supérieur, de la première. Or, que représentent les connaissances acquises par les étudiants dans les livres? Même si elles sont vraies, elles n'en restent pas moins des théories que nos prédécesseurs ont élaborées en généralisant l'expérience de la lutte pour la production et de la lutte des classes; elles ne proviennent pas de l'expérience personnelle des étudiants. Certes, il est absolument nécessaire qu'ils possèdent ces connaissances, mais ils doivent se rendre compte que, dans un certain sens, ce ne sont

que des connaissances unilatérales: vérifiées par d'autres, elles ne l'ont pas encore été par eux-mêmes. Le plus important pour eux est de savoir les appliquer dans la vie, dans la pratique. C'est pourquoi je conseille à ceux qui ont acquis des connaissances livresques, mais qui n'ont pas encore eu de contact avec la pratique ou n'ont que peu d'expérience pratique, d'être conscients de leurs insuffisances et de se montrer un peu plus modestes.

De ceux qui ne possèdent que des connaissances livresques, comment peut-on faire d'authentiques intellectuels? Le seul moyen, c'est de les orienter vers un travail pratique, d'en faire des praticiens; c'est d'engager ceux qui font un travail théorique à entreprendre l'étude de questions pratiques importantes. Voilà comment nous pourrons atteindre notre but.

Mes propos ne manqueront pas d'irriter certaines personnes, qui me diront: "A t'entendre, Marx non plus ne saurait être considéré comme un intellectuel." A quoi je répondrai: Erreur! Marx a participé à la pratique du mouvement révolutionnaire et il a, de plus, créé la théorie de la révolution. En partant de la marchandise, l'élément le plus simple du capitalisme, il a étudié minutieusement la structure économique de la société capitaliste. Des millions d'hommes avaient quotidiennement sous les yeux cette chose qu'est la marchandise, et s'en servaient, sans se rendre compte de ce qu'elle représentait. Seul Marx a soumis la marchandise à une étude scientifique. Il a effectué un énorme travail de recherche sur le processus de transformation réel de la marchandise et, de ce phénomène universel, il a déduit une théorie en tout point scientifique. Il a étudié la nature, l'histoire et la révolution prolétarienne, et il a créé le matérialisme dialectique, le matérialisme historique et la théorie de la révolution prolétarienne. Ainsi, Marx est devenu l'intellectuel le plus complet, celui qui représente le sommet de l'intelligence humaine. Il se distingue donc foncièrement des gens qui n'ont que des connaissances livresques. Marx s'est livré à des enquêtes et à des recherches minutieuses au cours de la lutte pratique, il a fait des généralisations, puis il a vérifié ses conclusions dans la lutte pratique — voilà ce que nous appelons un travail théorique. Notre Parti a besoin d'un grand nombre de camarades qui sachent travailler ainsi. D'ailleurs, beaucoup peuvent maintenant apprendre à faire de la recherche théorique; ils sont, pour la plupart, intelligents et pleins de promesses, et nous devons les tenir

en estime. Mais ils doivent se guider sur des principes justes et se garder de répéter les erreurs du passé. Ils doivent répudier le dogmatisme et ne pas se cantonner dans des formules toutes faites, apprises dans les livres.

Il n'existe au monde qu'une seule théorie vraie: celle qui est tirée de la réalité objective et confirmée par elle; rien d'autre ne mérite le nom de théorie, au sens où nous l'entendons. Staline a dit que la théorie coupée de la pratique devient sans objet*. Or, une telle théorie ne sert à rien; elle est fausse, elle est à rejeter. Il faut montrer du doigt tous ceux qui se complaisent à prêcher des théories sans objet. Le marxisme-léninisme est la vérité la plus juste, la plus scientifique et la plus révolutionnaire, née de la réalité objective et confirmée par elle, mais beaucoup de ceux qui étudient le marxisme-léninisme le considèrent comme un dogme; ils entravent ainsi le développement de la théorie et font du tort aussi bien à eux-mêmes qu'aux autres camarades.

D'autre part, nos camarades engagés dans un travail pratique subiront des revers s'ils font un mauvais usage de leur expérience. Il est vrai qu'ils ont souvent une grande expérience, ce qui est très précieux; mais il serait fort dangereux qu'ils s'en contentent. Ils doivent comprendre que leurs connaissances sont surtout le résultat de la perception sensible, qu'elles sont le plus souvent partielles, et qu'il leur manque les connaissances rationnelles et généralisées; en d'autres termes, la théorie leur fait défaut et, par conséquent, leurs connaissances sont relativement incomplètes. Or, il est impossible de mener à bien une œuvre révolutionnaire sans avoir des connaissances relativement complètes.

Il existe donc deux sortes de connaissances incomplètes: celles qu'on acquiert toutes faites dans les livres, et celles qui sont surtout le résultat de la perception sensible, qui sont plutôt des connaissances partielles. Les unes comme les autres pèchent par leur caractère unilatéral. Seule leur combinaison peut donner de vraies connaissances, relativement complètes.

Toutefois, s'ils veulent étudier la théorie, nos cadres d'origine ouvrière et paysanne doivent commencer par acquérir des connaissances

---

* Voir J. Staline: "Des principes du léninisme", partie III.

de base. Sinon, ils auront des difficultés dans l'étude de la théorie marxiste-léniniste. En revanche, dès qu'ils possèdent une certaine culture, ils seront toujours en état d'étudier le marxisme-léninisme. Quand j'étais enfant, je n'ai jamais fréquenté d'école marxiste-léniniste; on m'a enseigné des choses comme "Le Maître a dit: Quelle joie d'apprendre et de revoir constamment ce que l'on a appris*!" Ce genre d'enseignement, bien que désuet par son contenu, m'a été profitable, car j'ai pu apprendre à lire. De nos jours, on n'étudie plus les classiques de Confucius, mais des matières nouvelles, telles que le chinois moderne, l'histoire, la géographie et les sciences naturelles; bien apprises, elles sont partout utiles. Le Comité central de notre Parti exige spécialement de nos cadres d'origine ouvrière et paysanne qu'ils aient des connaissances générales, parce qu'ils pourront alors étudier n'importe quelle matière: politique, science militaire ou économie. Sinon, malgré leur riche expérience, ils ne seront pas capables d'étudier la théorie.

Il s'ensuit que pour combattre le subjectivisme nous devons aider ces deux catégories de camarades à acquérir ce qui leur manque à chacune et à effacer la différence qui les sépare l'une de l'autre. Ceux qui ont des connaissances livresques doivent se tourner vers la pratique, seul moyen de ne plus se cantonner dans les livres et d'éviter de commettre des erreurs d'ordre dogmatique. Ceux qui ont de l'expérience pratique doivent étudier la théorie et apprendre sérieusement dans les livres; c'est alors seulement qu'ils pourront systématiser leur expérience, la synthétiser et l'élever au niveau de la théorie. Ils éviteront ainsi de prendre leur expérience limitée pour une vérité générale et de commettre des erreurs d'ordre empirique. Le dogmatisme et l'empirisme sont tous deux une expression du subjectivisme, bien qu'ils viennent de pôles opposés.

Il existe donc dans notre Parti deux formes de subjectivisme: le dogmatisme et l'empirisme. L'un et l'autre envisagent les choses d'une manière unilatérale, et non dans leur totalité. Si l'on ne se tient pas sur ses gardes, si l'on ne comprend pas qu'un point de vue unilatéral est un défaut et si l'on ne fait pas tout son possible pour se corriger, on risque de s'engager dans une voie erronée.

Néanmoins, de ces deux formes de subjectivisme, la plus dangereuse aujourd'hui pour notre Parti est plutôt le dogmatisme. Il est

---

* Première phrase des *Entretiens de Confucius*, recueil des propos de Confucius dans ses entretiens avec ses disciples.

en effet facile aux dogmatiques de se donner des airs de marxistes pour impressionner, subjuguer et asservir les cadres d'origine ouvrière et paysanne, auxquels il est difficile de déceler leur vrai visage. Les dogmatiques peuvent aussi impressionner la jeunesse naïve et inexpérimentée et la maintenir sous leur emprise. Si nous triomphons du dogmatisme, les cadres qui n'ont que des connaissances livresques se lieront volontiers aux cadres qui ont de l'expérience pratique et ils seront tout disposés à étudier la réalité concrète; nous aurons alors de bons cadres qui sauront unir la théorie à l'expérience pratique et nous verrons apparaître d'authentiques théoriciens. Si nous triomphons du dogmatisme, les camarades qui possèdent une expérience pratique trouveront de bons professeurs pour les aider à élever au niveau de la théorie les connaissances acquises par l'expérience et ils éviteront ainsi les erreurs d'ordre empirique.

• LE LIEN ENTRE LA THEORIE ET LA PRATIQUE ET LA RECHERCHE DE LA VERITE DANS LES FAITS

Mao Tsétoung, **Pour un style de travail correct dans le Parti**, (1942), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 39-40

Outre les idées confuses sur les notions de "théoricien" et d'"intellectuel", il en existe d'autres chez de nombreux camarades sur ce que signifie exactement "lier la théorie à la pratique", phrase qu'ils ont pourtant tous les jours à la bouche. Ils parlent constamment de "lier", mais en fait ils s'appliquent à "rompre", puisqu'ils ne font rien pour "lier". Comment lier l'une à l'autre la théorie marxiste-léniniste et la réalité de la révolution chinoise? Il faut, pour employer une expression courante, "décocher sa flèche en visant la cible". Le marxisme-léninisme est à la révolution chinoise ce que la flèche est à la cible. Or, certains de nos camarades "décochent leur flèche sans viser la cible", ils tirent au hasard. De tels camarades risquent de compromettre la cause de la révolution. D'autres se contentent de tourner et de retourner la flèche entre leurs doigts en s'exclamant:

"Quelle belle flèche! Quelle belle flèche!" mais ils n'ont aucune intention de tirer. Ils ne sont, au fond, que des amateurs de bibelots, qui ne se soucient guère de la révolution. Nous devons lancer la flèche du marxisme-léninisme en ayant pour objectif la révolution chinoise. Si ce point n'est pas éclairci, le niveau théorique de notre Parti ne pourra jamais s'élever, ni la révolution chinoise triompher.

Nos camarades doivent comprendre que si nous étudions le marxisme-léninisme, ce n'est pas pour en faire étalage, ni parce qu'il recèlerait quelque mystère, mais uniquement parce qu'il est la science qui permet de mener à la victoire la révolution prolétarienne. Bien des gens pensent encore que des formules isolées, empruntées à la littérature marxiste-léniniste, peuvent être une panacée toute prête, qu'il suffit d'acquérir, pour guérir sans peine toutes les maladies. Ils font preuve d'une ignorance puérile, et il nous appartient de les éclairer. Ce sont de tels ignorants qui considèrent le marxisme-léninisme comme un dogme religieux. Nous devons leur dire sans détour que leur dogme ne sert à rien. Marx, Engels, Lénine et Staline ont maintes fois déclaré que notre théorie n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Cependant, ces gens-là préfèrent, eux, oublier cette affirmation, dont l'importance est primordiale. On pourra dire des communistes chinois qu'ils lient la théorie à la pratique lorsque, ayant adopté la position, le point de vue et la méthode marxistes-léninistes et appliqué les enseignements de Lénine et de Staline sur la révolution chinoise, ils réussissent, sur la base d'une étude sérieuse de la réalité historique et de la pratique révolutionnaire en Chine, à accomplir dans divers domaines un travail théorique créateur qui réponde aux besoins de notre pays. A quoi bon prêcher, fût-ce pendant cent ans, la liaison de la théorie et de la pratique si on ne la traduit pas en actes? Pour combattre la manière subjective, unilatérale, d'aborder les problèmes, nous devons briser le dogmatisme, briser tout ce qu'il implique de subjectif et d'unilatéral.

Voilà ce que j'avais à dire aujourd'hui à propos de notre lutte contre le subjectivisme, lutte qui a pour but de rectifier le style d'étude dans tout le Parti.

Mao Tsétoung, **Réformons notre étude**, (1941), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, p. 19

L'"objectif", en l'occurrence, c'est la révolution chinoise; la "flèche", c'est le marxisme-léninisme. Nous, communistes chinois, nous avons été chercher cette "flèche" justement pour atteindre cet "objectif": la révolution en Chine, la révolution en Orient. Une telle attitude consiste à rechercher la vérité dans les faits. Les "faits", ce sont les choses et les phénomènes tels qu'ils existent objectivement; la "vérité", c'est le lien interne de ces choses et phénomènes, c'est-à-dire les lois qui les régissent; "rechercher", c'est étudier. Nous devons partir de la situation réelle à l'intérieur et à l'extérieur du pays, de la province, du district et de l'arrondissement, en dégager, pour guider notre action, les lois qui sont propres à cette situation et non pas engendrées par notre imagination, c'est-à-dire trouver le lien interne des événements qui se déroulent autour de nous. Pour cela, nous devons, en comptant non sur nos idées subjectives, sur l'élan d'un instant, sur la connaissance livresque, mais sur les faits tels qu'ils existent objectivement, recueillir minutieusement les matériaux et, à la lumière des principes généraux du marxisme-léninisme, en tirer des conclusions justes.

• LES LIENS AVEC LES MASSES ET LA PRATIQUE DE LA LIGNE DE MASSE

Mao Tsétoung, **A propos des méthodes de direction**, (1943), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 123-124

Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant: partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et les leur

retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance.

Des rapports justes doivent s'établir entre le groupe dirigeant et les larges masses, que ce soit dans une organisation ou au cours d'une lutte; la direction ne peut formuler des idées justes que si elle recueille les idées des masses et les concentre, puis les retransmet aux masses, afin qu'elles les appliquent fermement; en mettant en pratique les idées de l'organisme dirigeant, il faut lier l'appel général à une direction concrète dans tel ou tel secteur particulier. Au cours du mouvement actuel de rectification, toutes ces conceptions doivent être largement propagées, afin que nos cadres puissent corriger leurs points de vue erronés à propos des méthodes de direction. Beaucoup de camarades ne s'attachent pas à unir autour d'eux les éléments actifs pour former un noyau dirigeant ou ne sont pas capables de le faire; ils ne s'attachent pas à établir un lien étroit entre ce noyau dirigeant et les larges masses ou ne sont pas capables de le faire; c'est pourquoi leur direction devient bureaucratique et se coupe des masses. Beaucoup de camarades ne s'attachent pas à dresser le bilan de l'expérience acquise dans la lutte des masses ou ne sont pas capables de le faire; se croyant intelligents, ils aiment exposer de manière subjective une foule d'opinions qui se réduisent, en fait, à des paroles creuses et qui n'ont aucun rapport avec la réalité. Beaucoup de camarades se contentent de lancer un appel général pour l'accomplissement d'une tâche et ne s'attachent pas à passer immédiatement à un travail de direction particulier et concret ou ne sont pas capables de le faire, de sorte que leur appel reste sur leurs lèvres, sur le papier ou dans la salle de conférence, et leur travail de direction tombe dans le bureaucratisme. Au cours du mouvement actuel de rectification, nous devons corriger ces défauts et apprendre à employer, dans notre étude comme dans le contrôle du travail et la vérification des cadres, les méthodes suivantes: lier la direction aux masses et lier le général au particulier. Nous appliquerons ces méthodes dans tout travail que nous ferons.

Recueillir les idées des masses et les concentrer, puis les retransmettre aux masses, afin qu'elles les appliquent fermement, et parvenir ainsi à élaborer de justes idées pour le travail de direction: telle est la méthode fondamentale de direction. Au cours du processus

de concentration des idées et de leur ferme application, il faut lier l'appel général à une direction concrète dans tel ou tel secteur particulier; cela fait partie intégrante de la méthode fondamentale. Il faut, à partir de nombreux cas de direction concrète, formuler des idées générales (appel général), les mettre à l'épreuve dans beaucoup d'unités différentes (non seulement il faut le faire soi-même, mais également inviter les autres à le faire), puis concentrer les nouvelles expériences (en faire le bilan) et élaborer des directives nouvelles pour guider partout les masses. Nos camarades doivent procéder ainsi au cours du mouvement actuel de rectification, de même que dans tout autre travail. Une bonne direction découle de l'aptitude des dirigeants à procéder selon cette méthode.

• LA PRATIQUE DE LA CRITIQUE ET DE L'AUTOCRITIQUE

Mao Tsétoung, Du gouvernement de coalition, (1945), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 283, 284

Il est encore un trait marquant qui nous distingue des autres partis, c'est la pratique consciencieuse de l'autocritique. Comme nous l'avons déjà dit, nous devons constamment balayer notre chambre, sinon la poussière s'y entassera; nous devons nous laver régulièrement la figure, sinon elle sera toute souillée. Dans l'esprit de nos camarades et le travail de notre Parti, bien de la poussière peut aussi s'amasser; c'est pourquoi nous devons balayer et laver. Le proverbe: "L'eau courante ne peut croupir et le gond d'une porte n'est jamais vermoulu" signifie que le mouvement constant empêche l'action corruptrice des microbes et des parasites. Examiner sans cesse notre travail, introduire largement dans cet examen le style de travail démocratique, ne redouter ni la critique ni l'autocritique, appliquer les maximes si instructives du peuple chinois: "Ne tais rien de ce que tu sais, ne garde rien pour toi de ce que tu as à dire", "Nul n'est coupable pour avoir parlé, à celui qui écoute de tirer la leçon", "Si tu as des défauts, corrige-toi; si tu n'en as pas, surveille-toi"; voilà la seule manière efficace de pré-

server l'esprit de nos camarades et l'organisme de notre Parti de toute contamination par les poussières et les microbes politiques. La grande efficacité du mouvement de rectification, dont le but a été de "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", est due au fait que la critique et l'autocritique que nous y avons pratiquées étaient justes et non faussées, sérieuses et non de pure forme. Nous autres, communistes chinois, qui prenons pour point de départ les intérêts suprêmes de la grande masse du peuple chinois, qui sommes convaincus que notre cause est entièrement juste, nous n'hésitons pas à lui sacrifier tout ce qui nous est personnel et nous sommes toujours prêts à donner pour elle notre propre vie; y a-t-il donc encore une idée, une conception, une opinion ou une méthode ne répondant pas aux besoins du peuple que nous ne puissions abandonner? Pourrions-nous nous réjouir que des saletés et des microbes politiques viennent souiller notre visage, infecter notre organisme? Le souvenir des innombrables martyrs de notre révolution qui ont donné leur vie pour le peuple emplit d'affliction le cœur des vivants. Est-il alors intérêt personnel que nous ne puissions sacrifier, défaut que nous ne puissions corriger?

Mao Tsétoung, **Rapport à la Deuxième Session plénière du Comité central issu du VIIe Congrès du Parti communiste chinois**, (1949), in Oeuvres choisies, Tome IV, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 392-394

... Avec la victoire, le peuple nous sera reconnaissant et la bourgeoisie s'avancera pour nous flatter. L'ennemi ne peut nous vaincre par la force des armes, ceci a été prouvé. Cependant, les flatteries de la bourgeoisie peuvent conquérir les volontés faibles dans nos rangs. Il peut y avoir de ces communistes que l'ennemi armé n'a pu vaincre, qui se conduisaient devant l'ennemi en héros dignes de ce nom, mais qui, incapables de résister aux balles enrobées de sucre, tomberont sous ces balles. Nous devons prévenir pareil état de choses. La conquête de la victoire dans tout le pays n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis. Ce pas, même s'il mérite notre fierté, est relativement minime; ce qui sera plus digne de notre fierté est en-

core à venir. Dans quelques dizaines d'années, la victoire de la révolution démocratique populaire de Chine, vue rétrospectivement, ne semblera qu'un bref prologue à une longue pièce de théâtre. C'est par le prologue que commence une pièce, mais le prologue n'en est pas l'apogée. La révolution chinoise est une grande révolution, mais après sa victoire la route à parcourir sera bien plus longue, notre tâche plus grandiose et plus ardue. C'est un point qu'il faut élucider dès à présent dans le Parti pour que les camarades restent modestes, prudents, non présomptueux ni irréfléchis dans leur style de travail, pour qu'ils persévèrent dans leur style de vie simple et de lutte ardue. Nous avons en main l'arme marxiste-léniniste de la critique et de l'autocritique. Nous sommes capables de nous débarrasser du mauvais style et de conserver le bon. Nous réussirons à apprendre tout ce que nous ne connaissions pas auparavant. Nous ne sommes pas seulement bons à détruire le monde ancien, nous sommes également bons à construire un monde nouveau. Le peuple chinois peut vivre sans demander l'aumône aux impérialistes; bien plus, il vivra mieux qu'on ne vit dans les pays impérialistes.

Mao Tsétoung, **Sur les Dix Grands Rapports,** (1956), in Oeuvres choisies, Tome V, Editions en langues étrangères, Pékin, p. 326

A propos des camarades fautifs, certains disent qu'il faut voir s'ils vont se corriger. A mon sens, au lieu de nous contenter du rôle d'observateur, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, nous devons et les observer et les aider. L'homme a toujours besoin d'aide. Cela s'applique aux gens qui ne se sont pas rendus coupables d'erreurs et d'autant plus à ceux qui en ont commis. Il semble que l'homme n'est pas infaillible, il est plus ou moins sujet à l'erreur. Quand quelqu'un en a commis une, il faut lui venir en aide. Se borner à l'observer est une attitude passive; il convient de créer toutes sortes de conditions pour l'aider à se corriger. Une nette distinction doit absolument être établie entre ce qui est juste et ce qui est faux, car la controverse sur tout problème de principe dans le Parti est un reflet, au sein du Parti, de la lutte de classes dans la société et elle ne souffre pas d'ambiguité. Que nous adressions selon les cas aux camarades ayant commis des erreurs des critiques appropriées et bien fondées, et engagions même une lutte

nécessaire contre eux, cela est normal et a pour but de les aider à rectifier leurs erreurs. Se réjouir de leur infortune au lieu de leur prêter assistance, c'est là une attitude sectaire.

Pour faire la révolution, il vaut toujours mieux avoir le plus de gens possible. A part un nombre infime qui persistent dans leurs erreurs et refusent de s'amender en dépit de multiples avertissements, la grande majorité de ceux qui en ont commis peuvent se corriger. Ces derniers, tout comme quelqu'un qui a eu le typhus est désormais immunisé, peuvent en commettre moins par la suite, pourvu qu'ils sachent en tirer la leçon. En revanche, ceux qui n'en ont pas commis risquent plus facilement d'en commettre, car ils ont tendance à se gonfler d'orgueil. Faisons bien attention: très souvent une excessive sévérité à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs rejaillit sur nous-mêmes. Kao Kang souleva une pierre dans l'intention de frapper, mais finalement il provoqua sa propre chute. En nous montrant pleins de bonnes intentions envers ceux qui ont commis des erreurs, nous pouvons gagner les gens et les unir à nous. L'un des critères pour juger si quelqu'un nourrit de bonnes ou de mauvaises intentions à l'égard des camarades qui ont commis des erreurs, c'est de voir s'il leur vient en aide ou s'il leur témoigne de l'hostilité.

"Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme", tel est le principe pour réaliser l'unité de tout le Parti, nous devons donc le maintenir avec fermeté.

Mao Tsétoung, L'élimination des conceptions erronées dans le Parti, (1929), in Oeuvres choisies, Tome I, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 122-123

Certains membres du Parti sont fortement atteints de subjectivisme; cela est très préjudiciable lorsqu'il s'agit d'analyser la situation politique et de diriger le travail. Une analyse subjectiviste de la situation politique, de même qu'une direction subjectiviste du travail, aboutit nécessairement, soit à l'opportunisme, soit au putschisme. Quant aux critiques subjectivistes, aux propos inconsidérés et non fondés, aux suspicions réciproques, tout cela conduit souvent, dans le Parti, à des querelles sans principes et sape les organisations du Parti.

Pour ce qui est de la critique à l'intérieur du Parti, un autre point doit être mentionné, à savoir que certains camarades, dans leur critique, ne font pas attention à ce qui est important, mais s'attachent seulement à ce qui est insignifiant. Ils ne comprennent pas que la critique a pour tâche principale de mettre en évidence les erreurs politiques et les fautes d'organisation. En ce qui concerne les défauts personnels, s'ils ne sont pas liés à des erreurs politiques ou à des fautes d'organisation, il ne convient pas de les critiquer trop sévèrement, de peur de laisser les camarades désemparés. En outre, si pareille critique se développe, l'attention de l'organisation du Parti se portera uniquement sur de petites choses, et les camarades deviendront des gens trop pointilleux qui se perdent dans des vétilles et oublient les tâches politiques du Parti; c'est là un très grand danger.

Moyens d'éliminer ces défauts: L'essentiel, c'est d'éduquer les membres du Parti de telle sorte que leurs conceptions et toute la vie intérieure du Parti prennent une orientation politique, scientifique. Pour cela, il faut: 1) apprendre aux membres du Parti à analyser la situation politique et à apprécier les forces des classes selon la méthode marxiste-léniniste, au lieu de faire des analyses et des appréciations subjectivistes; 2) attirer l'attention des membres du Parti sur la nécessité de faire des enquêtes et des recherches relatives aux conditions économiques et sociales et de se fonder là-dessus pour déterminer la tactique de la lutte et les méthodes de travail; faire comprendre aux camarades que sans une enquête sur la situation réelle, ils tomberont dans l'abîme des vaines imaginations et du putschisme; 3) dans la critique au sein du Parti, mettre en garde les camarades contre les jugements subjectivistes, arbitraires, et contre toute banalisation de la critique; faire en sorte que les interventions soient fondées et que les critiques aient un sens politique.

• LA LUTTE CONTRE LE LIBERALISME

Mao Tsétoung, **Contre le libéralisme**, (1937), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 25-27

Nous sommes pour la lutte idéologique positive, car elle est l'arme qui assure l'unité à l'intérieur du Parti et des groupements révolutionnaires dans l'intérêt de notre combat. Tout communiste et révolutionnaire doit prendre cette arme en main.

Le libéralisme, lui, rejette la lutte idéologique et préconise une entente sans principe; il en résulte un style de travail décadent et philistin qui, dans le Parti et les groupements révolutionnaires, conduit certaines organisations et certains membres à la dégénérescence politique.

Le libéralisme se manifeste sous diverses formes.

On sait très bien que quelqu'un est dans son tort, mais comme c'est une vieille connaissance, un compatriote, un camarade d'école, un ami intime, une personne aimée, un ancien collègue ou subordonné, on n'engage pas avec lui une discussion sur les principes et on laisse aller les choses par souci de maintenir la bonne entente et l'amitié. Ou bien, on ne fait qu'effleurer la question au lieu de la trancher, afin de rester en bons termes avec l'intéressé. Il en résulte qu'on fait du tort à la collectivité comme à celui-ci. C'est une première forme de libéralisme.

On se livre, en privé, à des critiques dont on n'assume pas la responsabilité au lieu de s'employer à faire des suggestions à l'organisation. On ne dit rien aux gens en face, on fait des cancans derrière leur dos; on se tait à la réunion, on parle à tort et à travers après. On se moque du principe de la vie collective, on n'en fait qu'à sa tête. C'est une deuxième forme de libéralisme.

On se désintéresse complètement de tout ce qui ne vous concerne pas; même si l'on sait très bien ce qui ne va pas, on en parle le moins possible; en homme sage, on se met à l'abri et on a pour seul souci de n'être pas pris soi-même en défaut. C'en est la troisième forme.

On n'obéit pas aux ordres, on place ses opinions personnelles au-dessus de tout. On n'attend que des égards de l'organisation et on ne veut pas de sa discipline. C'en est la quatrième forme.

Au lieu de réfuter, de combattre les opinions erronées dans l'intérêt de l'union, du progrès et du bon accomplissement du travail, on lance des attaques personnelles, on cherche querelle, on exhale son ressentiment, on essaie de se venger. C'en est la cinquième forme.

On entend des opinions erronées sans élever d'objection, on laisse même passer des propos contre-révolutionnaires sans les signaler: on les

prend avec calme, comme si de rien n'était. C'en est la sixième forme.

On se trouve avec les masses, mais on ne fait pas de propagande, pas d'agitation, on ne prend pas la parole, on ne s'informe pas, on ne questionne pas, on n'a pas à cœur le sort du peuple, on reste dans l'indifférence, oubliant qu'on est un communiste et non un simple particulier. C'en est la septième forme.

On voit quelqu'un commettre des actes nuisibles aux intérêts des masses, mais on n'en est pas indigné, on ne l'en détourne pas, on ne l'en empêche pas, on n'entreprend pas de l'éclairer sur ce qu'il fait et on le laisse continuer. C'en est la huitième forme.

On ne travaille pas sérieusement mais pour la forme, sans plan ni orientation, cahin-caha: "Bonze, je sonne les cloches au jour le jour". C'en est la neuvième forme.

On croit avoir rendu des services à la révolution et on se donne des airs de vétéran; on est incapable de faire de grandes choses, mais on dédaigne les tâches mineures; on se relâche dans le travail et dans l'étude. C'en est la dixième forme.

On a commis des erreurs, on s'en rend compte, mais on n'a pas envie de les corriger, faisant preuve ainsi de libéralisme envers soi-même. C'en est la onzième forme.

Nous pourrions en citer d'autres encore, mais ces onze formes sont les principales.

Elles sont toutes des manifestations du libéralisme.

Le libéralisme est extrêmement nuisible dans les collectivités révolutionnaires. C'est un corrosif qui ronge l'unité, relâche les liens de solidarité, engendre la passivité dans le travail, crée des divergences d'opinions. Il prive les rangs de la révolution d'une organisation solide et d'une discipline rigoureuse, empêche l'application intégrale de la politique et coupe les organisations du Parti des masses populaires placées sous la direction du Parti. C'est une tendance des plus pernicieuses.

Le libéralisme a pour cause l'égoïsme de la petite bourgeoisie qui met au premier plan les intérêts personnels et relègue au second ceux de la révolution; d'où ses manifestations sur le plan idéologique, politique ainsi que dans le domaine de l'organisation.

Ceux qui sont imbus de libéralisme considèrent les principes du marxisme comme des dogmes abstraits. Ils approuvent le marxisme, mais ne sont pas disposés à le mettre en pratique ou à le mettre intégralement en pratique; ils ne sont pas disposés à remplacer leur

libéralisme par le marxisme. Ils ont fait provision de l'un comme de l'autre: ils ont le marxisme à la bouche, mais pratiquent le libéralisme; ils appliquent le premier aux autres, le second à eux-mêmes. Ils ont les deux articles et chacun a son usage. Telle est la façon de penser de certaines gens.

Le libéralisme est une manifestation de l'opportunisme, il est en conflit radical avec le marxisme. Il est négatif et aide en fait l'ennemi, qui se réjouit de le voir se maintenir parmi nous. Le libéralisme étant ce qu'il est, il ne saurait avoir sa place dans les rangs de la révolution.

Nous devons vaincre le libéralisme, qui est négatif, par le marxisme, dont l'esprit est positif. Un communiste doit être franc et ouvert, dévoué et actif; il placera les intérêts de la révolution au-dessus de sa propre vie et leur subordonnera ses intérêts personnels. Il doit toujours et partout s'en tenir fermement aux principes justes et mener une lutte inlassable contre toute idée ou action erronée, de manière à consolider la vie collective du Parti et à renforcer les liens de celui-ci avec les masses. Enfin, il se souciera davantage du Parti et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste.

Que tous les communistes loyaux, honnêtes, actifs et droits s'unissent dans le combat contre les tendances au libéralisme qui se manifestent chez certaines gens, pour les ramener dans le droit chemin! C'est là une de nos tâches sur le front idéologique.

12 Lectures complémentaires

Mao Tsétoung, **Citations**, (1966), Editions en langues étrangères, Pékin, sections 11 (sur la ligne de masse, pp. 146-166), 27 (sur la critique et l'autocritique), pp. 317-330, et 33 (sur l'étude), pp. 376-387.

12 Questions

1) Quels sont les trois grands éléments de style de travail révolutionnaire? Quelles sont les erreurs que nous commettons actuellement par rapport à chacun? Comment peut-on corriger ces erreurs?

2) Comment le principe de "rechercher la vérité dans les faits" découle-t-il du style de travail consistant à lier la théorie et la pratique?

3) Pourquoi est-ce important de lutter contre le subjectivisme et contre le libéralisme, pour développer un style de travail correct?

13

L'attitude de classe prolétarienne

INTRODUCTION

Chaque classe développe non seulement des idées et une conception du monde, mais aussi des attitudes, positives ou négatives, envers les faits qui l'entourent. Ces attitudes sont caractéristiques de la situation réelle et du développement à venir de chaque classe. Comme la classe ouvrière est la classe montante et le futur maître de la société, son attitude doit être positive, et conforme à son rôle révolutionnaire.

Mais la bourgeoisie essaye de corrompre la classe ouvrière,avec des idées erronées et de mauvaises attitudes. La bourgeoisie est une classe déclinante, dont l'oeuvre positive d'avoir renversé le féodalisme appartient au passé. Cette classe sera renversée dans un avenir rapproché. Son attitude est donc négative, et conforme à son rôle

réactionnaire.

Elle essaye de communiquer aux travailleurs son propre mépris des masses, les traitant d'incultes, incapables de se diriger elles-mêmes. Elle propage le pessimisme envers la révolution, disant qu'elle est impossible, pour décourager le prolétariat et retarder au maximum sa propre chute inévitable. Elle propage dans la classe ouvrière le mépris d'elle-même, et mousse l'individualisme afin de saper le style de travail collectif, le dévouement, la discipline et la détermination, qui sont essentiels pour les communistes.

C'est pourquoi, de pair avec la lutte pour adopter un style de travail et une conception du monde marxistes, les communistes doivent aussi lutter pour adopter l'attitude de classe du prolétariat révolutionnaire, et repousser celle de la bourgeoisie décadente.

Comme l'expliquent les extraits de cette section, les communistes doivent faire preuve d'enthousiasme pour la révolution, de modestie dans leur travail, et de confiance dans les masses. Chaque communiste doit démontrer son dévouement envers la cause du prolétariat, et mettre ses tâches politiques au premier plan; de la détermination à mener la révolution jusqu'au bout et à surmonter tout obstacle; de la discipline dans la réalisation de ses tâches. Les exemples de Norman Bethune, de Tchang Se-teh, de Yukong, ainsi que le modèle de Lénine lui-même, illustrent ces attitudes essentielles du prolétariat.

• LE DEVOUEMENT, LA DETERMINATION ET LA DISCIPLINE ENVERS LA CAUSE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

Mao Tsétoung, **Servir le peuple**, (1944), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 185-186

Notre Parti communiste ainsi que la VIII^{e} Armée de Route et la Nouvelle IV^{e} Armée qu'il dirige sont des forces révolutionnaires, to-

talement dévouées à la libération du peuple et travaillant entièrement dans l'intérêt de ce dernier. Le camarade Tchang Se-teh* fut un de ceux qui servaient dans leurs rangs.

Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsien, disait: "Certes, les hommes sont mortels; mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres en ont moins qu'une plume**." Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan; mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploiteurs et les oppresseurs a moins de poids qu'une plume. Le camarade Tchang Se-teh est mort en servant les intérêts du peuple, et sa mort a plus de poids que le mont Taichan.

Nous servons le peuple et ne craignons donc pas, si nous avons des insuffisances, qu'on les relève et qu'on les critique. Chacun, quel qu'il soit, peut les relever. S'il a raison, nous nous corrigerons. Si ce qu'il propose est utile au peuple, nous agirons en conséquence. La suggestion d'avoir "moins de troupes mais de meilleures et une administration simplifiée" a été faite par M. Li Ting-ming***, qui n'est pas communiste; cette idée était bonne, elle était utile au peuple, nous l'avons donc adoptée. Si, dans l'intérêt du peuple, nous persévérons dans ce qui est juste et corrigeons ce qui est erroné, tout s'épanouira dans nos rangs.

Venant de tous les coins du pays, nous nous sommes retrouvés ici en vue d'un objectif révolutionnaire commun, vers lequel nous devons poursuivre notre route avec l'immense majorité du peuple. Aujourd'hui, nous dirigeons déjà des bases d'appui englobant une population de 91 millions d'habitants****, mais cela n'est pas suffisant; il nous en faut de plus vastes si nous voulons libérer toute la nation. Que

---

* Tchang Se-teh, soldat du Régiment de la Garde du Comité central du Parti communiste chinois, fut un communiste qui servit loyalement les intérêts du peuple — il se joignit à la révolution en 1933, fit la Longue Marche et fut blessé au service. Le 5 septembre 1944, alors qu'il fabriquait du charbon de bois dans les montagnes du district d'Ansai, dans le Chensi du Nord, il périt par suite de l'écroulement d'une meule.

** Sema Tsien, célèbre écrivain et historien chinois du IIe siècle av. J.-C., auteur de *Mémoires historiques* en 130 chapitres. La citation est tirée de sa "Réponse à la lettre de Jen Chao-king".

*** Li Ting-ming, hobereau éclairé du Chensi du Nord qui fut élu vice-président du Gouvernement de la Région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

**** Chiffre total de la population de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et des autres régions libérées créées dans la Chine du Nord, la Chine centrale et la Chine du Sud.

nos camarades, dans les moments difficiles, ne perdent pas de vue nos succès, qu'ils discernent notre avenir lumineux et redoublent de courage. Le peuple chinois est dans le malheur, nous avons le devoir de l'en tirer; pour cela, il faut lutter de toutes nos forces. Or, quand il y a lutte il y a sacrifice: la mort est chose fréquente. Comme nous avons à cœur les intérêts du peuple, les souffrances de la grande majorité du peuple, mourir pour lui, c'est donner à notre mort toute sa signification. Néanmoins, nous devons réduire au minimum les sacrifices inutiles. Il faut que nos cadres se soucient de chaque combattant, et tous, dans les rangs de la révolution, doivent veiller les uns sur les autres, s'aimer et s'entraider.

Désormais, quand l'un des nôtres viendra à manquer, fût-il cuisinier ou soldat, nous devrons, pour peu qu'il ait fait œuvre utile, célébrer ses obsèques en tenant une réunion pour honorer son souvenir. Cela doit devenir une règle. Cette pratique est à introduire également dans la population. Lorsque quelqu'un mourra dans un village, on organisera une réunion à sa mémoire. Ainsi, en exprimant notre affliction, nous contribuerons à l'union du peuple tout entier.

Mao Tsétoung, **Comment Yukong déplaça les montagnes**, (1945), in Oeuvres choisies, Tome III, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 289-290

Notre Congrès a été un très grand succès. Trois choses ont été accomplies. Premièrement, nous avons défini la ligne de notre Parti: mobiliser hardiment les masses, accroître les forces du peuple et, sous la direction de notre Parti, vaincre les agresseurs japonais, libérer le peuple tout entier et fonder une Chine de démocratie nouvelle. Deuxièmement, nous avons adopté les nouveaux statuts du Parti. Troisièmement, nous avons élu notre organe dirigeant: le Comité central. Notre tâche est désormais de guider tout le Parti dans l'application de la ligne adoptée. Nous avons tenu un congrès de la victoire, un congrès de l'unité. Les délégués ont exprimé des avis fort intéressants

sur les trois rapports. Nombre de camarades ont pratiqué l'autocritique; aspirant à l'unité, nous y sommes parvenus par ce moyen. Ce Congrès est un modèle d'unité, d'autocritique et de démocratie à l'intérieur du Parti.

A l'issue de nos travaux, beaucoup de nos camarades retourneront à leur poste ou se rendront sur les divers fronts de la guerre. Partout où vous irez, Camarades, vous ferez connaître la ligne du Congrès et, par l'intermédiaire des membres de tout le Parti, un large travail d'explication devra être accompli auprès des masses populaires.

En faisant connaître cette ligne, nous donnerons à tout le Parti et à tout le peuple la certitude que notre révolution triomphera. Il faut, en premier lieu, que le détachement d'avant-garde en soit conscient, qu'il s'arme de résolution, ne recule devant aucun sacrifice et surmonte toutes les difficultés pour remporter la victoire. Mais cela ne suffit pas; il faut, en outre, que les larges masses de notre pays en prennent conscience, qu'elles combattent de plein gré à nos côtés pour arracher la victoire. Il faut que tout notre peuple ait la conviction que la Chine appartient au peuple chinois et non aux réactionnaires. Dans la Chine antique, il y avait une fable intitulée "Comment Yukong déplaça les montagnes". On y raconte qu'il était une fois, en Chine septentrionale, un vieillard appelé Yukong des Montagnes du Nord. Sa maison donnait, au sud, sur deux grandes montagnes, le Taihang et le Wangwou, qui en barraient les abords. Yukong décida d'enlever, avec l'aide de ses fils, ces deux montagnes, à coups de pioche. Un autre vieillard, nommé Tcheseou, les voyant à l'œuvre, éclata de rire et leur dit: "Quelle sottise faites-vous là! Vous n'arriverez jamais, à vous seuls, à enlever ces deux montagnes!" Yukong lui répondit: "Quand je mourrai, il y aura mes fils; quand ils mourront à leur tour, il y aura les petits-enfants, ainsi les générations se succéderont sans fin. Si hautes que soient ces montagnes, elles ne pourront plus grandir; à chaque coup de pioche, elles diminueront d'autant; pourquoi donc ne parviendrions-nous pas à les aplanir?" Après avoir ainsi réfuté les vues erronées de Tcheseou, Yukong, inébranlable, continua de piocher, jour après jour. Le Ciel en fut ému et envoya sur terre deux génies célestes, qui emportèrent ces montagnes sur leur dos. Aujourd'hui, il y a également deux grosses montagnes qui pèsent lourdement sur le peuple chinois: l'une est l'impérialisme, l'autre le féodalisme. Le Parti communiste chinois a décidé depuis longtemps de les enlever. Nous devons persévérer dans notre tâche et y travailler sans relâche, nous aussi nous

arriverons à émouvoir le Ciel. Notre Ciel à nous n'est autre que la masse du peuple chinois. Si elle se dresse tout entière pour enlever avec nous ces deux montagnes, comment ne pourrions-nous pas les aplanir?

Mao Tsétoung, **A la mémoire de Norman Bethune**, (1939), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 359-360

Le camarade Norman Béthune* était membre du Parti communiste du Canada. Il avait une cinquantaine d'années lorsqu'il fut envoyé en Chine par le Parti communiste du Canada et le Parti communiste des Etats-Unis; il n'hésita pas à faire des milliers de kilomètres pour venir nous aider dans la Guerre de Résistance contre le Japon. Il arriva à Yenan au printemps de l'année dernière, puis alla travailler dans le Woutaichan où, à notre plus grand regret, il est mort à son poste. Voilà donc un étranger qui, sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois: Quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'internationalisme, du communisme, celui que tout communiste chinois doit s'assimiler. Le léninisme enseigne que la révolution mondiale ne peut triompher que si le prolétariat des pays capitalistes soutient la lutte libératrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux et si le prolétariat des colonies et semi-colonies soutient la lutte libératrice du prolétariat des pays capitalistes** Le camarade Béthune a mis en pratique cette ligne léniniste. Nous, membres du Parti communiste chinois, devons faire de même. Il nous faut nous unir au prolétariat de tous les pays capi-

* Membre du Parti communiste du Canada et célèbre chirurgien. En 1936, lorsque les hordes fascistes allemandes et italiennes attaquèrent l'Espagne, il se rendit sur le front et se mit au service du peuple espagnol qui luttait contre le fascisme. Au début de 1938, après qu'eut éclaté la Guerre de Résistance, il arriva en Chine à la tête d'une équipe médicale. Il atteignit Yenan vers mars-avril et alla peu après dans la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei. Animé d'un fervent esprit internationaliste et faisant preuve du plus grand dévouement et d'une totale abnégation, le camarade Béthune soigna, pendant près de deux ans, les malades et les blessés de la VIII[e] Armée de Route. Il contracta une septicémie en faisant une opération d'urgence et mourut à Tanghsien, dans le Hopei, le 12 novembre 1939, malgré tous les soins qui lui furent prodigués.

** Voir J. Staline: "Des principes du léninisme", partie VI: "La question nationale".

talistes, au prolétariat du Japon, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de tout autre pays capitaliste, pour qu'il soit possible d'abattre l'impérialisme, de parvenir à la libération de notre nation et de notre peuple, des nations et des peuples du monde entier. Tel est notre internationalisme, celui que nous opposons au nationalisme et au patriotisme étroits.

L'esprit du camarade Béthune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissait dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple. Tout communiste doit le prendre pour exemple. Ils ne sont pas rares ceux à qui manque le sens des responsabilités dans leur travail, qui choisissent les tâches faciles et se dérobent aux besognes pénibles, laissant aux autres le fardeau le plus lourd et prenant la charge la plus légère. En toute chose, ils pensent d'abord à eux-mêmes, aux autres après. A peine ont-ils accompli quelque effort, craignant qu'on ne s'en soit pas aperçu, ils s'en vantent et s'enflent d'orgueil. Ils n'éprouvent point de sentiments chaleureux pour les camarades et pour le peuple, ils n'ont à leur endroit que froideur, indifférence, insensibilité. En vérité, ces gens-là ne sont pas des communistes ou, du moins, ne peuvent être considérés comme de vrais communistes. Parmi ceux qui revenaient du front, il n'y avait personne qui, parlant de Béthune, ne manifestât son admiration pour lui, et qui fût resté insensible à l'esprit qui l'animait. Il n'est pas un soldat, pas un civil de la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei qui, ayant reçu les soins du docteur Béthune ou l'ayant vu à l'œuvre, ne garde de lui un souvenir ému. Tout membre de notre Parti doit apprendre du camarade Béthune cet esprit authentiquement communiste.

Le camarade Béthune était médecin. L'art de guérir était sa profession, il s'y perfectionnait sans cesse et se distinguait par son habileté dans tout le service médical de la VIII^{e} Armée de Route. Son cas exemplaire devrait faire réfléchir tous ceux qui ne pensent qu'à changer de métier sitôt qu'ils en entrevoient un autre, ou qui dédaignent le travail technique, le considérant comme insignifiant, sans avenir.

Je n'ai rencontré qu'une seule fois le camarade Béthune. Il m'a souvent écrit depuis. Mais, pris par mes occupations, je ne lui ai répondu qu'une fois, et je ne sais même pas s'il a reçu ma lettre. Sa mort m'a beaucoup affligé. Maintenant, nous honorons tous sa mémoire, c'est dire la profondeur des sentiments que son exemple nous inspire. Nous devons apprendre de lui ce parfait esprit d'abnégation.

Ainsi, chacun pourra devenir très utile au peuple. Qu'on soit plus ou moins capable, il suffit de posséder cet esprit pour être un homme aux sentiments nobles, intègre, un homme d'une haute moralité, détaché des intérêts mesquins, un homme utile au peuple.

• LA MODESTIE, L'ENTHOUSIASME ET LA CONFIANCE DANS LES MASSES

Staline, J., "Lénine", in **Lénine**, (1924), Editions Naim Frashëri, Tirana, pp. 40-51

La modestie

Je rencontrai pour la première fois Lénine en décembre 1905, à la conférence bolchévik de Tammerfors (Finlande). Je m'attendais à voir l'aigle de notre Parti, le grand homme, grand non seulement au point de vue politique, mais aussi, si vous voulez, au point de vue physique, car dans mon imagination, Lénine apparaissait sous l'aspect d'un géant à belle stature, l'air imposant. Quelle ne fut pas ma déception lorsque j'aperçus un homme des plus ordinaires, d'une taille au-dessous de la moyenne, ne différant en rien, mais absolument en rien, des autres mortels. . .

Il est admis qu'un «grand homme» doit habituellement arriver en retard aux réunions, pour que l'assemblée attende son apparition avec angoisse. Au surplus, les assistants avertissent de l'arrivée d'un grand homme par des: «Chut!. . . silence. . . le voilà!» Il me semblait que ce cérémonial n'était

pas superflu, qu'il imposait qu'il inspirait le respect. Quelle ne fut pas ma déception lorsque j'appris que Lénine était arrivé à la réunion avant les délégués et que, retiré dans un coin, il poursuivait sans façon une conversation des plus ordinaires avec les plus ordinaires délégués de la conférence. Je ne vous cacherai pas que cela me parut alors comme une violation de certaines régles établies.

Par la suite seulement, je compris que cette simplicité et cette modestie de Lénine, ce désir de passer inaperçu ou, tout au moins, de ne pas se faire trop remarquer, de ne pas souligner sa haute position, était un des côtés les plus forts de Lénine, — nouveau chef des nouvelles masses, des masses simples et ordinaires qui forment les «basses couches» les plus profondes, de l'humanité.

Puissance de logique

Les deux discours que Lénine prononça à cette conférence sur la situation politique et sur la question agraire, étaient remarquables. Malheureusement, ils n'ont pas été conservés. Discours inspirés, qui déchaînèrent l'enthousiasme de la conférence. L'extraordinaire force de conviction, la simplicité et la clarté de l'argumentation, les phrases brèves et compréhensibles pour tous, l'absence d'affectation, l'absence de gestes vertigineux et de phrases à effet, tout cela distinguait avantageusement les discours de Lénine de ceux des orateurs «parlementaires» habituels.

Mais ce ne fut pas ce côté des discours de Lénine qui me captiva alors. C'était la force ir-

résistible de la logique de Lénine, de cette logique un peu sèche, mais en revanche si profonde, qui s'empare de l'auditoire, l'électrise peu à peu et, comme on dit, l'empoigne tout entier. Je me souviens que beaucoup de délégués disaient alors: «La logique dans les discours de Lénine, c'est comme des tentacules tout-puissants qui vous enserrent dans un étau dont il est impossible de briser l'étreinte; il faut ou se rendre, ou se résoudre à un échec complet.»

Cette particularité des discours de Lénine est, à mon sens, le côté le plus fort de son talent d'orateur.

Sans pleurnicheries

Je rencontrai Lénine pour la deuxième fois en 1906, à Stockholm, au congrès de notre Parti*. On sait qu'à ce congrès les bolchéviks restèrent en minorité, qu'ils essuyèrent une défaite. Je vis alors pour la première fois Lénine dans le rôle de vaincu.

Il ne ressemblait pas le moins du monde à ces chefs qui, après une défaite, pleurnichent et se découragent. Au contraire, la défaite avait galvanisé l'énergie de Lénine et il exhortait ses partisans à de nouvelles batailles, en vue de la victoire future. J'ai dit: défaite de Lénine. Mais qu'-

* **Le IVe congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe** se tint en avril-mai 1906 à Stockholm (Suède). Par suite de l'afflux dans le Parti, en 1905, d'une foule d'éléments intellectuels hésitants et de la destrucion d'une série d'organisa-

était-ce que cette défaite? Il fallait voir les adversaires de Lénine, les vainqueurs du congrès de Stockholm, — Plékhanov, Axelrod, Martov et les autres: ils ressemblaient bien peu à des vainqueurs, car Lénine, par sa critique implacable du menchévisme, les avait, comme on dit, mis en pièces. Je me souviens comment nous autres, délégués bolchéviks, massés en un groupe compact, nous regardions Lénine et lui demandions conseil. Dans le propos de certains délégués perçaient la lassitude, le découragement. Je me rappelle comment Lénine, en réponse à ces propos, murmura entre les dents, d'un ton âpre: «Ne pleurnichez pas, camarades, nous vaincrons à coup sûr, car nous avons raison.»

La haine des intellectuels pleurnichards, la foi en nos forces, la foi en la victoire, voilà ce dont nous parlait alors Lénine. On sentait que la défaite des bolchéviks était momentanée, que les bolchéviks allaient vaincre prochainement.

«Ne pas pleurnicher à l'occasion d'une défaite» — voilà le trait particulier de l'activité de Lénine, qui lui a permis de rassembler une armée entièrement dévouée et confiant en ses forces.

Sans présomption

Au congrès suivant, en 1907, à Londres, ce

---

tions bolchéviks, les menchéviks avaient la majorité à ce congrès, ce qui détermina tout le cours de ses travaux. Le congrès adopta des résolutions menchéviks et élut un Comité central où les menchéviks dominaient de beaucoup. (Pour plus de détails, voir LENINE: «Rapport sur le congrès d'unification» **Oeuvres complètes**, t. IX, édition russe).

furent les bolchéviks qui remportèrent la victoire. Je vis alors pour la première fois Lénine dans le rôle de vainqueur. D'ordinaire, la victoire grise les chefs, les rend hautains et présomptueux. Le plus souvent on commence dans ce cas à chanter victoire, à se reposer sur ses lauriers. Mais Lénine ne ressemblait en rien à ce genre de chefs. Au contraire, c'est après la victoire qu'il faisait preuve d'une vigilance et d'une prudence particulières. Je me souviens que Lénine répétait avec insistance aux délégués: «Premièrement, ne pas se laisser griser par la victoire, ni en tirer vanité; deuxièmement, consolider la victoire; troisièmement, achever l'ennemi, car il est battu, et non achevé, tant s'en faut.» Il raillait âprement les délégués qui affirmaient à la légère que «désormais, c'en était fait des menchéviks.» Il ne lui fut pas difficile de démontrer que les menchéviks avaient encore des racines dans le mouvement ouvrier, qu'il fallait savoir les combattre, en évitant avec soin de surestimer ses propres forces et, surtout, de sous-estimer celles de l'ennemi.

«Ne pas tirer vanité de sa victoire», voilà le trait de caractère de Lénine qui lui a permis d'évaluer avec sang-froid les forces de l'ennemi et de mettre le Parti à l'abri de toute éventualité.

L'attachement aux principes

Les chefs d'un Parti doivent nécessairement faire cas de l'opinion de la majorité de leur Parti. La majorité, c'est une force avec laquelle un chef ne peut pas ne pas compter. Lénine le

comprenait aussi bien que tout autre dirigeant du Parti. Mais Lénine ne fut jamais prisonnier de la majorité, surtout quand cette majorité n'avait pas une base de principe. Il y eut des moments dans l'histoire de notre Parti où l'opinion de la majorité, ou bien les intérêts momentanés du Parti entraient en conflit avec les intérêts fondamentaux du prolétariat. Dans ce cas, Lénine, sans hésiter, se mettait résolument du côté des principes contre la majorité du Parti. Bien plus, il ne craignait pas alors d'intervenir littéralement seul contre tous, estimant, comme il le disait souvent, qu' «une politique de principe est la seule politique juste».

Les deux faits suivants sont particulièrement caractéristiques sous ce rapport.

Premier fait: C'était pendant la période de 1909 à 1911, où le Parti, écrasé par la contre-révolution, était en pleine décomposition. Période où l'on avait perdu la foi dans le Parti; où non seulement les intellectuels mais aussi, dans une certaine mesure, les ouvriers abandonnaient en masse le Parti; période de désaveu de l'activité clandestine*; période de

* Staline dans la fameuse lettre qu'il écrivit de Solvytchégodsk où il était déporté, en 1910, donnait déjà une appréciation de la lutte de Lénine pour le maintien du Parti illégal. Approuvant le projet d'un bloc provisoire des partisans de Lénine avec ceux de Plékhanov, groupement menchévik partisan de la conservation du Parti clandestin, pour lutter contre la majorité des menchéviks (les liquidateurs), qui tentaient de détruire le Parti, Staline écrivait: «Dans le plan du bloc on reconnaît la main de Lénine. C'est un malin et il sait comment s'y prendre». **(Bolchévik,** n° 2-3. 1932).

liquidation * et de débâcle. Non seulement les menchéviks, mais aussi les bolchéviks représentaient alors une série de fractions et de courants, détachés pour la plupart du mouvement ouvrier. On sait que c'est justement pendant cette période que naquit l'idée de supprimer entièrement l'activité clandestine du Parti et d'organiser les ouvriers en un Parti légal, libéral, stolypinien [1]. Lénine fut alors le seul à

1. **Liquidationnisme.** Principale tendance à l'intérieur du menchévisme dans les années 1908-1914. Les liquidateurs voulaient liquider (d'où leur nom) le programme et la tactique révolutionnaires du prolétariat et le Parti ouvrier révolutionnaire illégal «afin d'endormir les ouvriers par le rêve d'un nouveau Parti ouvert, légal» **(Lénine)**. Le liquidationnisme découlait de la façon la plus naturelle de toute la ligne politique des menchéviks depuis le IIe congrès du Parti.

Dans leurs revues et journaux légaux, autorisés par le tsarisme, les liquidateurs attaquaient furieusement les bolchéviks, menaient l'agitation contre l'activité illégale, les grèves révolutionnaires, etc... préconisaient la création d'un «large» Parti ouvrier, humble et docile, que pourrait permettre le chef du gouvernement tsariste d'alors, Stolypine, le plus féroce ennemi du peuple (d'où le surnom de Parti stolypinien donné aux liquidateurs). Le Parti bolchévik, sous la direction de Lénine, mena impitoyablement la lutte contre le liquidationnisme et la conciliation à son égard dans les rangs bolchéviks.

Par suite de cette lutte, les liquidateurs furent, en 1914, culbutés de toutes les positions qu'ils occupaient dans le mouvement ouvrier et ne furent plus qu'un groupe d'intellectuels coupés des masses.

* **Le parti de Stolypine** (ou le parti ouvrier stolypinien). C'est ainsi qu'on appelait ironiquement pendant la réaction

ne pas se laisser gagner par la contagion et à tenir haut le drapeau du Parti, rassemblant, avec une patience étonnante, avec une obstination inouïe, les forces du Parti dispersées et écrasées, luttant contre toutes les tendances hostiles au Parti au sein du mouvement ouvrier, et défendant les principes du Parti avec un courage et une persévérance sans précédent...

On sait que, plus tard, Lénine sortit vainqueur de cette lutte pour le maintien du Parti.

Deuxième fait. C'était dans la période de 1914-1917, en pleine guerre impérialiste, au moment où tous les Partis ou à peu près tous les Partis social-démocrates et socialistes, emportés par le délire patriotique général, s'étaient mis au service de l'impérialisme de leur pays. Période où la IIe Internationale inclinait ses drapeaux devant le Capital, où même des hommes comme Plékhanov, Kautsky, Guesde, et d'autres ne purent résister à la vague de chauvinisme. Lénine fut alors seul ou presque seul à engager la lutte contre le social-chauvinisme * et le social-pacifisme, à dénoncer la trahison des Guesde et

---

qui s'était installée au lendemain de la défaite de la révolution de 1905, les menchéviks liquidateurs qui prêchaient l'abandon du Parti révolutionnaire illégal du prolétariat et la création d'un Parti «déclaré», fonctionnant dans le cadre du régime stolypinien (du nom du président du Conseil des ministres, Stolypine).

* **Social-chauvinisme.** — Tendance politique existant dans les Partis socialistes de la IIe Internationale durant les années de la guerre impérialiste (1914-1918) et consistant à aider ouvertement sa propre bourgeoisie à piller et à écraser

des Kautsky et à stigmatiser l'indécision des «révolutionnaires» nageant entre deux eaux. Lénine comprenait qu'il n'avait derrière lui qu'une infime minorité, mais pour lui cela n'avait pas une importance décisive, car il savait que la seule politique juste, ayant pour elle l'avenir, était la politique de l'internationalisme conséquent, car il savait qu'une politique de principe est la seule politique juste.

On sait que Lénine sortit également vainqueur de cette lutte pour une nouvelle Internationale.

«La politique de principe est la seule politique juste», c'est à l'aide de cette formule que Lénine a pris d'assaut les nouvelles positions

---

les autres peuples. «Le social-chauvinisme, a écrit Lénine, c'est la défense de l'idée de la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle. De cette idée découle l'abandon de la lutte de classe en temps de guerre, le vote des crédits de guerre, etc. Les social-chauvins mènent une politique bourgeoise, car ils soutiennent la «défense de la patrie» non dans le sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais comme le «droit» de l'un ou de l'autre groupe de «grandes» puissances de piller les colonies et opprimer des peuples étrangers». (**Oeuvres complètes**, t. XVIII, édition russe).

La majorité des dirigeants des Partis de la IIe Internationale, parmi lesquels, le chef des socialistes français, Guesde, avaient adopté une position social-chauvine.

Les social-chauvins avaient pour allié la tendance social-pacifiste, à la tête de laquelle se trouvait Kautsky, et qui, par des bavardages sur la nocivité de la guerre et les avantages de la paix, sur l'intérêt d'une entente pacifique

«inexpugnables», et gagné au marxisme révolutionnaire les meilleurs éléments du prolétariat.

La foi dans les masses

Les théoriciens et les chefs de parti qui connaissent l'histoire des peuples, qui ont étudié, d'un bout à l'autre, l'histoire des révolutions, sont parfois atteints d'une maladie indécente. Cette maladie c'est la peur des masses, l'absence de foi dans les facultés créatrices des masses. Elle engendre parfois chez les chefs un certain aristocratisme à l'égard des masses peu versées dans l'histoire des révolutions, mais appelées à démolir ce qui est vieux et à bâtir du neuf. La peur que les éléments se déchaînent, que les masses «démolissent beaucoup trop», le désir de jouer le rôle de gouvernante qui s'efforçe d'instruire les masses par les livres, sans vouloir s'instruire auprès de ces masses: telle est la source de cet aristocratisme.

Lénine était tout l'opposé de ces chefs. Je ne

---

entre les impérialistes des pays belligérants, tentait de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire contre la guerre.

Occupaient également une position social-pacifiste les «révolutionnaires» indécis (et en tout premier lieu Trotski) qui «appelaient» le prolétariat à la lutte, non pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, qui seuls pouvaient anéantir l'oppression des peuples et faire disparaître toute guerre, mais simplement pour la paix, le pouvoir restant aux impérialistes qui avaient provoqué la guerre.

connais pas d'autre révolutionnaire qui ait, comme Lénine, possédé une foi aussi profonde dans les forces créatrices du prolétariat et dans la justesse révolutionnaire de son instinct de classe. Je ne connais pas d'autre révolutionnaire qui ait su, comme Lénine, flageller aussi impitoyablement les critiques infatués du «chaos de la révolution» et de la «bacchanale de l'action spontanée des masses». Je me souviens qu'au cours d'une conversation, en réponse à la remarque d'un camarade qu' «après la révolution, il devait s'établir un ordre normal», Lénine répliqua sarcastique: «Il est malheureux que les gens qui désirent être des révolutionnaires oublient que l'ordre le plus normal dans l'histoire est celui de la révolution.»

De là, ce dédain de Lénine pour tous ceux qui voulaient regarder les masses de haut, les instruire par les livres. C'est pourquoi Lénine répétait inlassablement qu'il fallait s'instruire auprès des masses, comprendre leur action, étudier minutieusement l'expérience pratique de la lutte des masses.

La foi dans les forces créatrices des masses est ce trait particulier de l'activité de Lénine, qui lui permit de saisir la signification du mouvement spontané des masses, et de l'orienter dans la voie de la révolution prolétarienne.

• LES CONDITIONS REQUISES POUR DEVELOPPER DES CONTINUATEURS DE LA REVOLUTION

Mao Tsétoung, cité par la Rédaction du Renmin Ribao et du Hongqi, **Le pseudo-communisme de Krouchtchev**, (1964), Editions Drapeau rouge, Montréal, pp.81-82

Quelles sont les conditions requises des dignes successeurs de la cause révolutionnaire du prolétariat?

Ils doivent être d'authentiques marxistes-léninistes et non, comme Khrouchtchev, des révisionnistes se parant du marxisme-léninisme.

Ils doivent être des révolutionnaires corps et âme au service de l'écrasante majorité de la population de la Chine et du monde, et non agir comme Khrouchtchev qui sert les intérêts d'une poignée de gens, de la couche privilégiée de la bourgeoisie de son pays, ainsi que les intérêts des impérialistes et des réactionnaires du monde entier.

Ils doivent être des hommes d'Etat prolétariens capables de s'unir avec l'écrasante majorité et de travailler de concert avec elle. Ils doivent non seulement s'unir avec ceux qui partagent leurs vues, mais encore savoir s'unir avec ceux qui ne les partagent pas, avec ceux qui leur étaient opposés et dont la pratique a prouvé l'erreur. Cependant, ils doivent être particulièrement vigilants vis-à-vis des arrivistes et des conspirateurs du genre Khrouchtchev et les empêcher d'usurper la direction du Parti et de l'Etat à tous les échelons.

Ils doivent être des exemples dans l'application du centralisme démocratique du Parti, maîtriser la méthode de direction basée sur le principe de "venir des masses et retourner aux masses" et nourrir un style de travail démocratique qui les rend capables d'entendre les masses. Ils ne doivent pas, à l'instar de Khrouchtchev, saper le centralisme démocratique du Parti, se prévaloir d'un pouvoir autocratique, attaquer les camarades par surprise, refuser de comprendre et agir en dictateur.

Ils doivent être modestes et prudents, se prémunir contre l'arrogance et la présomption, être capables de se soumettre à l'autocritique et avoir le courage de corriger toutes les insuffisances et erreurs dans leur travail. Ils ne doivent en aucun cas celer leurs erreurs, s'attribuer tous les mérites et rejeter toutes les fautes sur autrui, à l'exemple de Khrouchtchev.

Les successeurs de la cause révolutionnaire du prolétariat, ce sont les luttes de masse qui les voient naître et ce sont les grandes tempêtes révolutionnaires qui les forgent. Il faut savoir évaluer la valeur des cadres, choisir et former les successeurs au cours des luttes de masse prolongées.

Mao Tsétoung, **Contre le libéralisme**, (1937), in Oeuvres choisies, Tome II, Editions en langues étrangères, Pékin, p. 25

... Un communiste doit être franc et ouvert, dévoué et actif; il placera les intérêts de la révolution au-dessus de sa propre vie et leur subordonnera ses intérêts personnels. Il doit toujours et partout s'en tenir fermement aux principes justes et mener une lutte inlassable contre toute idée ou action erronée, de manière à consolider la vie collective du Parti et à renforcer les liens de celui-ci avec les masses. Enfin, il se souciera davantage du Parti et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste.

13 Lectures complémentaires

Mao Tsétoung, **Citations,** (1966), Editions en langues étrangères, Pékin, sections 7 (Oser lutter, oser vaincre), pp. 100-107, 17, (Servir le peuple), pp. 209-215 (Discipline), pp. 280-288

13 Questions

1) Pourquoi est-il important de maintenir une attitude prolétarienne dans tout ce qu'on fait? Donnez des exemples des effets néfastes d'une attitude bourgeoise.

2) Quel est le rapport entre les tâches politiques et la vie personnelle? (famille, loisirs, sports, etc)? Quelles erreurs individualistes peuvent être commises? Comment faut-il maintenir l'attitude prolétarienne de dévouement envers les tâches politiques et la cause révolutionnaire du prolétariat?

3) Quelle est l'importance fondamentale de la confiance dans les masses? Pourquoi cette confiance est-elle essentielle pour nous transformer en communistes? Comment cette confiance découle-t-elle de la théorie marxiste et des qualités de la classe ouvrière?

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....4

1. LA LUTTE DE CLASSES ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Introduction.....14

- La définition marxiste de communisme, prolétariat et bourgeoisie.....16
- L'unité du peuple autour du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie.....18
- L'histoire de toute société divisée en classes est celle de la lutte de classes.....20
- La naissance, le développement et le déclin de la bourgeoisie.....22
- La crise économique montre les limites de la direction bourgeoise de la société.....27
- La naissance, le développement et la montée du prolétariat.....28
- Le prolétariat, seule classe capable de diriger tous ceux qui s'opposent à la bourgeoisie.....32
- La chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.....33

Lectures complémentaires et questions.....35

2. L'ECONOMIE POLITIQUE: L'EXPLOITATION ET LA CRISE

Introduction.....36

- La théorie de la plus-value dévoile l'essence de l'exploitation capitaliste..... 38
- La crise capitaliste ne peut être réglée que par la révolution socialiste..... 40
- La crise en est une de surproduction..... 44
- La bourgeoisie est incapable de trouver des solutions aux contradictions du capitalisme et de la crise économique..... 46
- Seule la prise en main par le prolétariat des forces productives et du pouvoir d'Etat peut mettre fin aux crises..... 48
- Les conditions historiques de la prise en main du pouvoir par le prolétariat existent dès maintenant..... 51
- L'inévitabilité historique de la destruction du capitalisme par le prolétariat..... 54

Lectures complémentaires et questions..... 56

3. L'ETAT ET LA REVOLUTION

Introduction..... 58

A. L'Etat capitaliste et la révolution socialiste..... 60

- L'Etat capitaliste est la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat..... 60
- L'Etat est le produit de contradictions entre classes irréconciliables..... 64
- L'Etat est une machine de répression par laquelle une classe en domine une autre au moyen de la police, de l'armée et des prisons..... 68
- La lutte de classes mène à la dictature du prolétariat, le pouvoir d'Etat révolutionnaire..... 70
- Pour faire la révolution socialiste, il faut briser, démolir, détruire l'Etat capitaliste..... 73
- La lutte armée est essentielle au triomphe de la révolution prolétarienne..... 76

Lectures complémentaires et questions..... 79

B. La révolution, la construction socialiste et le communisme 80

- La démocratie et la dictature sous le socialisme..... 80
- L'Etat s'éteint avec l'avènement du communisme..... 84
- La différence entre socialisme et communisme..... 87
- La révolution et la construction socialistes 89

Lectures complémentaires et questions..... 95

4. LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME ET LE REVISIONNISME MODERNE

Introduction..... 98

- La lutte des marxistes contre les réformistes, saboteurs de la révolution..... 100
- L'aristocratie ouvrière et les partis "travaillistes" bourgeois..... 104
- La lutte des marxistes contre les révisionnistes, qui vident le communisme de son contenu révolutionnaire..... 111
- La lutte contre le révisionnisme moderne de Khrouchtchev..... 117

Lectures complémentaires et questions..... 119

5. LE PARTI COMMUNISTE

Introduction..... 126

A. Les caractéristiques du Parti..... 128

- Pour faire la révolution socialiste, il faut un Parti communiste..... 128
- Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière..... 130
- Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière..... 133

- Le Parti, forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat 136
- Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat 138
- Le Parti, unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions 140
- Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes 142

Lectures complémentaires et questions 145

B. Les membres, l'organisation et le développement du Parti 146

- Le Parti, état-major et avant-garde de l'armée prolétarienne 146
- Les critères pour être membre du Parti 148
- L'organisation interne du Parti: le centralisme démocratique 151
- Les étapes du développement du Parti 154

Lectures complémentaires et questions 158

6. L'AGITATION ET LA PROPAGANDE

Introduction 160

A. L'agitation politique et le développement de la conscience de classe 162

- La conscience de classe se développe dans la lutte contre le spontanéisme 162
- L'agitation politique et la lutte contre l'économisme 164
- L'agitation politique et les campagnes de révélations politiques 169
- Le développement de la conscience de classe dans la lutte politique 176

Lectures complémentaires et questions 177

B. L'agitation et la propagande communistes: moyens et cibles 178

- La différence entre l'agitation et la propagande.....179
- Le journal communiste comme agitateur, propagandiste et organisateur collectif.....180
- Les trois couches du prolétariat et les tâches des communistes.....184

Lectures complémentaires et questions.....190

7. LES SYNDICATS OUVRIERS

Introduction.....192

- Le Parti doit chercher l'appui des syndicats et les diriger politiquement.....194
- Les communistes travaillent dans les syndicats pour combattre l'aristocratie ouvrière et gagner les masses.....198
- Les deux voies dans le mouvement syndical.....205
- Sous le socialisme, les syndicats sont des écoles du communisme.....211

Lectures complémentaires et questions.....212

8. LA QUESTION DES FEMMES

Introduction.....214

- Les femmes du peuple sont la plus grande réserve de la classe ouvrière, il faut les mobiliser dans la lutte de classes.....216
- L'origine de l'oppression des femmes dans la division de la société en classes et l'exclusion des femmes de la production sociale.....217
- Le capitalisme maintient l'oppression des femmes, seul le socialisme permet leur émancipation.....219

Lectures complémentaires et questions.....227

9. L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Introduction..... 230

A. Les caractéristiques de l'impérialisme et l'inévitabilité de la guerre..... 232

- La définition léniniste de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme et veille de la révolution socialiste..... 232
- Les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme et la lutte pour l'hégémonie mondiale des grandes puissances..... 235
- La lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme et les tâches internationalistes du prolétariat des pays impérialistes..... 239
- Le développement inégal des pays capitalistes et l'inévitabilité de la guerre à l'époque impérialiste..... 242
- L'attitude marxiste-léniniste face au danger de guerre..... 246

Lectures complémentaires et questions..... 248

B. L'époque de l'impérialisme et la théorie de la révolution prolétarienne..... 249

- La définition du léninisme en tant que marxisme de l'époque impérialiste et de la révolution prolétarienne..... 249
- Les contradictions fondamentales du capitalisme..... 250
- La situation internationale et son importance pour la révolution dans chaque pays; le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste..... 253
- La lutte de libération nationale et la révolution de démocratie nouvelle..... 257
- La révolution mondiale à l'époque impérialiste..... 259

Lectures complémentaires et questions..... 263

10. LA QUESTION NATIONALE

Introduction 264

A. Le point de vue prolétarien et le programme marxiste sur la question nationale 266

- Il faut poser la question nationale du point de vue des intérêts de la classe ouvrière 266
- Le programme marxiste sur la question nationale 268
- Comment poser le droit à l'autodétermination du point de vue marxiste 272

Lectures complémentaires et questions 281

B. La nation sous le capitalisme, le socialisme et le communisme 283

- La définition marxiste de la nation 283
- La naissance et le développement des nations sous le capitalisme et leur transformation sous le socialisme 287
- La lutte contre le chauvinisme de grande nation et le nationalisme étroit 292
- La fusion des nations après la victoire mondiale du communisme 295

Lectures complémentaires et questions 298

11. LA CONCEPTION MARXISTE DU MONDE

Introduction 304

A. Le matérialisme dialectique 306

- L'importance de la pratique comme critère de la vérité 306
- Les idées justes sont le fruit de la lutte de classes, de la lutte pour la production et pour l'expérimentation scientifique 309
- L'écart entre les idées et la réalité est la source idéologique de l'opportunisme 311

- Les deux conceptions du monde: le matérialisme dialectique et l'idéologie bourgeoise.....314
- L'universalité de la contradiction et la théorie de l'unité et de la lutte des contraires.....319
- La différence entre les contradictions antagoniques et non antagoniques.....324

Lectures complémentaires et questions.....327

B. Le matérialisme historique.....328

- La conception matérialiste de l'histoire est l'application du matérialisme dialectique à l'étude des sociétés.....328
- Le caractère des forces productives et des rapports de production.....331
- Le rapport entre la base économique et la superstructure politique et idéologique.....333
- Le caractère révolutionnaire des forces productives.....334
- Les différents modes de production dans l'histoire de l'humanité.....337
- Le renversement révolutionnaire des anciens rapports de production et le rôle des idées révolutionnaires.....342
- La conception matérialiste de l'histoire et de la société.....343

Lectures complémentaires et questions.....346

12. LE STYLE DE TRAVAIL MARXISTE

Introduction.....348

- L'importance d'un style de travail correct.....349
- La refonte des intellectuels dans la lutte de classes et le développement des ouvriers par l'étude de la théorie.....352
- Le lien entre la théorie et la pratique et la recherche de la vérité dans les faits.....357

- Les liens avec les masses et la pratique de la ligne de masse.....359
- La pratique de la critique et de l'autocritique.....361
- La lutte contre le libéralisme.....365

Lectures complémentaires et questions.....368

13. L'ATTITUDE DE CLASSE PROLETARIENNE

Introduction.....370

- Le dévouement, la détermination et la discipline envers la cause révolutionnaire du prolétariat.....371
- La modestie, l'enthousiasme et la confiance dans les masses.....377
- Les conditions requises pour développer des continuateurs de la révolution.....387

Lectures complémentaires et questions.....390